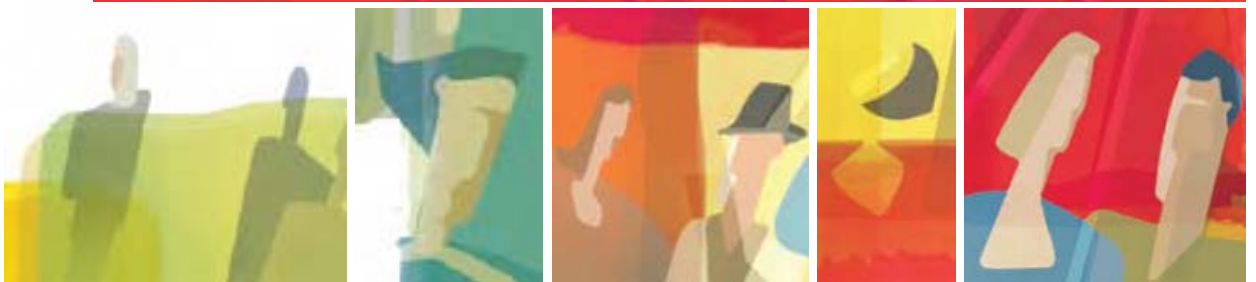


Ministère de la Justice

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016



Renseignements particuliers de l'opposition officielle

Justice
Québec 

Mai 2015
Document préparé par
le Service du budget

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.1	INDIQUEZ LA SOMME DÉPENSÉE EN 2014-2015 (ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L’INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION. PRÉCISEZ S’IL S’AGIT D’ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	1
P.2	POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L’ANNÉE 2014-2015, INDIQUER : A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV; D. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.	3
P.3	POUR 2014-2015, FOURNIR LA RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, ET CE, PAR GRANDE CATÉGORIE. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, AVEC, LE CAS ÉCHÉANT, L’ENTENTE RENOUVELÉE AVEC DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU DU QUÉBEC, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.	7
P.4	POUR 2014-2015, BILAN DU PLAN D’OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT : A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES; B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES; C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT; D. LES RÉSULTATS OBTENUS.	10
P.5	COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.	11
P.6	POUR CHACUN DES EMPLACEMENTS UTILISÉS PAR LE MINISTÈRE, INCLUANT LES CABINETS INDIQUER : A. LA DATE DES RÉNOVATIONS; B. LA LISTE DES RÉNOVATIONS; C. LES COÛTS DES RÉNOVATIONS; D. LE NOM DE LA FIRME OU DE LA COMPAGNIE QUI A EFFECTUÉ LES TRAVAUX.	14
P.7	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS ACTIFS EN 2014-2015, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D’AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER : A. LE MANDAT; B. LES MEMBRES; C. LE BUDGET; D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2014-2015; E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.	24
P.8	NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS-MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2014-2015. INDIQUER POUR CHACUNE : A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L’ORDRE DU JOUR; E. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUVELÉE); F. LES RENCONTRES INSCRITES À L’AGENDA POUR 2014-2015.	69
P.9	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT L’ASSURANCE JURIDIQUE : UNE SOLUTION POUR L’ACCÈS À LA JUSTICE. ACTIONS PRÉVUES EN 2015-2016. FOURNIR COPIE DE TOUT DOCUMENT ET DE TOUTE ÉTUDE D’IMPACT QUANT À LA RÉFLEXION MENÉE SUR LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT.	70

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.10	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE LA MISE EN ŒUVRE D’UNE RÉFORME DE LA TARIFICATION JUDICIAIRE AU QUÉBEC, NOTAMMENT AU PLAN DE LA FISCALITÉ. PRÉCISER LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2015-2016.	71
P.11	CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2014-2015 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	72
P.12	CONCERNANT LE PROGRAMME DE SUBVENTION APPEL DE PROJETS – DEMANDE D’AIDE FINANCIÈRE (BAVAC), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALE ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2014-2015 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	73
P.13	CONCERNANT LES PROGRAMMES DE SÉANCES DE MÉDIATION ET D’INFORMATION (MÉDIATION FAMILIALE, MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES, MÉDIATION CIVILE ET COMMERCIALE, PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2014-2015 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	74
P.14	CONCERNANT LE BUREAU DES PLAINTES, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2014-2015 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	75
P.15	CONCERNANT LE PROGRAMME LIGNE-RESSOURCE SANS FRAIS POUR LES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2014-2015 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	76
P.16	CONCERNANT LES PROGRAMMES DE COOPÉRATION AVEC L’ÉTRANGER (COMMISSION ROGATOIRE ET ENTRAIDE JUDICIAIRE INTERNATIONALE, PERCEPTION ET VERSEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES À L’ÉTRANGER DU QUÉBEC, ENLÈVEMENT INTERNATIONAL D’ENFANTS, SIGNIFICATION ET NOTIFICATION À L’ÉTRANGER DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2014-2015 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	77
P.17	CONCERNANT LE PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2014-2015 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	78
P.18	NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2015, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION, LES DIFFÉRENTES CHAMBRES, AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDIQUER LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ MALADIE, EN INDIQUANT LA DATE DE RETOUR PRÉVUE, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, EN INDIQUANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.	79
P.19	DEPUIS LE 1ER AVRIL 2011 ET POUR CHACUNE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, INDIQUER LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR CHAMBRE, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES NOMMÉES.	80
P.20	COPIE DE TOUT DOCUMENT ET DE LA CORRESPONDANCE ÉCHANGÉS ENTRE LE MJQ ET LE MINISTÈRE FÉDÉRAL DE LA JUSTICE CONCERNANT LA NOMINATION DE JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE.	81
P.21	NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2014-2015 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX. VENTILER PAR NATURE DE LA PLAINTÉ PORTÉE CONTRE LES JUGES.	82
P.22	VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DES DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAIL SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.	83
P.23	COPIE DE LA PARTIE ACCESSIBLE DU MÉMOIRE TRANSMIS AU CONSEIL DES MINISTRES SUR LE PROJET DE LOI 33, LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES.	84
P.24	POUR 2014-2015, POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, FOURNIR : A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION.	85
P.25	POUR 2014-2015, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT, DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES.	89

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.26	POUR 2014-2015, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF : A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES; B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS; C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.	93
P.27	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER : A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES, EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DU MANDAT; B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, INCLUANT LA DATE.	94
P.28	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION.	98
P.29	TOUT DOCUMENT OU AVIS ÉMIS ET TOUTE LA CORRESPONDANCE ÉCHANGÉE CONCERNANT L’AFFAIRE DES FRAIS PAYÉS PAR LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF À HÉLÈNE DE KOVACHICH. INDIQUER L’ÉTAT DE SITUATION AU 31 MARS 2015 DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF. FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.	99
P.30	ÉTAT DE SITUATION AU 31 MARS 2015 DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE FÉVRIER 2014 LA JUSTICE ADMINISTRATIVE : ENTRE INDÉPENDANCE ET RESPONSABILITÉ – JALONS POUR LA CRÉATION D’UN RÉGIME COMMUN POUR LES DÉCIDEURS ADMINISTRATIFS INDÉPENDANTS.	101
P.31	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L’UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUE; VENTILATION PAR RADAR PHOTO).	102
P.32	NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L’AIDE JURIDIQUE EN 2014-2015, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L’AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L’AIDE JURIDIQUE.	103
P.33	ÉTAT DE SITUATION DU RÉSEAU DE L’AIDE JURIDIQUE AU 31 MARS 2015.	105
P.34	POUR 2014-2015, INDIQUER LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L’ARTICLE 4.3 DU RÈGLEMENT SUR L’ADMISSIBILITÉ JURIDIQUE.	106
P.35	POUR 2014-2015, FOURNIR : A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L’ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L’AIDE JURIDIQUE; B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L’ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L’AIDE JURIDIQUE; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L’ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L’AIDE JURIDIQUE; D. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L’ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L’AIDE JURIDIQUE.	107
P.36	COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D’AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIES DE FRAIS, ET CE, POUR 2014-2015.	108
P.37	COÛT TOTAL DES FRAIS D’EXPERTISE DU RÉSEAU D’AIDE JURIDIQUE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES RÉGIONS DE 2009-2010 JUSQU’À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, EN FAISANT LA DISTINCTION SELON LE TYPE D’EXPERTISE.	109
P.38	PRÉVISIONS ET SCÉNARIOS DE FINANCEMENT DU RÉSEAU D’AIDE JURIDIQUE POUR L’ANNÉE 2015-2016. FOURNIR UN COMPARATIF AVEC 2014-2015.	110
P.39	VENTILATION DÉTAILLÉE DE L’EFFECTIF, AU 31 MARS 2015, POUR LA COMMISSION ET POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.	111
P.40	BILAN DES MESURES VISANT À ÉRADICUER LA PRATIQUE DES « MANDATS PLUS ».	114
P.41	BILAN DE LA HAUSSE DES SEUILS D’ADMISSIBILITÉ À L’AIDE JURIDIQUE EN VIGUEUR DEPUIS LE 1 ^{ER} JANVIER 2014. FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.	115
P.42	COPIE DE LA PARTIE ACCESSIBLE DU MÉMOIRE PRÉSENTÉ AU CONSEIL DES MINISTRES POUR REPORTER LA HAUSSE PRÉVUE DES SEUILS D’ADMISSIBILITÉ À L’AIDE JURIDIQUE GRATUITE DE JUIN 2015 À JANVIER 2016.	116
P.43	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DU PROGRAMME D’AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE DROIT CRIMINEL. FOURNIR DES PRÉCISIONS CONCERNANT LE VOLET TOUCHANT L’IMMIGRATION ET LES RÉFUGIÉS. INCLURE LES CONCLUSIONS DU RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL MANDATÉ POUR EXAMINER LES DIFFÉRENTS SCÉNARIOS QUANT À LA FORMULE FÉDÉRALE DE DISTRIBUTION DU FINANCEMENT. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D’ACTION.	117
P.44	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DES TRAVAUX DU COMITÉ SUR L’ACCÉLÉRATION DES AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES, DE MÊME QUE LES BUDGETS CONSACRÉS EN 2014-2015 ET CEUX PRÉVUS EN 2015-2016. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D’ACTION.	118
P.45	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DES TRAVAUX DU COMITÉ SUR LA PLANIFICATION JUDICIAIRE. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES, DE MÊME QUE LES BUDGETS CONSACRÉS EN 2014-2015 ET CEUX PRÉVUS EN 2015-2016. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D’ACTION.	119

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.46	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DES TRAVAUX DU COMITÉ DES SAGES – PROGRAMME TOJ. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES, DE MÊME QUE LES BUDGETS CONSACRÉS EN 2014-2015 ET CEUX PRÉVUS EN 2015-2016. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D’ACTION.	120
P.47	<p>LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2014-2015 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :</p> <p>A. LE NOM ET L’ADRESSE DU PROFESSIONNEL;</p> <p>B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE PROLONGATION;</p> <p>C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU’À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;</p> <p>D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2015-2016 ET POUR L’ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;</p> <p>E. LE NOM DE L’ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT.</p>	121
P.48	<p>POUR 2014-2015, FOURNIR LES STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES. FOURNIR :</p> <p>A. LA LISTE DES BUREAUX AVEC LE NOM DES PROFESSIONNELS QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS;</p> <p>B. UNE VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN 2014-2015, EN INDIQUANT, S’IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;</p> <p>C. UNE COMPARAISON AVEC L’ANNÉE 2013-2014.</p>	133
P.49	<p>BILAN DU PLAN D’AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2014-2015, EN PRÉCISANT :</p> <p>A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS;</p> <p>B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D’ACHÈVEMENT;</p> <p>C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD;</p> <p>D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L’ABANDON;</p> <p>E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.</p>	135
P.50	SOMMES VENTILÉES ET DÉTAILLÉES POUR L’ANNÉE 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016 POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE, PAR PALAIS DE JUSTICE. INDIQUER LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN 2014-2015 PAR LA TABLE DE SÉCURISATION DES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC.	137
P.51	POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE, PRÉCISER LES SOMMES ACCORDÉES DEPUIS 2004 POUR ASSURER LA SÉCURITÉ, PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE, VENTILÉES AFIN D’EXPOSER LE DÉTAIL DE L’UTILISATION DE CHACUNE DE CES SOMMES.	138
P.52	PRODUIRE LE PLAN D’IMMOBILISATION (AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION) POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET ÉTAT D’AVANCEMENT DU PLAN QUINQUENNAL D’INVESTISSEMENT 2005-2010.	139
P.53	<p>NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC DEPUIS 2009-2010 JUSQU’À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉES CIVILES) ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN :</p> <p>A. CHAMBRE CIVILE;</p> <p>B. CHAMBRE CIVILE - DIVISION DES PETITES CRÉANCES;</p> <p>C. CHAMBRE CRIMINELLE;</p> <p>D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.</p>	141
P.54	NOMBRE DE DOSSIERS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES DEPUIS 2009-2010 JUSQU’À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$ ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS. VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.	142
P.55	NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES DEPUIS 2009-2010 JUSQU’À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.	143
P.56	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE DEPUIS 2009-2010 JUSQU’À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.	144
P.57	<p>CONCERNANT LA COUR DES PETITES CRÉANCES, POUR 2013-2014 ET 2014-2015, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER ET STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS :</p> <p>A. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS;</p> <p>B. LE NOMBRE DE DOSSIERS AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION;</p> <p>C. LE NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D’UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT.</p>	145
P.58	COÛTS D’EXPLOITATION DES SERVICES DE GREFFES PÉRIPHÉRIQUES POUR 2014-2015, PAR RÉGION.	146

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.59	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS DEPUIS 2009-2010 JUSQU’À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.	147
P.60	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS « AD HOC ») DEPUIS 2009-2010 JUSQU’À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.	148
P.61	AU 31 MARS 2015, LE NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL RELEVANT DU DPCP POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE.	149
P.62	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPART.	152
P.63	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LA LISTE DES PROCUREURS CADRES AYANT FAIT L’OBJET D’UNE RÉAFFECTATION.	153
P.64	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN DES DOSSIERS CRIMINELS.	154
P.65	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON JUDICIARISATION EN INDIQUANT, SI POSSIBLE, LES TYPES D’INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).	156
P.66	LA LISTE ET L’ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CRIMINELLE AU 31 MARS 2015.	158
P.67	LA LISTE DES PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE QUI ONT AVORTÉ EN 2014-2015. INDIQUER LE NOMBRE ET LA NATURE DES ACCUSATIONS QUI SONT TOMBÉES.	170
P.68	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2014-2015. FOURNIR TOUT DOCUMENT DÉPOSÉ ET INDIQUER : A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L’ORDRE DU JOUR.	171
P.69	BILAN DES PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDIQUER LES PROJETS, LES COÛTS ET LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.	172
P.70	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DU BILAN BUDGÉTAIRE DE L’ADMINISTRATION DE LA JUSTICE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES LOIS CRIMINELLES ADOPTÉES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN VERTU DU CODE CRIMINEL. VENTILATION PAR : A. LOIS ADOPTÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL; B. IMPACT SUR LES REVENUS EN 2014-2015; C. IMPACT SUR LES REVENUS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES; D. IMPACT SUR LES DÉPENSES EN 2014-2015; E. IMPACT SUR LES DÉPENSES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.	173
P.71	TOUT DOCUMENT ET TOUTE CORRESPONDANCE TRANSMIS EN 2014-2015 CONCERNANT LE PROJET DE LOI C-51 ENTRE, D’UNE PART, LE MJQ ET LE MINISTÈRE FÉDÉRAL DE LA JUSTICE, ET, D’AUTRE PART, LE MJQ ET LE MINISTÈRE FÉDÉRAL DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. INCLURE TOUT DOCUMENT PRODUIT PAR LE MJQ À CE SUJET, SOUMIS OU NON À LA MINISTRE OU AU SOUS-MINISTRE.	174
P.72	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE LA MISE EN ŒUVRE DU RAPPORT DICAIRE CONCERNANT LA RÉORGANISATION DU SYSTÈME DE JUSTICE. INDIQUER LE NOMBRE DE RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES AJOUTÉES AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES (PAR ANNÉE).	175
P.73	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 215, CONCERNANT LA LISTE ET L’ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CIVILE ET CONSTITUTIONNELLE DEVANT LA COUR D’APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA IMPLIQUANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC.	176
P.74	POUR 2014-2015, FOURNIR LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL, UN FONCTIONNAIRE OU UN EMPLOYÉ D’UNE MUNICIPALITÉ OU D’UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDIQUER LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N’OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.	194
P.75	POUR 2014-2015, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ OU REQUÊTES EN QUO WARANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D’ÉLU MUNICIPAL. INDIQUER LES MOTIFS DES ACTIONS OU REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N’OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D’ÉLU.	195
P.76	LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMOT OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D’ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.	197
P.77	POUR 2014-2015, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D’AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L’ANNÉE 2015-2016. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 215, DE SA MISE EN ŒUVRE.	198

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.78	POUR 2014-2015, INDICHER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L’ANNÉE 2015-2016. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE SA MISE EN ŒUVRE.	199
P.79	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE EN 2014-2015. INDICHER LES DATES ET LES LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET LES RÉSULTATS OBTENUS POUR CHAQUE RENCONTRE, AINSI QUE LES OBJECTIFS À POURSUIVRE. INDICHER LES RENCONTRES À L’AGENDA POUR 2015-2016.	200
P.80	CONCERNANT LA PUBLICATION DU PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF AU CHANGEMENT DE NOM ET D’AUTRES QUALITÉS DE L’ÉTAT CIVIL, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT ET DE TOUTE LA CORRESPONDANCE À CE SUJET; FOURNIR AUSSI LA LISTE DES RENCONTRES TENUES AVEC DES ORGANISMES EN 2014-2015.	202
P.81	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, IDENTIFIER ET VENTILER (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D’AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS EN 2014-2015; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.	203
P.82	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDICHER LE NOMBRE D’EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2014-2015; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.	204
P.83	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDICHER LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D’ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENTS DES CONFLITS) EN 2014-2015.	205
P.84	LISTE DES REPORTS DE PROJETS DE CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ POUR 2014-2015 ET 2015-2016.	206
P.85	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET AUTOCHTONE (SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL RESPONSABLE DU SUIVI DU PLAN D’ACTION). FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILÉ PAR : A. ACTION COMPLÉTÉES EN 2014-2015; B. ACTION EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2014-2015; C. ACTION EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2014-2015; D. ACTION RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER; E. ACTIONS À VENIR EN 2015-2016; F. BUDGET INVESTI JUSQU’À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.	207
P.86	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE L’IDENTIFICATION DES RECOMMANDATIONS QUANT AUX PRIORITÉS ET AUX STRATÉGIES EN MATIÈRE D’ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN MILIEU CRI. FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR : A. ACTION COMPLÉTÉES EN 2014-2015; B. ACTION EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2014-2015; C. ACTION EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2014-2015; D. ACTION RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER; E. ACTIONS À VENIR EN 2015-2016; F. BUDGET INVESTI JUSQU’À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.	208
P.87	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, SUR L’IDENTIFICATION DES RECOMMANDATIONS QUANT AUX PRIORITÉS ET AUX STRATÉGIES EN MATIÈRE D’ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU NUNAVIK. FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR : A. ACTION COMPLÉTÉES EN 2014-2015; B. ACTION EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2014-2015; C. ACTION EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2014-2015; D. ACTION RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER; E. ACTIONS À VENIR EN 2015-2016; F. BUDGET INVESTI JUSQU’À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.	209
P.88	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DU SUIVI DONNÉ AUX CONSULTATIONS DU FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE PAR LE COMITÉ DIRECTEUR. FOURNIR TOUT RAPPORT, DOCUMENT PRODUIT ET PLAN D’ACTION ET VENTILER PAR : A. ACTION COMPLÉTÉES EN 2014-2015; B. ACTION EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2014-2015; C. ACTION EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2014-2015; D. ACTION RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER; E. ACTIONS À VENIR EN 2015-2016; F. BUDGET INVESTI JUSQU’À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.	210
P.89	ÉTAT DE SITUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU GUIDE INTÉRIEURE DE CONSULTATION AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET DE L’ÉLABORATION DES DIFFÉRENTS OUTILS. INDICHER LES ACTIONS ET LES BUDGETS INVESTIS EN 2014-2015 ET CEUX PRÉVUS POUR 2015-2016.	211

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.90	EN 2014-2015, IDENTIFIER LE NOMBRE, LE COÛT ET LA NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU AUTRE OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.	212
P.91	NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, INCLUANT LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2013-2014 ET 2014-2015, PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. PAR EXEMPLE, POUR LA CATÉGORIE ALLOCATIONS SPÉCIALES, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS SPÉCIALES DE 500 \$ VERSÉES AUX CONJOINTS OU AUX PERSONNES À CHARGE ET PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS DE 2 000 \$ VERSÉES AUX PARENTS D'UN ENFANT DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL. DE MÊME, POUR LA CATÉGORIE ASSISTANCE MÉDICALE, PRÉCISER NOTAMMENT LE MONTANT AFFECTÉ AUX FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE POUR LES VICTIMES ET LE MONTANT AFFECTÉ AUX FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE POUR LES PROCHES DE VICTIMES.	213
P.92	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE LA RÉVISION DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS.	214
P.93	BILAN AU 31 MARS 2015 DE L'IMPLANTATION DES CAVAC AVEC BUDGETS ET EFFECTIFS ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016.	215
P.94	BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION, EN FONCTION DU TYPE D'OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).	216
P.95	BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (1988, CHAP.20).	217
P.96	NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2014-2015 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) AVEC LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.	219
P.97	EN 2014-2015, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDiquer LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS ET VENTILER CELLES-CI PAR ARTICLE.	220
P.98	MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET VENTILATION PAR INFRACTION.	229
P.99	CONCERNANT LA LUTTE À LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, FOURNIR : A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2014-2015. PRÉVISION POUR 2015-2016. B. BILAN DES MESURES ENTREPRISES DEPUIS LE 1ER AVRIL 2006 POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET AUX ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.	230
P.100	LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE. INDiquer LE LIEU, LE COÛT, LES DATES, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.	231
P.101	POUR 2014-2015, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDiquer : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.	253
P.102	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE ET DU SUIVI DONNÉ PAR LES DEUX COMITÉS MIS EN PLACE À CETTE FIN, L'UN SUR L'OCCASION D'ADOPTER AU QUÉBEC DES MESURES DE RECHANGE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 717 (1) DU CODE CRIMINEL, ET L'AUTRE POUR DONNER SUITE AUX DEMANDES DU RAPSIM, DE LA CDPDJ ET DU BARREAU DU QUÉBEC CONCERNANT LA DÉJUDICIARISATION DES INFRACTIONS COMMISES PAR DES PERSONNES EN SITUATION D'ITINÉRANCE, EN ENVISAGEANT D'AMENDER LE CODE DE PROCÉDURE PÉNALE POUR Y INTRODIRE LES NOTIONS DE MESURES DE RECHANGE ET DE JUSTICE RÉPARATRICE. FOURNIR LA LISTE DES RENCONTRES TENUES EN 2014-2015. PRÉCISER LES ACTIONS ET LES BUDGETS PRÉVUS POUR 2015-2016.	254
P.103	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION EN SANTÉ MENTALE 2005-2010. INDiquer LES SOMMES INVESTIES ENTRE 2006 ET 2015, ET LES PRÉVISIONS 2015-2016.	255
P.104	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES. FOURNIR LA LISTE DES RENCONTRES TENUES EN 2014-2015. PRÉCISER LES ACTIONS ET LES BUDGETS PRÉVUS POUR 2015-2016.	256
P.105	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE LA SUITE DONNÉE AU PROGRAMME « PROJET-PILOTE » À LA COUR MUNICIPALE DE MONTRÉAL PAR RAPPORT AUX CONTREVENANTS SOUFFRANT DE TROUBLES MENTAUX. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES ET LES SOMMES CONSACRÉES AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, AINSI QUE CELLES PRÉVUES POUR 2015-2016.	257
P.106	ÉTAT DE SITUATION AU 31 MARS 2015 DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2010-2013.	258

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.107	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LA COPROPRIÉTÉ. INCLURE TOUT DOCUMENT SUR L'ÉVALUATION DES COÛTS ET PRÉCISER LES ACTIONS PRÉVUES EN 2015-2016.	259
P.108	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DES TRAVAUX DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE. INDiquer : A. LE SUIVI DONNÉ EN 2014-2015 AU RAPPORT PRÉLIMINAIRE DÉPOSÉ EN SEPTEMBRE 2013; B. LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.	260
P.109	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DES TRAVAUX DU COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS. INDiquer LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2015-2016.	261
P.110	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE L'ADOPTION D'UN PROJET DE LOI CONCERNANT L'ADOPTION, À LA SUITE DU PROJET DE LOI 47 PRÉSENTÉ EN JUIN 2014. ÉTAT DES RENCONTRES TENUES EN 2014-2015. INCLURE LES COMPTES RENDUS DES RENCONTRES.	262
P.111	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2014-2015. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, UNE VENTILATION PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.	263
P.112	LISTE DES RECOMMANDATIONS ET AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2014-2015 ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR CE VOLET « RECOMMANDATION ET AVIS » DE CES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DES DÉPENSES.	266
P.113	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES DEPUIS 2009-2010 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE.	268
P.114	LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, COMMISSIONS SCOLAIRES, MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2015, ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI À CE JOUR.	269
P.115	ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENT PRIVÉ AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.	290
P.116	NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2014-2015. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.	291
P.117	NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS EN 2013-2014 ET 2014-2015, PAR RÉGION DU QUÉBEC, CONCERNANT DES CAS D'INTIMIDATION OU DE RISQUE SUICIDAIRE.	293
P.118	NOMBRE D'ENFANTS PLACÉS SUR UNE LISTE D'ATTENTE PAR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.	294
P.119	LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET DES CENTRES JEUNESSE. INDiquer LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.	295
P.120	LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2014-2015.	296
P.121	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2014-2015.	297
P.122	EFFECTIFS POUR 2014-2015 ET PRÉVISIONS 2015-2016, POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.	298
P.151	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, DEPUIS 2009-2010 ET JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI : A. À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ; B. DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE; INDiquer POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI : A. L'OBJET DE LA POURSUITE; B. LE RÉSULTAT DE LA POURSUITE; C. LES SUITES ACCORDÉES;	299
P.152	NOMBRE D'ENQUÊTES EFFECTUÉES, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI ET EFFECTUÉES, DEPUIS 2009-2010 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE : A. À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ; B. DE SA PROPRE INITIATIVE; INDiquer : A. L'OBJET DE L'ENQUÊTE; B. LE RÉSULTAT DE L'ENQUÊTE; C. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP; D. LE NOMBRE DE DOSSIERS EN COURS DEVANT LES TRIBUNAUX; E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OU LA OU LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES ONT PLAIDÉ COUPABLES;	300

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
	F. LE NOMBRE DE DOSSIERS OU LA OU LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES ONT ÉTÉ DÉCLARÉES 301COUPABLES; G. LE N302OMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP N’AYANT PAS FAIT L’OBJET DE POURSUITE; H. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP ET DONT LE DÉLAI ÉTAIT PRESCRIT LORS DE LA TRANSMISSION PAR LA COMMISSION; I. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP ET DONT LE DÉLAI A ÉTÉ PRESCRIT PENDANT L’ANALYSE DU DOSSIER PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP; J. COPIE DES RAPPORTS D’ENQUÊTES DONT LES DÉLAIS SONT PRESCRITS.	
P.153	DEPUIS 2009-2010 JUSQU’À CE JOUR, LA LISTE DES AVIS DEMANDÉS AU COMMISSAIRE AU LOBBYISME PAR UN MINISTÈRE, UN ORGANISME OU UN CABINET MINISTÉRIEL. FOURNIR ÉGALEMENT UNE COPIE DE CHACUN DE CES AVIS ET PRÉCISER TOUT SECTEUR VISÉ PAR LA LOI.	301
P.154	LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES À L’INTERNE OU À L’EXTERNE DURANT L’EXERCICE FINANCIER 2014-2015 : A. COÛTS; B. COPIE DES SOUMISSIONS; C. COPIE DES ÉTUDES; D. FIRME OU INDIVIDU AYANT OBTENU LE MANDAT; E. COPIE DU CONTRAT.	302

P.1 INDIQUEZ LA SOMME DÉPENSÉE EN 2014-2015 (ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISEZ S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

MINISTÈRE

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2014-2015
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	4 438 700 \$
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	21 499 800 \$
PROJETS	9 813 700 \$
DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES	35 752 200 \$

FONDS DES REGISTRES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2014-2015
LOGICIELS	33 861 \$ (acquisitions)
MATÉRIEL	219 265 \$ (acquisitions)
SERVICES PROFESSIONNELS	2 747 722 \$ (rémunération du personnel)
▪ INTERNE	202 079 \$ (services internes MJQ)
▪ EXTERNE	18 718 \$ (CSPQ)
▪ CSPQ	5 870 007 \$ (services externes)
TOTAL	9 091 652 \$

NOTE : DONNÉES PRÉLIMINAIRES

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2014-2015
LOGICIELS	102 716 \$
MATÉRIEL	156 832 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	0 \$
▪ EXTERNE	58 007 \$
▪ CSPQ	105 000\$
TOTAL	422 555 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2014-2015
LOGICIELS	33 787 \$
MATÉRIEL	64 969 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	
▪ EXTERNE	
▪ CSPQ	4 256 \$
TOTAL	103 012 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2014-2015
LOGICIELS OU LICENCES	182 259 \$
MATÉRIEL	269 720 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	4 510 330 \$
• EXTERNE	79 592 \$
• CSPQ	0 \$
TOTAL	5 041 901 \$

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2014-2015
LOGICIELS ET LICENCE (SYSTÈME COMPTABLE DYNACOM)	5 195,08 \$
MATÉRIEL	0\$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	
▪ EXTERNE	
▪ CSPQ	1 186,95 \$
TOTAL	6 382,03\$

SOURCE : SYSTÈME COMPTABLE DYNACOM, 31 MARS 2015

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2014-2015
LOGICIELS OU LICENCES	17 688,00 \$
MATÉRIEL	132 437,26 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	335 500,00 \$
▪ EXTERNE	20 514,15 \$
CSPQ	313 777,20 \$
TOTAL	819 916,61 \$

P.2 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2014-2015, INDIQUER :

- A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION;
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
- D. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

MEMBRES DU CONSEIL :

- M. NORMAND BOLDUC, PRÉSIDENT DU CONSEIL (NOMMÉ DEPUIS LE 18 DÉCEMBRE 2006, DÉSIGNÉ PRÉSIDENT LE 29 AVRIL 2009 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 25 MAI 2011);
- M^{ME} MARIE AUGER, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011);
- M^E NANCY CHAMBERLAND, NOTAIRE CHOISIE APRÈS CONSULTATION DE LA CHAMBRE DES NOTAIRES (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011);
- M^E ROBERT CÔTÉ, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 2 DÉCEMBRE 2010);
- M^{ME} SUZANNE DANINO, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011);
- M. PIERRE D. DENAULT, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 JUIN 2013);
- M^E SANTINA DI PASQUALE, COMMISSAIRE À LA COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES (NOMMÉE DEPUIS LE 25 JUIN 2013);
- M^E LUC HARVEY, PRÉSIDENT DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 7 JANVIER 2008);
- M. SIMON JULIEN, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011);
- M^E MARIE LAMARRE, PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 26 NOVEMBRE 2011);
- M^E LUCIE LE FRANÇOIS, MEMBRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC (NOMMÉE DEPUIS LE 12 AOÛT 2009 ET RENOUVELÉE POUR UN SECOND MANDAT LE 25 JUIN 2013);
- M. MICHEL MARCHAND, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011);
- M^E LOUIS MORIN, AVOCAT CHOISI APRÈS CONSULTATION DU BARREAU DU QUÉBEC (NOMMÉ DEPUIS LE 8 AVRIL 2009 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 25 JUIN 2013);
- M^E MATHIEU PROULX, PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 17 JUILLET 2013);
- M. ANTOINE ROUMI, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 18 DÉCEMBRE 2006 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 25 MAI 2011);
- M^E PATRICK SIMARD, RÉGISSEUR À LA RÉGIE DU LOGEMENT (NOMMÉ DEPUIS LE 22 AOÛT 2013);
- M^E ALAIN TURCOTTE, COMMISSAIRE À LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL (NOMMÉ DEPUIS LE 18 JUIN 2009 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 25 JUIN 2013);

➤ SECRÉTAIRE DU CONSEIL :

1. M^{ME} MARIE DESPATIS, SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET DU CONSEIL (DU 7 DÉCEMBRE 2009 JUSQU'AU 5 JUIN 2014)
2. M^{ME} GISÈLE PAGÉ, SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET DU CONSEIL (DU 6 JUIN 2014 AU 9 NOVEMBRE 2014)
3. M^{ME} NATHALIE DIAMOND, SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET DU CONSEIL (À PARTIR DU 10 NOVEMBRE 2014).

EMPLOYÉS RÉGULIERS :

- M^E NATHALIE LACHANCE, ADJOINTE AU PRÉSIDENT (DEPUIS LE 21 DÉCEMBRE 2009);
- M^{ME} J. L., AGENTE DE RECHERCHE EN DROIT (DEPUIS LE 28 AVRIL 2011);
- M^{ME} D. T., SECRÉTAIRE PRINCIPALE (DU 2 SEPTEMBRE 2010 AU 20 NOVEMBRE 2014);
- M^{ME} H. C., SECRÉTAIRE PRINCIPALE (DEPUIS LE 2 NOVEMBRE 2014).

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

Aucun.

C. **LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV**

Aucun.

D. **LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.**

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
MARIE AUGER	MEMBRE CITOYEN	484,19 \$	91,11 \$	0,00 \$
NORMAND BOLDUC	PRÉSIDENT DU CONSEIL	394,55 \$	122,36 \$	1 444,83 \$
NANCY CHAMBERLAND	NOTAIRE	612,22 \$	34,29 \$	0,00 \$
ROBERT CÔTÉ	PRÉSIDENT CRT	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
SUZANNE DANINO	MEMBRE CITOYEN	352,86 \$	148,48 \$	0,00 \$
PIERRE D. DENAULT	MEMBRE CITOYEN	492,29 \$	141,74 \$	0,00 \$
SANTINA DI PASQUALE	COMMISSAIRE À LA CLP	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
LUC HARVEY	PRÉSIDENT DE LA RDL	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
SIMON JULIEN	MEMBRE CITOYEN	470,12 \$	0,00 \$	0,00 \$
MARIE LAMARRE	PRÉSIDENTE CLP	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
LUCIE LE FRANÇOIS	MEMBRE DU TAQ	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
MICHEL MARCHAND	MEMBRE CITOYEN	814,15 \$	13,50 \$	0,00 \$
LOUIS MORIN	AVOCAT	767,26 \$	0,00 \$	0,00 \$
MATHIEU PROULX	PRÉSIDENT TAQ	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
ANTOINE ROUMI	MEMBRE CITOYEN	705,60\$	121,50 \$	0,00 \$
PATRICK SIMARD	RÉGISSEUR À LA RDL	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
ALAIN TURCOTTE	COMMISSAIRE À LA CRT	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

MARIE DESPATIS	SECRÉTAIRE DU CJA	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
GISÈLE PAGÉ	SECRÉTAIRE DU CJA	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
NATHALIE DIAMOND	SECRÉTAIRE DU CJA	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

NATHALIE LACHANCE	ADJOINTE	127,75 \$	507,06 \$	0,00 \$
J. L.	AGENTE DE RECHERCHE	215,88 \$	246,78 \$	0,00 \$
D. T.	SECRÉTAIRE PRINCIPALE	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
H. C.	SECRÉTAIRE PRINCIPALE	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. **LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION**

LA COMMISSION N’A PAS DE CONSEIL D’ADMINISTRATION. CEPENDANT, EN VERTU DE LA CHARTE (ARTICLE 58), LES MEMBRES SONT NOMMÉS PAR L’ASSEMBLÉE NATIONALE ET, EN VERTU DE L’ARTICLE 66 DE LA CHARTE, LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L’ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION.

- **ARTICLE 58** « LA COMMISSION EST COMPOSÉE DE 13 MEMBRES, DONT UN PRÉSIDENT ET DEUX VICE-PRÉSIDENTS. LES MEMBRES DE LA COMMISSION SONT NOMMÉS PAR L’ASSEMBLÉE NATIONALE SUR PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE. CES NOMINATIONS DOIVENT ÊTRE APPROUVÉES PAR LES DEUX TIERS DES MEMBRES DE L’ASSEMBLÉE. »
- **ARTICLE 66** « LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L’ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS PRIS POUR L’APPLICATION DE LA PRÉSENTE CHARTE. IL PEUT, PAR DÉLÉGATION, EXERCER LES POUVOIRS DE LA COMMISSION PRÉVUS À L’ARTICLE 61, AUX DEUXIÈME ET TROISIÈME ALINÉAS DE L’ARTICLE 62 ET AU PREMIER ALINÉA DE L’ARTICLE 77. IL PRÉSIDE LES SÉANCES DE LA COMMISSION. »

MEMBRES

- BLACKETT, ADÈLE
- DESROSTIERS, JULIE
- DOUYON, EMERSON
- GIROUX, MARTIAL
- GRENIER, DANIELLE (24 septembre 2014 – Décès)
- MYRE, JOCELYNE
- RAYMOND, DIANE F.
- SIMARD, HÉLÈNE
- 2 POSTES VACANTS
- **PRÉSIDENT** : FRÉMONT, JACQUES, NOMMÉ LE 19 JUIN 2013 (DÉCRET 720-2013)
- **VICE-PRÉSIDENT** : PICARD, CAMIL, NOMMÉ LE 19 JUIN 2013 (DÉCRET 721-2013)
- **VICE-PRÉSIDENTE** : DUPUIS, RENÉE, NOMMÉE LE 15 JUIN 2011 (DÉCRET 626-2011)

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

AUCUN.

C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
FRÉMONT, JACQUES	PRÉSIDENT	5 947,00 \$	0,00 \$	736,00 \$
DUPUIS, RENÉE	VICE-PRÉSIDENTE	17 549,00 \$	0,00 \$	137,00 \$
PICARD, CAMIL	VICE-PRÉSIDENT	7 763,00 \$	0,00 \$	1 173,00 \$
BLACKETT, ADÈLE	COMMISSAIRE	766,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
DESROSTIERS, JULIE	COMMISSAIRE	2 693,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
DOUYON, EMERSON	COMMISSAIRE	608,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
GIROUX, MARTIAL	COMMISSAIRE	5 736,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
GRENIER, DANIELLE	COMMISSAIRE	2 226,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
MYRE, JOCELYNE	COMMISSAIRE	11 700,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
RAYMOND, DIANE F.	COMMISSAIRE	8 989,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
SIMARD, HÉLÈNE	COMMISSAIRE	1 645,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

- ME DENIS ROY (PRÉSIDENT)
- ME CÉLINE GIROUX (VICE-PRÉSIDENTE)
- ME YVAN NIQUETTE (VICE-PRÉSIDENT)
- M. GILLES BARIL (COMMISSAIRE)
- ME RACHEL CAISSY (COMMISSAIRE)
- ME JANICK PERREAULT (COMMISSAIRE)
- ME BENOÎT ROBERGE (COMMISSAIRE)
- ME ISABELLE SIMARD (COMMISSAIRE)
- ME PIERRE ALLEN (COMMISSAIRE)
- MME NATHALIE CLOUTIER (COMMISSAIRE)
- M. JEAN-PAUL BERGERON (COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE L’EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE)
- MME SARAH JUNEAU (COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉE DU SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE)

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

AUCUN.

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ME YVAN NIQUETTE	VICE-PRÉSIDENT	16 MARS 2015	15 MARS 2020	DÉCRET 170-2015

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
ME DENIS ROY	PRÉSIDENT	0,00 \$	372,00 \$	DÉCRET 583-2012
ME CÉLINE GIROUX	VICE-PRÉSIDENTE	0,00 \$	133,00 \$	
ME YVAN NIQUETTE	VICE-PRÉSIDENT	0,00 \$	34,00 \$	
M. GILLES BARIL	COMMISSAIRE	3 630,00 \$	637,00 \$	
ME RACHEL CAISSY	COMMISSAIRE	1 760,00 \$	208,00 \$	
NATHALIE CLOUTIER	COMMISSAIRE	552,00 \$	133,00 \$	
ME JANICK PERREAULT	COMMISSAIRE	0,00 \$	167,00 \$	
ME BENOÎT ROBERGE	COMMISSAIRE	70,00 \$	149,00 \$	
ME ISABELLE SIMARD	COMMISSAIRE	836,00 \$	48,00 \$	
ME PIERRE ALLEN	COMMISSAIRE	849,00 \$	189,00 \$	

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
NON APPLICABLE.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

- ME FRIKIA BELOGBI, SECRÉTAIRE ET CONSEILLÈRE JURIDIQUE
- M. ROBERT BÉLANGER, TECHNICIEN EN ADMINISTRATION
- ME JACQUES PARENT, ADMINISTRATEUR, PRÉSIDENT
- ME ANNE TURGEON, ADMINISTRATRICE
- ME DELPHA BÉLANGER, ADMINISTRATEUR

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ME JACQUES PARENT	PRÉSIDENT	2008-06-03		19 360,00 \$
ME ANNE TURGEON	ADMINISTRATRICE	1998-02-11		17 600,00 \$
ME DELPHA BÉLANGER	ADMINISTRATEUR	2009-09-30		15 800,00\$

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

AUCUN.

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
ME JACQUES PARENT	PRÉSIDENT	8 730,86 \$	1 620,00 \$	289,00 \$
ME ANNE TURGEON	ADMINISTRATRICE	2 676,89 \$	1 755,00 \$	0,00 \$
ME DELPHA BÉLANGER	ADMINISTRATEUR	5 802,47 \$	1 552,50 \$	0,00 \$

SOURCE : SYSTÈME COMPTABLE DYNACOM, 31 MARS 2015

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
AUCUN.

P.3 POUR 2014-2015, FOURNIR LA RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, ET CE, PAR GRANDE CATÉGORIE. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, AVEC, LE CAS ÉCHÉANT, L'ENTENTE RENOUVELÉE AVEC DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU DU QUÉBEC, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.

MINISTÈRE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2014-2015
04-01-E3	RECouvreMENTS DE TIERS (<i>RECouvreMENT -HONORAIRES JUDICIAIRES</i>)	309 462 \$
04-01-H1	ACTES JUDICIAIRES (<i>FRAIS JUDICIAIRES ET DROITS DE GREFFE EN MATIÈRE CIVILE</i>)	35 535 951 \$
04-01-H2	ACTES JURIDIQUES (<i>FRAIS JUDICIAIRES EN MATIÈRE PÉNALE ET CRIMINELLE</i>)	34 054 272 \$
04-01-R0	AMORTISSEMENT DES REVENUS REPORTÉS-IMMOBILISATIONS (<i>REMBOURSEMENT PAR LE FONDS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE DES FRAIS ENCOURUS PAR LE BIA POUR ADAPTER SON SYSTÈME INFORMATIQUE POUR LE TRAITEMENT DES CONSTATS RADAR-PHOTO</i>)	1 763 \$
04-01-01	FORMULES ET DOCUMENTS (<i>PHOTOCOPIES DE DOCUMENTS DE NATURE JURIDIQUE CONSERVÉS DANS LES GREFFES DES PALAIS DE JUSTICE</i>)	463 704 \$
04-01-41	DISPOSITION DE SURPLUS (<i>COMPTE DE REVENUS UTILISÉ POUR COMPTABILISER LES REVENUS PROVENANT DE LA DISPOSITION DE MOBILIER EN SURPLUS AU MINISTÈRE. CE MOBILIER EST ENVOYÉ AU CSPQ QUI ORGANISE UN ENCAN ET RETOURNE L'ARGENT AUX DIFFÉRENTS MINISTÈRES PROPRIÉTAIRES DES SURPLUS</i>)	313 \$
04-02-07	GAINS SUR FLUCTUATION DE CHANGE (<i>IL S'AGIT UNIQUEMENT DE TRANSACTIONS EN DOLLARS US. POUR UNE TRANSACTION EN DOLLARS US, IL Y A TOUJOURS UN ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE MONTANT PAYÉ CAR LA DEVISE FLUCTUE DANS LE TEMPS ET L'ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE PRIX PAYÉ EST COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE. IL PEUT Y AVOIR DES GAINS ET DES PERTES DE CHANGE. AU TOTAL LE MINISTÈRE A TERMINÉ L'ANNÉE AVEC UN GAIN</i>)	533 \$
04-03-06	INFRACTIONS AU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE (<i>AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, AINSI QUE PAR CERTAINES MUNICIPALITÉS QUI ONT PRIS ENTENTE AVEC LE MINISTÈRE POUR TRAITER LES CONSTATS DÉLIVRÉS PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LEUR TERRITOIRE</i>)	50 665 759 \$
04-03-07	INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL (<i>AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES</i>)	15 905 699 \$
04-03-17	INFRACTIONS À DIVERSES LOIS (<i>AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DES LOIS AUTRES QUE CODE SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST LE PLUS SOUVENT INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. (EXEMPLE : LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LE TABAC, LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL, ETC.)</i>)	32 875 084 \$
04-03-35	AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (<i>DEPUIS 2002, UNE CONTRIBUTION DE 10 \$ S'AJOUTE AU MONTANT TOTAL D'AMENDE ET DE FRAIS RÉCLAMÉ SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC, SAUF LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX. LES SOMMES PERÇUES SONT AFFECTÉES À L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS</i>)	18 921 002 \$

04-04-01	RECOUVREMENT - DÉPENSES D'ANNÉES ANTÉRIEURES (CE POSTE COMPTABLE INCLUT TOUS LES RECOUVREMENTS DE DÉPENSES REÇUS DURANT L'ANNÉE COURANTE POUR UNE DÉPENSE ENCOURUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. NOUS DEVONS PROCÉDER AINSI SELON UNE CONVENTION COMPTABLE AFIN DE RESPECTER LES CRÉDITS VOTÉS CAR SI ON IMPUTE LE RECOUVREMENT CONTRE UNE DÉPENSE DE L'ANNÉE COURANTE CELA AURA POUR EFFET DE LIBÉRER DES CRÉDITS DÉJÀ DÉPENSÉS. À CE MOMENT, ON UTILISERAIT DEUX FOIS LES CRÉDITS ET CE N'EST PAS PERMIS)	80 268 \$
04-04-03	RECOUVREMENT – SUBVENTIONS D'ANNÉES ANTÉRIEURES (C'EST LA MÊME SITUATION QUE LE COMPTE 04-04-01 SAUF QU'ON UTILISE UN AUTRE COMPTE POUR LA SUPERCATÉGORIE «TRANSFERT» ALORS QUE LE 04-04-01 REPRÉSENTE LA SUPERCATÉGORIE «FONCTIONNEMENT»)	4 051 \$
04-04-04	RECOUVREMENT – RÉMUNÉRATION (C'EST LA MÊME SITUATION QUE LE COMPTE 04-04-01 SAUF QU'ON UTILISE UN AUTRE COMPTE POUR LA SUPERCATÉGORIE «RÉMUNÉRATION» ALORS QUE LE 04-04-01 REPRÉSENTE LA SUPERCATÉGORIE «FONCTIONNEMENT»)	27 483 \$
04-04-32	SURPLUS – FONDS SPÉCIAUX ET ORGANISMES (EN VERTU DE L'ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS, LA PROVINCE ASSURE LE TRAITEMENT DES CONTRAVENTIONS FÉDÉRALES COMMISES EN TERRITOIRE QUÉBÉCOIS. LES RECETTES PERÇUES SUITE AU PAIEMENT DE CES CONTRAVENTIONS SONT DÉPOSÉES DANS UN COMPTE EN FIDÉICOMMIS (FONDS SPÉCIAL), ET L'EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES COÛTS ENCOURUS POUR TRAITER CES CONTRAVENTIONS EST PARTAGÉ ENTRE LE FÉDÉRAL ET LA PROVINCE ET COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE)	386 272 \$
06-04-AO	CONSEILLERS JURIDIQUES AUPRÈS DES AUTOCHTONES (SUBVENTION FÉDÉRALE D'UN MONTANT MAXIMAL ANNUEL DE 529 694\$, SUITE À UNE ENTENTE D'UNE DURÉE DE 5 ANS CONCLUE AVEC LE FÉDÉRAL. CETTE ENTENTE PRÉVOIT LE PARTAGE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LA PROVINCE POUR SOUTENIR L'ORGANISME QUI DISPENSE LES SERVICES DE CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES AUPRÈS DES AUTOCHTONES. EN 2014-2015, LE MJQ A VERSÉ UNE SUBVENTION DE 1 185 600 \$ À CET ORGANISME)	529 694 \$
06-04-H5	INFORMATIONS CONCERNANT LES SENTENCES (LE CANADA ET LE QUÉBEC ONT CONCLU EN 1995 UNE ENTENTE PAR LAQUELLE LE QUÉBEC TRANSMET AU CANADA LA DOCUMENTATION RELATIVE AUX SENTENCES, REQUISE DANS LE PROCESSUS DE GESTION DE LA PEINE ET DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES. LE CANADA REMBOURSE UN MONTANT FIXE POUR LES DÉPENSES ASSUMÉES POUR LE REPIQUAGE DES CASSETTES (25,88\$ PAR CASSETTE EN 2014-2015)	58 126 \$
06-04-H6	ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE (ACCORD ENTRE LE CANADA ET LE QUÉBEC QUI PRÉVOIT QUE LE QUÉBEC PERÇOIT LE DROIT FÉDÉRAL ÉTABLI À 10 \$ PAR DEMANDE DE DIVORCE DÉPOSÉ AU QUÉBEC. LE QUÉBEC RETOURNE AU FÉDÉRAL 7 \$ POUR CHAQUE DEMANDE D'ENREGISTREMENT EN DIVORCE ET CONSERVE 3 \$)	27 694 \$
06-04-J7	MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UN FINANCEMENT DU FÉDÉRAL DANS LE CADRE DU FONDS DE SOUTIEN DES FAMILLES. L'APPORT DU FÉDÉRAL SERT PRINCIPALEMENT À FINANCER DIVERSES RECHERCHES ET ÉTUDES EN MATIÈRE FAMILIALE)	243 045 \$
06-04-25	AIDE JURIDIQUE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UNE CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL AU FINANCEMENT DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET DE L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET RÉFUGIÉS. C'EST LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES DU QUÉBEC QUI A POUR MISSION DE GÉRER LE PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE, PROGRAMME QUI DONNE ACCÈS AUX PERSONNES DÉFAVORISÉES À DES SERVICES D'AIDE JURIDIQUE) (RÉFÉRER À LA QUESTION G-36 POUR LE DÉTAIL DU CALCUL DE L'AIDE FINANCIÈRE)	26 053 490 \$
	TOTAL REVENUS	216 143 665 \$

NOTE : DONNÉES PRÉLIMINAIRES EN DAT DU 10 AVRIL 2015

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2014-2015
540336	CONTRIBUTIONS PÉNALES 10 \$	16 745 400 \$
540315	SURAMENDES COMPENSATOIRES	4 852 073 \$
540316	CONTRIBUTIONS PÉNALES	1 550 \$
540318	PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ	1 250 000 \$
040201	INTÉRÊTS (1)	58 620 \$
5403150203	SURAMENDES COMPENSATOIRES (15 % ADOLESCENT) (2)	4 087 \$
TOTAL REVENUS		22 911 730 \$

NOTE : (1) LE MONTANT INCLUT LES INTÉRÊTS ENCAISSÉS AU 31 DÉCEMBRE 2014 AU MONTANT DE 53 270 \$ ET UN MONTANT D'INTÉRÊTS ESTIMÉ À 5 350 \$ POUR LES MOIS DE JANVIER À MARS 2015.

(2) LE MONTANT INCLUT LES SURAMENDES COMPENSATOIRES ENCAISSÉES AU MONTANT DE 330 \$ ET UN MONTANT DE SURAMENDES COMPENSATOIRES ESTIMÉ À 3 757 \$ AU 31 MARS 2015.

FONDS ACCÈS JUSTICE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2014-2015
04-03-AJ (442066)	AMENDES ET CONFISCATIONS (CONTRIBUTIONS DE 4\$)	6 400 000 \$
06-04-32 (471340)	TRANSFERT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE)	2 655 340 \$
56-04-32 (484025)	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (MJQ)	1 398 800 \$
04-02-01 (441210)	REVENUS D'INTÉRÊTS (COMPTE DE BANQUE)	12 000 \$
(443010)	RECouvreMENTS (DÉPENSES D'ANNÉES ANTÉRIEURES)	10 000 \$
TOTAL REVENUS		10 476 140 \$

NOTE : SELON LE S RÉSULTATS PROBABLES 2014-2015 DU BUDGET DES DÉPENSES 2015-2016, BUDGET DES FONDS SPÉCIAUX 2015-2016

FONDS DES REGISTRES

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2014-2015
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES DROITS PERSONNELS ET RÉELS MOBILIERS (RDPRM)	31 932 448 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LOBBYISTES	156 549 \$
REVENUS AUTONOMES	SERVICE DE CERTIFICATION (ICPG)	193 773 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES COMMISSAIRES À L'ASSERMENTATION	592 492 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LETTRES PATENTES FONCIÈRES	4 805 \$
TOTAL REVENUS		32 880 067 \$

NOTE : CES REVENUS SONT DES DONNÉES PRÉLIMINAIRES

P.4 POUR 2014-2015, BILAN DU PLAN D’OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT :

- A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES;
- B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES;
- C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT;
- D. LES RÉSULTATS OBTENUS.

MINISTÈRE

A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES, B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES ET D. LES RÉSULTATS OBTENUS

	2014-2015 \$ MILLIONS
COMPTES À RECEVOIR AU DÉBUT	184,9 \$
REVENUS	140,2 \$
RECETTES	122,0 \$
COMPTES À RECEVOIR À LA FIN	198,6 \$
RATIO RECETTES/REVENUS	87,0 %

COMMENTAIRES :

CE TABLEAU PRÉSENTE UNIQUEMENT LES CRÉANCES DU MINISTÈRE, ET EXCLUT LES DOSSIERS DE 100 K\$ ET PLUS.

LES COMPTES À RECEVOIR À LA FIN ONT ÉTÉ RÉDUITS D'UN MONTANT DE 4,5 M\$ QUI REPRÉSENTE LA RADIATION DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2015.

C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT

PENDANT L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015, LE BIA A REÇU PRÈS DE 25 000 JUGEMENTS DE PLUS QU'EN 2013-2014. LA CLIENTÈLE ÉTANT DIRECTEMENT PROPORTIONNELLE À LA VOLUMÉTRIE, LE BIA A CONSACRÉ LA MAJORITÉ DE SES EFFORTS AU SERVICE À LA CLIENTÈLE ET DANS LE TRAITEMENT DES NOUVEAUX JUGEMENTS. LA DIRECTION DE LA PERCEPTION DES AMENDES FAIT UN SUIVI BIMENSUEL DE LA VOLUMÉTRIE DES DOSSIERS EN DÉFAUT ET DES ENTENTES DE PAIEMENT NON-RESPECTÉES AFIN DE PRIORISER LES INTERVENTIONS À EFFECTUER.

P.5 COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDiquer LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016. INDiquer ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

MINISTÈRE

LE MJQ N’A REÇU AUCUNE SOMME DU FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION EN 2014-2015.

LES RÉALISATIONS 2014-2015

- OUTIL D’AIDE À LA RÉDACTION LÉGISLATIVE (OARL) - (RÉALISATION EN COURS)
- SAGIR LIVRAISON 2 - (TERMINÉ)
- REFONTE DU SITE WEB - (CONCEPTION TERMINÉE, SUSPENDU)
- NUMÉRISATION - (TERMINÉ)
- CONFORMITÉ À LA NORME PCI-DSS - (TERMINÉ)
- DÉPLOIEMENT DU CCC, 3E PANIER DE SERVICES - (TERMINÉ)
- INTRANET COUR D’APPEL - (TERMINÉ)
- PUBLICATION DES RÔLES EN LIGNE - (TERMINÉ)
- REFONTE SITE INTERNET COUR D’APPEL - (TERMINÉ)
- REMPLACEMENT DU SEN - (CONCEPTION TERMINÉE – EN ATTENTE D’AUTORISATION)
- TROUSSE DES PETITES CRÉANCES – PHASE 2 - (TERMINÉ)
- UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE DANS LE NORD-DU-QUÉBEC - (RÉALISATION EN COURS)
- HÉBERGEMENT DU CTI DE SAINTE-FOY - (TERMINÉ)
- OCU – PHASE 1 – SANS-FIL ET DISPOSITIFS MOBILES (WiFi) – (RÉALISATION EN COURS)
- OPTIMISATION DE L’INFRASTRUCTURE DE TÉLÉCOMMUNICATION/VISIOCONFÉRENCE – (TERMINÉ)
- OPTIMISATION DES IMPRESSIONS – (TERMINÉ)
- PROGRAMME DE MISE À NIVEAU DE L’ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL – PHASE PRÉPARATOIRE – (TERMINÉ)
- PROGRAMME DE MISE À NIVEAU DE L’ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL – PROJET PRINCIPAL - (CONCEPTION EN COURS)
- PROGRAMME DE MISE À NIVEAU DE L’ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL – PROJET CONNEXE - (CONCEPTION EN COURS)
- PROGRAMME MITIGATION – (TERMINÉ)
- REHAUSSEMENT CAPACITÉ INFRASTRUCTURE DE TÉLÉCOM POUR UTILISATION VISIOCONFÉRENCE – (TERMINÉ)
- INTRANET COUR DU QUÉBEC – (CONCEPTION TERMINÉE)

FONDS DES REGISTRES

EN 2014-2015, AUCUNE SOMME N’A ÉTÉ AVANCÉE AU FONDS DES REGISTRES PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION.

LES RÉALISATIONS DE L’ANNÉE 2014-2015 DE LA DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION (DRC) SONT :

▪ POUR L’ENSEMBLE DES SYSTÈMES DE LA DRC :

- ✓ CERTIFICATION DE TOUS LES SYSTÈMES DE LA DRC EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DES DONNÉES POUR L’INDUSTRIE DES CARTES DE PAIEMENT (PCI-DSS);
- ✓ CONCEPTION ET DÉBUT DE RÉALISATION D’UNE NOUVELLE FONCTION COMMUNE DE GESTION DES DEMANDES ÉLECTRONIQUES DE SERVICES DE MISSION (GDSM);
- ✓ DÉBUT DES TRAVAUX D’OPTIMISATION DU PROCESSUS DE GESTION DU CONTENU INFORMATIONNEL ET CHOIX D’UN LOGICIEL DE GESTION DE CONTENU (CMS);
- ✓ MISE EN PLACE D’UNE SOLUTION DE STOCKAGE DE DOCUMENTS DE PREUVE EN UTILISANT LE COFFRE-FORT NUMÉRIQUE DE LA DRC (CAS);
- ✓ DÉBUT DE RÉALISATION DES TRAVAUX D’ARCHITECTURE D’ENTREPRISE ORIENTÉE SERVICES (MODÈLE D’ARCHITECTURE D’ENTREPRISE, FICHES DE CAPACITÉ, PROCESSUS D’AFFAIRES ÉLABORÉS SELON LE NOUVEAU GABARIT, PLAN DE TRAVAIL DÉTAILLÉ, UTILISATION DE L’OUTIL DE MODÉLISATION « ENTERPRISE ARCHITECT »,...);
- ✓ DÉBUT DES TRAVAUX RELIÉS À LA CLASSIFICATION DES ACTIFS INFORMATIONNELS;
- ✓ OPTIMISATION DU PROCESSUS ET DES OUTILS DE GESTION DE PORTEFEUILLES ET DES PROJETS.

▪ POUR LE RDPRM :

- ✓ IMPLANTATION ET MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE BONIFICATION DU SYSTÈME DE GESTION DES DONNÉES CLIENTÈLES ET INTÉGRATION AU SYSTÈME TÉLÉPHONIQUE;

- ✓ IMPLANTATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA PRESTATION ÉLECTRONIQUE DE SERVICES POUR LA LIVRAISON NUMÉRIQUE DES DOCUMENTS CERTIFIÉS ET NON CERTIFIÉS DU RDPRM.

▪ **POUR LE REGISTRE DES LOBBYISTES :**

- ✓ EXTRACTION DE STATISTIQUES POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DU BUREAU DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME

▪ **POUR LE REGISTRE DES COMMISSAIRES À L’ASSERMENTATION :**

- ✓ MISE EN PLACE DE LA SIGNATURE MÉCANISÉE DES COMMISSIONS.

▪ **POUR LE SERVICE DE CERTIFICATION :**

- ✓ IMPLANTATION DE LA MISE À NIVEAU DE LA TAILLE DE LA CLÉ DE SIGNATURE DE L’AUTORITÉ DE CERTIFICATION (1024 À 2048 BITS);
- ✓ RÉALISATION DE L’AUDIT DE L’INFRASTRUCTURE À CLÉS PUBLIQUES GOUVERNEMENTALE (ICPG) EN CONFORMITÉ AVEC LES EXIGENCES DE LA NOUVELLE DIRECTIVE SUR LA SÉCURITÉ DE L’INFORMATION NUMÉRIQUE ET RÉALISATION DES TRAVAUX VISANT LA CORRECTION DES SITUATIONS DE NON-CONFORMITÉ.

▪ **POUR LE REGISTRE DES VENTES :**

- ✓ FINALISATION DES TRAVAUX D’ARCHITECTURE ET D’ANALYSE FONCTIONNELLE ET DÉBUT DES TRAVAUX DE PROGRAMMATION ET D’ESSAIS DU SYSTÈME DU REGISTRE DES VENTES, PARTIE INTÉGRANTE DU NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (NCPC);
- ✓ ANALYSE FONCTIONNELLE ET DÉBUT DES TRAVAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE POUR L’INTÉGRATION D’UNE NOUVELLE CLIENTÈLE AU SYSTÈME DE GESTION DE LA CLIENTÈLE HUISSIERS DE JUSTICE, CHARGÉS DE VENTE, ABONNÉS ET PERSONNEL ADMINISTRATIF).

▪ **POUR LE REGISTRE DES LETTRES PATENTES FONCIÈRES :**

- ✓ MISE EN PLACE DE LA SIGNATURE MÉCANISÉE DES COPIES CERTIFIÉES.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

LES DONNÉES CONCERNANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE SE RETROUVENT, LE CAS ÉCHÉANT, AU PLAN DIRECTEUR DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS ET RÉELS POUR 2014-2015, TELS QU’INDIQUÉS LORS DES COLLECTES D’INFORMATION SUR LES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (PARI, PTPARI ET BARRI):

ACTIVITÉS DU PLAN DIRECTEUR	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS (000 \$)	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS RÉELS (000 \$)	ÉCART	EXPLICATION SOMMAIRE DES ÉCARTS
ACTIVITÉS D’ENCADREMENT	145,9	139,2	(6,7)	EFFECTIF RÉDUIT
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	881,8	740,6	(141,2)	UN EFFECTIF PROFESSIONNEL EN MOINS; RÉDUCTION IMPORTANTE DE LA VALEUR DU CONTRAT DES LICENCES MICROSOFT; RÉDUCTION DES SERVICES DE CONSULTANTS EXTERNES;
PROJETS (1)	218,0	205,0	(13,0)	LES TRAVAUX ONT PRIS FIN PLUS TÔT QUE PRÉVU.
TOTAL	1 245,7	1 084,9	(160,9)	

(1) LES TRAVAUX DE DÉVELOPPEMENT DE L’APPLICATION CLIC_MARC (CHEMISE DE LIAISON INFORMATIQUE DU CLIENT_MÉTHODE ALTERNATIVE DE RÉOLUTION DES CONFLITS) ONT PRIS FIN AU COURS DE L’EXERCICE 2014-2015, COMME PRÉVU.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉGIONS	2014-2015 PHASE 15
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	28 178 \$
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	29 634 \$
CÔTE-NORD	9 012 \$
ESTRIE	24 165 \$
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	24 542 \$
MAURICIE-BOIS-FRANCS	47 555 \$
MONTRÉAL	154 336 \$
OUTAOUAIS	17 170 \$
QUÉBEC	37 500 \$
RIVE-SUD	67 779 \$
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	26 646 \$
CSJ	48 848 \$
TOTAL	515 365 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NON APPLICABLE.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET – STATUT (AU 31-03-2015)	RÉALISATION EN 2014-2015
001_MISE À JOUR DES SALLES DES SERVEURS	REHAUSSEMENT D'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES – <i>EN RÉALISATION (EN COURS)</i>	LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L8 – ANALYSE SYSTÈME MISSION ET TEMPS DE REPRISE
PVÉ - PROCÈS VERBAL ÉLECTRONIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE – <i>EN RÉALISATION (EN COURS)</i>	LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L7-PV CONFÉRENCE DE GESTION SAE/STE
GDN – GESTION DU DOSSIER NUMÉRIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE – <i>EN RÉALISATION (EN COURS)</i>	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L3.1-SAE/STE LIVRAISONS PROGRESSÉES : <ul style="list-style-type: none">• REA-L2-SAS• REA-L3.2-SAI• REA-L5-DÉPÔTS ÉLECTRONIQUES
MIGRATION À WINDOWS 7	MISE À NIVEAU DU SYSTÈME D'EXPLOITATION DU PARC BUREAUTIQUE – <i>TERMINÉ</i>	LIVRAISONS TERMINÉES : <ul style="list-style-type: none">• REA-L2-DÉPLOIEMENT WINDOWS 7• REA-L2-SUPPORT POST-IMPLANTATION
MODERNISATION DES TI	MODERNISATION DU SYSTÈME INFORMATIQUE DE MISSION – <i>RÉALISATION NON DÉBUTÉE</i>	CE PROJET CIBLE LA MODERNISATION DU SYSTÈME MISSION DU TAQ. SUITE À UNE ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ D'ARRIMAGE AVEC LE SYSTÈME SISTA (DE LA CLP) COMPLÉTÉE EN 2012, NOUS AVONS AMORCÉ CETTE ANNÉE DES ÉTAPES PRÉALABLES D'ANALYSE DU PROJET. DE PLUS, DES DISCUSSIONS AVEC LE SCT ONT EU LIEU EN VUE D'AMORCER UN DOSSIER D'AFFAIRES POUR COMPLÉTER LES AUTORISATIONS NÉCESSAIRES.
SÉCURITÉ DE L'INFORMATION - PLAN D'ACTION	MISE EN PLACE DES ÉLÉMENTS POUR SOUTENIR LA GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION – <i>EN RÉALISATION (EN COURS)</i>	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none">• PREA-L1-PLANIFICATION DE LA SI LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none">• PREA-L2-GOUVERNANCE DE LA SI
GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES	MISE EN PLACE D'UNE GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES – <i>EN RÉALISATION (EN COURS)</i>	LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L1-PLANIFICATION

P.6 POUR CHACUN DES EMPLACEMENTS UTILISÉS PAR LE MINISTÈRE, INCLUANT LES CABINETS INDiquer :

- A. LA DATE DES RÉNOVATIONS;
- B. LA LISTE DES RÉNOVATIONS;
- C. LES COÛTS DES RÉNOVATIONS;
- D. LE NOM DE LA FIRME OU DE LA COMPAGNIE QUI A EFFECTUÉ LES TRAVAUX.

MINISTÈRE

LA DÉPENSE 2014-2015 CORRESPOND AUX FRAIS VERSÉS À LA SQI POUR DIFFÉRENTS TRAVAUX DE RÉNOVATION. ELLE INCLUT LES COÛTS ASSOCIÉS AUX ESPACES ADDITIONNELS AINSI QUE LA RÉTROCESSION D'ESPACES.

IMMEUBLE		DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	DÉPENSE 2014-2015
PJ	Gatineau	2014-06-01	Aménagement et accroissement espace - Phase I - (salle 12 + 2 parloirs Jeunesses)	SQI	48 218,20 \$
PJ	Gatineau	2014-04-01	Aménagement et accroissement espace - phase II - Aménager 3 bureaux de juges au 2e étage	SQI	77 168,64 \$
PJ	Gatineau	2014-07-22	MT - Utilisation de la visioconférence en matière judiciaire (visioparloir)	SQI	10 139,81 \$
PJ	Gatineau	2014-09-01	Travaux de peinture, ragréage, installation d'un système de sécurité, câblage réseau et téléphonie, déménagement et signalisation du nouveau bureau de comté de la ministre - Chelsea	SQI	43 284,23 \$
PJ	Gatineau	2015-03-31	Exploitation spéciale - Maintien aux conditions normales lors des jours fériés	SQI	3 587,00 \$
PJ	Maniwaki	2014-06-01	MT - Utilisation de la visioconférence en matière judiciaire (visioparloir)	SQI	10 559,40 \$
PJ	Maniwaki	2015-03-31	Ajout d'un interrupteur Visioparloir	SQI	759,87 \$
PJ	Campbell's Bay	2014-07-01	MT - Utilisation de la visioconférence en matière judiciaire (visioparloir)	SQI	3 389,60 \$
PJ	Québec	2014-04-01	DGAJL-Aménagement de bureaux pour nouveaux juristes	SQI	96 136,68 \$
PJ	Québec	2014-08-01	Modifications au vitrage des comptoirs 1.17 acoustique (tapis)	SQI	8 543,00 \$

IMMEUBLE		DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	DÉPENSE 2014-2015
PJ	Québec	2015-03-31	Accroissement d'espace (RC-32 ancien local SQI)	SQI	8 294,94 \$
PJ	Québec	2014-09-01	Nomination de juges : travaux et peintures	SQI	3 200,05 \$
PJ	Québec	2014-11-30	Peinture bureau R-515	SQI	1 457,42 \$
PJ	Québec	2015-03-31	DGAJL - Ajout prise électrique (local 1.03.31)	SQI	317,08 \$
PJ	Chicoutimi	2014-07-01	JPM – Ajustement de la salle d'attente et ajout d'une toilette	SQI	12 319,62 \$
PJ	Alma	2014-05-01	Rétrocession d'espace au DPCP	SQI	(6 785,68 \$)
PJ	Roberval	2015-03-01	Installer une porte acoustique au bureau du JPM	SQI	5 318,44 \$
RÉT	Jonquière	2015-03-31	Loyer - Point de service de Jonquière 2014-2015 (Éstimation)	SQI	600,00 \$
PJ	Ville-Marie	2014-04-01	Loi C-2 : Agrandir le banc du jury pour accueillir 14 jurés	SQI	32 247,96 \$
PSP	La Sarre	2014-07-01	Insonorisation du local du CAVAC au Point de service de La Sarre	SQI	10 894,58 \$
PJ	Amos	2014-04-01	Manque d'espace DRSJ-NQ (bâtiment modulaire) - phase I	SQI	80 869,44 \$
PJ	Longueuil	2014-07-31	Agrandissement et aménagement BRIA	SQI	15 061,68 \$
PJ	Longueuil	2014-05-01	Sécurisation du comptoir des greffes criminels	SQI	40 473,29 \$
PJ	Longueuil	2014-04-01	Aménagement pour mégaprocès (salle 1.36, 1.30)	SQI	66 615,48 \$
PJ	Longueuil	2014-04-01	Ajout d'un bureau de juge - 1er étage	SQI	0,00 \$

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	DÉPENSE 2014-2015
PJ Longueuil	2015-03-31	Ajustement des postes de travail - Petites créances	SQI	5 633,20 \$
PJ Longueuil	2015-02-01	Boutons d'urgence aux locaux RC 25b et RC 27	SQI	4 604,95 \$
PJ Longueuil	2015-01-13	Accès à la zone restreinte (corridor public)	SQI	1 162,11 \$
PJ Longueuil	2015-03-01	Rétrocession des locaux 1.26 & 1.26a au DPCP	SQI	(825,97 \$)
PJ Longueuil	2015-03-01	Givrage de portes de salles d'audience	SQI	1 310,13 \$
CSJ Montréal	2014-10-01	Garages et stationnements (Procureurs & Enquêteurs)	SQI	27 643,86 \$
PJ Montréal	2014-07-01	Dégât d'eau 17 février 2014 - Remplacement tapis & peinture	SQI	8 160,66 \$
PJ Montréal	2014-09-04	Réaménagement de la suite 1.120 du PJM	SQI	1 818,92 \$
CSJ Montréal	2015-03-01	Clôturer le stationnement temporaire pour visiteurs	SQI	20 137,06 \$
PJ Montréal	2015-03-31	Travaux à la suite ministérielle (peinture)	SQI	2 625,78 \$
PJ Rivière-du-Loup	2014-05-01	Rétrocession du local 3.0 au DPCP	SQI	(8 049,03 \$)
PJ Rivière-du-Loup	2015-03-31	Système de bouton d'urgence	SQI	83,63 \$
PJ Rimouski	2014-07-01	Travaux au bureau de juge	SQI	3 472,11 \$
BCM Chambly	2014-07-01	Fin du bail du bureau de comté	SQI	(17 942,94 \$)
SS Québec-1200	2014-07-01	Remplacement de deux climatiseurs pour le centre de traitement informatique (CTI) (8e)	SQI	13 149,90 \$

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	DÉPENSE 2014-2015
SS Québec-1200	2015-03-01	Accroissement d'espace - Anciens locaux de la DRC	SQI	7 348,97 \$
SS Québec-1200	2014-10-01	Réactivation du lecteur de carte selon l'horaire (porte d'accès à la suite de la Ministre)	SQI	557,50 \$
PJ Lac-Mégantic	2014-04-01	Relogement temporaire du palais	SQI	69 255,84 \$
CA Montréal - CA	2015-02-01	Ajout prise de courant dans un bureau de juge	SQI	625,25 \$
CA Montréal - CA	2014-05-01	Rétrocession sous-sol à la SQI	SQI	(548 392,57 \$)
Cad Québec	2015-01-01	Accroissement des espaces - En lien avec projet 1200	SQI	23 014,62 \$
BCM Maniwaki	2014-05-01	Travaux de peinture et installation d'un système de sécurité à la porte d'entrée du nouveau bureau de comté de la ministre - Maniwaki	SQI	23 339,50 \$
Rés Kuujuaq	2014-09-01	2e logement requis	SQI	20 404,77 \$
PJ Laval	2014-10-01	Expansion et aménagement du CAVAC	SQI	13 309,68 \$
PJ Laval	2014-10-01	Intervention au greffe	SQI	383,68 \$
PJ Laval	2015-03-01	Givrage de porte et fenêtres des escaliers 2 et 4, PJ Laval	SQI	2 843,25 \$
PJ Laval	2015-03-01	Installation de toiles à enroulement opaques, salle de délibération et repos	SQI	6 872,86 \$
PJ Laval	2015-03-31	2e porte au local 1.05A	SQI	3 397,41 \$
PJ Baie-Comeau	2015-01-01	Sécuriser mobilier salles d'audience 113 et RC05 (14 jurés)	SQI	1 490,40 \$
PJ Baie-Comeau	2015-02-01	Insonorisation d'un bureau de juge	SQI	12 439,45 \$

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	DÉPENSE 2014-2015
PJ Baie-Comeau	2015-01-01	Rétrocession d'espace	SQI	(2 305,92 \$)
PJ Baie-Comeau	2014-10-01	Givrage des fenêtres pour 2 bureaux juge au RDC (frais d'honoraires)	SQI	260,00 \$
PJ Sept-Îles	2014-06-05	Aménagement au greffe	SQI	3 452,25 \$
PJ Lac-Mégantic	2014-11-01	Autres travaux mineurs au palais temporaire	SQI	387,55 \$
PJ Saint-Hyacinthe	2014-11-01	Déménagement CAVAC	SQI	3 810,82 \$
PJ Sorel-Tracy	2014-11-01	Espace d'entreposage pour mobilier Longueuil	SQI	7 421,47 \$
RÉT Salaberry-de-Valleyfield	2014-06-01	Mettre fin au bail	SQI	(50 627,30 \$)
PJ Saint-Jean-sur-Richelieu	2014-05-01	Rétrocession du local RC-13G	SQI	(7 188,15 \$)
PJ Trois-Rivières	2014-09-01	Loi C-2 : Agrandir le banc du jury pour accueillir 14 jurés	SQI	6 830,18 \$
PJ Trois-Rivières	2015-03-31	Intervention à la salle de pause employeur (1er étage)	SQI	55,19 \$
PJ La Tuque	2014-11-30	Installation de nouveaux systèmes de boutons panique	SQI	7 470,23 \$
PJ Shawinigan	2015-03-01	Accroissement d'espaces (Récupérer espace du Service Québec)	SQI	1 303,23 \$
PJ Shawinigan	2015-01-01	Installation d'une rampe d'accès	SQI	2 782,88 \$
PJ Saint-Jérôme	2015-02-01	salle de délibération des jurés (14chaises)	SQI	2 555,00 \$
PJ Mont-Laurier	2015-03-31	Exploitation spéciale - Maintien aux conditions normales lors des jours fériés (frais)	SQI	751,69 \$

IMMEUBLE		DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	DÉPENSE 2014-2015
PSI	Kuujjuarapik	2014-12-01	Fin de la location temporaire salle d'audience	SQI	6 305,60 \$
PJ	Puvirnituk	2015-03-31	Travaux divers après relogement du point de service	SQI	2 718,32 \$
PJ	Montmagny	2014-11-01	Rénovation et agrandissement - PQI(SCT)	SQI	585 441,05 \$
PJ	Montmagny	2015-03-31	Dégât d'eau au palais temporaire en 2013	SQI	5 802,46 \$
PJ	Percé	2015-01-19	Travaux SQI - MT-Plan de remplacement visioconférence- salle 3	SQI	3 305,98 \$
PJ	Joliette	2014-09-01	Ajout d'un nouveau bureau de juge CQ et personnel de soutien + salon avocat	SQI	17 877,51 \$
			TOTAL		870 955,75 \$

ORGANISME

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NUMÉRO DE PROJET	IMMEUBLE	ADRESSE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	COÛT DES RÉNOVATIONS
2012-0027	03698	725, RUE HARVEY OUEST, ALMA	2014-04-28	RÉAMÉNAGEMENT ET EXPANSION DU DPCP AU PALAIS DE JUSTICE	SQI	349 430,97 \$
N/A	03282	891, 3E RUE OUEST, AMOS	2014-09-17	HONORAIRES POUR PRÉPARATION DE MANDAT	SQI	67,16 \$
2014-0001	00813	71, AVENUE MANCE, BAIE-COMEAU	2014-12-19	EXPANSION DU DPCP AU PALAIS DE JUSTICE	SQI	80 610,61 \$
N/A	00813	71, AVENUE MANCE, BAIE-COMEAU	2014-12-09	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	TRANSPORT BAIE-COMEAU INC.	210,00 \$
N/A	03208	1680, BOUL. SAINT-JOSEPH, DRUMMONDVILLE	2014-08-18	FRAIS DE GARDIENNAGE	SQI	111,50 \$
2012-0078	03208	1680, BOUL. SAINT-JOSEPH, DRUMMONDVILLE	2014-06-06	RELOCALISATION ET EXPANSION DU DPCP AU PALAIS DE JUSTICE	SQI	131 602,65 \$
N/A	01700	170, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, GATINEAU	2014-10-22	TRAVAUX DIVERS	SQI	3 098,54 \$
N/A	02155	77, RUE PRINCIPALE, GRANBY	2014-05-09	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	AMEUBLEMENT SLB INC.	423,75 \$
N/A	02155	77, RUE PRINCIPALE, GRANBY	2014-06-11	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	AMEUBLEMENT SLB INC.	272,50 \$
2014-0004	02155	77, RUE PRINCIPALE, GRANBY	2014-05-21	TRAVAUX DIVERS	SQI	2 230,00 \$
2013-0082	02155	77, RUE PRINCIPALE, GRANBY	2014-04-22	AMÉNAGEMENT TEMPORAIRE D'UNE ÉQUIPE DU BLACO AU PALAIS DE JUSTICE POUR UN PROCÈS	SQI	4 711,68 \$
2014-0015	02570	450, RUE SAINT-LOUIS, JOLIETTE	2014-10-06	AMÉNAGEMENT TEMPORAIRE D'UNE ÉQUIPE DU BLCM AU PALAIS DE JUSTICE POUR UN PROCÈS	SQI	831,37 \$
N/A	06146	1680, PTARMIGAN ALLEY, KUUJJUAQ	2014-11-05	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	LOCATIONS ET TRANSPORT TIVI INC.	675,00 \$
N/A	06146	1680, PTARMIGAN ALLEY, KUUJJUAQ	2014-12-02	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	LOCATIONS ET TRANSPORT TIVI INC.	900,00 \$
2013-0063	06146	1680, PTARMIGAN ALLEY, KUUJJUAQ	2014-11-01	CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU DUPLEX PAR LA SQI POUR LOGER LES DEUX EMPLOYÉS DU DPCP	SQI	0,00 \$
2013-0081	04922	2800, BOUL. SAINT-MARTIN OUEST, LAVAL	2015-02-01	CONSTRUCTION ET AMÉNAGEMENT DU DPCP AU PALAIS DE JUSTICE	SQI	48 158,95 \$

NUMÉRO DE PROJET	IMMEUBLE	ADRESSE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	COÛT DES RÉNOVATIONS
N/A	04724	2555, BOUL. ROLAND-THERRIEN, LONGUEUIL	2014-11-05	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	CONSTRUCTION SER-GI INC.	100,00 \$
N/A	04724	2555, BOUL. ROLAND-THERRIEN, LONGUEUIL	2014-06-25	TRAVAUX DIVERS	SQI	223,00 \$
2014-0003	04724	2555, BOUL. ROLAND-THERRIEN, LONGUEUIL	2015-03-01	RELOCALISATION ET AMÉNAGEMENT DES LOCAUX DE DIVULGATION DE LA PREUVE	SQI	64 097,20 \$
2014-0014	05139	125, BOUL. SAINTE-FOY, LONGUEUIL	2014-07-17	HONORAIRES POUR PRÉPARATION DE MANDAT	SQI	2 315,00 \$
2013-0080	05139	125, BOUL. SAINTE-FOY, LONGUEUIL	2014-10-31	RELOCALISATION DE CERTAINS EMPLOYÉS À L'EXTÉRIEUR DU PALAIS DE JUSTICE	SQI	116 178,29 \$
N/A	05139	125, BOUL. SAINTE-FOY, LONGUEUIL	2014-11-14	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	TRANSPORTS LACOMBE INC., LES	1 281,25 \$
N/A	06087	2178, RUE DU COLISÉE, LONGUEUIL	2014-10-27	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	DUFALT ÉLECTRIQUE INC.	348,00 \$
N/A	04944	266, RUE NOTRE-DAME, MANIWAKI	2014-12-05	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SQI	26,71 \$
N/A	00705	645, RUE DE LA MADONE, MONT-LAURIER	2015-01-21	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SQI	698,05 \$
N/A	02948	110, AVENUE JACQUES-CARTIER, MONTMAGNY	2014-11-20	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	CORPORATION D'AFFACTURAGE J D	531,00 \$
N/A	02948	110, AVENUE JACQUES-CARTIER, MONTMAGNY	2014-12-30	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	CORPORATION D'AFFACTURAGE J D	333,76 \$
N/A	02948	110, AVENUE JACQUES-CARTIER, MONTMAGNY	2014-11-20	TRAVAUX DIVERS	FABRICATION BLAIS MÉTAL INC.	28,00 \$
2012-0047	02948	110, AVENUE JACQUES-CARTIER, MONTMAGNY	2014-11-01	AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION DU PALAIS DE JUSTICE (C.T. 210685)	SQI	685 566,25 \$
N/A	07024	2050, RUE DE BLEURY, MONTRÉAL	2014-05-07	TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE CÂBLAGE	GOLD CASTLE HOLDING LTD	700,00 \$
N/A	02745	410, RUE DE BELLECHASSE, MONTRÉAL	2014-05-26	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	DÉMÉNAGEMENT PERFORMANCE [PMI]	332,50 \$
N/A	02745	410, RUE DE BELLECHASSE, MONTRÉAL	2015-02-18	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	SQI	611,02 \$
N/A	00982	1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	2014-08-25	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	AMEUBLEMENT SLB INC.	198,00 \$
N/A	00982	1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	2014-09-11	SIGNALISATION	SQI	17,84 \$

NUMÉRO DE PROJET	IMMEUBLE	ADRESSE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	COÛT DES RÉNOVATIONS
N/A	00982	1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	2014-11-20	SIGNALISATION	SQI	33,90 \$
N/A	00982	1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	2014-06-04	SIGNALISATION	SQI	48,95 \$
N/A	00982	1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	2014-11-06	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SQI	11,15 \$
N/A	00982	1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	2014-11-06	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SQI	11,15 \$
N/A	00982	1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	2015-02-09	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SQI	33,45 \$
N/A	00982	1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	2015-02-16	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SQI	33,45 \$
N/A	00982	1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	2015-02-09	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SQI	50,18 \$
2013-0016	00982	1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	2014-08-01	CONSTRUCTION ET AMÉNAGEMENT AU PALAIS DE JUSTICE	SQI	190 431,80 \$
2013-0010	00044	87, BOUL. GÉRARD-D.-LÉVESQUE, NEW CARLISLE	2014-05-01	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SQI	2 676,30 \$
2013-0011	00044	87, BOUL. GÉRARD-D.-LÉVESQUE, NEW CARLISLE	2014-09-16	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SQI	7 429,25 \$
N/A	03871	300, BOUL. JEAN-LESAGE, QUÉBEC	2015-02-20	TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE CÂBLAGE	SQI	423,70 \$
N/A	07321	400, BOUL. JEAN-LESAGE, QUÉBEC	2014-05-07	TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE CÂBLAGE	DALCON INC.	882,00 \$
N/A	07321	400, BOUL. JEAN-LESAGE, QUÉBEC	2014-07-01	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	DALCON INC.	230,30 \$
N/A	07321	400, BOUL. JEAN-LESAGE, QUÉBEC	2014-07-02	PEINTURE ET RÉPARATION	DALCON INC.	1 300,00 \$
N/A	07321	400, BOUL. JEAN-LESAGE, QUÉBEC	2014-05-02	TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE CÂBLAGE	ECMOR QUÉBEC INC.	791,30 \$
N/A	05838	2, RUE SAINT-GERMAIN EST, RIMOUSKI	2014-10-29	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	DÉMÉNAGEMENTS RIMOUSKI INC.	176,00 \$
2012-0066	05838	2, RUE SAINT-GERMAIN EST, RIMOUSKI	2014-07-11	EXPANSION DU DPCP	SQI	666 036,69 \$
2013-0075	00309	33, RUE DE LA COUR, RIVIÈRE-DU-LOUP	2014-08-01	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SQI	8 501,88 \$
N/A	02565	2, AVENUE DU PALAIS,	2014-06-23	TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE CÂBLAGE	SQI	777,44 \$

NUMÉRO DE PROJET	IMMEUBLE	ADRESSE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	COÛT DES RÉNOVATIONS
		ROUYN-NORANDA				
N/A	04853	227, RUE RACINE EST, SAGUENAY	2014-10-07	TRAVAUX DIVERS	SQI	409,76 \$
N/A	04853	227, RUE RACINE EST, SAGUENAY	2014-12-01	SIGNALISATION	SQI	57,35 \$
N/A	00426	878, RUE DE TONNANCOUR, TROIS-RIVIÈRES	2014-07-18	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SQI	111,50 \$
N/A	02664	800, BOUL. DES BOIS-FRANCS SUD, VICTORIAVILLE	2014-11-20	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	RHÉAULT & FILS LTÉE	228,13 \$
2012-0076	02664	800, BOUL. DES BOIS-FRANCS SUD, VICTORIAVILLE	2014-10-20	RELOCALISATION ET EXPANSION DU DPCP AU PALAIS DE JUSTICE	SQI	431 621,35 \$
N/A	02664	800, BOUL. DES BOIS-FRANCS SUD, VICTORIAVILLE	2014-06-11	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	TESSIER DÉMÉNAGEMENT	427,50 \$

P.7 LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉ-CONSEILS, COMITÉ CONSULTATIFS, ACTIF EN 2014-2015, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D’AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :

- A. LE MANDAT;
- B. LES MEMBRES;
- C. LE BUDGET;
- D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2014-2015;
- E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.

MINISTÈRE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2014-2015	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DES SOUS-MINISTRES EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE	ASSURER LA COORDINATION DE L’ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET D’AGRESSION SEXUELLE.	NATHALIE DROUIN	N/A	RENCONTRE LE 6 JUIN 2014. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DIRECTEUR DU FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET À LA MISE EN ŒUVRE D’UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L’ACCESSIBILITÉ ET L’ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE.	NATHALIE DROUIN	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ PERMANENT DES FONCTIONNAIRES CHARGÉS DES DROITS DE LA PERSONNE	SUIVI DE L’APPLICATION AU CANADA DES CONVENTIONS INTERNATIONALES EN MATIÈRE DE DROITS DE LA PERSONNE, AINSI QUE DES DERNIERS DÉVELOPPEMENTS AU NIVEAU NATIONAL ET INTERNATIONAL, ET ÉCHANGE D’INFORMATION.	PIERRE MÉRETTE, DAJ - MRIFAIC		SUIVI CONTINU (RÉUNION ANNUELLE).

SAQIJUQ (VENT QUI TOURNE)	LE BUREAU DE GOUVERNANCE PRÉSIDÉ PAR LA MINISTRE DÉLÉGUÉE AUX SERVICES SOCIAUX ET UNE REPRÉSENTANTE DES PRINCIPALES INSTANCES DU MILIEU INUIT REGROUPE LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES DE MÊME QUE DES REPRÉSENTANTS DE LA SOCIÉTÉ MAKIVIK ET L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK. CE PROJET CONSISTE PRINCIPALEMENT À FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT D'APPROCHES INNOVATRICES POUVANT RÉPONDRE AUX NOMBREUX PROBLÈMES SOCIAUX, DONT PARTICULIÈREMENT CEUX LIÉS À LA CONSOMMATION D'ALCOOL ET DE DROGUES ET LA VIOLENCE FAMILIALE. LE PROJET PRÉVOIT ÉGALEMENT UNE TABLE DES PARTENAIRES COMPOSÉE DES MÊMES INSTANCES RESPONSABLES D'ANALYSER LES ACTIONS ET DE LES METTRE EN ŒUVRE.	NATHALIE DROUIN	N/A	AUCUNE RÉUNION N'A ÉTÉ TENUE AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 2014-2015 QUANT AU BUREAU DE GOUVERNANCE. DEUX RENCONTRES DE LA TABLE DE COORDINATION ONT EU LIEU AU COURS DE L'ANNÉE 2014-2015.
DÉVELOPPEMENT NORDIQUE TABLE DE PILOTAGE « DU PLAN NORD »	LA TABLE DE PILOTAGE REGROUPE DES REPRÉSENTANTS DE PLUSIEURS MINISTÈRES ET A POUR MANDAT D'ENCADRER LES TRAVAUX DE LA TABLE DES PARTENAIRES EN VUE DE L'ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTION POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD QUÉBÉCOIS ET PRENANT EN COMPTE LES PROBLÉMATIQUES ET LES ENJEUX SOCIAUX.	NATHALIE DROUIN JACQUES PRÉSENT	N/A	UNE DEMI-DOUZAINES DE RÉUNIONS ONT ÉTÉ TENUES.
TABLE DES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX	ÉCHANGES SUR DES SUJETS D'INTÉRÊT POUR TOUS LES MINISTÈRES.	YAN PAQUETTE	N/A	N/A

TABLE DES DIRECTRICES ET DE DIRECTEURS RESPONSABLES DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE	SIGNIFICATION DES ATTENTES GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET ÉCHANGES SUR LES ENJEUX TOUCHANT CELLE-CI.	YAN PAQUETTE	N/A	N/A
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS À L'INFORMATION ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	EXAMINER TOUTES LES QUESTIONS RELATIVES À L'ACCÈS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.	YAN PAQUETTE MARTINE THIBAUT	N/A	N/A
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE	VEILLER À LA MISE EN ŒUVRE DE CHACUNE DES MESURES DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE SELON L'ÉCHÉANCIER ÉTABLI; FAVORISER UNE MISE EN ŒUVRE CONCERTÉE ET COHÉRENTE DES ACTIONS EN ASSURANT, NOTAMMENT, UNE CIRCULATION FLUIDE DE L'INFORMATION LES CONCERNANT; FORMULER DES PROPOSITIONS RELATIVES AU MÉCANISME REQUIS AU SUIVI DES ACTIONS; VEILLER À L'ARRIMAGE DES AUTRES POLITIQUES ET PLANS D'ACTION GOUVERNEMENTAUX OU MINISTÉRIELS QUI PEUVENT AVOIR UNE INCIDENCE SUR LA LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE; EXAMINER LES MESURES INSTITUTIONNELLES EXISTANTES POUR RÉPONDRE AUX PROBLÈMES ET AUX BESOINS CONSTATÉS; PRODUIRE, À LA SUITE DE CHAQUE ANNÉE FINANCIÈRE, UN ÉTAT DE SITUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES DU PLAN D'ACTION; TENIR DES ACTIVITÉS DE DIFFUSION ET DE PARTAGE DE CONNAISSANCES SUR DES PROBLÉMATIQUES ÉMERGENTES.	ROGER NOËL	N/A	N/A

RÉSEAU GOUVERNEMENTAL DE LA POLITIQUE FAMILIALE	ASSURER UNE CONCERTATION INTERMINISTÉRIELLE (POLITIQUE, PROGRAMMES ET TRAVAUX) EN FAVEUR DES FAMILLES ET DES ENFANTS.	JOHANKA GIGUÈRE	N/A	N/A
RÉSEAU GOUVERNEMENTAL DES RÉPONDANTES ET RÉPONDANTS DE LA CONDITION FÉMININE	FAIRE LA PROMOTION DE LA CONDITION FÉMININE DANS SON MILIEU, RÉALISER LES GRANDS AXES D'INTERVENTION DU GOUVERNEMENT ET LES ENGAGEMENTS MINISTÉRIELS, REPRÉSENTER SON MINISTÈRE AUPRÈS DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, PRÉPARER LES PLANS D'ACTION ET LE BILAN ANNUEL DE LA CONDITION FÉMININE, CONSEILLER LES AUTORITÉS EN MATIÈRE DE CONDITION FÉMININE, COORDONNER LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES PRÉVUES.	SONIA BEAUDOIN	N/A	N/A
RÉSEAU DES RÉPONDANTS MINISTÉRIELS SUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR LA SANTÉ PUBLIQUE	ÉCHANGE SUR LES IMPACTS DE LA SANTÉ PUBLIQUE SUR LES DÉCISIONS GOUVERNEMENTALES.	MICHEL PAQUETTE	N/A	N/A
RÉSEAU DES RÉPONDANTS MINISTÉRIELS SUR L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE	ASSURER LE SUIVI DES MESURES GOUVERNEMENTALES D'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF	MICHEL PAQUETTE	N/A	N/A
TABLE QUÉBÉCOISE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE	FORUM D'ÉCHANGES ET DE DISCUSSIONS AYANT POUR MANDAT DE FORMULER DES RECOMMANDATIONS AU MINISTRE DES TRANSPORTS POUR AMÉLIORER LE BILAN ROUTIER. LA TABLE EST COMPOSÉE D'UNE QUARANTAINE DE MEMBRES REPRÉSENTANT LES USAGERS DE LA ROUTE, LE MILIEU MUNICIPAL, LE MILIEU POLICIER, LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, LES MINISTÈRES ET D'AUTRES SECTEURS D'ACTIVITÉS.	PIERRE NADEAU	N/A	LA TABLE A PRODUIT SON TROISIÈME RAPPORT EN NOVEMBRE 2013. DEUX RENCONTRES ONT EU LIEU EN 2014-2015 SOIT LES 24 AOÛT ET 30 OCTOBRE 2014.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR UNE RÉVISION EN PROFONDEUR DE L'ACTION DU QUÉBEC EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION	CE COMITÉ A POUR MANDAT DE DOTER LE QUÉBEC D'UNE NOUVELLE POLITIQUE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION	NATHALIE DROUIN RENÉE MADORE MARIE TRAHAN	N/A	EN 2014-2015, QUATRE RENCONTRES ONT EU LIEU SOIT LES 10 JUILLET, 1 ^{ER} OCTOBRE, 7 OCTOBRE 2014 ET 25 FÉVRIER 2015.
TABLE DES SOUS-MINISTRES DÉDIÉE À LA LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION	LA COORDINATION ET LE SUIVI DES TRAVAUX VISANT L'ÉLABORATION DES ORIENTATIONS ET MESURES GOUVERNEMENTALES POUR CONTRER L'INTIMIDATION	NATHALIE DROUIN		EN OCTOBRE 2014, LE FORUM SUR L'INTIMIDATION A EU LIEU. DEPUIS, LE COMITÉ S'EST RÉUNI À QUELQUES REPRISES. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ FAVORISANT L'INTÉGRATION DES PERSONNES HANDICAPÉES	TRAVAILLER À L'ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTION MJQ FAVORISANT L'INTÉGRATION DES PERSONNES HANDICAPÉES AU MINISTÈRE.	JADE CABANA PIERRE NADEAU		LE BILAN DU PLAN D'ACTION 2013-2014 SERA DÉPOSÉ SOUS PEU.
GROUPE DE TRAVAIL SUR LES TRANSPORTS ACTIFS, COLLECTIFS ET ALTERNATIFS	GROUPE DE TRAVAIL DE LA TABLE QUÉBÉCOISE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE QUI SE PENCHE SUR LA SÉCURITÉ DES CYCLISTES ET ENVISAGE DE PROPOSER DES AMENDEMENTS AU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET DONT LE RÔLE EST D'APPORTER UN ÉCLAIRAGE POUR LES PROBLÈME DE NATURE JURIDIQUE.	MARIE TRAHAN		LES TRAVAUX SONT EN COURS
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE LOI C-32 AU QUÉBEC	ÉVALUER LE PROJET DE LOI C-32 ET RECOMMANDER DES ACTIONS VISANT À FAVORISER LA MISE EN ŒUVRE HARMONIEUSE AU QUÉBEC DES DISPOSITIONS PRÉVUES DANS CE PROJET DE LOI.	JADE CABANA ANDRÉ COUTURE AUDREY TURMEL	N/A	LES TRAVAUX SONT EN COURS.

COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE	LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE EST REPRÉSENTÉ SUR CE COMITÉ QUI RELEVÉ DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. CE COMITÉ A POUR MANDAT, NOTAMMENT, DE COORDONNER L'APPLICATION DE NOUVELLES MESURES OU DE RÉFORMES EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE, DE FAVORISER LA CONCERTATION ENTRE LES PARTENAIRES POUR ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ DES ACTIONS ET D'ASSURER UNE COMMUNICATION EFFICACE ET UNE DIFFUSION À L'ENSEMBLE DES INTERVENANTS.	CHRISTIAN VEILLETTE	N/A	DEUX RÉUNIONS ONT ÉTÉ TENUES AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 2014-2015.
COMITÉ DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LA PRESTATION DES SERVICES DE PSYCHIATRIE LÉGALE RELEVANT DU <i>CODE CRIMINEL</i>	CIRCONSCRIRE LES PRINCIPAUX ENJEUX ET PROBLÈMES ASSOCIÉS À L'ORGANISATION DES SERVICES DE PSYCHIATRIE LÉGALE POUR AMÉLIORER CEUX-CI.	PIERRE NADEAU	N/A	LE COMITÉ A TERMINÉ SON MANDAT, MAIS DEVRAIT ÊTRE REMPLACÉ PAR UN NOUVEAU COMITÉ SUR LA PSYCHIATRIE LÉGALE QUI POURRAIT ÊTRE RELIÉ AU FORUM JSM.
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES ORDONNANCES DE SOINS	CE COMITÉ REGROUPE DES REPRÉSENTANTS DU MJQ, DU MSSS ET DU CURATEUR PUBLIC QUI ONT COMME MANDAT D'ANALYSER LES ORDONNANCES DE SOINS.	DOMINIQUE MALÉZA MARIE TRAHAN	N/A	LES TRAVAUX ONT DÉBUTÉ EN MARS 2014.
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN ITINÉRANCE	CETTE TABLE REGROUPE DES REPRÉSENTANTS DE DIVERS MINISTÈRES. APRÈS AVOIR EU LE MANDAT D'ÉLABORER, PUIS D'ASSURER LE SUIVI DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2010-2013, ELLE EST MAINTENANT CHARGÉE DE L'ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE EN ITINÉRANCE ET D'UN NOUVEAU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2014-2019.	RENÉE MADORE PIERRE NADEAU	N/A	LE PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2010-2013, RENDU PUBLIC LE 14 DÉCEMBRE 2009, A ÉTÉ PROLONGÉ AU 31 MARS 2014 EN VUE D'UN PLAN D'ACTION 2014-2019. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ ACCOMPAGNEMENT JUSTICE-ITINÉRANCE	CE COMITÉ REGROUPE DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL, DE LA COUR MUNICIPALE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, DU MSP, DE LA CDPDJ, DU SPVM, DE L'AGENCE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MONTRÉAL ET DU RAPSIM.	PIERRE NADEAU	N/A	MIS SUR PIED À L'AUTOMNE 2007 SOUS LE NOM DE « COMITÉ SUR LES ALTERNATIVES À L'INCARCÉRATION », CE COMITÉ S'EST CHARGÉ DE L'ADAPTATION AU MILIEU DE L'ITINÉRANCE DES TRAVAUX COMMUNAUTAIRES COMPENSATOIRES ET D'INITIER À LA COUR MUNICIPALE DE MTL LE PROGRAMME DE PROCUREUR ET PERCEPTEUR DÉSIGNÉS (PAJIC ET PAPSİ). LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉS RÉGIONAUX EN ITINÉRANCE	QUATRE COMITÉS RÉGIONAUX ONT ÉTÉ MIS SUR PIED PAR LE MSSS, SOUS LA RESPONSABILITÉ DES AGENCES RÉGIONALES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX, POUR COORDONNER LES ACTIONS EN ITINÉRANCE À QUÉBEC, MONTRÉAL, TROIS-RIVIÈRES, GATINEAU ET CHAUDIÈRE-APPALACHES.	AMÉLIE COUTURE-ROY PIERRE NADEAU MARIE TRAHAN	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT DANS LES CINQ COMITÉS RÉGIONAUX. TROIS NOUVEAUX COMITÉS RÉGIONAUX ONT ÉTÉ AJOUTÉS SOIT LAVAL, ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET ESTRIE.
COMITÉ PILOTE PROTOCOLE D'ENTENTE MSSS/MSP RÉGION DE LA CAPITALE NATIONALE	CE COMITÉ CONSTITUE UNE TABLE DE CONCERTATION RÉGIONALE INTERSECTORIELLE SUR TOUS LES ASPECTS DE « JUSTICE ET SANTÉ MENTALE ».	PIERRE NADEAU	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ NATIONAL SUR LE CRIME ORGANISÉ (CELCO)	COORDONNER LES ACTIONS DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ.	HÉLÈNE MATHIEU	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT SUR LES GANGS DE RUE.
COMITÉ PROVINCIAL DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE	CE COMITÉ EST COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DE LA COUR DU QUÉBEC AINSI QUE DES MINISTÈRES DE LA JUSTICE, DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE DE MÊME QUE DU DPCP ET D'AVOCATS DE LA DÉFENSE. IL A POUR MANDAT DE VOIR À L'ÉLABORATION ET AU DÉPLOIEMENT DANS L'ENSEMBLE DE LA PROVINCE DU PTTCQ.	RENÉE MADORE MYRIAM CANTIN	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ OPÉRATIONNEL DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE PTTCQ-MTL	CE COMITÉ, COMPOSÉ DE L'ASSOCIATION DES INTERVENANTS EN TOXICOMANIE DU QUÉBEC, CCJM ET DES AVOCATS DE LA DÉFENSE, CQ, DPCP, MSP, DE MÊME QUE DES REPRÉSENTANTS DE LA SANTÉ (CRDM-IU), A POUR MANDAT DE VEILLER À LA COORDINATION ET AU BON FONCTIONNEMENT DES OPÉRATIONS QUOTIDIENNES DU PTTCQ DU PROGRAMME DE MONTRÉAL.	MYRIAM CANTIN	N/A	LE COMITÉ SE RÉUNIT UNE FOIS PAR MOIS ENVIRON ET LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL RESPONSABLE DU SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET AUTOCHTONE	LE SOUS-COMITÉ INTERMINISTÉRIEL, PRÉSIDÉ PAR LE MJQ, A POUR OBJECTIF DE FAIRE LE SUIVI DES MESURES PRÉVUES AU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL VISANT LE MILIEU AUTOCHTONE.	MARIE-ÈVE THÉRIAULT ANDRÉ COUTURE	N/A	LE NOUVEAU PLAN D'ACTION 2012-2017 A ÉTÉ LANCÉ LE 6 DÉCEMBRE 2012. LE SOUS-COMITÉ VEILLE À LA MISE EN ŒUVRE DES 35 MESURES DU VOLET AUTOCHTONE DE CE PLAN D'ACTION. LES MEMBRES SE SONT RENCONTRÉS À QUELQUES REPRISES DEPUIS LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION AFIN D'ÉCHANGER SUR LES DIFFÉRENTES INITIATIVES EN COURS AU QUÉBEC SELON LEUR CHAMP D'ACTIVITÉS ET CRÉER DES PARTENARIATS LORSQUE PERTINENTS.
SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL RESPONSABLE DU SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2008-2013 EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES – VOLET AUTOCHTONE	LE SOUS-COMITÉ A POUR OBJECTIF DE FAIRE LE SUIVI DES MESURES PRÉVUES AU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL VISANT LE MILIEU AUTOCHTONE.	ANDRÉ COUTURE MARIE-ÈVE THÉRIAULT	N/A	LE SOUS-COMITÉ A RENCONTRÉ CERTAINS GROUPES AUTOCHTONES AFIN DE DRESSER LE BILAN DE RÉALISATION DES MESURES DU PLAN D'ACTION, ÉCHU DEPUIS 2013, TOUCHANT LE MILIEU AUTOCHTONE. UN BILAN OFFICIEL A ÉTÉ DÉPOSÉ EN NOVEMBRE 2014 PAR LE BIAIS DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RESPONSABLE. EN JUIN 2014, LE SOUS-COMITÉ A ÉGALEMENT PARTICIPÉ, DE CONCERT AVEC LES MEMBRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL, À UNE CONSULTATION AUPRÈS DU MILIEU AUTOCHTONE DANS LE CADRE DE L'ÉLABORATION DU PROCHAIN PLAN D'ACTION EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES. LE SOUS-COMITÉ TRAVAILLE ACTUELLEMENT À L'IDENTIFICATION DES MESURES À PROPOSER AUX AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES EN CE SENS.

COMITÉ CONSULTATIF CRI-QUÉBEC SUR LA JUSTICE	LE COMITÉ A POUR MANDAT D'IDENTIFIER LES BESOINS ET DE FAIRE LES RECOMMANDATIONS QUANT AUX PRIORITÉS ET STRATÉGIES EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN MILIEU CRI. IL EST COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DES MINISTÈRES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, DU GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE ET DU GRAND CONSEIL DES CRIS.	JACQUES PRÉSENT	N/A	DEUX RENCONTRES ONT EU LIEU AU COURS DE L'ANNÉE 2014-2015. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA JUSTICE AU NUNAVIK	LE GROUPE DE TRAVAIL A POUR OBJECTIF D'ANALYSER L'ÉTAT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU NUNAVIK ET DE PROPOSER DES ACTIONS EN VUE D'AMÉLIORER SON ACCÈS ET D'OFFRIR DES SERVICES RÉPONDANT DAVANTAGE AUX BESOINS DES INUITS. CE GROUPE DE TRAVAIL EST COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DES MINISTÈRES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DE MÊME QUE DE LA SOCIÉTÉ MAKIVIK ET DE L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK.	JACQUES PRÉSENT	N/A	UNE SEULE RENCONTRE AU COURANT DE L'ANNÉE 2014-2015. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	STRUCTURE AYANT POUR MANDAT DE METTRE DE L'AVANT, EN COLLABORATION AVEC CERTAINS MINISTÈRES ET INTERVENANTS JUDICIAIRES, DES MESURES VISANT À OPTIMISER L'UTILISATION DES RESSOURCES ACTUELLES CONSACRÉES À LA JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE AINSI QUE DES ACTIONS NOVATRICES. UN COMITÉ DIRECTEUR COMPOSÉ DES SOUS-MINISTRES ET DES REPRÉSENTANTS DU MJQ, MSP DU MSSS ET DU SAA FAIT LE SUIVI DES TRAVAUX DU FORUM.	FRANCE LYNCH RENÉE MADORE CHANTAL COUTURIER JACQUES PRÉSENT	N/A	DEUX RENCONTRES ONT EU LIEU EN 2014-2015.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE	CE COMITÉ A POUR MANDAT DE PROPOSER DES ACTIONS AU GOUVERNEMENT EN VUE DE PRÉVENIR L'EXPLOITATION SEXUELLE (HYPERSEXUALISATION, PROSTITUTION, TRAITE DE FEMMES À L'INTÉRIEUR ET À L'EXTÉRIEUR DU PAYS ET DE VENIR EN AIDE AUX PERSONNES QUI VEULENT QUITTER LE MILIEU DE LA PROSTITUTION).	MYRIAM CANTIN ROSGARYS MERCADO	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT. DES RENCONTRES RÉGULIÈRES SONT TENUES AFIN D'ÉLABORER ET DE PROPOSER DES ACTIONS EN MATIÈRE DE LUTTE ET DE PRÉVENTION DE L'EXPLOITATION SEXUELLE EN VUE DE PRODUIRE UN PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN CETTE MATIÈRE.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE	LE MANDAT DE CE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL CONCERNE LA COORDINATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE; PRÉVENIR, DÉPISTER, CONTRER ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE AINSI QUE DES PLANS D'ACTION S'Y RATTACHANT.	ANDRÉ COUTURE ROSGARYS MERCADO	N/A	<ul style="list-style-type: none"> - LANCEMENT DU NOUVEAU PLAN D'ACTION 2012-2017 EN VIOLENCE CONJUGALE LE 6 DÉCEMBRE 2012. - POUR L'EXERCICE FINANCIER 2014-2015, IL Y A EU 6 RENCONTRES. <p>EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE :</p> <p>LE RAPPORT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2008-2013 EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE POUR LA PÉRIODE 2008-2014 A ÉTÉ RENDU PUBLIC EN NOVEMBRE 2014. CE PLAN D'ACTION A ÉTÉ RECONDUIT JUSQU'À LA RÉALISATION D'UN NOUVEAU PLAN D'ACTION PRÉVU EN 2016.</p> <p>UNE COMMISSION PARLEMENTAIRE ET TROIS FORUMS ITINÉRANTS SERONT RÉALISÉS DANS LE CADRE DES TRAVAUX D'ÉLABORATION DE CE PLAN.</p>
GROUPE DE RECHERCHE ET D'ANALYSE SUR LE TRAITEMENT JUDICIAIRE DE LA VIOLENCE CONJUGALE	ANALYSER LA QUESTION ET DÉGAGER DES PISTES DE SOLUTION	DOMINIQUE MALÉZA ROSGARYS MERCADO		CES TRAVAUX S'INSCRIVENT DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES 78 ET 92 DU PLAN D'ACTION EN VIOLENCE CONJUGALE.
COMITÉ INTERSECTORIEL SUR L'APPLICATION DE LA <i>LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS</i>	ASSURER LA COHÉRENCE ET LA COORDINATION REQUISES ENTRE LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN REGARD DE LA LSJPA (POLITIQUES, PROCÉDURES ET PRATIQUES RESPECTIVES AINSI QUE FORMATION INTÉGRÉE POUR LES INTERVENANTS POLICIERS SOCIAUX ET JUDICIAIRES.	AUDREY TURMEL	N/A	UNE RENCONTRE S'EST TENUE LE 6 JUIN 2013.

Sous-comité intersectoriel sur les mesures extrajudiciaires en vertu de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	Revoir le cadre et conditions d'application des mesures extrajudiciaires par les policiers.	AUDREY TURMEL	N/A	Cinq rencontres se sont tenues à l'école nationale de police du Québec. Le 30 avril 2014, une présentation a été faite du nouveau cadre auprès de plus de 180 participants.
Sous-comité intersectoriel sur les sanctions extrajudiciaires en vertu de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	Revoir le programme de mesures de rechange autorisé par le MJQ et le MSSS.	AUDREY TURMEL	N/A	Depuis octobre 2013, dix rencontres ont eu lieu et les travaux sont terminés.
Sous-comité interministériel sur le registre de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	Rédiger une entente en bonne et due forme sur la propriété du registre, son utilisation, la sécurité des données et le partage des coûts.	AUDREY TURMEL SOPHIE JONCAS NAOMI AYOTTE (DAJ-MSSSF) CHRISTINE LAVOIE (DAJ-MSSSF)	N/A	En 2013-2014 et depuis janvier 2015, quelques rencontres ont eu lieu sur ce dossier et d'autres sont à venir pour finaliser une entente globale. Une entente portant uniquement sur le partage des coûts pour la période 2014-2016 a été finalisée. Les travaux avancent bien.
TABLE PROVINCIALE DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE, LES JEUNES ET LE MILIEU SCOLAIRE	MISE SUR PIED EN SEPTEMBRE 1995 PAR L'ASSOCIATION DES CADRES SCOLAIRES DU QUÉBEC (ASCQ), LA TABLE EST LA RÉPONSE À L'UNE DES RECOMMANDATIONS ÉMISES PAR LE COMITÉ ORGANISATEUR DU COLLOQUE « AGIR ENSEMBLE CONTRE LA VIOLENCE CHEZ LES JEUNES » ORGANISÉ PAR L'ASCQ. SON MANDAT EST DE SENSIBILISER LA POPULATION ET DE MOBILISER LES INTERVENANTS À LA PROMOTION DES COMPORTEMENTS PACIFIQUES, À LA PRÉVENTION OU À LA DIMINUTION DE LA VIOLENCE CHEZ LES JEUNES EN MILIEU SCOLAIRE PAR L'ORGANISATION D'ACTIVITÉS PROVINCIALES OU RÉGIONALES QUI FAVORISENT UN RÉINVESTISSEMENT DES OUTILS DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION AU NIVEAU LOCAL.	AUDREY TURMEL	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE À L'ÉCOLE	FAVORISER LA COHÉRENCE, L'INTÉGRATION ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES ACTIONS NATIONALES EN CE QUI A TRAIT À LA PRÉVENTION ET AU TRAITEMENT DE LA VIOLENCE.	AUDREY TURMEL	N/A	CES TRAVAUX SE SONT FAITS EN LIEN AVEC LES TRAVAUX DE LA TABLE PROVINCIALE DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE, LES JEUNES ET LE MILIEU SCOLAIRE.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU JEU EN TERRITOIRE AUTOCHTONE	UN GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL DIRIGÉ PAR LE MSP EXAMINE LA QUESTION DU JEU NOTAMMENT EN TERRITOIRE AUTOCHTONE EN VUE DE PROPOSER DES RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. CE TRAVAIL S'INSCRIT DANS LE CADRE DE LA PARTICIPATION DU QUÉBEC AU GROUPE DE TRAVAIL FPT SUR LE JEU QUI EXAMINE LES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES QUI POURRAIENT ÊTRE PROPOSÉES AU CODE CRIMINEL. CE GROUPE DE TRAVAIL AVAIT SUSPENDU SES TRAVAUX.	HÉLÈNE MATHIEU	N/A	LE COMITÉ A TENU DES CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES SUR LES CHANGEMENTS PROPOSÉS PAR LE GROUPE DE TRAVAIL FPT SUR LE JEU. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT TOUJOURS.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR L'HARMONISATION DES ACTIVITÉS ÉDUCATIVES DESTINÉES AU RÉSEAU SCOLAIRE	FAVORISER UNE MEILLEURE COMPRÉHENSION DU SYSTÈME DE JUSTICE PAR LES JEUNES EN PARTICIPANT À CE COMITÉ INTER DONT LE MANDAT COMPORTE DEUX VOLETS : FAVORISER L'HARMONISATION ENTRE LES DOCUMENTS ET PROGRAMMES DE DIFFÉRENTES PROVENANCES ET FACILITER L'ACCÈS DES ÉCOLES À CES DOCUMENTS.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN	N/A	DEUX RENCONTRES ONT ÉTÉ TENUES, SOIT LE 21 OCTOBRE 2014 ET LE 25 FÉVRIER 2015.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS	FAIRE LE SUIVI DES MESURES ANNONCÉES AU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LES ABUS ET LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES.	RENÉE MADORE AUDREY TURMEL	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT. LA FORMATION DES PARTENAIRES AU SUJET DU PL 180 SE FAIT MAINTENANT DANS TOUTE LA PROVINCE. PLUS DE 55 FORMATIONS DANS 12 RÉGIONS DU QUÉBEC ONT ÉTÉ DISPENSÉES DEPUIS LE LANCEMENT DU PLAN D'ACTION. DE PLUS, L'ENTENTE SOCIOJUDICIAIRE SUR LES FORMES CRIMINELLES DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂGÉES EST EN PROJET PILOTE DEPUIS AVRIL 2014 DANS LA RÉGION DE LA MAURICIE-CENTRE DU QUÉBEC. UN AUTRE PROJET PILOTE POUR UN PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE EST EN ÉLABORATION DANS CETTE MÊME RÉGION.
COMITÉ D'IMPLANTATION STRATÉGIQUE POUR LE PLAN D'ACTION MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES	S'ASSURER QUE LES MESURES DU PLAN D'ACTION SOIENT APPLICABLES POUR LES AÎNÉS DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES.	AUDREY TURMEL	N/A	LES TRAVAUX DES POURSUIVENT.
COMITÉ PLAN D'ACTION RÉGIONAL POUR CONTRER LA VIOLENCE ENVERS LES AÎNÉS	EN COLLABORATION AVEC LE CSSS DE QUÉBEC, ASSISTER ET PARTICIPER À LA MISE EN PLACE DE MESURES CONCRÈTES DE PROTECTION POUR LES AÎNÉS.	AUDREY TURMEL	N/A	EN PLUS DES RENCONTRES MENSUELLES, NOUS COLLABORONS À LA RÉOLUTION DE PROBLÈMES LIÉS À L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS ET AU SECRET PROFESSIONNEL.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL GANG DE RUE	PRENDRE EN CHARGE LE DOSSIER GANG DE RUE À L'ÉCHELLE PROVINCIALE ET AMÉLIORER LA CONCERTATION INTERMINISTÉRIELLE.	AUDREY TURMEL	N/A	EN 2014-2015, UNE RENCONTRE S'EST TENUE À MONTRÉAL. NOUS AVONS PARTAGÉ LES RÉSULTATS DE NOTRE RECHERCHE AUPRÈS DES PARTENAIRES.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE	ASSURER LA COHÉRENCE DES INTERVENTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'ACTION COMMUNAUTAIRE.	ANDRÉ COUTURE	N/A	EN 2014-2015 LE COMITÉ A TENU HUIT RENCONTRES. IL ÉLABORE NOTAMMENT UN NOUVEAU CADRE DE RÉFÉRENCE SUR L'ACTION COMMUNAUTAIRE.
COMITÉ DE SÉLECTION DES PROJETS SPÉCIFIQUES DU PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L'INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	RECEVOIR, ANALYSER ET ÉMETTRE LES RECOMMANDATIONS AU MINISTRE RELATIVEMENT AUX PROJETS RETENUS.	JADE CABANA RICHARD CARBONNEAU	N/A	LE COMITÉ SE RÉUNIT À CHAQUE APPEL DE PROJETS, SOIT NORMALEMENT, DEUX FOIS PAR ANNÉE. EN 2014-2015, IL N'Y A EU AUCUN APPEL DE PROJETS.

COMITÉ DES PRATIQUES POLICIÈRES	COMITÉ PRÉSIDÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE QUI VEILLE À TENIR À JOUR LES PRATIQUES POLICIÈRES ÉLABORÉES À L'INTENTION DE L'ENSEMBLE DES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC, AU REGARD DE L'ÉVOLUTION DE LA RÉALITÉ DE L'INTERVENTION POLICIÈRE ET DES CHANGEMENTS JURIDIQUES AYANT DES IMPACTS SUR LE TRAVAIL POLICIER. LE RÉPONDANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE CONSEILLE LE COMITÉ SUR LES ASPECTS JURIDIQUES.	CHRISTIAN VEILLETTE	N/A	AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 2014-2015, LE COMITÉ A MIS À JOUR ET ÉLABORÉ UN CERTAIN NOMBRE DE PRATIQUES POLICIÈRES. IL S'EST RÉUNI À TROIS REPRISES.
COMITÉ DE COORDINATION – PROJET-PILOTE DE CINÉMOMÈTRES PHOTOGRAPHIQUES ET DE CAMÉRAS AUX FEUX ROUGES	ASSURER LA COORDINATION MINISTÉRIELLE DE CE DOSSIER PAR RAPPORT AUX RESPONSABILITÉS QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.	MARIE-ANDRÉE ALLARD AMÉLIE COUTURE-ROY ISABELLE DESROCHES SABRINA GRAND (DPCP) MARIE-JOSÉE HOULE (BIA) MARC LAHAIE PIERRE NADEAU JACQUES VACHON JULIE MASSÉ (DAJ-TAN)	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR LES FRAIS DE GARDE D'EXHIBITS	NOUVEAU COMITÉ CHARGÉ DE RATIONALISER LES FRAIS DE GARDE D'EXHIBITS ET DE DÉTERMINER QUI DOIT PAYER CES FRAIS.	CHRISTIAN VEILLETTE NANCY SYLVESTRE	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ DE SUIVI SUR L'IMPLANTATION DE LA MÉDIATION FAMILIALE	INSTITUÉ EN MAI 1998, CE COMITÉ EST CHARGÉ DE VÉRIFIER LE DEGRÉ D'ATTEINTE DES OBJECTIFS QUI SONT À LA BASE DE LA <i>LOI INSTITUANT AU CODE DE PROCÉDURE CIVILE LA MÉDIATION PRÉALABLE EN MATIÈRE FAMILIALE ET MODIFIANT D'AUTRES DISPOSITIONS DE CE CODE</i> . LE COMITÉ DOIT, NOTAMMENT, ÉVALUER LES SERVICES DISPENSÉS AUX PLANS QUALITATIF ET QUANTITATIF, LES RÉSULTATS OBTENUS ENTRE LA MÉDIATION ET LE PROCESSUS JUDICIAIRE, ET L'APPRÉCIATION DES SERVICES PAR LA CLIENTÈLE.	MARIE-HÉLÈNE FILTEAU ANNIE GAUTHIER ROSGARYS MERCADO PIERRE TANGUAY	N/A	LE RAPPORT A ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 2 AVRIL 2009. DES MODIFICATIONS AU RÈGLEMENT SUR LA MÉDIATION FAMILIALE SONT ENTRÉES EN VIGUEUR LE 1 ^{ER} DÉCEMBRE 2012. LES SÉANCES SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE SONT MAINTENANT DISPONIBLES DANS LES 42 PALAIS DE JUSTICE OÙ SIÈGE LA COUR SUPÉRIEURE DEPUIS LE 1 ^{ER} DÉCEMBRE 2012. D'AUTRES MODIFICATIONS ONT FAIT PARTIE DE LA RÉFORME DU CPC ADOPTÉE EN FÉVRIER 2014. DES MODIFICATIONS AU RÈGLEMENT SUR LA MÉDIATION FAMILIALE DEVRONT ÊTRE APPORTÉES EN VUE DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU NCPC.
COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE	ÉVALUER L'OPPORTUNITÉ DE PROCÉDER À UNE RÉFORME DE L'ENSEMBLE DU DROIT DE LA FAMILLE QUÉBÉCOIS. PROPOSER LES ÉLÉMENTS DEVANT ÊTRE REVUS.	MYRIAM ANCTIL MONIQUE DUCHARME MARIE-HÉLÈNE FILTEAU ANNIE GAUTHIER RENÉE MADORE PIERRE TANGUAY MARIE TRAHAN	N/A	LE RAPPORT PRÉLIMINAIRE PORTANT SUR L'OPPORTUNITÉ DE REVOIR LES RÈGLES DE DROIT A ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 18 OCTOBRE 2013. LE COMITÉ EST DEPUIS CETTE DATE, DANS LA RÉALISATION DE LA 2 ^E PARTIE DE SON MANDAT. LE RAPPORT FINAL EST ATTENDU POUR LE PRINTEMPS 2015.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DES ACTIONS ET RÉALITÉS MASCULINES (CISARM)	<p>LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE EST REPRÉSENTÉ SUR CE COMITÉ QUI RELEVÉ DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.</p> <p>ASSURER LE SUIVI DES DONNÉES RELATIVES AUX CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION MASCULINE EN LIEN AVEC LES ACTIONS ET LES RÉSEAUX DES MINISTÈRES CONCERNÉS, ÉTABLIR ET SOUTENIR LES MÉCANISMES DE COLLABORATION TANT AU SEIN QU'ENTRE LES DIFFÉRENTS MINISTÈRES, ET RÉALISER, S'IL Y A LIEU, DES ACTIVITÉS PONCTUELLES DE SENSIBILISATION OU DE FORMATION ÉTUDIER LA FAISABILITÉ D'UNE POLITIQUE GOUVERNEMENTALE EN SANTÉ ET BIEN-ÊTRE DES HOMMES (SEBH).</p>	PIERRE TANGUAY	N/A	<p>LE RAPPORT DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES RÉALITÉS MASCULINES (CIRM) A ÉTÉ DÉPOSÉ EN DÉCEMBRE 2009. EN ACCORD AVEC L'UNE DES RECOMMANDATIONS, LE CISARM EST MIS SUR PIED POUR ASSURER LES TRAVAUX DE SUIVI SUR LA SBEH. UN BILAN DES ACTIONS DES MINISTÈRES CONCERNANT LES RÉALITÉS MASCULINES A ÉTÉ PRODUIT EN 2011-2012. EN MAI 2013, LE RAPPORT FINAL DE L'ACTION CONCERTÉE DE RECHERCHE PORTANT SUR « LES EFFETS DES SERVICES PRÉVENTIFS POUR LES PÈRES EN DIFFICULTÉ ET LEURS ENFANTS » A DÉPOSÉ PAR LA CHERCHEUR DIANE DUBEAU. IL EST INTITULÉ : SOUTENIR LES PÈRES EN CONTEXTE DE VULNÉRABILITÉ ET LEURS ENFANTS : DES SERVICES AU RENDEZ-VOUS, ADÉQUATS ET EFFICACES. EN 2014, LE RAPPORT DE RECHERCHE PORTANT SUR L'ÉVALUATION DU PROGRAMME DE FORMATION <i>INTERVENIR AUPRÈS DES HOMMES</i> DANS LE CADRE DU PROJET <i>FOR'HOMMES</i> EN MONTÉRÉGIE EST PUBLIÉ PAR LE CHERCHEUR JEAN-MARTIN DESLAURIERS.</p>
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS (SDA)	CE COMITÉ A POUR MANDAT, NOTAMMENT, D'ASSURER LE SUIVI DU PLAN DE TRAVAIL 2013-2015 AFIN D'AMÉLIORER LA COORDINATION, L'ACCESSIBILITÉ ET LA QUALITÉ DES SERVICES DE SDA.	MARIE-HÉLÈNE FILTEAU	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS	CE GROUPE DE TRAVAIL, FORMÉ DE REPRÉSENTANTS DU MJQ, DU MRI ET DE REVENU QUÉBEC, ÉTUDIE LA <i>CONVENTION DU 23 NOVEMBRE 2007 SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS DESTINÉS AUX ENFANTS ET À D'AUTRES MEMBRES DE LA FAMILLE</i> , VÉRIFIE SA COMPATIBILITÉ AVEC LE DROIT QUÉBÉCOIS ET ÉLABORE DES PROPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE.	VINCENT-W. ROY FRANCE RÉMILLARD FRÉDÉRIQUE SABOURIN JOSÉE TREMBLAY, DAJ-MTESS	N/A	<p>LE GROUPE SE RÉUNIT MENSUELLEMENT DEPUIS OCTOBRE 2011.</p> <p>L'ANALYSE DE CONFORMITÉ DE LA CONVENTION AVEC LE DROIT CIVIL QUÉBÉCOIS EST COMPLÉTÉE. LE RAPPORT DEVRAIT ÊTRE TRANSMIS AU SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE AU COURS DE L'ANNÉE 2015.</p>

FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L'ACCESSIBILITÉ ET L'ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE.	AMÉLIE COUTURE-ROY RENÉE MADORE PIERRE NADEAU MARIE TRAHAN	N/A	DEUX RÉUNIONS ONT ÉTÉ TENUES, SOIT LES 21 JANVIER 2014 ET LE 3 MARS 2015 CONDUISANT, NOTAMMENT, À LA PRÉPARATION D'UNE STRATÉGIE NATIONALE DE CONCERTATION EN JUSTICE ET SANTÉ MENTALE.
COMITÉ PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE (ART. 717, CODE CRIMINEL) (PMR)	CONCEPTION ET MISE EN ŒUVRE D'UN PMR EN COLLABORATION AVEC LE DPCP, MSP, MSSS ET COURS MUNICIPALES DE MONTRÉAL ET QUÉBEC.	PIERRE NADEAU AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN MYRIAM CANTIN MARIE-ÈVE THÉRIAULT	N/A	LES TRAVAUX ENTREPRIS EN DÉCEMBRE 2013 SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR L'INTRODUCTION DES MESURES DE RECHANGE AU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	PROPOSITION D'AMENDEMENTS AU CPP EN COLLABORATION AVEC LE DPCP, MSP ET COURS MUNICIPALES DE MONTRÉAL ET QUÉBEC.	PIERRE NADEAU AMÉLIE COUTURE-ROY MARIE TRAHAN AUDREY TURMEL MYRIAM CANTIN	N/A	LES TRAVAUX ENTREPRIS EN DÉCEMBRE 2013 SE POURSUIVENT.

COMITÉ SUR L'APPLICATION DE LA <i>LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE</i>	DEPUIS L'ENTRÉE EN VIGUEUR DES MODIFICATIONS À LA LPJ, DIFFÉRENTS RAPPORTS, AVIS OU COMMENTAIRES SUR L'APPLICATION DE LA LPJ ONT ÉTÉ SOUMIS AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS) ET LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC (MJQ) CONSIDÈRENT QU'IL Y A LIEU D'EXAMINER LES RECOMMANDATIONS FORMULÉES ET DE SE PENCHER SUR LES SOLUTIONS À METTRE DE L'AVANT.	AUDREY TURMEL MAGDALENA KAWINSKA MARIE TRAHAN AMÉLIE GAGNON JOHANNE DESTREMPE (DAJ-MSSSF)	N/A	EN 2014, LES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ ONT ÉTÉ PRÉSENTÉES À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA RÉADAPTATION, À LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET À LA SANTÉ PUBLIQUE. LA MINISTRE DE LA JUSTICE EN A ÉGALEMENT ÉTÉ INFORMÉE. DE PLUS, CE COMITÉ A ÉTÉ SOLlicitÉ POUR SE PENCHER SUR LA PROBLÉMATIQUE DES CRIMES D'HONNEUR ET DES GROUPES SECTAIRES. CONCERNANT LA PROBLÉMATIQUE DES CRIMES D'HONNEUR, LE COMITÉ A RENDU UN AVIS SUR LA RECOMMANDATION DU CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME DE RÉVISER LA LPJ. CET AVIS A ÉTÉ TRANSMIS, LE 23 MARS 2015, À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA RÉADAPTATION, À LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET À LA SANTÉ PUBLIQUE ET À LA MINISTRE DE LA JUSTICE.
COMITÉ SUR LA CONCORDANCE <i>CODE DE PROCÉDURE CIVILE</i> ET <i>LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE</i>	CE COMITÉ A ÉTÉ FORMÉ POUR S'ASSURER DE L'ARRIMAGE ENTRE LE NOUVEAU <i>CODE DE PROCÉDURE CIVILE</i> ET LA PROCÉDURE EN PROTECTION DE LA JEUNESSE.	AUDREY TURMEL MAGDALENA KAWINSKA MARIE TRAHAN AMÉLIE GAGNON JOHANNE DESTREMPE (DAJ-MSSSF)	N/A	DES TRAVAUX INTENSIFS SUR CETTE QUESTION ONT ÉTÉ NÉCESSAIRES. HUIT RENCONTRES ONT EU LIEU PENDANT CETTE PÉRIODE ET LES TRAVAUX DU MJQ SE POURSUIVENT.
COMITÉ DES RESPONSABLES NATIONAUX DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE POUR ENFANT	EN COLLABORATION AVEC LE MSSS, LE MELS, LE MSP ET LE DPCP.	AUDREY TURMEL	N/A	DIX RENCONTRES ONT EU LIEU ET UNE FORMATION A ÉTÉ DONNÉE AUX PARTENAIRES LE 22 NOVEMBRE 2013.
SOUS-GROUPE DE TRAVAIL SUR LA DÉNONCIATION D'ABUS PAR LES PROFESSIONNELS	SE PENCHER SPÉCIFIQUEMENT SUR LES OBSTACLES À LA DÉNONCIATION PAR LES PROFESSIONNELS ET TROUVER DES PISTES DE SOLUTIONS.	AUDREY TURMEL	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE <i>LA DIVERSITÉ : UNE VALEUR AJOUTÉE</i>	CE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RÉUNIT LES REPRÉSENTANTS DE TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES RESPONSABLES D'UNE MESURE DANS LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2008-2013, AFIN DE PERMETTRE LA COORDINATION DES MESURES QUI Y FIGURENT. LE SECRÉTARIAT EST ASSUMÉ PAR LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION.	RENÉE MADORE MARIE TRAHAN	N/A	LE COMITÉ S'EST RENCONTRÉ À PLUSIEURS REPRISES AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE AFIN DE FAIRE PROGRESSER LES TRAVAUX ENTOURANT L'ÉLABORATION DU PROCHAIN PLAN D'ACTION.
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LES TARIFS	CE GROUPE DE TRAVAIL A ÉTÉ MIS SUR PIED AFIN D'Étudier LES ENJEUX LIÉS À LA COHÉRENCE ET À L'ÉQUITÉ DES TARIFS ET LES MODALITÉS D'INDEMNISATION DES RÉGIMES PUBLICS. LE GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL DOIT ANALYSER LA FAISABILITÉ D'HARMONISER LA TARIFICATION ET EXPLIQUER LES ÉCARTS ENTRE LES RÉGIMES D'INDEMNISATION.	AUDREY TURMEL	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EXERCICE DE LA PARTIE XXVII DU <i>CODE CRIMINEL</i> DANS LES COURS MUNICIPALES	CE GROUPE DE TRAVAIL VISE À PROPOSER DES AMÉNAGEMENTS À L'EXERCICE DE LA JURIDICTION DE LA PARTIE XXVII PAR LES COURS MUNICIPALES; IL POURRA ÉGALEMENT FAIRE DES RECOMMANDATIONS SUR L'AVENIR DES COURS MUNICIPALES.	AMÉLIE COUTURE-ROY MARC LAHAIE RENÉE MADORE PIERRE NADEAU	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT DANS LE CADRE DE TROIS TABLES MISES SUR PIED PAR LE MAMOT (MONTRÉAL, QUÉBEC ET AUTRES RÉGIONS)
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA PRESTATION SPÉCIALE POUR FRAIS DE SÉJOUR EN TOXICOMANIE DANS LE CADRE DE L'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS	ASSURER LE SUIVI DE LA CLIENTÈLE NÉCESSITANT DES BESOINS SPÉCIAUX.	MYRIAM CANTIN	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE TRAVAIL SUR L'ASSURANCE DE FRAIS FUNÉRAIRES	CE COMITÉ A POUR MANDAT LA MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS SUR LA VENTE DE FRAIS FUNÉRAIRES.	RENÉE MADORE DOMINIQUE MALÉZA	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

<p>GRUPE INTERMINISTÉRIEL SUR LA CONVENTION DE 1996 SUR LA PROTECTION DES ENFANTS</p>	<p>CE GROUPE DE TRAVAIL ÉTUDIE LA CONVENTION, VÉRIFIE SA COMPATIBILITÉ AVEC LE DROIT QUÉBÉCOIS ET ÉLABORE DES PROPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE ET DES SCÉNARIOS OPÉRATIONNELS.</p>	<p>FRÉDÉRIQUE SABOURIN FRANCE RÉMILLARD (MJQ-DGAJL) SYLVIE SCHERRER (DAJ-MRIFAIC) MARIE-CLAUDE PARENT (DAJ-MSP)</p>	<p>N/A</p>	<p>LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL NE S'EST PAS RÉUNI EN 2014-2015. SEUL UN SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL A TENU DEUX RÉUNIONS DURANT CETTE PÉRIODE.</p>
<p>CHLC – GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ÉTAT CIVIL</p>	<p>RECHERCHE JURIDIQUE EN VUE DE LA RÉDACTION D'UNE LOI UNIFORME SUR LE CHANGEMENT DE SEXE, DANS UN PREMIER TEMPS, ET D'AUTRES SUJETS, DANS UN DEUXIÈME TEMPS.</p>	<p>MYRIAM CYR JOSÉE LALANCETTE FRÉDÉRIQUE SABOURIN</p>	<p>N/A</p>	<p>UNE CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE TOUS LES MOIS.</p>
<p>CHLC – GROUPE DE TRAVAIL SUR LA CONVENTION DE LA HAYE SUR LA SIGNIFICATION</p>	<p>RECHERCHE JURIDIQUE EN VUE DE LA RÉDACTION D'UNE LOI UNIFORME SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION</p>	<p>FRÉDÉRIQUE SABOURIN</p>	<p>N/A</p>	<p>LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.</p>
<p>CHLC- PERSONNES DISPARUES</p>	<p>RECHERCHE JURIDIQUE EN VUE DE LA RÉDACTION D'UNE LOI UNIFORME PERMETTANT AUX POLICIERS D'AVOIR ACCÈS AUX RENSEIGNEMENTS NÉCESSAIRES POUR MENER LES ENQUÊTES PLUS EFFICACES SUR LES PERSONNES DISPARUES</p>	<p>MYRIAM CANTIN FRÉDÉRIQUE SABOURIN</p>	<p>N/A</p>	<p>UNE CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE TOUS LES MOIS. LE GROUPE DE TRAVAIL A DÉPOSÉ SON RAPPORT FINAL EN AOÛT 2014.</p>
<p>GRUPE CONSULTATIF SUR LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ</p>	<p>DÉSIGNÉE PAR LE SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE POUR REPRÉSENTER LE QUÉBEC AU SEIN DE CE GROUPE DE TRAVAIL CRÉÉ EN 1973 PAR LE MINISTÈRE FÉDÉRAL DE LA JUSTICE, IL S'AGIT DE CONSEILLER CE MINISTÈRE SUR LES QUESTIONS CONCERNANT LE DÉVELOPPEMENT DES CONVENTIONS INTERNATIONALES DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ PRÉSENTANT UN INTÉRÊT POUR LE QUÉBEC.</p>	<p>FRÉDÉRIQUE SABOURIN</p>	<p>N/A</p>	<p>UNE RENCONTRE DE DEUX JOURS A LIEU AU PRINTEMPS 2014 À OTTAWA ET UNE CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE À L'AUTOMNE 2014. UN SUIVI EST FAIT AUPRÈS DU MRI.</p>
<p>COMITÉ DE NÉGOCIATION DES ENTENTES DE SÉCURITÉ SOCIALE (CNESS) ET LE SOUS-COMITÉ ASSUJETTISSEMENT /DÉTACHEMENT (SCAD)</p>	<p>NÉGOCIATION DES ENTENTES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE ET COORDINATION DES ACTIONS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISÉS EN MATIÈRE D'ASSUJETTISSEMENT ET DE DÉTACHEMENT</p>	<p>JULIEN FRENETTE (DAJ-MRIFAIC)</p>	<p>N/A</p>	<p>LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.</p>

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL CONCERNANT LES EXPERTISES HISTORIQUES EN MATIÈRE AUTOCHTONE (CIEH)	FAIRE DES RECOMMANDATIONS AUX AUTORITÉS DÉCISIONNELLES RELATIVEMENT À LA NATURE ET À LA PORTÉE DES EXPERTISES REQUISES EN MATIÈRE AUTOCHTONE. ASSURER UN SUIVI DE LA RÉALISATION DES EXPERTISES	JEAN-FRANÇOIS JOBIN, CTX MTL ALAIN LOUBIER, DDP JENNIFER TREMBLAY, CTX QC SOPHIE LÉPINE ZARUBA, DDP PARTENAIRES : MERN-DAA (DIRECTION DES AFFAIRES AUTOCHTONES DU MERN) ET SAA (SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES)	N/A	LE COMITÉ SE RÉUNIT UNE FOIS PAR MOIS.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION DU CIRDI	PARTICIPER AU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS ENTRE ÉTATS ET RESSORTISSANTS D'AUTRES ÉTATS AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES EN VEILLANT AU RESPECT DES COMPÉTENCES CONSTITUTIONNELLES DES GOUVERNEMENTS.	NATHALIE LATULIPPE (DAJ-MRIFAIC) FRÉDÉRIQUE SABOURIN, DOP PASCALE BRIÈRE, DAJ-JUSTICE	N/A	LES TRAVAUX AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES SONT TERMINÉS. IL RESTE À ASSURER LA MISE EN ŒUVRE AU QUÉBEC DE LA CONVENTION DU CIRDI. CES TRAVAUX SONT EN COURS.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES AFFAIRES DE L'OIT	EXAMEN DE PROJETS DE CONVENTIONS, DE RECOMMANDATIONS OU D'INSTRUMENTS DE L'OIT	PIERRE MÉRETTE (DAJ-MRIFAIC)	N/A	SUIVI BISANNUEL DES CONFÉRENCES DE L'OIT INCLUANT LA PRÉPARATION DE RÉPONSES DU QUÉBEC AUX PROJETS DE CONVENTIONS PROPOSÉS. IL N'Y A PAS EU DE RÉUNION FORMELLE DU COMITÉ.
CHLC- GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ARBITRAGE	RÉVISION DE LA LOI UNIFORME SUR L'ARBITRAGE INTERNE OU NATIONAL	RAYMOND TREMBLAY (DAJ-MRIFAIC)	N/A	PLUSIEURS RÉUNIONS TÉLÉPHONIQUES ONT EU LIEU EN 2014-2015. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ RELATIF À L'ÉTUDE SUR LE CHIFFREMENT DES DONNÉES TRANSMISES OU HÉBERGÉES DANS LE NUAGE	FORMULER DES COMMENTAIRES SUR L'ÉTUDE SUR LE CHIFFREMENT DES DONNÉES TRANSMISES OU HÉBERGÉES DANS LE NUAGE, PRÉPARÉE PAR ME NICOLAS VERMEYS DU CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC.	MARILÈNE GALLIEN (DRC) CAROLE FERRON (DRC) KRISTIAN ZIDAROV (DRC) PATRICK GINGRAS (DAJ-MRIFAIC) MATHIEU TREMBLAY ET JEAN RHÉAUME (SCT) DAVE TANGUY (MDDELCC)	S. O.	UNE RENCONTRE EN 2014-2015. SUJETS ABORDÉS : MISE EN CONTEXTE DE L'ÉTUDE PAR LE PROFESSEUR NICOLAS VERMEYS, DISCUSSION SUR LE PLAN DÉTAILLÉ ET SUR LE PROJET DE LA PREMIÈRE PARTIE DE L'ÉTUDE PORTANT SUR LA NOTION DU CHIFFREMENT, DISCUSSION SUR L'ÉTUDE EN GÉNÉRAL, DEMANDE DE COMMENTAIRES.

GROUPE DE TRAVAIL ET DE CONCERTATION DES M/O EN MATIÈRE JURIDICO-TECHNOLOGIQUE	CE GROUPE DE TRAVAIL VISE LA CIRCULATION DE L'INFORMATION AINSI QUE LE PERFECTIONNEMENT ET LE TRANSFERT DE CONNAISSANCES CONCERNANT LE DROIT DES TI.	LISE CADORET (DRC) MARYLÈNE GALLIEN (DRC) CAROLINE DOUCET (MJQ-DGSJR) PATRICK GINGRAS (DAJ-MRI) STÉPHANIE GAUVIN ET MYRIAM CYR (DAJ-DESS) PLUSIEURS AUTRES JURISTES	S. O.	UNE RENCONTRE EN 2014-2015. SUJETS ABORDÉS : PRÉSENTATION DE LA NOUVELLE DIRECTIVE SUR LES SERVICES DE CERTIFICATION OFFERTS PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, PRÉSENTATION DU NOUVEAU CADRE DE GOUVERNANCE RELATIF À LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION, VÉRIFICATIONS DEMANDÉES PAR LES FOURNISSEURS DE LOGICIELS QUANT AUX LICENCES D'UTILISATION, DISCUSSION SUR LES PRINCIPALES CLAUSES À PRÉVOIR DANS UN CONTRAT D'INFONUAGIQUE.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES	PARTICIPER AU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES	NATHALIE LATULIPPE (DAJ-MRIFAIC)	N/A	PLUSIEURS RÉUNIONS SONT ORGANISÉES ANNUELLEMENT PAR LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS, QUI DIRIGE LE COMITÉ, NOTAMMENT EN VUE DE PRÉPARER LES RÉUNIONS ANNUELLES DU COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL ET LES RÉUNIONS BIENNALES DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES.
CHLC – GROUPE DE TRAVAIL POUR LA MISE EN ŒUVRE UNIFORME DES CONVENTIONS INTERNATIONALES DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ	PARTICIPER À DES TRAVAUX, EN COLLABORATION AVEC DES REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET D'AUTRES PROVINCES ET TERRITOIRES DU CANADA, AFIN DE PRODUIRE DES PRINCIPES POUR LA RÉDACTION DE LOIS UNIFORMES DONNANT FORCE DE LOI À UNE CONVENTION INTERNATIONALE EN MATIÈRE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ.	FRÉDÉRIQUE SABOURIN, DOP SYLVIE SCHERRER ET NATHALIE LATULIPPE (DAJ-MRIFAIC)	N/A	LES TRAVAUX DU COMITÉ, QUI ONT DÉBUTÉ AU MOIS DE MARS 2013, SONT TERMINÉS. LES PRINCIPES POUR LA RÉDACTION DES LOIS UNIFORMES DONNANT FORCE DE LOI À UNE CONVENTION INTERNATIONALE ONT ÉTÉ ADOPTÉS PAR LA CHLC LE 30 NOVEMBRE 2014 ET SONT MAINTENANT AFFICHÉS SUR SON SITE WEB.
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LA CONSULTATION EN MATIÈRE AUTOCHTONE (GIS)	COORDONNER L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE CONSULTATION ET DÉVELOPPER DES OUTILS POUR FACILITER L'ANALYSE DES DOSSIERS POUVANT NéCESSITER UNE CONSULTATION DANS LE RESPECT DES ENSEIGNEMENTS DE LA COUR SUPRÊME	SOPHIE LÉPINE ZARUBA GENEVIÈVE VERREAUULT-TREMBLAY – DIRECTION DU DROIT PUBLIC	N/A	MISE EN ŒUVRE DU GUIDE INTÉRIMAIRE DE CONSULTATION AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET ÉLABORATION OU MISE À JOUR DE DIFFÉRENTS OUTILS D'AIDE À LA DÉCISION. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

GROUPE DE TRAVAIL JUSTICE-MRN SUR LA RÉVISION DES MÉCANISMES DE PUBLICITÉ FONCIÈRE	ANALYSER LES DEMANDES D'ÉVENTUELLES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES PRINCIPALEMENT EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ FONCIÈRE FORMULÉES PAR LA CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC ET LA DIRECTION GÉNÉRALE DU REGISTRE FONCIER. PRODUIRE UN RAPPORT FORMULANT LES RECOMMANDATIONS DU GROUPE DE TRAVAIL EN VUE D'UNE CONSULTATION DES PRINCIPAUX INTERVENANTS EN CE DOMAINE.	FRANCE FRADETTE (DGAJL-DGA) ALAIN ARCHAMBAULT STÉPHANIE CASHMAN-PELLETIER (OFFICIÈRE DE LA PUBLICITÉ DES DROITS) MARIE-JOSÉE PELCHAT (MERN-DGRF) CHANTAL POULIOT (MERN-DGRF) CHRISTIAN CARON (DAJ-MERNFFP) MARTINE MICHAUD (DAJ-MERNFFP) YANN DUGUAY (DAJ-JUSTICE) JOSÉE LALANCETTE (DAJ-JUSTICE) GHISLAINE MONTPETIT (DGRIAT-DRC)	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LA GESTION DE LA PRÉSENCE AU QUÉBEC	TABLE DE JURISTES EN SUPPORT AU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA PRÉSENCE AU QUÉBEC	JURISTE RRO JURISTE RAMQ JURISTE ARQ STÉPHANIE GAUVIN, DAJ TESS	N/A	N/A
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE PÉNALE	FAVORISER LA CONCERTATION ENTRE LES MEMBRES SUR DIFFÉRENTS SUJETS EN MATIÈRE DE JUSTICE, NOTAMMENT EN CE QUI A TRAIT À L'ÉVOLUTION DU TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE PÉNALE. POURSUIVRE LE SUIVI DES INDICATEURS RELATIFS AUX AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE POUR LES RÉGIONS LES PLUS À RISQUE.	ANDRÉE BLANCHET (DGSJ) MARIUS LUPU(DGSJ) PAUL CHARBONNEAU (DGSJ) JACQUES VACHON (BIA) HALA SAMAAAN (DGSJ) DENIS CHAREST (DGSJ) PATRICE BLACKBURN (DGSJ) CAROLINE LANDRY (DGSJ) ET DES REPRÉSENTANTS DU DPCP, DU MSP, DE L'AMF ET DU ARQ	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ PROVINCIAL DE LIAISON AVEC LE MSP	FAVORISER LES ÉCHANGES ENTRE LES MINISTÈRES CONCERNÉS AFIN DE TROUVER DES SOLUTIONS CONCERTÉES AUX PROBLÉMATIQUES SOULEVÉES PAR LES DEUX ORGANISATIONS.	ANDRÉE BLANCHET (DGSJ) CAROLINE LANDRY (DGSJ) ET DES REPRÉSENTANTS DU MSP	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

TABLE CENTRALE DE SÉCURITÉ	FORUM OÙ SONT DISCUTÉS ET PROPOSÉS DES ORIENTATIONS ET SUJETS D'INTÉRÊT PROVINCIAL. SUIVI DE FAÇON GÉNÉRALE DES TRAVAUX EFFECTUÉS PAR LES TABLES RÉGIONALES.	FRANCE LYNCH (DGSJ) CHANTAL COUTURIER (DGSJ) ANDRÉE BLANCHET (DGSJ) CHRISTIAN G. SIROIS (DGSJ) DONALD TREMBLAY (DGSJ) ANNIE TURCOTTE (DGSJ) ET DES REPRÉSENTANTS DE LA SQI, DU MSP ET DU DPCP	N/A	TRAVAUX EN CONTINU.
TABLES DE SÉCURITÉ RÉGIONALES	IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES DE SÉCURITÉ VÉCUES, PROPOSER DES SOLUTIONS ADAPTÉES AUX RÉALITÉS LOCALES OU RÉGIONALES, ÉTABLIR LES PRIORITÉS D'ACTION ET EN ASSURER LE SUIVI.	DIRECTEURS RÉGIONAUX (DGSJ) ANNIE TURCOTTE (DGSJ) ET DES REPRÉSENTANTS DU MSP ET DU DPCP	N/A	TRAVAUX EN CONTINU.
COMITÉ DE LIAISON AVEC LE BUREAU DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME	DÉVELOPPER DES CONSENSUS ET ASSURER UN PARTAGE D'INFORMATION QUANT À L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE LOBBYISME	SUZANNE POTVIN PLAMONDON (DRC) LISE CADORET (DRC)	N/A	IL N'Y A PAS EU DE RENCONTRE EN 2014-2015. CEPENDANT, LES DEUX ORGANISATIONS ONT, SUR UNE BASE RÉGULIÈRE, DES ÉCHANGES RELATIFS AU REGISTRE.
COMITÉ CONSULTATIF SUR LES RÈGLES D'ENCADREMENT DU LOBBYISME	CONTRIBUER À L'ÉVOLUTION DES RÈGLES D'ENCADREMENT DU LOBBYISME, Y COMPRIS LES QUESTIONS RELATIVES AU REGISTRE DES LOBBYISTES.	SUZANNE POTVIN PLAMONDON (DRC) CÉLINE HÉTU (DRC) ISABELLE GASSE (DRC) 5 REPRÉSENTANTS DES LOBBYISTES 4 TITULAIRES DE CHARGES PUBLIQUES 2 EXPERTS 3 REPRÉSENTANTS DU BUREAU DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, DONT LE COMMISSAIRE	S. O.	RENCONTRE DE LANCEMENT LE 26 JANVIER 2015 : DÉFINITION DU MANDAT ET DES MODES DE FONCTIONNEMENT DU COMITÉ, LISTE DES SUJETS À ABORDER (AMÉLIORATIONS ENVISAGÉES, IMPORTANCE DE LA LOI SUR LA CONFIANCE DU PUBLIC ENVERS LES INSTITUTIONS PUBLIQUES ET LES LOBBYISTES, IMPACTS DE LA LOI SUR LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE DES LOBBYISTES ET DES TITULAIRES DE CHARGES PUBLIQUES).
COMITÉS RÉGIONAUX DE LIAISON AVEC LE MSP.	FAVORISER LES ÉCHANGES AFIN DE TROUVER DES SOLUTIONS CONCERTÉES AUX PROBLÉMATIQUES LOCALES SOULEVÉES PAR LES DEUX ORGANISATIONS.	DIRECTEURS DES PALAIS DE JUSTICE (DGSJ) ET REPRÉSENTANTS DU MSP	N/A	TRAVAUX EN CONTINU.

COMITÉ DIRECTEUR – REHAUSSEMENT ET MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS DE SÉCURITÉ AU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AUX MOMENTS OPPORTUNS	ME FRANCE LYNCH SMA (DGSJ), MME MÉLANIE CODERRE (DGSJ), MME MARIE-CLAUDE PARENT (DGSJ) MME CAROLE PICARD (DGSJ) ME CHRISTIAN G. SIROIS (DGSJ) M. DONALD TREMBLAY (DGSJ) MME ANNIE TURCOTTE (DGSJ) REPRÉSENTANTS DE LA SQI, DU MSP DU DPCP	N/A	REVUE DE PROJET RENCONTRES PÉRIODIQUES JUSQU'À LA FIN DU PROJET (SEPTEMBRE 2015)
COMITÉ DE CONCERTATION POUR LE TRANSPORT DES PRÉVENUS ET DÉTENUS AU NORD DU QUÉBEC	DISCUTER ET RÉGLER LES PROBLÉMATIQUES CONCERNANT LE TRANSPORT DES PRÉVENUS ET DÉTENUS DANS LE NORD DU QUÉBEC	PAUL CHARBONNEAU (DGSJ) ET REPRÉSENTANTS DU MSP ET DU KRPF	N/A	TRAVAUX EN CONTINU.
SCG : COMITÉ DE GOUVERNANCE SUR L'AUTHENTIFICATION GOUVERNEMENTALE	LES TRAVAUX VISENT À ORIENTER L'ÉVOLUTION DES SOLUTIONS D'IDENTIFICATION ET D'AUTHENTIFICATION ÉLECTRONIQUE UTILISÉES PAR LES ORGANISMES PUBLICS VISÉS PAR LA LOI SUR LA GOUVERNANCE ET LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS ET DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT, PAR LES RÉSEAUX AINSI QUE PAR CERTAINES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT.	REVENU QUÉBEC, SCT, SERVICES QUÉBEC, RAMQ	N/A	TRAVAUX EN COURS
TABLE DES RESPONSABLES ORGANISATIONNELS DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	EXERCE UN RÔLE CONSEIL AUPRÈS DU DIRIGEANT PRINCIPAL DE L'INFORMATION DANS LA DÉFINITION, LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DE L'APPLICATION DES POLITIQUES, DES DIRECTIVES ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	LYNE BOUCHARD (SMA MJQ), REPRÉSENTANTS DE TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES	N/A	EN CONTINU.

COMITÉ DE GESTION DE L'EXPERTISE ET DU SAVOIR-FAIRE - SCT	<p>CONSEILLER LE DIRIGEANT PRINCIPAL DE L'INFORMATION EN MATIÈRE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (RH) EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES (RI)</p> <p>PARTAGER L'EXPERTISE ET LE SAVOIR-FAIRE EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES AFIN DE FAVORISER LA MISE EN COMMUN</p> <p>CONTRIBUER AUX TRAVAUX PRIORISÉS PAR LE COMITÉ</p>	LISON DUBÉ (DG-DRI-MJO), REVENU QUÉBEC, MRN, CNT, FADQ, CSST, CARRA, MTQ	N/A	EN CONTINU.
TABLE DES CONSEILLERS EN ARCHITECTURE D'ENTREPRISE	FAVORISER LA COHÉRENCE DES ORIENTATIONS EN MATIÈRE D'ARCHITECTURE D'ENTREPRISE GOUVERNEMENTALE	GHISLAIN DUBÉ (DGPAE), VALÉRIE PLANTE DTI ET LES REPRÉSENTANTS D'UNE TRENTAINE DE MINISTÈRES	N/A	TRAVAUX EN CONTINU.
CERT/AQ	ANALYSER LES DERNIÈRES ALERTES DE SÉCURITÉ ET D'ACTIVITÉS VIRALES QUI PEUVENT TOUCHER LE RÉSEAU GOUVERNEMENTAL	KARINE GAGNON (DTI-DSAI) AINSI QU'UN REPRÉSENTANT DE CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC	N/A	EN CONTINU.
RENCONTRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE VALIDATION DU VOLET SÉCURITÉ DU CADRE COMMUN D'INTEROPÉRABILITÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (CCIGQ)	VALIDER LE VOLET DU CADRE COMMUN D'INTEROPÉRABILITÉ GOUVERNEMENTAL POUR FIN JUIN 2014	IMED MASMOUDI (DTI-DSAI-MJO) AUTRES REPRÉSENTANTS DU MSP, REVENU QUÉBEC, MTQ, MESS, SCT, RAMQ, SQ, CSST ET CSPQ	N/A	EN COURS.
FORUM DES RESPONSABLES DE LA VÉRIFICATION INTERNE (FRVI)	<p>FAVORISER UNE GESTION EFFICACE DANS LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES PAR L'EXERCICE ET LA PROMOTION DE LA VÉRIFICATION INTERNE.</p> <p>RENFORCER ET SOUTENIR LES RESPONSABLES DE LA VÉRIFICATION INTERNE DANS LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE AINSI QUE LEUR ÉQUIPE.</p>	<p>FRANCINE ASSELIN, MJQ (PRÉSIDENTE)</p> <p>NANCY CHALIFOUR, RRQ</p> <p>HODA ABDEL-MALAK, SAAQ</p> <p>ANNE DEBLOIS, CSPQ</p> <p>ANDRÉ DUGAS, HYDRO QUÉBEC</p> <p>SIMON CÔTÉ, MAPAQ</p> <p>SYLVAIN MASSÉ, MTESS</p> <p>SYLVAIN AYOTTE, MSP</p> <p>MARC-ANTOINE LADOUCEUR, RECYC-QUÉBEC</p> <p>OLIVIER BEAUREGARD, AMT</p>	N/A	<p>ORGANISATION D'ACTIVITÉS DE FORMATION.</p> <p>ÉCHANGE SUR LES ENJEUX EN VI ET LES DIFFÉRENTS DOSSIERS À METTRE DE L'AVANT.</p> <p>TRAVAUX POUR LE DÉVELOPPEMENT D'OUTILS/GUIDES EN COLLABORATION AVEC LE SCT.</p> <p>RÉSEAUTAGE ENTRE LES VÉRIFICATEURS INTERNES.</p>

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION DE L'ENQUÊTE DU CORONER - DOSSIER MAGLOIRE	DÉTERMINER LA POSITION À FAIRE VALOIR DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE DU CORONER POUR LES SUJETS OÙ LE MSP ET LE MSSS AURAIENT DES POSITIONS DIVERGENTES.	MJQ, MSP, DAJ DU MSP, MSSS ET DAJ DU MSSSF	N/A	AUCUNE RENCONTRE N'A ÉTÉ NÉCESSAIRE À CE JOUR.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'ADOPTION INTERNATIONALE	A COMME PRINCIPAL MANDAT D'ANALYSER LA SITUATION ET LES ENJEUX LIÉS À L'ADOPTION D'ENFANTS DOMICILIÉS HORS DU QUÉBEC PAR DES PERSONNES DOMICILIÉES AU QUÉBEC. SOLUTIONS EN MATIÈRE D'ADOPTION INTERNATIONALE À ENVISAGER.	ME MARC G. LAVIGNE (DAJ_MSSSF), ME MONIQUE DUCHARME, ME ANNE-MARIE WILSON, ME SYLVIE SCHERRER, ME AMÉLIE PELLETIER-DESROSIER AUTRES PARTENAIRES MEMBRES : MIDI, SAI, MSSS, MRI, MJQ.	N/A	PROPOSITIONS PARTIELLES DU COMITÉ 18 MAI 2012. EN PRÉPARATION D'UNE DEMANDE D'EXTENSION DE MANDAT.
RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN MATIÈRE DE CONFLIT ET DE HARCÈLEMENT	PARTAGER ET ÉCHANGER AVEC LES RÉPONDANTS MINISTÉRIELS SUR LES DIVERSES PROBLÉMATIQUES RELIÉES À LA PRÉVENTION ET AU RÈGLEMENT DE SITUATIONS DE CONFLIT OU DE HARCÈLEMENT.	GUY LACOURCIÈRE (DRH-SDSP) AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.	N/A	N/A
TABLE D'ÉCHANGE EN MATIÈRE D'INVALIDITÉ ET DE RÉINTÉGRATION AU TRAVAIL	ÉCHANGER AVEC LES RÉPONDANTS MINISTÉRIELS ET PARTAGER LES MEILLEURES PRATIQUES ET OUTILS	MARIE-CLAUDE JOLY (DRH-SDSP) ANITA LACROIX (DRH-SDSP) AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.	N/A	N/A
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DES RESPONSABLES DE PROGRAMMES D'AIDE AUX EMPLOYÉS (CIRPA)	SOUS LA GOUVERNE DU SCT, ÉCHANGES SUR LES PROBLÉMATIQUES RENCONTRÉES ET LES BONNES PRATIQUES	MARIE-CLAUDE JOLY (DRH-SDSP) AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	N/A	N/A
RÉSEAU DES RÉPONDANTES ET RÉPONDANTS EN ÉTHIQUE	SOUS LA GOUVERNE DU SCT, DÉVELOPPER UNE COMPRÉHENSION COMMUNE DE L'ÉTHIQUE, PERFECTIONNER LES CONNAISSANCES ET COMPÉTENCES, ÉCHANGER DES CONTENUS ET OUTILS ET SOUTENIR LES RÉPONDANTS	JOHANNE BOLDUC, RÉPONDANTE MINISTÉRIELLE (DRH-SDSP) AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	N/A	N/A

RÉSEAU INTERMINISTÉRIEL DES INTERVENANTS EN GESTION DU CHANGEMENT	SOUS LA GOUVERNE DU SCT, ÉCHANGER ET FAIRE ÉVOLUER LES PRATIQUES EN GESTION DU CHANGEMENT	ANNIE VINET (DRH-SDSP) ANICK GODIN (DRH-SDSP) AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	N/A	PARTICIPATION À UN SOUS-GROUPE DE TRAVAIL VISANT À ÉLABORER LE CADRE DE RÉFÉRENCE GOUVERNEMENTAL EN GESTION DU CHANGEMENT.
RÉSEAU INTERMINISTÉRIEL MOBILISATION ET RECONNAISSANCE	SOUS LA GOUVERNE DU SCT, ÉCHANGER ET FAIRE ÉVOLUER LES PRATIQUES EN MATIÈRE DE MOBILISATION ET DE RECONNAISSANCE	ANICK GODIN (DRH-SDSP) AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	N/A	N/A
RÉSEAU INTERMINISTÉRIEL DE DÉVELOPPEMENT DES CADRES	SOUS LA GOUVERNE DU SCT ÉCHANGER SUR LE DÉVELOPPEMENT DES CADRES ET PARTAGER LES CONNAISSANCES ET OUTILS	KIM PELLETIER (DRH-SDSP) ANNIE VINET (DRH-SDSP) AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	N/A	N/A
COMITÉ DIRECTEUR SUR L'UTILISATION ACCRUE DE LA VISIOCONFÉRENCE (VISIOCONFÉRENCE NORD-DU-QUÉBEC ET PROJET OUTAOUAIS)	LES TRAVAUX VISNT À ACCROÎTRE ET NORMALISER LES FAÇONS DE FAIRE ET LES PROCESSUS EN MATIÈRE DE VISIOCONFÉRENCE AFIN DE FAVORISER UNE MEILLEURE ACCESSIBILITÉ À LA JUSTICE.	CHANTAL COUTURIER (DGSJ) DONALD TREMBLAY (DGSJ) PAUL CHARBONNEAU (DGSJ) JEAN LEMIEUX (DGRIAT) JACQUES PRÉSENT (DGAJ) REPRÉSENTANTS DU MSP ET DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES.		TRAVAUX EN CONTINU.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
L'ASSOCIATION DES RÉGIMES D'AIDE JURIDIQUE DU CANADA	ASSURER UNE STRUCTURE PERMETTANT D'ÉCHANGER DE L'INFORMATION ET DES POINTS DE VUE AU SUJET DES BESOINS ET SERVICES JURIDIQUES AINSI QUE DE DISCUTER DE PROBLÈMES EXISTANTS ET DE L'ÉVOLUTION DES DIVERS RÉGIMES, DE MÊME QUE DE DIVERS ASPECTS DE L'AIDE JURIDIQUE ET DE QUESTIONS PUBLIQUES PERTINENTES QUI REPRÉSENTENT UN INTÉRÊT NATIONAL EN MATIÈRE D'AIDE JURIDIQUE.	L'ASSOCIATION EST COMPOSÉE DE REPRÉSENTANTS DES RÉGIMES D'AIDE JURIDIQUE DE CHACUNE DES DIX PROVINCES DU CANADA ET DES TROIS TERRITOIRES (YUKON, NUNAVUT ET TERRITOIRES DU NORD-OUEST) LESQUELS MAINTIENNENT UN PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE RECONNU.	N/A	LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES EST TOUJOURS MEMBRE DE L'EXÉCUTIF DE L'ASSOCIATION ET A PARTICIPÉ À DES DISCUSSIONS RELATIVEMENT AU RÔLE DE CETTE DERNIÈRE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
ADMINISTRATION DE LA JUSTICE					
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE PÉNALE	FAVORISER LA CONCERTATION ENTRE LES MEMBRES SUR DIFFÉRENTS SUJETS EN MATIÈRE DE JUSTICE, NOTAMMENT EN CE QUI A TRAIT À L'ÉVOLUTION DU TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE PÉNALE. POURSUIVRE LE SUIVI DES INDICATEURS RELATIFS AUX AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE POUR LES RÉGIONS LES PLUS À RISQUE.	M ^E ANNICK MURPHY ET M ^E KAREN BÉDARD. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSP, AMF, RQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ PROVINCIAL D'IMPLANTATION DES COMPARUTIONS PAR VOIE TÉLÉPHONIQUE	COORDONNER L'IMPLANTATION DE SERVICES DE COMPARUTION PAR VOIE TÉLÉPHONIQUE.	M ^E ANDRÉ BROCHU. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, CQ, SERVICES CORRECTIONNELS, CORPS POLICIERS, AIDE JURIDIQUE ET AQAAD.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
COMITÉ DIRECTEUR SUR LA DIVULGATION DE LA PREUVE	RECENSER ET ÉLABORER LES MEILLEURES PRATIQUES EN MATIÈRE DE PARTAGE DE LA PREUVE.	M ^E PIERRE GOULET. AUTRES PARTENAIRES : MSP, ADPQ ET CORPS POLICIERS.			LES TRAVAUX SONT INTERROMPUS.
SOUS-COMITÉ DE SUIVI DE L'ARRÊT <i>McNEIL</i> (PARTAGE DE LA PREUVE)	ÉLABORATION ET IMPLANTATION D'UNE PROCÉDURE DE COMMUNICATION DES INCONDUITES POLICIÈRES.	M ^E SOPHIE DELISLE. AUTRES PARTENAIRES : MSP, ADPQ ET CORPS POLICIERS.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR LA PLANIFICATION JUDICIAIRE	GÉRER LA PLANIFICATION ET LA LOGISTIQUE DES MÉGAPROCÈS.	M ^E ANNICK MURPHY ET M ^E STEVE MAGNAN. AUTRES PARTENAIRES : MJQ ET MAGISTRATURE.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
SOUS-COMITÉ SUR LA PLANIFICATION JUDICIAIRE	PRODUIRE UN TABLEAU DE SUIVI UNIQUE DES PROCÈS MAJEURS AU QUÉBEC, UTILE À LA PLANIFICATION DES DOSSIERS D'ENVERGURE.	M ^{ME} MONIA GAGNÉ. AUTRES PARTENAIRES : MJQ ET MAGISTRATURE.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
AÎNÉS					
COMITÉ DIRECTEUR DU PROJET PROVINCIAL D'ENTENTE POUR LA MISE EN PLACE D'UNE PROCÉDURE D'INTERVENTION SOCIOJUDICIAIRE CONCERNANT LES FORMES CRIMINELLES DE MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS	DÉVELOPPER UNE APPROCHE GOUVERNEMENTALE COHÉRENTE VIS-À-VIS L'IMPLANTATION DU PROJET D'ENTENTE RELATIVE AUX AÎNÉS DANS CHACUNE DES RÉGIONS DU QUÉBEC.	M ^E CLAUDINE LAURIN. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSSS, AMF, CDPDJ, CURATEUR PUBLIC, MSP ET SQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ AVISEUR DU PROJET PROVINCIAL D'ENTENTE POUR LA MISE EN PLACE D'UNE PROCÉDURE D'INTERVENTION SOCIOJUDICIAIRE CONCERNANT LES FORMES CRIMINELLES DE MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS	ASSURER LA COORDINATION DE L'IMPLANTATION DU PROJET D'ENTENTE RELATIVE AUX AÎNÉS DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS.	M ^E DANY SAUVAGEAU. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSSS ET ASSS DE LA RÉGION ADMINISTRATIVE DE LA MAURICIE.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
AUTOCHTONES					
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	FAVORISER UNE MEILLEURE COLLABORATION ET CONCERTATION EN MATIÈRE DE SERVICES SOCIAUX, POLICIERS, CORRECTIONNELS ET JUDICIAIRES ET REFLÉTER LA	M ^E MARIE-CHANTAL BRASSARD. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSP, MSSS, CSSS, SAA, MAGISTRATURE DE LA CQ ET DE LA			FINALISATION DU PLAN D'ACTION. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
	VOLONTÉ, DE LA PART DES MILIEUX AUTOCHTONES, DE SE PRENDRE EN CHARGE.	CS.			
CAPACITÉS AFFAIBLIES					
COMITÉ PROVINCIAL SUR LES FACULTÉS AFFAIBLIES	COMITÉ REGROUPANT LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, LA SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC ET LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DONT LE MANDAT CONSISTE À ÉLABORER ET PROPOSER DES MESURES PERMETTANT DE POURSUIVRE EFFICACEMENT LA LUTTE À L'ENCONTRE DES RÉCIDIVISTES DE LA CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE ET DE PROPOSER DES RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT EN CE SENS.	M ^E ANNICK MURPHY. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MTQ, MSP ET SAAQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
SOUS-COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA LUTTE À LA RÉCIDIVE EN MATIÈRE DE CONDUITE AVEC LES FACULTÉS AFFAIBLIES	SOUS-COMITÉ REGROUPANT LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET LA SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC, DONT LE MANDAT EST D'APPUYER LES TRAVAUX DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA LUTTE À LA RÉCIDIVE EN MATIÈRE DE CONDUITE AVEC LES FACULTÉS AFFAIBLIES.	M ^E JACQUES BLAIS. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MTQ, MSP ET SAAQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DES INFRACTIONS ROUTIÈRES CRIMINELLES	DISCUTER ET APPORTER DES SOLUTIONS QUANT À LA PROBLÉMATIQUE RELIÉE À LA CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE. AGIR À TITRE DE CONSEILLER POUR	M ^E JACQUES BLAIS, M ^E GABRIEL BERVIN M ^E ANA-MARINA IONESCU, M ^E ALEXANDRE GAUTHIER, M ^E CLAUDE DOIRE, M ^E BENOÎT MORIER,			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
	LA TABLE DES CHEFS ET ASSURER LA COORDINATION AVEC LES PARTENAIRES.	M ^E PASCALE TREMBLAY, M ^E JUSTIN TREMBLAY, M ^E ANNIE TRUDEL, M ^E VÉRONIC PICARD, M ^E FRANÇOIS PARENT. M ^E LUC CYR, M ^E FRANÇOIS SÉNÉCHAL, M ^E ÉRIC L. MORIN, M ^E MARIE-CHANTAL BRASSARD, M ^E JOSÉ RHÉAUME, M ^E CAROLINE DULONG, M ^E PIERRE DESROSIERS, M ^E DENIS KOURI ET MME MONIA GAGNÉ AUTRES PARTENAIRES : MSP, SQ, ENPQ, LSJML, APCMQ ET COUR MUNICIPALE DE MONTRÉAL.			
COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE	FAVORISER LA CONCERTATION ET AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES MESURES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE.	M ^E JACQUES BLAIS ET M ^E GABRIEL BERVIN. AUTRES PARTENAIRES : MSP, MJQ, ADPQ, SQ, ENPQ, SPVM, SPVQ, SPCL, SAAQ ET LSJML.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
SOUS-COMITÉ TECHNIQUE DU COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE CONDUITE AVEC CAPACITÉ AFFAIBLIE (CCCA)	CONSEILLER LE COMITÉ SUR DES QUESTIONS PARTICULIÈRES QUE LE COMITÉ SOUMET.	M ^E JACQUES BLAIS. AUTRES PARTENAIRES : MSP, LSJML, SPVL, SQ, SPVM ÉNPQ ET SPVQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COURS MUNICIPALES					
COMITÉ SUR LES COURS MUNICIPALES	FAVORISER UNE JUSTICE DE PROXIMITÉ ACCESSIBLE AUX CITOYENS; HARMONISER LA JUSTICE PÉNALE DE PREMIÈRE INSTANCE; FACILITER LE PROCESSUS D'ASSIGNATION DES JUGES DANS LES COURS MUNICIPALES ET METTRE À JOUR LA <i>LOI SUR LES COURS MUNICIPALES</i> .	M ^E DANY SAUVAGEAU. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, AGCMQ, VILLE DE MONTRÉAL, COUR MUNICIPALE DE LA VILLE DE QUÉBEC, COUR MUNICIPALE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, APCMQ ET COUR MUNICIPALE DE LA VILLE DE SAINTE-ADÈLE.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
CRIME ORGANISÉ					
COMITÉ ACCES-TABAC	GÉRER LES CRÉDITS ET ÉTATS DE SITUATION EN MATIÈRE D'ÉCONOMIES SOUTERRAINES CONCERNANT LA CONTREBANDE DE	M ^E BETTY LAURENT. AUTRES PARTENAIRES : RQ, MSP ET MFQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
	TABAC.				
COLCO (COMITÉ OPÉRATIONNEL DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ)	DISCUTER DES DOSSIERS OPÉRATIONNELS ACTIFS EN MATIÈRE DE CRIME ORGANISÉ DANS LES ORGANISATIONS POLICIÈRES.	M ^E FRANÇOIS BRIÈRE ET M ^E BETTY LAURENT. AUTRES PARTENAIRES : SQ, SPVM, GRC, REPRÉSENTANTS DES SÛRETÉS MUNICIPALES DE QUÉBEC, LAVAL, GATINEAU ET LONGUEUIL.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
CRIMES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS					
COMITÉ DE PLANIFICATION ET DE SUIVI CONCERNANT LES CRIMES FINANCIERS À INCIDENCE FISCALE - ACCEF	ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DES DÉCISIONS DU COMITÉ STRATÉGIQUE.	M ^E ÉRIC LAPORTE. AUTRES PARTENAIRES : SQ, RQ, AMF, MFQ, MSP ET SPVM.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DIRECTEUR SUR LES CRIMES FINANCIERS	ASSURER LA COORDINATION DES INTERVENANTS EN MATIÈRE DE CRIMES FINANCIERS.	M ^E ÉRIC LAPORTE ET M ^E ÉRIC BEUPARLANT. AUTRES PARTENAIRES : SQ, AMF, SPPC ET GRC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GANG DE RUE					
COMITÉ SUR LE PROGRAMME DE SUIVI INTENSIF (PSI) EN MATIÈRE DE GANGS DE RUE	CONCEVOIR UN PROGRAMME DE SUIVI INTENSIF DES MEMBRES DE GANGS DE RUE.	M ^E BETTY LAURENT. AUTRES PARTENAIRES : SPVM, MSP, VILLE DE MONTRÉAL, CENTRE JEUNESSE DE MONTRÉAL, CENTRE JEUNESSE BATSHAW, SERVICE DE TRAVAIL DE RUE ET ORGANISMES COMMUNAUTAIRES.			LES TRAVAUX SONT SUSPENDUS.
COMITÉ INTERSECTORIEL SUR LES GANGS DE RUE	RECONDUIRE LE PLAN D'INTERVENTION QUÉBÉCOIS SUR LES GANGS DE RUE.	M ^E BETTY LAURENT ET M ^E PIERRE GOULET. AUTRES PARTENAIRES : ERM-GDR, MSP, SQ, SPVM, SM, ASFC, SCQ, CELCO-ARMES À FEU, VILLE DE MONTRÉAL, MTESS, SAJ, MESRS, MAMOT, SCF, MSSS, ASSS, CSSS, INSPQ, FCSQ, CJO, ACJO, UQAM, MSP, CJM-IU, CNPC, MJQ ET SCQ.			LES TRAVAUX SONT SUSPENDUS.
COMITÉ STRATÉGIQUE DES	APPLIQUER LE PLAN	M ^E BETTY LAURENT.			LES TRAVAUX SONT SUSPENDUS.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
AGENCES D'APPLICATION DE LA LOI	D'INTERVENTION QUÉBÉCOIS SUR LES GANGS DE RUE.	AUTRES PARTENAIRES : SQ, MSP, SPVM, SRCQ ET ASFC.			
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES TÉMOINS EXPERTS (SUR LA CRIMINALITÉ DES GANGS)	TRAVAUX CONCERNANT LA MESURE N° 5.	M ^E BETTY LAURENT ET M ^E PIERRE GOULET. AUTRES PARTENAIRES : SQ, MSP, SPVM, SRCQ ET ASFC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GESTION					
GROUPE D'EXPERTISE EN GESTION DES DOCUMENTS AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (GEGD)	PROMOUVOIR L'EXCELLENCE DANS LE DOMAINE DE LA GESTION DES DOCUMENTS SUR TOUT SUPPORT ENTRE LES SPÉCIALISTES AINSI QU'AVEC LES GROUPES APPARENTÉS ET TOUTE AUTRE INSTANCE DANS LE DOMAINE.	M ^{ME} HÉLÈNE BÉRUBÉ ET M ^{ME} MÉLISSA GENDREAU. AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			UNE RENCONTRE A EU LIEU LE 14 MAI 2014.
COMMUNAUTÉ D'ORGANISMES PUBLICS QUÉBÉCOIS UTILISANT LE LOGICIEL LIBRE : CONSTELLIO	SUIVRE LA PROGRESSION DE LA COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE PAR LA PARTICIPATION AUX RÉUNIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET AU COMITÉ DE PILOTAGE DANS LE BUT D'ÉVALUER LE POTENTIEL D'UN LOGICIEL LIBRE POUVANT RÉPONDRE AUX BESOINS DU DPCP EN MATIÈRE DE GESTION INTÉGRÉE DES DOCUMENTS.	M ^E CLAUDINE LAURIN ET M ^{ME} HÉLÈNE BÉRUBÉ. AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			DEUX RENCONTRES ONT EU LIEU LES 4 ET 23 FÉVRIER 2015.
COMITÉ DIRECTEUR DE PROJETS IMMOBILIERS	DISCUTER ET SUIVRE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX DES PROJETS D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DE PALAIS DE JUSTICE.	M ^E STEVE MAGNAN, M. DENIS GERMAIN, M. DOMINIC JARGAILLE ET M ^{ME} NATALIE DESROCHERS. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSP ET SQI.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM DES GESTIONNAIRES EN RESSOURCES HUMAINES	DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS RELIÉS À LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.	M ^{ME} SYLVIE BOUDREAUULT. AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM DES GESTIONNAIRES EN RESSOURCES FINANCIÈRES	DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS RELIÉS À LA GESTION DES RESSOURCES FINANCIÈRES.	M. DOMINIC JARGAILLE. AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
FORUM DES GESTIONNAIRES EN RESSOURCES MATÉRIELLES	DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS RELIÉS À LA GESTION DES RESSOURCES MATÉRIELLES.	M. DOMINIC JARGAILLE. AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SECTORIEL SUR LA GESTION IMMOBILIÈRE – FORUM DES GESTIONNAIRES EN RESSOURCES MATÉRIELLES	DISCUTER ET PRÉSENTER LES MEILLEURES PRATIQUES DES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN GESTION IMMOBILIÈRE.	M ^{ME} NATALIE DESROCHERS. AUTRES PARTENAIRES : SQI, MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM DES GESTIONNAIRES EN TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS RELIÉS À LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES.	M ^{ME} JACYNTHÉ FORTIN. AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
REGROUPEMENT DES DIRECTRICES ET DIRECTEURS GÉNÉRAUX DE L'ADMINISTRATION	PARTAGER L'EXPERTISE AU SEIN DE L'APPAREIL GOUVERNEMENTAL.	M. DENIS GERMAIN AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM DES DIRIGEANTS DE L'INFORMATION	FORUM D'ÉCHANGE D'INFORMATION CONCERNANT LES NOUVELLES RÈGLES ADMINISTRATIVES RELATIVES À LA GESTION DES PROJETS INFORMATIQUES, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE LA FORMATION AU SEIN DE L'APPAREIL GOUVERNEMENTAL.	M. DENIS GERMAIN ET M ^{ME} JACYNTHÉ FORTIN. AUTRES PARTENAIRES : SOUS LA COORDINATION DU SCT, L'ENSEMBLE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'OBSERVATION DES RÈGLES CONTRACTUELLES	FAIRE CONNAÎTRE LA <i>LOI SUR L'INTÉGRITÉ EN MATIÈRE DE CONTRATS PUBLICS ET LES CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE.</i>	M. DENIS GERMAIN. AUTRES PARTENAIRES : SOUS LA COORDINATION DU SCT, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM DES SECRÉTAIRES DE COMITÉS	FORUM D'ÉCHANGE EN GESTION CONTRACTUELLE S'ADRESSANT AUX SECRÉTAIRES DE COMITÉS DE SÉLECTION QUI A LIEU UNE FOIS PAR ANNÉE.	M ^{ME} ANNE-MARIE LAPERRIÈRE. AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN MATIÈRE DE CONFLIT ET DE HARCÈLEMENT	PARTAGER ET ÉCHANGER AVEC LES RÉPONDANTS MINISTÉRIELS SUR LES DIVERSES PROBLÉMATIQUES RELIÉES À LA PRÉVENTION ET AU RÈGLEMENT DE SITUATIONS DE CONFLIT OU DE HARCÈLEMENT.	M ^{ME} ISABELLE DORÉ. AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
RÉSEAU PLANIFICATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE (PMO)	PARTAGER ET ÉCHANGER AVEC LES RÉPONDANTS MINISTÉRIELS AU REGARD DE LA MISE EN ŒUVRE D'UNE GESTION PRÉVISIONNELLE DE LA MAIN-D'ŒUVRE.	M. NORMAND PECK. AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TABLE D'ÉCHANGE EN MATIÈRE DE RÉINTÉGRATION AU TRAVAIL	ÉCHANGER AVEC LES RÉPONDANTS MINISTÉRIELS RESPONSABLES DE LA RÉINTÉGRATION AU TRAVAIL D'EMPLOYÉS À LA SUITE D'UNE INVALIDITÉ OU D'UN ACCIDENT DE TRAVAIL.	M ^{ME} ISABELLE DORÉ. AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TABLE D'ÉCHANGE EN GESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE	PARTAGER ET ÉCHANGER AVEC LES CONSEILLERS EN GESTION DE MAIN- D'ŒUVRE DES DIVERS MINISTÈRES ET ORGANISMES EN MATIÈRE DE PRATIQUES EN GESTION DE MAIN- D'ŒUVRE.	M. VICTOR PREDA. AUTRES PARTICIPANTS: MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE CO-DÉVELOPPEMENT EN RELATIONS DU TRAVAIL	OFFRIR UNE APPROCHE STRUCTURÉE DE FORMATION CONTINUE QUI MET À PROFIT LE SAVOIR-FAIRE DES MEMBRES DU GROUPE ET VALORISER LES INTERACTIONS ENTRE LES PARTICIPANTS, ET CE, AFIN D'AMÉLIORER LES PRATIQUES PROFESSIONNELLES DES UNS ET DES AUTRES. PERMETTRE À CHAQUE MEMBRE DU GROUPE D'ÉLARGIR SES CAPACITÉS D'ACTION ET DE RÉFLEXION.	M ^{ME} MARIE-PIER BOURDEAU. AUTRES PARTICIPANTS: MTESS, SAAQ, MAMOT, MFQ, CSPQ, MFA, CAI ET MESRS.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS	DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS LIÉS À L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET À LA PROTECTION	M ^E MELISSA-ANN MCFARLAND. AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
PERSONNELS	DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	DU QUÉBEC.			
TABLE DES RESPONSABLES ORGANISATIONNELS DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	ASSURER LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DE L'APPLICATION DES POLITIQUES, DES DIRECTIVES ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION.	M. DENIS GERMAIN. AUTRES PARTENAIRES : TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
RÉSEAU D'ALERTE GOUVERNEMENTAL (CERT/AQ)	PLATEFORME DE PARTAGE DE L'INFORMATION ENTRE LES COORDONNATEURS ORGANISATIONNELS DE GESTION DES INCIDENTS.	M. JEAN-FRANÇOIS LABBÉ. AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DES SAGES – PROGRAMME TOJ	FORMULER DES RECOMMANDATIONS AU COMITÉ DIRECTEUR DU PROGRAMME TOJ POUR LES ORIENTATIONS, LES STRATÉGIES ET LES PRIORITÉS DU PROGRAMME.	M ^E ANNICK MURPHY. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MAGISTRATURE CQ, CS, CA, BARREAU DU QUÉBEC, CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC ET CHAMBRE DES HUISSIERS DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
JEUNESSE					
COMITÉ SUR L'ENLÈVEMENT INTERNATIONAL D'ENFANTS	ASSURER UNE COORDINATION PROVINCIALE DES DOSSIERS PRINCIPALEMENT D'ENLÈVEMENTS PARENTAUX.	M ^E GIANNI CUFFARO ET M ^E ROXANE LAPORTE. AUTRES PARTENAIRES : GRC, SPVM, SQ, SPVQ, DPJ, PASSEPORT CANADA, ASFC IMMIGRATION, ASFC DOUANES, ENFANT RETOUR QUÉBEC ET MJQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ D'EXAMEN DE DÉCÈS D'ENFANTS DE QUÉBEC	EXAMINER LES DÉCÈS D'ENFANTS DE CINQ ANS ET MOINS SURVENUS SUR LE TERRITOIRE DE LA RÉGION 03, QU'ILS AIENT OU NON FAIT L'OBJET D'UN AVIS AU CORONER, DONT LES CAUSES MÉDICALES ET LES CIRCONSTANCES SUSCITENT UN QUESTIONNEMENT ET, LE CAS ÉCHÉANT, CONTRIBUER À LES ÉTABLIR.	M ^E ANA-MARINA IONESCU. AUTRES PARTENAIRES : BUREAU DU CORONER, MSSS, DPJ, ADPO, SPVL ET SQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
COMITÉ INTERSECTORIEL SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	FAVORISER LA CONCERTATION DES INTERVENANTS EN MATIÈRE DE JUSTICE CRIMINELLE POUR LES MINEURS ET FAIRE LE SUIVI DE L'APPLICATION DE LA LSJPA AU NIVEAU PROVINCIAL.	M ^E ANNE-MARIE OTIS. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSSS, MSP, SQ, SPVM, SPVQ ET ACJQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
SOUS-COMITÉ INTERSECTORIEL SUR LES MESURES EXTRAJUDICIAIRES EN VERTU DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	REVOIR LE CADRE ET CONDITIONS D'APPLICATION DES MESURES EXTRAJUDICIAIRES PAR LES POLICIERS.	M ^E ANNE-MARIE OTIS. AUTRES PARTENAIRES : AIDE JURIDIQUE, MUNICIPALITÉS DE QUÉBEC, GRANBY, TERREBONNE, LONGUEUIL, ADPQ, MSSS, SQ, CENTRE JEUNESSE, ENPQ, SPVM, ROJAQ, OJA ET MSP.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
SOUS-COMITÉ INTERSECTORIEL SUR LES SANCTIONS EXTRAJUDICIAIRES EN VERTU DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	RÉVISER LE PROGRAMME DE SANCTION EXTRAJUDICIAIRE EN PARTENARIAT AVEC TOUTES LES ORGANISATIONS LES METTANT EN APPLICATION.	M ^E ANNE-MARIE OTIS. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, DPJ, ACJQ, OJA, DP, MSSS, CORPS POLICIERS.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DES OPÉRATIONS DU REGISTRE LSJPA	DISCUTER DES AMÉLIORATIONS À APPORTER AU SYSTÈME INFORMATIQUE ET PRODUIRE UNE LISTE DE PRIORITÉS POUR LE COMITÉ DE GESTION DU REGISTRE LSJPA.	M ^E ANNE-MARIE OTIS ET M ^{ME} LOUISE RENAUD. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSSS, MSP ET CRPQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE GESTION DU REGISTRE LSJPA	ENTÉRINER LES PRIORITÉS D'AMÉLIORATIONS À APPORTER ET ÉMETTRE DES RECOMMANDATIONS SUR LE PLAN D'ÉVALUATION PROPOSÉ PAR LE COMITÉ DES OPÉRATIONS DU REGISTRE LSJPA.	M ^E ANNE-MARIE OTIS, M ^E SOPHIE DELISLE ET M ^{ME} LOUISE RENAUD. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSSS, MSP ET CRPQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ ACCÈS REGISTRE LSJPA	DÉFINIR UNE ENTENTE SUR LA GOUVERNANCE DU REGISTRE LSJPA EN COLLABORATION AVEC TOUS LES PARTENAIRES QUI L'UTILISENT.	M ^E ANNE-MARIE OTIS ET M ^{ME} LOUISE RENAUD. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSSS, MSP ET CRPQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
TABLE PROVINCIALE DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE, LES JEUNES ET LE MILIEU SCOLAIRE	ASSURER UNE CONCERTATION EN CE QUI CONCERNE LES INTERVENTIONS SUR LA VIOLENCE ET L'INTIMIDATION EN MILIEU SCOLAIRE.	ASSOCIATION DES ADMINISTRATEURS DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DU QUÉBEC, ACJQ, ASSOCIATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES DU QUÉBEC, ADPQ, ASSOCIATION DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES DU QUÉBEC, ASSOCIATION PROVINCIALE DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS DU QUÉBEC, ASSOCIATION MONTRÉLAISE DES DIRECTIONS D'ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES, ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES CADRES SCOLAIRES, CENTRALE DES SYNDICATS DU QUÉBEC, FÉDÉRATION DES COMITÉS DE PARENTS DU QUÉBEC, FÉDÉRATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC, FÉDÉRATION DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS, FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES DIRECTIONS D'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT, MSP, MESRS, MSSS, MJQ, TABLE NATIONALE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE DU RÉSEAU DE L'ÉDUCATION, SPVM ET SQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DES RESPONSABLES NATIONAUX DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'ABSENCE DE SOIN MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE	ASSURER LE SUIVI DE L'APPLICATION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'ABSENCE DE SOIN MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE, PAR TOUS LES PARTENAIRES CONCERNÉS.	M ^E CLAUDINE LAURIN. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSP, MSSS, MESRS ET MFA.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
LÉGISLATION					
COMITÉ SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE LOI C-32	Étudier le projet de loi C-32 et proposer des solutions facilitant sa mise en œuvre.	M ^E Chloé Rousselle Autres partenaires : MJQ, MSP et SQ			Les travaux se poursuivent.
PÉNAL					
COMITÉ ACCES ALCOOL	Définir les politiques d'inspection et de poursuite quant aux lois relatives aux boissons alcooliques et en assurer le suivi (actions concertées pour contrer les économies souterraines).	M ^E Jean-Gabriel L'Écuyer. Autres partenaires : MSP, MFQ, SQ, ADPQ, SAQ et RACJ.			Planification des inspections systématiques et détection de la contrebande d'alcool et de produits alcooliques illégaux. Les travaux se poursuivent.
COMITÉ ACCES CONSTRUCTION	Intensifier les actions de lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir en matière de construction (actions concertées pour contrer les économies souterraines).	M ^E Karen Bédard et M ^E Marie-Pier Champagne. Autres partenaires : CCQ, RBQ, MFQ, RQ, CSST et MTESS.			Analyse et mesure des phénomènes et propositions des moyens d'intervention. Les travaux se poursuivent.
COMITÉ SUR LES INTERVENTIONS POLICIÈRES SUR LES EMPRISES FERROVIAIRES DU QUÉBEC	Identifier les problématiques majeures. Mettre en place des directives policières concernant les interventions sur les emprises ferroviaires. Étudier les différentes lois et règlements dans le domaine et y apporter des améliorations s'il y a lieu.	M ^E Jean-Gabriel L'Écuyer. Autres partenaires : MSP, MTQ, SQ, SPVM, ENPQ, SPVQ, ADPQ, AMT, CN, CP, Association des chemins de fer du Canada, Via Rail Canada, Chemins de fer de compétence québécoise et Chemins de fer d'entreprise.			Élaboration d'un projet de directives sur les interventions policières sur les emprises. Les travaux se poursuivent.
GROUPE DE TRAVAIL PROVINCIAL DES AGENTS DE L'AUTORITÉ SUR LA NAVIGATION DE PLAISANCE	Permettre des discussions entre les principaux organismes mandatés pour l'application de la réglementation sur la navigation de plaisance ainsi que de permettre un rapprochement entre les organismes responsables de la mise en place d'une	M ^E Karen Bédard et M ^E Jean-Gabriel L'Écuyer. Autres partenaires : SQ, GRC, Bureau de la sécurité nautique de Transports Canada, SPVM, Services de police municipaux et représentants de MRC.			Échanges constants entre les divers intervenants en matière de sécurité nautique. Les travaux se poursuivent.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
	RÉGLEMENTATION EFFICACE SUR LA NAVIGATION DE PLAISANCE.				
COMITÉ DE COORDINATION – PHASE 2 DES CINÉMOMÈTRES PHOTOGRAPHIQUES ET DE CAMÉRAS AUX FEUX ROUGES	FAIRE LE SUIVI DU SCÉNARIO D'ACQUISITION DE 37 APPAREILS DE CONTRÔLE AUTOMATISÉ ADDITIONNELS ET DU DÉPLOIEMENT DE 36 DE CEUX-CI, QUI S'AJOUTERONT AUX 15 DÉJÀ EN PLACE.	M ^E SABRINA GRAND. AUTRES PARTENAIRES : MTQ, MJQ, SQ, MSP, ADPO, SPVM, AGGLOMÉRATIONS DE QUÉBEC ET LONGUEUIL AINSI QUE LES VILLES DE LAVAL, GATINEAU ET MONTRÉAL.			À LA DEMANDE DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS, LE CSPQ PUBLIAIT UN APPEL D'INTÉRÊT SUR LES APPAREILS DE CONTRÔLE AUTOMATISÉ LE 14 JANVIER 2014, SUIVI D'UN APPEL D'OFFRE PUBLIC, LE 2 JUIN. L'APPEL D'OFFRES A PRIS FIN LE 30 SEPTEMBRE 2014 ET LE MINISTÈRE DEVRAIT PROCÉDER À L'ACQUISITION DES 37 NOUVEAUX APPAREILS AU COURS DE L'ANNÉE 2015. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR LES PANNEAUX DE VITESSE VARIABLE	DISCUTER DES IMPACTS POSSIBLES RELATIFS À L'IMPLANTATION DE PANNEAUX À MESSAGES VARIABLES (PMV) SUR DIFFÉRENTS AXES ROUTIERS DU QUÉBEC.	M ^E KATHY BERGERON AUTRES PARTENAIRES : MTQ, ET SQ.			IMPLANTATION DES PANNEAUX À MESSAGES VARIABLES SUR L'AUTOROUTE ROBERT-BOURASSA ET À SAINT-VALLIER DE BELLECHASSE SUR L'AUTOROUTE 20.
TABLE D'ÉCHANGE ET DE PERFECTIONNEMENT SUR LES INSPECTIONS ET LES ENQUÊTES	EFFECTUER UN SUIVI SERRÉ DE TOUTE LA JURISPRUDENCE SUR LES INSPECTIONS ET LES PERQUISITIONS. CETTE TABLE S'INSCRIT DANS LE CONTEXTE DU PERFECTIONNEMENT DES JURISTES EN MATIÈRE D'INSPECTIONS ET D'ENQUÊTES.	M ^E DONALD BARNABÉ, M ^E MARYSE BLAIS, M ^E KATHY BERGERON ET M ^E NATHALIE DROLET. AUTRES PARTENAIRES : MSP, RQ, MJQ, MIDI, MERN, MTQ, MESRS, MRIF, MFA, MAPAQ, MFFP, ET MTESS.			IMPLANTATION DES PANNEAUX À MESSAGES VARIABLES SUR L'AUTOROUTE ROBERT-BOURASSA ET À ST-VALLIER SUR L'AUTOROUTE 20.
PRATIQUES POLICIÈRES					
COMITÉ DE TRAVAIL – PRISE D'EMPREINTES DIGITALES	ANALYSER LES SITUATIONS PROBLÉMATIQUES ET Y TROUVER DES SOLUTIONS.	M ^E SOPHIE DELISLE. AUTRES PARTENAIRES : MSP, ADPO, ENPO, SPVM, SQ, SPVL ET SERVICE DE POLICE DE REPENTIGNY.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DES PRATIQUES POLICIÈRES	EXAMINER LES PRATIQUES PRÉVUES AU GUIDE DES PRATIQUES POLICIÈRES.	M ^E SOPHIE DELISLE. AUTRES PARTENAIRES : MSP, MJQ, ADPO, ENPO, SERVICE DE POLICE DE GRANBY, SERVICE DE POLICE DE			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
		L'AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL, SQ, SPVM, SERVICE DE POLICE DE TERREBONNE, SPVQ ET SERVICE DE PROTECTION DES CITOYENS DE LAVAL.			
PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ					
COMITÉ DE PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ	ÉTABLIR LES MODALITÉS DE PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ POUR LES ORGANISMES MUNICIPAUX.	M ^E CLAUDE LACHAPELLE, M ^E ÉRIC LAPORTE, M ^E CLAIRE LESSARD ET M. DENIS GERMAIN. AUTRES PARTENAIRES : MSP, ASPQ, SPVM, SQ, SERVICE DE POLICE DE LONGUEUIL, INFO-CRIME MONTRÉAL ET ÉCHEC AU CRIME.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
SANTÉ MENTALE					
COMITÉ DES USAGERS DU SERVICE D'ANALYSE DES DROGUES DE SANTÉ CANADA	FOURNIR UNE MISE À JOUR DE LA SITUATION ACTUELLE DU SERVICE D'ANALYSE DES DROGUES DE SANTÉ CANADA, RENSEIGNER LES CLIENTS À PROPOS DES CHANGEMENTS, UNIFORMISER LES PRATIQUES DE SOUMISSION D'ÉCHANTILLONS ET RECUEILLIR DES RÉTROACTIONS ET COMMENTAIRES.	M ^E ISABELLE GRONDIN ET M ^E CLAUDINE CHAREST. AUTRES PARTENAIRES : SPPC, GRC, SERVICES POLICIERS PROVINCIAUX ET MUNICIPAUX DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT À RAISON D'UNE RÉUNION PAR ANNÉE.
FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L'ACCESSIBILITÉ ET L'ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE. FAVORISER L'IMPLANTATION DE PROGRAMMES D'ACCOMPAGNEMENT ET D'ADAPTABILITÉ VISANT À OFFRIR AUX CLIENTÈLES PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE LES SERVICES ADAPTÉS À LEURS BESOINS.	M ^E ANNICK MURPHY ET M ^E DANY SAUVAGEAU. AUTRES PARTENAIRES : MSSS, MJQ ET MSP.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
	ASSURER LA COHÉRENCE DES MESURES PROPOSÉES AVEC CELLES VISANT D'AUTRES CLIENTÈLES VULNÉRABLES COMME CELLES PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE DÉFICIENCE INTELLECTUELLE, DE TROUBLES ENVAHISSANTS DU DÉVELOPPEMENT, DE TOXICOMANIE OU D'ITINÉRANCE ET VEILLER À LEUR HARMONISATION POUR LES CLIENTÈLES PRÉSENTANT PLUSIEURS PARTICULARITÉS. METTRE EN COMMUN DES EXPÉRIENCES ET DES MEILLEURES PRATIQUES. FAVORISER LA COLLABORATION ET LA CONCERTATION INTERMINISTÉRIELLE, INTERSECTORIELLE ET MULTIDISCIPLINAIRE.				
SOUS-COMITÉ SUR LES MESURES DE RECHANGE – SECTEUR CRIMINEL	TRAVAILLER À L'ÉLABORATION D'UN PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE SOUS 717 C.CR.	M ^E DANY SAUVAGEAU. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSP, CMQ ET CMM.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT
SOUS-COMITÉ SUR L'INTRODUCTION DE MESURES DE RECHANGE AU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	INTRODUIRE, AU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, UN RÉGIME DE MESURES DE RECHANGE S'APPLIQUANT AUX INFRACTIONS DONT LE TRAITEMENT EST RÉGI PAR CETTE LOI.	M ^E KAREN BÉDARD. AUTRES PARTENAIRES: MJQ, CMQ ET CMM.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT
SÉCURITÉ					
COMITÉ CENTRAL DU PLAN DE LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION (PLI)	ASSURER L'INTÉGRITÉ DES INSTITUTIONS JUDICIAIRES (LE PLI A ÉTÉ CRÉÉ À LA SUITE DE L'OPÉRATION PRINTEMPS 2001).	M ^E LISA LABOSSIÈRE, M ^E CLAUDINE LAURIN, M. SYLVAIN CHABOT ET M. PATRICK DUBÉ. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSP, SCC, SPPC, ADPQ, GRC, SRCQ, SPVM ET SQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA <i>POLITIQUE INTERNATIONALE DU</i>	RÉALISER LA MESURE 38.2 CONCERNANT LA SÉCURITÉ	M ^E SABIN OUELLET ET M ^E SONIA PAQUET.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
<i>QUÉBEC</i>	TRANSFRONTALIÈRE DE LA <i>POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC.</i>	AUTRES PARTENAIRES : MRIF, MAPAQ, MCC, MFQ, MESRS, MICC, MERN, MSP, MTQ, TOURISME QUÉBEC, CFA, IQ, SAA, SAIC ET LES DÉLÉGATIONS DU QUÉBEC AUX ÉTATS-UNIS.			
TABLE CENTRALE DE SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC	DISCUTER ET METTRE EN PLACE TOUTES LES MESURES VISANT À ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC. SUIVI DE FAÇON GÉNÉRALE DES TRAVAUX EFFECTUÉS PAR LES TABLES RÉGIONALES.	M ^E STEVE MAGNAN ET M. DENIS GERMAIN. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSP, MAGISTRATURE ET SQI.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TOXICOMANIE					
COMITÉ PROVINCIAL DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC À MONTRÉAL (PTTCQ- MTL)	CE COMITÉ EST COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DE LA COUR DU QUÉBEC AINSI QUE DES MINISTÈRES DE LA JUSTICE, DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX. IL A POUR MANDAT DE VOIR À L'ÉLABORATION ET AU DÉPLOIEMENT DANS L'ENSEMBLE DE LA PROVINCE DU PTTCQ-MTL.	M ^E ANNICK MURPHY, M ^E STEVE MAGNAN ET M ^E CLAUDINE LAURIN. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSSS, MTESS, MSP ET CQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ OPÉRATIONNEL DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC À MONTRÉAL (PTTCQ- MTL)	CE COMITÉ EST COMPOSÉ DE L'ASSOCIATION DES INTERVENANTS EN TOXICOMANIE DU QUÉBEC, CCJM, CQ, DPCP, MSP, AGENT DE LIAISON, ET REPRÉSENTANT DES AVOCATS DE LA DÉFENSE DU CENTRE DOLLARD- CORMIER. IL A POUR MANDAT DE VEILLER À LA COORDINATION ET AU BON FONCTIONNEMENT DU PTTCQ- MTL.	M ^E ANNE-ANDRÉE CHARETTE. AUTRES PARTENAIRES : CQ, CENTRE DOLLARD-CORMIER, MJQ, MSP, AQAAD, AIDE JURIDIQUE DE MONTRÉAL ET MSSS.			LE COMITÉ SE RÉUNIT UNE FOIS PAR MOIS ENVIRON ET LES TRAVAUX SE POURSUIVENT. UN SOUS-COMITÉ A VU LE JOUR TOUT DERNIÈREMENT POUR L'ÉLABORATION DE LA PHASE 2 (PERSONNES EN LIBERTÉ).
VIOLENCE CONJUGALE ET AGRESSIONS SEXUELLES					
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR	CE COMITÉ A POUR MANDAT DE	M ^E CHLOÉ ROUSSELLE.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
L'EXPLOITATION SEXUELLE	PROPOSER DES ACTIONS OU UNE STRATÉGIE AU GOUVERNEMENT EN VUE DE PRÉVENIR L'EXPLOITATION SEXUELLE (HYPERSEXUALISATION, PROSTITUTION, TRAITE DE FEMMES À L'INTÉRIEUR ET À L'EXTÉRIEUR DU PAYS ET DE VENIR EN AIDE AUX PERSONNES QUI VEULENT QUITTER LE MILIEU DE LA PROSTITUTION).	AUTRES PARTENAIRES : SCF, MJQ, MESRS, MTESS, MAMOT, MIDI, MCE, MSSS, MSP ET MESRS			
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA CRIMINALISATION DE L'EXPOSITION AU VIH	FOURNIR DES INFORMATIONS PERTINENTES (ÉTUDES SUR L'ÉVOLUTION DES RISQUES DE TRANSMISSION, RAPPORTS ÉTRANGERS, ÉTUDES DE CAS SOUMIS AUX TRIBUNAUX, JURISPRUDENCE ÉTRANGÈRE, BIBLIOGRAPHIE, ETC.) QUI POURRAIENT NOUS ÊTRE UTILES. IL S'AGIT D'UN DOMAINE (VIH) SPÉCIALISÉ OÙ LES DÉVELOPPEMENTS SCIENTIFIQUES RAPIDES SONT SUSCEPTIBLES D'INFLUENCER LE DROIT ET, PAR CONSÉQUENT, L'EXERCICE DE NOTRE DISCRÉTION DE POURSUIVRE.	M ^E RACHELLE PITRE, M ^E ANA-MARINA IONESCU, M ^E PATRICK MICHEL, M ^E MARIE-FRANCE GAGNON AUTRES PARTENAIRES : MJQ ET MSSS.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

P.8 NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS-MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2014-2015. INDIQUER POUR CHACUNE :

- A. LES COÛTS;
- B. LES DATES ET LIEUX;
- C. LES PERSONNES PRÉSENTES;
- D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR;
- E. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR **2015-2016 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUVELÉE);**
- F. LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR **2014-2015.**

MINISTÈRE

DATE	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES	Coût
14 AU 18 OCTOBRE 2014	RÉUNION DES MINISTRES FPT DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE BANFF (ALBERTA)	MADAME LA MINISTRE STÉPHANIE VALLÉE M ^E JAD-PATRICK BARSOUM (CONSEILLER) M ^E NATHALIE DROUIN (SOUS-MINISTRE)	5 295,59 \$
1 ^{ER} AU 4 JUIN 2014	RÉUNION DES SOUS-MINISTRES FPT DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE SAINT-JOHN (TERRE-NEUVE)	M ^E NATHALIE DROUIN (SOUS-MINISTRE) M ^E HÉLÈNE MATHIEU	3 438,68 \$

ORGANISME

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DATE	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES	Coût
3 ET 4 JUIN 2014	ST. JOHN'S (TERRE-NEUVE)	M ^E CHLOÉ ROUSSELLE	1 571,75 \$

P.9 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT L'ASSURANCE JURIDIQUE : UNE SOLUTION POUR L'ACCÈS À LA JUSTICE. ACTIONS PRÉVUES EN 2015-2016. FOURNIR COPIE DE TOUT DOCUMENT ET DE TOUTE ÉTUDE D'IMPACT QUANT À LA RÉFLEXION MENÉE SUR LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT.

MINISTÈRE

CETTE DEMANDE N'EST PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.10 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE LA MISE EN ŒUVRE D’UNE RÉFORME DE LA TARIFICATION JUDICIAIRE AU QUÉBEC, NOTAMMENT AU PLAN DE LA FISCALITÉ. PRÉCISER LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2015-2016.

MINISTÈRE

LE MINISTÈRE FACTURE PRINCIPALEMENT DES FRAIS POUR LA TENUE DES REGISTRES PUBLICS QUI SONT SOUS SA RESPONSABILITÉ AINSI QUE DES FRAIS POUR LES ACTIVITÉS JUDICIAIRES. LES FRAIS JUDICIAIRES ET LES DROITS DE GREFFE SONT NOMBREUX ET SONT ENCADRÉS PAR LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES, LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE, LE CODE CIVIL DU QUÉBEC ET LE CODE DE PROCÉDURE PÉNALE.

ADOPTÉE LE 20 FÉVRIER 2014, LA LOI INSTITUANT LE NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE MODIFIERA PLUSIEURS ACTES DE PROCÉDURE JUDICIAIRE ET CHANGERA LA FAÇON DE RENDRE LES SERVICES DANS LES PALAIS DE JUSTICE. LE MINISTÈRE COMPTE DONC PROFITER DE L’ENTRÉE EN VIGUEUR DE CES NOUVELLES DISPOSITIONS POUR REVOIR EN PROFONDEUR LA TARIFICATION DE SES SERVICES.

SUR LE PLAN DE LA FISCALITÉ, LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES INCOMBE AU MINISTÈRE DES FINANCES ET N’EST PAS DU RESSORT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

P.11 CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2014-2015 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

FONDS ACCÈS JUSTICE

RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ EN 2014-2015	NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS
BAS-SAINT-LAURENT	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE BAS SAINT-LAURENT	214 930 \$	
CAPITALE NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	342 220 \$	
GASPÉSIE ÎLES DE-LA-MADELEINE*	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA GASPÉSIE ÎLES DE-LA- MADELEINE	268 980 \$	4
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTRÉAL INC.	480 295 \$	
OUTAOUAIS*	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	273 634 \$	4
SAGUENAY LAC-SAINT-JEAN*	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN	284 674 \$	4
MONTRÉAL	ÉDUCALOI	25 000 \$	

* LES MONTANTS ONT ÉTÉ CALCULÉS SUR NEUF MOIS D'ACTIVITÉ EN 2014-2015

P.12 CONCERNANT LE PROGRAMME DE SUBVENTION APPEL DE PROJETS – DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE (BAVAC), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALE ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2014-2015 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

IL N'Y A PAS EU D'APPEL DE PROJETS EN 2014-2015.

P.13 CONCERNANT LES PROGRAMMES DE SÉANCES DE MÉDIATION ET D'INFORMATION (MÉDIATION FAMILIALE, MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES, MÉDIATION CIVILE ET COMMERCIALE, PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2014-2015 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

MINISTÈRE

MONTANTS PAYÉS EN HONORAIRES AUX MÉDIATEURS POUR LES SÉANCES DE MÉDIATION ET D'INFORMATION OFFERTES EN 2014-2015.*

MÉDIATION FAMILIALE : 4 317 037 \$ **

SÉANCES SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE : 45 320 \$ **

MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES : 173 375 \$ **

* HONORAIRES PRÉVUES AU RÈGLEMENT SUR LA MÉDIATION FAMILIALE ET AU RÈGLEMENT SUR LA MÉDIATION DES DEMANDES RELATIVES À DES PETITES CRÉANCES.

** IMPORTANT DE TENIR COMPTE QUE LES DONNÉES CORRESPONDENT AUX FACTURES REÇUES AVANT LE 9 AVRIL 2015 POUR DES SÉANCES OFFERTES EN 2014-2015.

P.14 CONCERNANT LE BUREAU DES PLAINTES, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2014-2015 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

MINISTÈRE

AUCUNE SOMME ALLOUÉE CONCERNANT LE BUREAU DES PLAINTES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET AUCUNE AIDE FINANCIÈRE N'A ÉTÉ VERSÉE.

P.15 CONCERNANT LE PROGRAMME LIGNE-RESSOURCE SANS FRAIS POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2014-2015 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LE CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL A LE MANDAT DE GÉRER LA LIGNE-RESSOURCE PROVINCIALE SANS FRAIS POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE. LES SOMMES ALLOUÉES SONT LES SUIVANTES :

2014-2015 : 781 806 \$

P.16 CONCERNANT LES PROGRAMMES DE COOPÉRATION AVEC L'ÉTRANGER (COMMISSION ROGATOIRE ET ENTRAIDE JUDICIAIRE INTERNATIONALE, PERCEPTION ET VERSEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC, ENLÈVEMENT INTERNATIONAL D'ENFANTS, SIGNIFICATION ET NOTIFICATION À L'ÉTRANGER DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2014-2015 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

MINISTÈRE

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE DÉBOURSE AUCUN FRAIS DANS L'APPLICATION DES ENTENTES ET CONVENTIONS INTERNATIONALES.

P.17 CONCERNANT LE PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2014-2015 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

MINISTÈRE

UN MONTANT DE 5 000 \$ A ÉTÉ DÉBOURSÉ À TITRE DE DERNIER PAIEMENT À L'UQTR POUR L'ÉVALUATION D'IMPLANTATION DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE À MONTRÉAL.

P.18 NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2015, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION, LES DIFFÉRENTES CHAMBRES, AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDiquer LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ MALADIE, EN INDiquANT LA DATE DE RETOUR PRÉVUE, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, EN INDiquANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.

MINISTÈRE

COUR DU QUÉBEC (MAGISTRATURE)
NOMBRE DE JUGES — PAR RÉGION
AU 31 MARS 2015

RÉGIONS	JUGE PUÎNÉ					JUGE SUPPLÉANT	
	Chambres	H	F	Postes vacants	Date de libération du poste	H	F
Abitibi-Témiscamingue		5	5			0	0
Estrie		8	10			6	0
Laval-Laurentides-Lanaudière		26	14			5	1
Mauricie-Bois-Francis		10	3			2	0
Outaouais		7	6	1	2015-02-05	3	0
Saguenay-Lac-St-Jean		7	3			4	0
Montréal		44	41	3	2014-08-22 2015-01-01 2015-01-06	11	4
Montérégie		20	18			5	0
Québec-Chaudières-Appalaches		26	15	1	2013-02-08	5	0
Bas-St-Laurent-Côte-Nord-IDLM		8	9			8	0
Sous-total :		161	124	5		49	5
TOTAL :							54

JUGE EN CONGÉ DE MALADIE LONGUE DURÉE AU 31 MARS 2015 : UN JUGE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL EST EN INVALIDITÉ DE LONGUE DURÉE DEPUIS LE 22 AOÛT 2014

PARTICIPATION DES FEMMES AUX INSTANCES DE POUVOIR QUÉBEC
AU 31 MARS 2015

INSTANCES JUDICIAIRES	31 MARS 2015			
	F	H	TOTAL	%
COUR D’APPEL				
COUR SUPÉRIEURE				
COUR DU QUÉBEC	124	161	285	44 %
COURS MUNICIPALES				

REPRÉSENTATION FÉMININE ET MASCULINE DANS LA MAGISTRATURE
AU 31 MARS 2015

COUR DU QUÉBEC	H	F	TOTAL
CHAMBRE DE LA JEUNESSE	15	32	47
CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE	38	26	64
CHAMBRE CIVILE	34	22	56
JURIDICTION MIXTE	73	44	117
JUGE RESPONSABLE DES COURS MUNICIPALES	1	0	1
TOTAL	161	124	285

P.19 DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2011 ET POUR CHACUNE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, INDIQUER LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR CHAMBRE, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES NOMMÉES.

MINISTÈRE

NOMINATIONS DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015 COMME JUGES À LA COUR DU QUÉBEC

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
ALLEN, PIERRE	MAURICIE-BOIS-FRANCS-CENTRE-DU-QUÉBEC	CIVILE ET JEUNESSE	2015-01-14
ALMEIDA, CELESTINA	BAS-ST-LAURENT-CÔTE-NORD-GASPÉSIE-IDLM	CIVILE, CRIMINELLE ET JEUNESSE	2015-01-14
BLANCHARD, SANDRA	LAVAL-LAURENTIDES-LANAUDIÈRE-LABELLE	CRIMINELLE ET JEUNESSE	2014-09-10
BOUCHARD, DAVID	MAURICIE-BOIS-FRANCS-CENTRE-DU-QUÉBEC	CRIMINELLE	2014-06-11
BRILLON, ALAIN	MONTRÉAL	JEUNESSE	2014-09-10
BROUILLETTE, MARYSE	MAURICIE-BOIS-FRANCS-CENTRE-DU-QUÉBEC	JEUNESSE	2014-09-10
ÉMOND, RÉNA	QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES	CRIMINELLE	2015-02-11
FOUCAULT, LYNE	LAVAL-LAURENTIDES-LANAUDIÈRE-LABELLE	CIVILE	2014-06-11
GALLANT, LOUISE	BAS-ST-LAURENT-CÔTE-NORD-GASPÉSIE-IDLM	CIVILE, CRIMINELLE ET JEUNESSE	2014-06-11
GIBBENS, DOMINIQUE	MONTRÉAL	CIVILE	2015-01-14
LACHAPELLE, CLAUDE	LAVAL-LAURENTIDES-LANAUDIÈRE-LABELLE	CRIMINELLE	2014-07-03
LAFORCE, PAULINE R.	MONTRÉAL	JEUNESSE	2015-01-14
PIAZZA, VINCENZO	MONTRÉAL	CIVILE	2015-01-14
SAUCIER, EMMANUELLE	MONTRÉAL	CIVILE	2015-01-14
ST-PIERRE, ANDRÉE	BAS-ST-LAURENT-CÔTE-NORD-GASPÉSIE-IDLM	CIVILE, CRIMINELLE ET JEUNESSE	2014-06-11

NOMINATIONS DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015 COMME JUGES DE PAIX MAGISTRATS À LA COUR DU QUÉBEC

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
RIVEST, GUYLAINE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2014-10-22

P.20 COPIE DE TOUT DOCUMENT ET DE LA CORRESPONDANCE ÉCHANGÉS ENTRE LE MJQ ET LE MINISTÈRE FÉDÉRAL DE LA JUSTICE CONCERNANT LA NOMINATION DE JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE.

MINISTÈRE

CETTE DEMANDE N'EST PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.21 NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2014-2015 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX. VENTILER PAR NATURE DE LA PLAINTÉ PORTÉE CONTRE LES JUGES.

MINISTÈRE

NOMBRE DE PLAINTES DEPOSEES EN 2014-2015

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
• PLAINTES REÇUES	145 *

RESULTAT DES PLAINTES TRAITEES EN 2014-2015

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
• PLAINTES JUGEES NON FONDEES	87
• PLAINTES AYANT CONDUIT A L'APPLICATION DE L'ARTICLE 267 L.T.J.	1
• PLAINTES DEVENUES SANS OBJET	1
• PLAINTES RETENUES POUR ENQUETE	6
• PLAINTES EN COURS DE TRAITEMENT	50

* DEUX INCIDENTS ONT GENERE 40 PLAINTES

CAS PORTES DEVANT LES TRIBUNAUX EN 2014-2015

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
NE S'APPLIQUE PAS	

P.22 VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DES DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAIL SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.

MINISTÈRE

JUGES EN SITUATION DE GESTION (RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE)	1 ^{ER} JUILLET 2014
JUGE EN CHEF	28 605,48 \$ ¹
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	26 221,69 \$ ¹
JUGES EN CHEF ADJOINTS	21 454,11 \$ ¹
JUGES COORDONNATEURS	19 070,32 \$ ¹
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	14 302,74 \$ ¹
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	12 176,58 \$ ²
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	14 302 74 \$ ¹

¹ SALAIRE DE 238 379 \$

² SALAIRE DE 202 943 \$

JUGES EN SITUATION DE GESTION (FRAIS DE FONCTION)	1 ^{ER} JUILLET 2014 ³
JUGE EN CHEF	12 000,00 \$
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	11 000,00 \$
JUGES EN CHEF ADJOINTS	9 000,00 \$
JUGES COORDONNATEURS	6 000,00 \$
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	5 000,00 \$
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	6 000,00 \$
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	6 000,00 \$

³ AUCUN CHANGEMENT APPORTÉ AU COURS DE L'ANNÉE

MINISTÈRE

L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU PROJET DE LOI N° 33 EST PRÉVUE À LA DATE DE LA SANCTION DE LA LOI. LE PROJET DE LOI N'EST PAS ENCORE SANCTIONNÉ. LE PRÉLÈVEMENT DES SOMMES SERA EFFECTUÉ À COMPTER DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA LOI ET LES SOMMES SERONT DÉPOSÉES AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU, TEL QUE PRÉVU À LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES.

P.24 POUR 2014-2015, POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, FOURNIR :

- A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION;
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION

LISTE DES MEMBRES À TEMPS PLEIN AU 31 MARS 2015

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2015	SECTION
BOUCHARD, DIANE	140 117 \$	SAE
CORMIER, LOUIS – ARMAND	140 117 \$	SAE
LANTHIER, PIERRE	140 117 \$	SAE
LAVERDIÈRE, ODETTE	140 117 \$	SAE
RENY, GILLES	140 117 \$	SAE

5

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2015	SECTION
BOUTIN, FRANÇOIS	140 117 \$	STE
LACROIX, ODETTE	140 117 \$	STE
LÉVESQUE, SUZANNE	139 380 \$	STE

3

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2015	SECTION
BÉLANGER, LOUISE V.-P.	147 124 \$	SAI
BOUCHARD, MARIO	140 117 \$	SAI
CHAREST, MARIE	140 117 \$	SAI
COLLIN, RÉAL	140 117 \$	SAI
DE CHAMPLAIN, CLAUDE	140 117 \$	SAI
DE KOVACHICH, HÉLÈNE	86 113,93 \$*	SAI
DION, JEAN	135 765 \$	SAI
GAGNON, GUY	140 117 \$	SAI
GOSSELIN, CHARLES	140 117 \$	SAI
GOULET, CLÉMENT	140 117 \$	SAI
GOYER, MANON	140 117 \$	SAI
PELLETIER, VÉRONIQUE	140 117 \$	SAI
PROULX, JOSÉE	121 294 \$	SAI
SANCHE, ROBERT	140 117 \$	SAI
SÉGUIN, PIERRE	140 117 \$	SAI

15

* SON TRAITEMENT ANNUEL EST DE 140 117 \$. ELLE EST CEPENDANT SUSPENDUE DE SES FONCTIONS DEPUIS LE 12 NOVEMBRE 2014.

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2015	SECTION
LEJEUNE, NATALIE – V.P.	149 764 \$	SAS
ALLARD, DANIELLE	140 117 \$	SAS
ARSLANIAN, CHAHÉ-PHILIPPE	140 117 \$	SAS
BEAUMIER, HÉLÈNE	140 117 \$	SAS
BÉGIN, LORRAINE	145 385 \$	SAS
BERGERON, JOSEPH-ARTHUR	140 117 \$	SAS
BÉRUBÉ, SUZANNE	140 117 \$	SAS
BIBEAU, LISE	140 117 \$	SAS
BIBEAU, NATALIE	133 604 \$	SAS
BISSON JOLIN, LINA	140 117 \$	SAS
BOISSY, BENOIT	145 385 \$	SAS
BOTTINO, PRESHA	138 807 \$	SAS
BOUCHARD, CAROL	108 810 \$	SAS
BOULANGER, JACQUES	124 938 \$	SAS
BOURASSA, SYLVAIN	133 604 \$	SAS
BOURGAULT, RICHARD	137 041 \$	SAS
CARON, JOSÉE	145 385 \$	SAS
CÔTÉ, CHRISTINE	140 117 \$	SAS
DAVIAULT, MICHEL	140 117 \$	SAS
DESAULNIERS, CLAIRE	140 117 \$	SAS
DIONNE, MARIE-JOSÉE	107 783 \$	SAS
DUCHARME, ANDRÉE	145 385 \$	SAS
DUFOUR, JEAN-MARC	140 117 \$	SAS
ÉVANGELISTE, MARIO	135 328 \$	SAS
FONTAINE, GILLES	107 783 \$	SAS
GAGNON, KATHIA	129 729 \$	SAS
GAGNON, MARIE ANNIK	133 604 \$	SAS
GAGNON, SYLVIE	140 117 \$	SAS
GARIÉPY, PHILIPPE M.	115 328 \$	SAS
GONTHIER, CAROLINE	140 117 \$	SAS
GOUIN, HÉLÈNE	140 117 \$	SAS
HAMEL, LOUISE	145 385 \$	SAS
LACASSE, GISEÈLE	140 117 \$	SAS
LAGUEUX, DANIEL	140 117 \$	SAS
LANDRY, FRANÇOIS	140 117 \$	SAS
LAPORTE, MICHEL	140 117 \$	SAS
LE FRANÇOIS, LUCIE	140 117 \$	SAS
LE MOYNE, YVAN	140 117 \$	SAS
LECLERC, CARL	133 604 \$	SAS
LÉGARÉ, GILLES	140 117 \$	SAS
LESSARD, ROBERT	140 117 \$	SAS
LEYDET, ANNE	140 117 \$	SAS
MÉNARD, ÉRIC	133 604 \$	SAS

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2015	SECTION
MERCURE, PAUL	140 117 \$	SAS
MORISSETTE, ÉRIC	112 643 \$	SAS
OUELLET, CAROLE	138 807 \$	SAS
PHANEUF, STELLA	145 385 \$	SAS
PILETTE-KANE, YOLANDE	84 175 \$	SAS
PROULX, MATHIEU – PRÉSIDENT	183 370 \$	SAS
RANDOIN, MICHÈLE	145 385 \$	SAS
SAUVÉ, DENIS	135 493 \$	SAS
TARDY, SOLANGE	145 385 \$	SAS
TURPIN, CLAUDE	140 117 \$	SAS
SAUCIER, MÉDARD – PRÉSIDENT CETM	149 764 \$	CETM (SAS)
ANGLADE, JOSEPH	140 117 \$	CETM (SAS)
AUDET, DOMINIQUE	140 117 \$	CETM (SAS)
AUDET, JEAN	140 117 \$	CETM (SAS)
BORDUAS, ROBERT	140 117 \$	CETM (SAS)
LAVOIE, MARTINE	140 117 \$	CETM (SAS)
LAUZON, JUDITH	140 117 \$	CETM (SAS)
ROCHELIN, GERTRUDE	126 076 \$	CETM (SAS)

LISTE DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL AU 31 MARS 2015

PRÉNOM ET NOM	SECTION
CARPENTIER, JOCELYN	SAS
CZYIWI, ÉLIZABETH	SAS
DEMERS, HUGUETTE	SAS
GALARNEAU, LOUISE	SAS
L'HEUREUX, BRUNO	SAS
MARCIL, DOMINIQUE	SAS
ROBERGE, DANIEL	SAS
THÉRIAULT, GILLES	SAS
BECK, PHILIP	CETM (SAS)
BLAIN, LOUISE M	CETM (SAS)
CARON, CHANTAL	CETM (SAS)
CARPENTIER, PIERRE	CETM (SAS)
COURNOYER, GÉRARD	CETM (SAS)
COURTEMANCHE, MARCEL	CETM (SAS)
LABRIE, JACQUES	CETM (SAS)
LACERTE, JEAN-FRANÇOIS	CETM (SAS)
LAMBERT, LIONEL	CETM (SAS)
LEBLANC, LUCIEN	CETM (SAS)
MALTAIS, LOUISE	CETM (SAS)
NOBÉCOURT, PHILIPPE	CETM (SAS)

PRÉNOM ET NOM	SECTION
PAINCHAUD, GEORGES	CETM (SAS)
QUINTAL, MARIE-LUCE	CETM (SAS)
ROY, LOUIS	CETM (SAS)
TREMBLAY, GUY	CETM (SAS)
VILLENEUVE, ANDRÉ	CETM (SAS)
FORGUES, JACQUES	SAI

26

B. **LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ, LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION**

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATION	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET RENOUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRATION
DEPUIS L’AMENDEMENT APORTE A LA <i>LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE</i> (PROJET DE LOI 103), LES MEMBRES SONT, DEPUIS LE 1 ^{ER} JANVIER 2006, NOMMES SELON BONNE CONDUITE.							

C. **LA LISTE DES PERSONNES NOMMÉES, LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION.**

En 2014-2015

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATION	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET RENOUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRATION
MARCIL	DOMINIQUE	MEDECIN	SAS	2014-04-07	N / A	N / A	T. PARTIEL

1

CURRICULUM VITAE :

EN CONFORMITÉ AVEC L’ARTICLE 54 DE LA *LOI SUR L’ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS* (L.R.Q. CHAPITRE A-2.1), LE CURRICULUM VITAE NE PEUT ÊTRE TRANSMIS PUISQU’IL CONTIENT ESSENTIELLEMENT DES RENSEIGNEMENTS NOMINATIFS.

- P. 25 POUR 2014-2015, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER :**
- A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT, DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;
 - B. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

1. DÉLAI MOYEN DE RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF (EN JOURS)

L'ARTICLE 114 DE LA *LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE* MENTIONNE QUE L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE DONT LA DÉCISION EST CONTESTÉE EST TENUE, DANS LES 30 JOURS SUIVANT LA RÉCEPTION DE LA COPIE DE LA REQUÊTE INTRODUCTIVE DU RECOURS, DE TRANSMETTRE AU SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ET AU REQUÉRANT UNE COPIE DU DOSSIER RELATIF À L'AFFAIRE.

SECTION/ MATIÈRE(S)	2014-2015 DU 1 ^{ER} AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	9
IMMIGRATION	31
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	35
RÉGIME DE RENTES	39
SÉCURITÉ DU REVENU	34
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	28
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	16
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	26
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	26

2. DÉLAI MOYEN DE LA PREMIÈRE SÉANCE DE CONCILIATION FIXÉE* (EN MOIS)

SECTION/ MATIÈRE(S)	2014-2015 DU 1 ^{ER} AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	5,2
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	9,0
RÉGIME DE RENTES	10,7
SÉCURITÉ DU REVENU	10,5
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	3,8
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	1,3
EXPROPRIATION	3,2
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	-

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE L'INSCRIPTION À LA CONCILIATION OU DE L'ACCEPTATION DE L'OFFRE DE CONCILIATION JUSQU'À LA DATE DE LA PREMIÈRE SÉANCE DE CONCILIATION FIXÉE.

3. DÉLAI MOYEN POUR LES DOSSIERS FERMÉS EN CONCILIATION* (EN MOIS)

SECTION/ MATIÈRE(S)	2014-2015 DU 1 ^{ER} AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	10,4
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	11,5
RÉGIME DE RENTES	9,3
SÉCURITÉ DU REVENU	10,4
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	8,0
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	6,0
EXPROPRIATION	4,9
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	-

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE L'INSCRIPTION À LA CONCILIATION OU DE L'ACCEPTATION DE L'OFFRE DE CONCILIATION JUSQU'À LA DATE DE LA FERMETURE DU DOSSIER EN CONCILIATION.

4. DÉLAI MOYEN DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE (EN MOIS)

CE DÉLAI MESURE LE TEMPS ÉCOULÉ ENTRE LA DATE DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF ET LA DATE DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE.

SECTION/ MATIÈRE(S)	2014-2015 DU 1 ^{ER} AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	29,4
IMMIGRATION	9,5
INDEMNISATIONS DIVERSES	21,6
RÉGIME DE RENTES	18,2
SÉCURITÉ DU REVENU	23,3
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	6,3
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	10,7
EXPROPRIATION*	35,8
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	6,8
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	8,5

* EN MATIÈRE D'EXPROPRIATION, LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DU DÉPÔT DE L'« OFFRE DÉTAILLÉE » (DATE CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT CELLE DE L'OUVERTURE DU DOSSIER).

5. DÉLAI MOYEN DU DÉLIBÉRÉ POUR LES DOSSIERS FERMÉS (EN JOURS)

L'ARTICLE 146 DE LA *LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE* ÉNONCE QUE DANS TOUTE AFFAIRE, DE QUELQUE NATURE QU'ELLE SOIT, LA DÉCISION DOIT ÊTRE RENDUE DANS LES TROIS MOIS SUIVANT SA PRISE EN DÉLIBÉRÉ.

SECTION/ MATIÈRE(S)	2014-2015 DU 1 ^{ER} AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	60
IMMIGRATION	17
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	54
RÉGIME DE RENTES	50
SÉCURITÉ DU REVENU	53
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	49
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	53
EXPROPRIATION	73

SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	67
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	73

6. DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT POUR LES DOSSIERS FERMÉS (EN MOIS)

CE DÉLAI MESURE LE TEMPS ÉCOULÉ ENTRE LA DATE DU DÉPÔT DU RECOURS PAR LE REQUÉRANT ET LA DATE À LAQUELLE LE DOSSIER A ÉTÉ FERMÉ À LA SUITE D'UNE DÉCISION, D'UN RÈGLEMENT, D'UN DÉSISTEMENT OU D'UNE CONCILIATION.

SECTION/ MATIÈRE(S)	2014-2015 DU 1 ^{ER} AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	29,0
IMMIGRATION	19,6
INDEMNISATIONS DIVERSES	28,5
RÉGIME DE RENTES	23,0
SÉCURITÉ DU REVENU	21,8
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	9,3
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	13,0
EXPROPRIATION*	41,8
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	12,9
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	11,3

* EN MATIÈRE D'EXPROPRIATION, LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE L'« OFFRE DÉTAILLÉE » (DATE CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT CELLE DE L'OUVERTURE DU DOSSIER).

B. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES

LES STATISTIQUES SUR LES DOSSIERS TRAITÉS NE SONT DISPONIBLES QUE PAR SECTION OU MATIÈRE ET NON POUR CHACUN DES MEMBRES DU TRIBUNAL.

AFIN DE DONNER SUITE AUX RECOMMANDATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC À LA SUITE DE LA VÉRIFICATION EN OPTIMISATION DES RESSOURCES, UN EXERCICE DE CATÉGORISATION ET DE VALIDATION DE L'ENSEMBLE DES RAPPORTS STATISTIQUES EST EN COURS AU TRIBUNAL.

P.26 POUR 2014-2015, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF :

- A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES;
- B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS;
- C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES : TOUTES LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC.

B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS :

CONCILIATION	2014-2015 1 ^{ER} AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
DOSSIERS TRAITÉS	4 533

C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT :

CONCILIATION	2014-20152014-2015 1 ^{ER} AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
ACCORDS	2 142
DÉSISTEMENTS	235
TOTAL DES RÈGLEMENTS	2 377

P.27 POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER :

- A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES, EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DU MANDAT;
- B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, INCLUANT LA DATE.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES, EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DU MANDAT

À TEMPS PLEIN AU 31 MARS 2015

TOTAL 5	NOM	PRENOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	BOUCHARD	DIANE	SAE	2012-06-04
	CORMIER	LOUIS-ARMAND	SAE	1997-01-06
	LANTHIER	PIERRE	SAE	1992-01-20
	LAVERDIERE	ODETTE	SAE	1997-10-14
	RENY	GILLES	SAE	2010-03-01

TOTAL 3	NOM	PRENOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	BOUTIN	FRANÇOIS	STE	2008-09-22
	LACROIX	ODETTE	STE	2006-07-17
	LEVESQUE	SUZANNE	STE	2008-10-14

TOTAL 15	NOM	PRENOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	BELANGER	LOUISE V.-P.	SAI	2006-07-17
	BOUCHARD	MARIO	SAI	2008-03-25
	CHAREST	MARIE	SAI	2008-04-03
	COLLIN	REAL	SAI	1981-03-11
	DE CHAMPLAIN	CLAUDE	SAI	1994-05-02
	DE KOVACHICH	HELENE	SAI	2006-05-02
	DION	JEAN	SAI	2009-03-02
	GAGNON	GUY	SAI	1992-08-03
	GOSELIN	CHARLES	SAI	1992-08-03
	GOULET	CLEMENT	SAI	2011-04-04
	GOYER	MANON	SAI	2006-10-30
	PELLETIER	VERONIQUE	SAI	1994-07-18
	PROULX	JOSEE	SAI	2012-06-18
	SANCHE	ROBERT	SAI	2008-03-25
	SEGUIN	PIERRE	SAI	2012-06-18

NOM	PRENOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
LEJEUNE	NATALIE – V.P.	SAS	2009-02-23
ALLARD	DANIELLE	SAS	2007-10-09
ARSLANIAN	CHAHE-PHILIPPE	SAS	1994-07-20
BEAUMIER	HELENE	SAS	1998-01-05
BEGIN	LORRAINE	SAS	2004-12-01
BERGERON	JOSEPH-ARTHUR	SAS	1997-12-01
BERUBE	SUZANNE	SAS	1999-06-28
BIBEAU	LISE	SAS	2006-07-17
BIBEAU	NATALIE	SAS	2014-02-17

NOM	PRENOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
BISSON-JOLIN	LINA	SAS	1995-10-23
BOISSY	BENOIT	SAS	2009-04-14
BOTTINO	PERSHA	SAS	2006-04-24
BOUCHARD	CAROL	SAS	2014-02-17
BOULANGER	JACQUES	SAS	2014-02-17
BOURASSA	SYLVAIN	SAS	2014-02-17
BOURGAULT	RICHARD	SAS	2010-03-01
CARON	JOSEE	SAS	2009-03-16
COTE	CHRISTINE	SAS	2011-04-11
DAVIAULT	MICHEL	SAS	1998-03-09
DESAULNIERS	CLAIRE	SAS	2007-10-01
DIONNE	MARIE-JOSEE	SAS	2014-02-17
DUCHARME	ANDREE	SAS	2000-10-10
DUFOUR	JEAN-MARC	SAS	2007-03-12
ÉVANGELISTE	MARIO	SAS	2012-06-18
FONTAINE	GILLES	SAS	2014-02-17
GAGNON	KATHIA	SAS	2008-10-14
GAGNON	MARIE ANNIK	SAS	2014-02-17
GAGNON	SYLVIE	SAS	2012-06-04
GARIEPY	PHILIPPE M.	SAS	2012-06-18
GONTHIER	CAROLINE	SAS	2009-02-23
GOUIN	HELENE	SAS	1989-04-03
HAMEL	LOUISE	SAS	2002-02-04
LACASSE	GISELE	SAS	2011-03-28
LAGUEUX	DANIEL	SAS	2007-10-29
LANDRY	FRANÇOIS	SAS	1998-03-09
LAPORTE	MICHEL	SAS	2006-05-01
LE FRANÇOIS	LUCIE	SAS	2006-09-05
LE MOYNE	YVAN	SAS	2007-09-24
LECLERC	CARL	SAS	2014-02-17
LEGARE	GILLES	SAS	1989-11-03
LESSARD	ROBERT	SAS	1994-07-18
LEYDET	ANNE	SAS	1998-03-23
MENARD	ÉRIC	SAS	2014-02-17
MERCURE	PAUL	SAS	1980-04-01
MORISSETTE	ÉRIC	SAS	2014-02-17
OUELLET	CAROLE	SAS	2007-10-09
PHANEUF	STELLA	SAS	2004-12-01
PILETTE-KANE	YOLANDE	SAS	2014-02-17
PROULX	MATHIEU – PRESIDENT	SAS	1997-03-24
RANDOIN	MICHELE	SAS	2009-03-23
SAUVE	DENIS	SAS	2009-02-23
TARDY	SOLANGE	SAS	1999-08-23
TURPIN	CLAUDE	SAS	2011-04-11
SAUCIER	MEDARD – PRESIDENT CETM	CETM (SAS)	1992-07-06
ANGLADE	JOSEPH	CETM (SAS)	1997-02-10
AUDET	DOMINIQUE	CETM (SAS)	1998-03-09
AUDET	JEAN	CETM (SAS)	2007-10-09

TOTAL
61

NOM	PRENOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
BORDUAS	ROBERT	CETM (SAS)	2008-10-14
LAUZON	JUDITH	CETM (SAS)	2011-04-18
LAVOIE	MARTINE	CETM (SAS)	2006-04-18
ROCHELIN	GERTRUDE	CETM (SAS)	2010-07-19

À TEMPS PARTIEL AU 31 MARS 2015

TOTAL
26

NOM	PRENOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
CARPENTIER	JOCELYN	SAS	2008-01-01
CZYZIW	ÉLIZABETH	SAS	2012-11-26
DEMERS	HUGUETTE	SAS	2011-03-28
GALARNEAU	LOUISE	SAS	2011-03-28
L'HEUREUX	BRUNO J.	SAS	2014-02-17
MARCIL	DOMINIQUE	SAS	2014-04-07
ROBERGE	DANIEL	SAS	2011-08-12
THERIAULT	GILLES	SAS	1977-11-16
BECK	PHILIP	CETM (SAS)	1996-02-21
BLAIN	LOUISE-M	CETM (SAS)	1996-02-21
CARON	CHANTAL	CETM (SAS)	2010-01-10
CARPENTIER	PIERRE	CETM (SAS)	1993-01-20
COURNOYER	GERARD	CETM (SAS)	2012-11-26
COURTEMANCHE	MARCEL	CETM (SAS)	1993-01-20
LABRIE	JACQUES	CETM (SAS)	1981-02-09
LACERTE	JEAN-FRANÇOIS	CETM (SAS)	2000-07-31
LAMBERT	LIONEL	CETM (SAS)	1993-01-20
LEBLANC	LUCIEN	CETM (SAS)	2009-11-16
MALTAIS	LOUISE	CETM (SAS)	1998-03-23
NOBECOURT	PHILIPPE	CETM (SAS)	2011-03-28
PAINCHAUD	GEORGES	CETM (SAS)	2006-01-04
QUINTAL	MARIE-LUCE	CETM (SAS)	2013-07-08
ROY	LOUIS	CETM (SAS)	1993-03-10
TREMBLAY	GUY	CETM (SAS)	2012-06-04
VILLENEUVE	ANDRE	CETM (SAS)	2003-03-10
FORGUES	JACQUES	SAI	2008-04-01

B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS AU 31 MARS 2015 INCLUANT LA DATE

À TEMPS PLEIN

NUMERO DE POSTE	VACANT DEPUIS
08014	2014-04-05
08019	2014-04-11
08020	2014-04-16
08034	2008-11-30
08057	2014-05-24
08058	2014-09-01
08061	2010-07-31
08068	2012-10-05
08071	2014-04-07

TOTAL
13

NUMERO DE POSTE	VACANT DEPUIS
08083	2013-01-13
08092	2014-09-22
09093	2014-07-11
08097	2013-03-16

À TEMPS PARTIEL

TOTAL
5

NUMERO DE POSTE	VACANT DEPUIS
8904	2014-10-06
8905	2015-01-01
8914	2014-09-30
8915	2014-06-01
8932	2014-12-11

P.28 NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

2014-2015

NOMBRE	NATURE	RÉSULTATS
71	NOMBRE TOTAL DE DOSSIERS DE PLAINTES POUR L'EXERCICE 2013-2014	
12	DOSSIERS DE PLAINTES REPORTÉS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	
59	DOSSIERS DE PLAINTES OUVERTS DANS L'EXERCICE 2013-2014	
48		PLAINTES DÉCLARÉES IRRECEVABLES
5		PLAINTES DÉCLARÉES RECEVABLES (RETENUES POUR ENQUÊTE)
4		PLAINTES JUGÉES NON FONDÉES PAR UN COMITÉ D'ENQUÊTE
0		PLAINTES DÉCLARÉES SANS OBJET PAR UN COMITÉ D'ENQUÊTE
3		PLAINTES JUGÉES FONDÉES PAR UN COMITÉ D'ENQUÊTE
16		PLAINTES EN COURS DE TRAITEMENT

P.29 TOUT DOCUMENT OU AVIS ÉMIS ET TOUTE LA CORRESPONDANCE ÉCHANGÉE CONCERNANT L'AFFAIRE DES FRAIS PAYÉS PAR LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF À HÉLÈNE DE KOVACHICH. INDiquer L'ÉTAT DE SITUATION AU 31 MARS 2015 DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF. FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.

ORGANISME

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

DÉCISION DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC CONCERNANT LE CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS OCTROYÉ À M^E LUCE GAYRARD

DATE : 27 MARS 2015

DÉCISION

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (CI-APRÈS LE « VGQ ») CONCERNANT LA VÉRIFICATION PARTICULIÈRE POUR L'ATTRIBUTION D'UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS PAR LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC (CI-APRÈS LE « TAQ ») À M^E LUCE GAYRARD, DU MOIS DE FÉVRIER 2014, ET APPLIQUÉ LA RECOMMANDATION 4 QUI ME DEMANDAIT APRÈS ANALYSE DE LA JURISPRUDENCE DE :

« 4. DÉTERMINER, SUR LA BASE DE LA CONNAISSANCE DU DOSSIER JUDICIAIRE, DES RÈGLES EN VIGUEUR, DE LA JURISPRUDENCE ET DES AVIS GOUVERNEMENTAUX, LA PERTINENCE POUR LE TRIBUNAL D'ASSUMER LES FRAIS LIÉS AU CONTRAT ATTRIBUÉ À M^E GAYRARD, ET DOCUMENTER LA DÉCISION PRISE. »

APRÈS AVOIR ANALYSÉ LE RAPPORT DU COMITÉ D'ENQUÊTE DU CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DU 3 NOVEMBRE 2014.

APRÈS AVOIR RENCONTRÉ M^E HÉLÈNE DE KOVACHICH DANS CE DOSSIER.

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU JUGEMENT DE LA COUR D'APPEL DU 9 AOÛT 2012 ET AVOIR EU ACCÈS À CERTAINES PIÈCES VISÉES PAR LES ORDONNANCES RESTRICTIVES ACCESSIBLES AUX AUTORITÉS DEPUIS LA DÉCISION RENDUE PAR LA COUR SUPÉRIEURE, LE 14 JUIN 2013.

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE, TEL QUE LIBELLÉ AU PARAGRAPHE 44 DU RAPPORT DU VGQ, QUE L'INJONCTION AVAIT POUR BUT :

« 44 ... D'EMPÊCHER QUE DES AFFIRMATIONS DIFFAMATOIRES PORTANT SUR DES INFORMATIONS DE NATURE PERSONNELLE ET CONFIDENTIELLE SOIENT RENDUES PUBLIQUES, NOTAMMENT PAR LE DÉPÔT D'UNE PLAINTÉ DEVANT LE CJA OU PAR LA DIVULGATION DE CES AFFIRMATIONS AU MINISTRE DE LA JUSTICE. DE L'AVIS DE L'EX-PRÉSIDENTE, CETTE DEMANDE D'INJONCTION AVAIT POUR OBJET D'ÉVITER QUE LA RÉVÉLATION DE CES PROPOS DIFFAMATOIRES ENTACHE SA RÉPUTATION PERSONNELLE, PAR CONSÉQUENT, CELLE À TITRE DE MEMBRE ET DE PRÉSIDENTE ET, ULTIMEMENT, LA RÉPUTATION DU TRIBUNAL ... »

APRÈS AVOIR CONSTATÉ QUE LE CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS OCTROYÉ À M^E LUCE GAYRARD N'EST EN RIEN RELIÉ AU DOSSIER DE DIVORCE DE L'EX-PRÉSIDENTE (PUISQUE LE JUGEMENT DE DIVORCE A ÉTÉ PRONONCÉ EN 2010), CONTRAIREMENT À CE QUI A ÉTÉ VÉHICULÉ ANTÉRIEUREMENT.

APRÈS ANALYSE DE LA JURISPRUDENCE CONCERNANT L'INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET SES CONSÉQUENCES.

JE CONSIDÈRE QUE L'ÉTAT DU DROIT EST TEL QU'IL PERMET DE SOUTENIR L'UNE OU L'AUTRE DES THÈSES À SAVOIR, QUE LES CIRCONSTANCES POURRAIENT ÊTRE INTERPRÉTÉES SOIT COMME ATTAQUANT OU NON SES FONCTIONS DE MEMBRE ET DE PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL. CE QUI ENTRAÎNERAIT OU NON LE PAIEMENT DE SES FRAIS DE DÉFENSE, SOIT SES FRAIS D'AVOCAT PAR LE TAQ, EN VERTU DES PRINCIPES DÉCOULANT DE L'INDÉPENDANCE JUDICIAIRE.

PAR AILLEURS, JE CONSTATE AUSSI, TEL QUE L'AFFIRMAIT LE VGQ (PARAGRAPHE 27 ET 32), QUE LORS DE L'ATTRIBUTION DE CE CONTRAT PAR L'EX-PRÉSIDENTE, LE TAQ N'AVAIT PAS PRÉCISÉ LES MODALITÉS LUI PERMETTANT DE DÉTERMINER LES SITUATIONS DANS LESQUELLES LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS JURIDIQUES POUR LA REPRÉSENTATION DES MEMBRES ÉTAIT JUSTIFIÉE ET QU'IL Y AVAIT ABSENCE DE BALISES EN CE QUI CONCERNE LES HONORAIRES DE SERVICES JURIDIQUES.

DE PLUS, AU RAPPORT DU COMITÉ D'ENQUÊTE DU CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE, NOUS POUVONS LIRE AUX PARAGRAPHE 191 ET 223 :

[191] MAIS, EN RAISON DES PARTICULARITÉS DE CETTE AFFAIRE, IL EXISTE UNE « ZONE GRISE ». EN RAISON DE L'OBJECTIF AVOUÉ DES MENACES DE X, CETTE « ZONE GRISE » EST SUFFISANTE POUR QUE LE COMITÉ D'ENQUÊTE, BIEN QU'IL NE SOIT PAS CONVAINCU QU'IL S'AGISSAIT DE LA « BONNE DÉCISION », NE CONCLUT PAS NÉCESSAIREMENT À UNE FAUTE DÉONTOLOGIQUE. CETTE « ZONE GRISE » RÉSULTE DU FAIT QU'IL Y AVAIT UNE CONNEXITÉ QUE D'AUCUNS POURRAIENT JUGER SUFFISANTE ENTRE LES MENACES DE X ET LA DÉFENSE DES FONCTIONS DE M^E DE KOVACHICH.

[223] CERTES, LA POSITION DE M^E DE KOVACHICH ÉTAIT DIFFICILE. ELLE DEVAIT SE DÉFENDRE DE CE QUI APPARAÎT CLAIREMENT COMME DU HARCÈLEMENT, DU CHANTAGE, VOIRE DE L'INTIMIDATION. CEPENDANT, PUISQUE QU'ELLE ÉTAIT DIRECTEMENT EN CAUSE DANS CETTE AFFAIRE, QUE L'OBJET DES MENACES CONCERNAIT AU PREMIER CHEF SA RÉPUTATION PERSONNELLE ET QUE C'EST ELLE QUI AVAIT, FORMELLEMENT, LE POUVOIR DE DÉCIDER SI LA SITUATION COMMANDAIT D'ENGAGER DES FONDS PUBLICS DANS SA « DÉFENSE », ELLE SE DEVAIT DE PRENDRE DES PRÉCAUTIONS PARTICULIÈRES.

IL EST CLAIR POUR LE TAQ QUE M^E DE KOVACHICH POURRA RÉINTÉGRER SES FONCTIONS EN TOUTE LÉGITIMITÉ AU TERME DE SA SUSPENSION DE SIX MOIS SANS SOLDE. LE CJA EST LA SEULE INSTANCE HABILITÉE À ÉMETTRE DES RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE SANCTION DISCIPLINAIRE POUR LES MEMBRES DU TAQ PUISQUE CES DERNIERS SONT NOMMÉS SOUS BONNE CONDUITE. LE CJA A TRANCHÉ CETTE QUESTION AU PARAGRAPHE 252 DE SA DÉCISION ET LE GOUVERNEMENT L'A ACCEPTÉE PAR SON DÉCRET DU 12 NOVEMBRE 2014 NO 986-2014.

[252] PAR AILLEURS, LE FAIT QUE LE CONFLIT D'INTÉRÊTS CONCERNE UNE DÉCISION « D'ADMINISTRATION » ET NON L'EXERCICE DE FONCTIONS JURIDICTIONNELLES EST AUSSI UN FACTEUR ATTÉNUANT. UNE PERSONNE RAISONNABLE ET BIEN INFORMÉE DES CIRCONSTANCES PARTICULIÈRES DE CETTE AFFAIRE NE VERRA PAS SA CONFIANCE DANS LE SYSTÈME DE JUSTICE ADMINISTRATIVE IRRÉMÉDIABLEMENT MINÉE, NI NE CONCLURA À L'INCAPACITÉ DU TAQ ET DE M^E DE KOVACHICH PERSONNELLEMENT, DE RENDRE JUSTICE À L'AVENIR EN TOUTE IMPARTIALITÉ, BIEN QUE CETTE MÊME PERSONNE PUISSE DÉSAPPROUVER LA MANIÈRE DONT LA DÉCISION ADMINISTRATIVE A ÉTÉ PRISE ET MÊME DOUTER DE SA PERTINENCE. »

À TITRE DE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DU TAQ, JE DOIS MAINTENANT RENDRE UNE DÉCISION OBJECTIVE DANS L'INTÉRÊT DU TRIBUNAL ET DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE.

CONSIDÉRANT L'EXISTENCE D'UNE ZONE GRISE DANS CE DOSSIER ENTRE LES ASPECTS PERSONNELS ET PROFESSIONNELS;

CONSIDÉRANT, QU'EN L'OCCURRENCE LE PARTAGE DES FRAIS DOIT REPRÉSENTER UNE CERTAINE ÉQUITÉ;

CONSIDÉRANT LE DEVOIR DE RÉSERVE DE M^E DE KOVACHICH QUI L'EMPÊCHE DE RÉPONDRE PUBLIQUEMENT;

CONSIDÉRANT QU'IL Y A LIEU D'ÉVITER D'AUTRES LITIGES COÛTEUX;

CONSIDÉRANT QUE LA PRÉSENTE SITUATION N'EST PAS PROPICE À LA CRÉATION D'UN PRÉCÉDENT;

CONSIDÉRANT QUE M^E DE KOVACHICH, AGISSANT DE BONNE FOI, N'A NI POSÉ DE GESTES ILLÉGAUX, NI COMMIS DE FRAUDE;

CONSIDÉRANT QUE M^E DE KOVACHICH A ÉTÉ SUSPENDUE SIX MOIS SANS SOLDE POUR SA DÉCISION ADMINISTRATIVE;

JE CONCLUS, DANS LES CIRCONSTANCES, QU'IL EST PRÉFÉRABLE D'EN ARRIVER À UNE ENTENTE.

EN CONSÉQUENCE, LE TAQ ET M^E DE KOVACHICH EN SONT ARRIVÉS À UNE ENTENTE, SANS ADMISSION DE PART ET D'AUTRE, QUI PRÉVOIT UN PAIEMENT DE **CENT MILLE DOLLARS** (100 000 \$) PAR M^E DE KOVACHICH ET CLÔT LE DOSSIER.

ORIGINAL SIGNÉ

MATHIEU PROULX
PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

P.30 ÉTAT DE SITUATION AU 31 MARS 2015 DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE FÉVRIER 2014. LA JUSTICE ADMINISTRATIVE : ENTRE INDÉPENDANCE ET RESPONSABILITÉ – JALONS POUR LA CRÉATION D’UN RÉGIME COMMUN POUR LES DÉCIDEURS ADMINISTRATIFS INDÉPENDANTS.

MINISTÈRE

CETTE QUESTION N’EST PAS PERTINENTE À L’ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.31 NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUE; VENTILATION PAR RADAR PHOTO).

MINISTÈRE

2014-2015

RADAR PHOTO	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS	MONTANT ²
RADARS FIXES		
BOUCHERVILLE	42 932	3 911 016 \$
LÉVIS - AUTOROUTE 20	17 614	2 703 496 \$
MONTRÉAL – AUTOROUTE 15 SUD	31 783	4 509 694 \$
MONTRÉAL – MCDUGALL	975	80 242 \$
PINCOURT	13 771	1 274 248 \$
SAINT-GEORGES	4 010	311 212 \$
TOTAL FIXES	111 085	12 789 908 \$
RADARS MOBILES¹	56 591	8 919 974 \$
FEUX ROUGES		
LÉVIS – PRÉSIDENT-KENNEDY	1 631	263 845 \$
MONTRÉAL – SAINTE-CATHERINE-OUEST	397	64 314 \$
MONTRÉAL – UNIVERSITY	45	7 283 \$
MONTRÉAL – DÉCARIE NORD	1 262	204 410 \$
SAINT-CONSTANT	85	13 741 \$
THETFORD MINES	189	30 589 \$
TOTAL FEUX ROUGES	3 609	584 182 \$
TOTAL	171 285	22 294 064 \$

- 1. TROIS RADARS MOBILES OPÈRENT SUR 35 SITES DU RÉSEAU ROUTIER DÉTERMINÉS PAR UN ARRÊTÉ MINISTÉRIEL.
- 2. MONTANT TOTAL DES AMENDES, DES FRAIS DE CONSTAT ET DE LA CONTRIBUTION PÉNALE APPARAISSANT SUR LES CONSTATS SIGNIFIÉS AU 31 MARS 2015.

P.32 NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE EN 2014-2015, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

1. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION

Du 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	8 549	7 665	89.7%	811	9.5%	73	0.9%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	8 731	7 738	88.6%	927	10.6%	66	0.8%
CÔTE-NORD	4 325	3 877	89.6%	245	5.7%	203	4.7%
ESTRIE	11 816	10 521	89.0%	1 128	9.5%	167	1.4%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	25 190	20 195	80.2%	4 641	18.4%	354	1.4%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	15 075	12 623	83.7%	2 292	15.2%	160	1.1%
MONTRÉAL	56 257	44 470	79.0%	10 814	19.2%	973	1.7%
OUTAOUAIS	12 247	10 322	84.3%	1 748	14.3%	177	1.4%
QUÉBEC	20 341	17 025	83.7%	2 840	14.0%	476	2.3%
RIVE-SUD	27 291	22 018	80.7%	3 729	13.7%	1 544	5.7%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	8 690	7 706	88.7%	763	8.8%	221	2.5%
TOTAL	198 512	164 160	82.7%	29 938	15.1%	4 414	2.2%

2. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION

Du 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CAS CONFIÉS À DES AVOCATS	%	CAS CONFIÉS À DES NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	7 630	99.5%	35	0.5%	7 665
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	7 719	99.8%	19	0.2%	7 738
CÔTE-NORD	3 876	100.0%	1	0.0%	3 877
ESTRIE	10 489	99.7%	32	0.3%	10 521
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	20 168	99.9%	27	0.1%	20 195
MAURICIE-BOIS-FRANCS	12 573	99.6%	50	0.4%	12 623
MONTRÉAL	44 402	99.8%	68	0.2%	44 470
OUTAOUAIS	10 317	100.0%	5	0.0%	10 322
QUÉBEC	16 999	99.8%	26	0.2%	17 025
RIVE-SUD	21 953	99.7%	65	0.3%	22 018
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	7 700	99.9%	6	0.1%	7 706
TOTAL	163 826	99.8%	334	0.2%	164 160

3. RÉPARTITION DES DEMANDES ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION

Du 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	3 353	43.9%	4 277	56.1%	7 630
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	4 316	55.9%	3 403	44.1%	7 719
CÔTE-NORD	1 909	49.3%	1 967	50.7%	3 876
ESTRIE	5 701	54.4%	4 788	45.6%	10 489
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	7 867	39.0%	12 301	61.0%	20 168
MAURICIE-BOIS-FRANCS	5 972	47.5%	6 601	52.5%	12 573
MONTRÉAL	21 178	47.7%	23 224	52.3%	44 402
OUTAOUAIS	6 151	59.6%	4 166	40.4%	10 317
QUÉBEC	7 828	46.0%	9 171	54.0%	16 999
RIVE-SUD	9 611	43.8%	12 342	56.2%	21 953
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	3 740	48.6%	3 960	51.4%	7 700
TOTAL	77 626	47.4%	86 200	52.6%	163 826

4. **RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU'ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION**

Du 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	REFUS AVOCATS	%	REFUS NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	803	99.0%	8	1.0%	811
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	912	98.4%	15	1.6%	927
CÔTE-NORD	244	99.6%	1	0.4%	245
ESTRIE	1 115	98.8%	13	1.2%	1 128
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	4 627	99.7%	14	0.3%	4 641
MAURICIE-BOIS-FRANCS	2 245	97.9%	47	2.1%	2 292
MONTRÉAL	10 773	99.6%	41	0.4%	10 814
OUTAOUAIS	1 745	99.8%	3	0.2%	1 748
QUÉBEC	2 826	99.5%	14	0.5%	2 840
RIVE-SUD	3 707	99.4%	22	0.6%	3 729
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	758	99.3%	5	0.7%	763
TOTAL	29 755	99.4%	183	0.6%	29 938

5. **RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU'ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION**

Du 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	REFUS SALARIÉS	%	REFUS PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	251	30.9%	560	69.1%	811
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	448	48.3%	479	51.7%	927
CÔTE-NORD	120	49.0%	125	51.0%	245
ESTRIE	551	48.8%	577	51.2%	1 128
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1 430	30.8%	3 211	69.2%	4 641
MAURICIE-BOIS-FRANCS	977	42.6%	1 315	57.4%	2 292
MONTRÉAL	7 005	64.8%	3 809	35.2%	10 814
OUTAOUAIS	1 287	73.6%	461	26.4%	1 748
QUÉBEC	1 441	50.7%	1 399	49.3%	2 840
RIVE-SUD	2 118	56.8%	1 611	43.2%	3 729
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	350	45.9%	413	54.1%	763
TOTAL	15 978	53.4%	13 960	46.6%	29 938

6. **RÉPARTITION DES DEMANDES NON STATUÉES SELON QU'ELLES SONT EN ATTESTATION CONDITIONNELLE OU EN SUSPENS PAR RÉGION**

Du 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	%	EN SUSPENS	%	TOTAL DES DEMANDES NON STATUÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	9	12.3%	64	87.7%	73
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	10	15.2%	56	84.8%	66
CÔTE-NORD	8	3.9%	195	96.1%	203
ESTRIE	0	0.0%	167	100.0%	167
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	69	19.5%	285	80.5%	354
MAURICIE-BOIS-FRANCS	0	0.0%	160	100.0%	160
MONTRÉAL	270	27.7%	703	72.3%	973
OUTAOUAIS	15	8.5%	162	91.5%	177
QUÉBEC	121	25.4%	355	74.6%	476
RIVE-SUD	520	33.7%	1 024	66.3%	1 544
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	25	11.3%	196	88.7%	221
TOTAL	1 047	23.7%	3 367	76.3%	4 414

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LA SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2015

LA SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2015 ÉTAIT LA SUIVANTE : L'AIDE JURIDIQUE AVAIT DES BUREAUX DANS QUATRE-VINGT-SEIZE (96) VILLES DU QUÉBEC, COMPRENANT CENT TREIZE UNITÉS (113) DONT QUATRE-VINGT-DIX (90) À TEMPS PLEIN ET VINGT-TROIS (23) À TEMPS PARTIEL. L'EXPÉRIENCE MOYENNE DES AVOCATS SALARIÉS DU RÉSEAU EST D'ENVIRON 17.1 ANNÉES D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE AU 31 MARS 2015.

COMME DANS L'ENSEMBLE DU SECTEUR PUBLIC, LE 31 MARS 2015 MARQUE L'ÉCHÉANCE DES CONVENTIONS COLLECTIVES RÉGISSANT LES AVOCATS AINSI QUE LE PERSONNEL DE SOUTIEN DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE QUI COMPTE DOUZE EMPLOYEURS.

TOUTES LES CONVENTIONS ONT ÉTÉ SCELLÉES ET SIGNÉES À L'ÉTÉ 2012, À L'EXCEPTION DE CELLE DES EMPLOYÉS DE SOUTIEN DU SAGUENAY-LAC ST-JEAN QUI SE SONT RETIRÉS DU REGROUPEMENT CSN QUI CHAPEAUTAIT LA NÉGOCIATION DE HUIT SYNDICATS.

DEPUIS LORS, LE CONFLIT A PERDURÉ JUSQU'À CE JOUR. LES EMPLOYÉS SONT EN GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE DEPUIS LE 31 MARS 2015. UN CONCILIATEUR DU MINISTÈRE DU TRAVAIL A ÉTÉ NOMMÉ ET À CE JOUR, L'IMPASSE DEMEURE.

TOUTEFOIS, TOUS LES EFFORTS SONT FAITS POUR RÉGULARISER LA SITUATION DANS LES MEILLEURS DÉLAIS, MALGRÉ LE COEFFICIENT DE DIFFICULTÉ ÉVIDENT QUE CE CONFLIT REPRÉSENTE.

P.34 POUR 2014-2015, INDIQUER LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DU RÈGLEMENT SUR L'ADMISSIBILITÉ JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ADMETTRE À L'AIDE JURIDIQUE QUELQU'UN QUI N'EST PAS FINANCIÈREMENT ADMISSIBLE, EN TENANT COMPTE DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES ET DU FAIT QU'UN REFUS ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.

EN 2014-2015, AUCUNE DEMANDE N'Á ÉTÉ TRANSMISE AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION PAR LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES CENTRES CONCERNÉS ET ELLE A ÉTÉ ACCEPTÉE.

P.35 POUR 2014-2015, FOURNIR :

- A. **NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
- B. **NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
- C. **NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
- D. **NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.**

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. AUCUN MANDAT N'A ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014. CET ARTICLE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ACCORDER L'AIDE JURIDIQUE À UNE PERSONNE QUI NE PEUT, SUIVANT LES AUTRES DISPOSITIONS DE LA LOI, BÉNÉFICIER DE CETTE AIDE, S'IL CONSIDÈRE QUE DES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES LE JUSTIFIENT ET QUE LE FAIT DE LUI REFUSER CETTE AIDE ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.
- B. 8 527 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9^O DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI QUI MET EN CAUSE SOIT LA SÉCURITÉ PHYSIQUE OU PSYCHOLOGIQUE D'UNE PERSONNE, SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCES, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE.
- C. 4 185 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8^O DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI SI LA PERSONNE À QUI L'AIDE JURIDIQUE SERAIT ACCORDÉE SUBIT OU SUBIRA VRAISEMBLABLEMENT UNE ATTEINTE GRAVE À SA LIBERTÉ, NOTAMMENT UNE MESURE DE GARDE OU DE DÉTENTION.
- D. LE NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014, EST DE 2 678. L'ARTICLE 4.11 PRÉVOIT QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE PEUT ÊTRE REFUSÉE OU RETIRÉE, SELON LE CAS, LORSQUE L'AFFAIRE OU LE RECOURS N'APPARAÎT PAS FONDÉ, COMPTE TENU NOTAMMENT DE L'UN OU L'AUTRE DES FACTEURS SUIVANTS :
 - 1) LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE NE PEUT ÉTABLIR LA VRAISEMBLANCE D'UN DROIT;
 - 2) CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS A MANIFESTEMENT TRÈS PEU DE CHANCE DE SUCCÈS;
 - 3) LES COÛTS QUE CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS ENTRAÎNERAIT, SERAIENT DÉRAISONNABLES PAR RAPPORT AUX GAINS OU AUX PERTES QUI POURRAIENT EN RÉSULTER POUR LE REQUÉRANT OU, SELON LE CAS, LE BÉNÉFICIAIRE, À MOINS QU'IL NE METTE EN CAUSE SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCE, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE;
 - 4) LE JUGEMENT OU LA DÉCISION NE SERAIT PROBABLEMENT PAS SUSCEPTIBLE D'EXÉCUTION;
 - 5) LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE OU QUI EN BÉNÉFICIE REFUSE, SANS MOTIF VALABLE, UNE PROPOSITION RAISONNABLE DE RÈGLEMENT DE L'AFFAIRE;
 - 6) LES SERVICES POUR LESQUELS CETTE AIDE EST DEMANDÉE PEUVENT ÊTRE OBTENUS AUTREMENT, NOTAMMENT PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN AUTRE SERVICE GOUVERNEMENTAL OU D'UN AUTRE ORGANISME.

P.36 COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIES DE FRAIS, ET CE, POUR 2014-2015.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES (1) ENCOURUS PAR
LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	46 876	63.9%	26 529	36.1%	73 405
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	95 540	59.0%	66 277	41.0%	161 817
CÔTE-NORD	42 677	79.4%	11 082	20.6%	53 759
ESTRIE	170 324	92.1%	14 612	7.9%	184 936
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	203 337	86.6%	31 361	13.4%	234 698
MAURICIE-BOIS-FRANCS	131 865	90.0%	14 650	10.0%	146 515
MONTRÉAL	910 193	93.9%	58 947	6.1%	969 140
OUTAOUAIS	173 277	86.9%	26 135	13.1%	199 412
QUÉBEC	130 882	75.1%	43 459	24.9%	174 341
RIVE-SUD	303 101	93.5%	21 153	6.5%	324 254
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	74 355	90.8%	7 543	9.2%	81 898
TOTAL	2 282 427	87.6%	321 748	12.4%	2 604 175

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES (1) ENCOURUS PAR
LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	93 084	35.9%	165 930	64.1%	259 014
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	66 546	64.1%	37 203	35.9%	103 749
CÔTE-NORD	21 734	35.4%	39 635	64.6%	61 369
ESTRIE	163 939	83.8%	31 674	16.2%	195 613
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	382 450	59.3%	262 925	40.7%	645 375
MAURICIE-BOIS-FRANCS	111 181	64.3%	61 667	35.7%	172 848
MONTRÉAL	988 897	70.2%	420 544	29.8%	1 409 441
OUTAOUAIS	50 242	91.9%	4 420	8.1%	54 662
QUÉBEC	166 796	63.0%	97 805	37.0%	264 601
RIVE-SUD	314 154	87.3%	45 839	12.7%	359 993
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	32 831	80.6%	7 884	19.4%	40 715
TOTAL	2 391 854	67.0%	1 175 526	33.0%	3 567 380

(1) INCLUANT LES FRAIS D'EXPERTISE, EXCLUANT LE COÛT POUR PHOTOCOPIES ET LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS.

P.37 COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES RÉGIONS DE 2009-2010 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, EN FAISANT LA DISTINCTION SELON LE TYPE D'EXPERTISE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

**RÉPARTITION DES FRAIS D'EXPERTISE ENCOURUS PAR
LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	19 503	60.1%	12 959	39.9%	32 462
BAS ST-LAURENT- GASPÉSIE	35 480	39.9%	53 473	60.1%	88 953
CÔTE-NORD	5 197	36.0%	9 228	64.0%	14 425
ESTRIE	64 621	88.1%	8 765	11.9%	73 386
LAURENTIDES- LANAUDIÈRE	192 624	87.8%	26 766	12.2%	219 390
MAURICIE-BOIS-FRANCS	51 942	83.1%	10 569	16.9%	62 511
MONTRÉAL	233 221	88.8%	29 284	11.2%	262 505
OUTAOUAIS	31 377	75.3%	10 289	24.7%	41 666
QUÉBEC	25 279	43.8%	32 431	56.2%	57 710
RIVE-SUD	78 491	87.3%	11 404	12.7%	89 895
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	18 540	73.5%	6 686	26.5%	25 226
TOTAL	756 275	78.1%	211 854	21.9%	968 129

**RÉPARTITION DES FRAIS D'EXPERTISE ENCOURUS PAR
LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	26 780	64.8%	14 550	35.2%	41 330
BAS ST-LAURENT- GASPÉSIE	27 052	84.9%	4 825	15.1%	31 877
CÔTE-NORD	6 213	69.9%	2 680	30.1%	8 893
ESTRIE	60 213	74.5%	20 629	25.5%	80 842
LAURENTIDES- LANAUDIÈRE	145 359	67.5%	69 829	32.5%	215 188
MAURICIE-BOIS-FRANCS	23 609	57.9%	17 198	42.1%	40 807
MONTRÉAL	345 556	59.6%	234 548	40.4%	580 104
OUTAOUAIS	15 088	100.0%	0	0.0%	15 088
QUÉBEC	78 347	78.8%	21 100	21.2%	99 447
RIVE-SUD	113 637	89.2%	13 740	10.8%	127 377
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	11 404	88.4%	1 500	11.6%	12 904
TOTAL	853 258	68.1%	400 599	31.9%	1 253 857

P.38 PRÉVISIONS ET SCÉNARIOS DE FINANCEMENT DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR L'ANNÉE 2015-2016. FOURNIR UN COMPARATIF AVEC 2014-2015

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	2014-2015 (κ\$)
SUBVENTION VERSÉE PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE	159 667,1
REVENUS AUTONOMES ESTIMÉS	4 000,0
UTILISATION DE LA RÉSERVE GÉNÉRALE	9 575,4
TOTAL	173 242,5

EXCLUT LES FINANCEMENTS POUR LES COÛTS D'HONORAIRES ET DE DÉBOURS DE LA PRATIQUE PRIVÉE DU CHAPITRE III, POUR LES DOSSIERS FÉDÉRAUX ET POUR LE SERVICE DU SARPA.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS POUR LA COMMISSION AINSI QUE POUR CHACUN DES BUREAUX AU 31 MARS 2015

RÉGIONS	Avocats	Autre personnel	Stagiaires	Total
ABITIBI - TÉMISCAMINGUE				
Administration & Amos	3,0	5,6		8,6
Rouyn-Noranda	3,0	3,0		6,0
Ville-Marie	1,0	1,0		2,0
Val d'Or	3,0	4,0		7,0
La Sarre	1,0	1,6		2,6
Nord	3,0	2,0		5,0
Kuujuuaq	1,0	1,0		2,0
Chibougamau	1,0	1,0		2,0
	16,0	19,2	0,0	35,2
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE				
Rimouski	5,0	8,0	1,0	14,0
New Richmond	2,0	2,7		4,7
Rivière-du-Loup	3,0	5,0	1,0	9,0
Gaspé	1,0	1,5		2,5
Iles-de-la-Madeleine	1,0	1,0		2,0
Matane	2,0	2,5		4,5
Chandler	2,0	2,7		4,7
Amqui	1,0	1,5		2,5
Ste-Anne-des-Monts	1,0	1,5		2,5
Cabano	1,0	1,6		2,6
	19,0	28,0	2,0	49,0
CÔTE-NORD				
Sept-Iles	5,0	5,5		10,5
Baie-Comeau	4,0	4,0	0,5	8,5
Forestville	1,0	2,0		3,0
	10,0	11,5	0,5	22,0
ESTRIE				
Sherbrooke (administration et civil)	9,0	16,0	0,5	25,5
Coaticook	1,0	1,0		2,0
Thetford Mines	3,0	4,0		7,0
Asbestos	2,0	2,5		4,5
Lac Megantic	1,0	1,0		2,0
Magog	2,0	2,5		4,5
Sherbrooke (jeunesse et criminel)	8,0	6,5		14,5
	26,0	33,5	0,5	60,0
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE				
St-Jérôme (30 ouest, de Martigny)	12,0	14,1	1,0	27,1
Joliette	10,0	9,0	0,5	19,5
Mont-Laurier	2,0	2,4		4,4
Ste-Thérèse	2,0	3,7		5,7
Repentigny	2,0	4,5		6,5
Ste-Agathe	1,0	1,5		2,5
Lachute	1,0	1,6		2,6
St-Eustache	1,0	2,0		3,0
Terrebonne	1,0	1,5		2,5
Administration	1,0	4,0		5,0
	33,0	44,3	1,5	78,8

MAURICIE-BOIS-FRANCS				
Trois-Rivières (1350 Royale)	9,0	10,0	0,5	19,5
Shawinigan	4,0	5,0	0,5	9,5
La Tuque	1,0	1,0		2,0
Drummondville	5,0	5,5		10,5
Victoriaville	4,0	4,5	0,5	9,0
Louiseville	1,0	1,0		2,0
Administration	1,0	3,5		4,5
	25,0	30,5	1,5	57,0

MONTREAL				
Laval	12,0	10,0	0,5	22,5
Centre Sud	7,0	9,0	0,5	16,5
Div. jeunesse (5800 St-Denis)	12,0	9,0		21,0
Division criminelle	20,0	27,0	2,0	49,0
Maisonnette-Mercier	8,0	10,0	0,5	18,5
Montréal-Nord	8,0	10,0	0,5	18,5
Côte-des-Neiges	5,0	7,0	0,5	12,5
Crémazie	8,0	10,0	0,5	18,5
Sud-Ouest	9,0	11,0	0,5	20,5
Administration	3,0	22,0		25,0
Immigration	4,0	8,0		12,0
Santé mentale	5,0	2,0		7,0
Pointe-St-Charles	3,0	5,0	0,5	8,5
Service de garde	6,0	1,0		7,0
	110,0	141,0	6,0	257,0

OUTAOUAIS				
Hull (Civil & administration)	9,0	14,0		23,0
Maniwaki	2,0	2,5		4,5
Campbell's Bay	1,0	1,0		2,0
Buckingham	1,8	2,5		4,3
Gatineau	5,0	6,5		11,5
Hull - Section criminelle	6,0	6,0	0,5	12,5
Aylmer	1,0	1,0		2,0
Hull - Section famille				0,0
St-André Avellan	0,2			0,2
Clinique jur. populaire de Hull				0,0
	26,0	33,5	0,5	60,0

QUEBEC				
Charlesbourg (5350 H.-Bourassa)	2,0	6,0		8,0
La Malbaie	1,0	1,0		2,0
Lévis	3,0	4,0		7,0
Montmagny	2,0	2,0		4,0
St-Georges-de-Beauce	3,0	3,0		6,0
St-Joseph-de-Beauce	2,0	2,0		4,0
Qc - Section jeunesse	7,0	6,0	1,0	14,0
Qc - Section criminelle	9,0	10,0	1,0	20,0
Centre-Ville	5,0	7,0		12,0
Charlesbourg (8500 H.-Bourassa)	5,0	7,0		12,0
	39,0	48,0	2,0	89,0

RIVE-SUD				
Longueuil (101 Roland-Therrien)	2,0	4,0	0,5	6,5
Longueuil-Affaires civiles	6,0	7,5	1,0	14,5
Châteauguay	2,0	3,0		5,0
St-Jean-sur-Richelieu	3,0	4,0		7,0
St-Hyacinthe	4,0	5,0		9,0
Sorel	3,0	4,0		7,0
Granby	4,0	4,0		8,0
Valleyfield	5,0	5,0		10,0
Cowansville	2,0	3,0		5,0
Longueuil- Pénal & Jeunesse	10,0	7,0		17,0
Brossard	4,0	5,0		9,0
Vaudreuil - Dorion	1,0	1,0		2,0
	46,0	52,5	1,5	100,0
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN				
Chicoutimi	6,0	9,0		15,0
Alma	3,0	4,0		7,0
Roberval	2,0	2,0		4,0
Dolbeau-Mistassini	1,0	2,0		3,0
Ville de La Baie	1,0	1,0		2,0
Jonquière	3,0	4,0		7,0
	16,0	22,0	0,0	38,0
COMMISSION	14,0	44,0		58,0
TOTAL DES EFFECTIFS	380,0	508,0	16,0	904,0

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AU COURS DE L'ANNÉE 2009, LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES EN COLLABORATION AVEC LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES CENTRES RÉGIONAUX D'AIDE JURIDIQUE A PRODUIT UNE TROUSSE D'INFORMATION PORTANT SUR LES DÉROGATIONS À L'ARTICLE 60 DE LA *LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE ET SUR LA PRESTATION DE CERTAINS AUTRES SERVICES JURIDIQUES* (LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE) QUI SONT AUSSI COMMUNÉMENT APPELÉES : « MANDATS-PLUS ». CETTE TROUSSE FOURNIT AUX GESTIONNAIRES DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE UNE PROCÉDURE UNIFORME À APPLIQUER LORSQU'UN BÉNÉFICIAIRE DE L'AIDE JURIDIQUE FORMULE UNE PLAINTÉ CONTRE SON AVOCAT DE LA PRATIQUE PRIVÉE À QUI IL A VERSÉ DES SOMMES D'ARGENT.

CE DOCUMENT COMPREND UNE DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE CETTE DÉROGATION ET LES RÉFÉRENCES AUX ARTICLES PERTINENTS DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE ET DES RÈGLEMENTS ADOPTÉS EN VERTU DE CETTE LOI. ON Y RETROUVE DE PLUS LES ARTICLES DU CODE DE DÉONTOLOGIE DES AVOCATS QUI S'APPLIQUENT EN L'INSTANCE.

L'ANNEXE DE CE DOCUMENT COMPREND DE LA JURISPRUDENCE PORTANT SUR CE TYPE DE SITUATION, UN MODÈLE DE LETTRE ADRESSÉE À UN AVOCAT QUI A PERÇU DES SOMMES D'ARGENT D'UNE PERSONNE BÉNÉFICIAIRE D'UN MANDAT D'AIDE JURIDIQUE ET UN AVIS QUI EST REMIS À TOUTE PERSONNE QUI BÉNÉFICIE D'UN MANDAT D'AIDE JURIDIQUE POUR PAYER LES FRAIS DE SON AVOCAT DE PRATIQUE PRIVÉE. CET AVIS EST GÉNÉRALEMENT AFFICHÉ DANS LES SALLES D'ATTENTE DES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

LES GESTIONNAIRES DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE SONT DONC AU FAIT DE CE TYPE DE SITUATION ET ILS ONT EN MAIN LES OUTILS NÉCESSAIRES POUR INTERVENIR EFFICACEMENT DANS LES CAS OÙ IL Y A UNE DÉROGATION À L'ARTICLE 60 DE LA *LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE ET SUR LA PRESTATION DE CERTAINS AUTRES SERVICES JURIDIQUES*.

P.41 BILAN DE LA HAUSSE DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE EN VIGUEUR DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2014. FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT (JANVIER À DÉCEMBRE 2014)

RÉGIONS	2014
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	11 840
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	11 760
CÔTE-NORD	5 961
ESTRIE	15 968
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	33 874
MAURICIE-BOIS-FRANCS	20 304
MONTRÉAL	76 536
OUTAOUAIS	16 599
QUÉBEC	27 856
RIVE-SUD	36 868
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	11 343
TOTAL	268 909

MINISTÈRE

CETTE DEMANDE N'EST PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.43 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE DROIT CRIMINEL. FOURNIR DES PRÉCISIONS CONCERNANT LE VOLET TOUCHANT L'IMMIGRATION ET LES RÉFUGIÉS. INCLURE LES CONCLUSIONS DU RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL MANDATÉ POUR EXAMINER LES DIFFÉRENTS SCÉNARIOS QUANT À LA FORMULE FÉDÉRALE DE DISTRIBUTION DU FINANCEMENT. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D'ACTION.

MINISTÈRE

UN MONTANT DE 51,6 M\$ A ÉTÉ ENGAGÉ PAR LA CSJ POUR L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE AU 31 DÉCEMBRE 2014, SELON LE FORMULAIRE DE RÉCLAMATION AUX FINS DE L'ENTENTE AVEC LE FÉDÉRAL. CE MONTANT INCLUT LES DÉPENSES VISANT À OFFRIR DES SERVICES AUX ADULTES, AUX ADOLESCENTS VISÉES PAR LA LSJPA ET AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS. LES COÛTS D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE NE SONT PAS DISPONIBLES POUR LES TROIS DERNIERS MOIS DE L'EXERCICE FINANCIER.

P.44 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DES TRAVAUX DU COMITÉ SUR L'ACCÉLÉRATION DES AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES, DE MÊME QUE LES BUDGETS CONSACRÉS EN 2014-2015 ET CEUX PRÉVUS EN 2015-2016. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D'ACTION.

MINISTÈRE

TROIS RENCONTRES ONT ÉTÉ TENUES EN 2014-2015.

CES RENCONTRES VISENT À FAVORISER LES ÉCHANGES ENTRE LES INTERVENANTS EN CE QUI A TRAIT À L'AMÉLIORATION DU TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE PÉNALE. CETTE TABLE EST COORDONNÉE PAR LA DGSJ.

LES PARTICIPANTS ONT EXPRIMÉ LE SOUHAI T D'ASSURER UN SUIVI DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION À L'AIDE DES INDICATEURS RELATIFS AUX AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE. AU FIL DES RENCONTRES, LES PARTICIPANTS ONT CONVENU DE RECHERCHER DES SOLUTIONS À COURT OU MOYEN TERME AFIN D'AMÉLIORER LE TRAITEMENT DE CES DOSSIERS.

AUCUN BUDGET N' A ÉTÉ CONSACRÉ EN 2014-2015.

P.45 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DES TRAVAUX DU COMITÉ SUR LA PLANIFICATION JUDICIAIRE. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES, DE MÊME QUE LES BUDGETS CONSACRÉS EN 2014-2015 ET CEUX PRÉVUS EN 2015-2016. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D’ACTION.

MINISTÈRE

TROIS RENCONTRES ONT ÉTÉ TENUES EN 2014-2015.

CES RENCONTRES SE VEULENT UN FORUM D’ÉCHANGES PORTANT SUR L’ADMINISTRATION JUDICIAIRE. ELLES SONT COORDONNÉES PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES DE JUSTICE ET REJOignent LA RECOMMANDATION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DE REVOIR L’OFFRE DE SERVICES JUDICIAIRES EN S’ASSURANT QUE L’UTILISATION DE CHAQUE PALAIS DE JUSTICE SOIT EFFICIENTE.

LORS DE CES RENCONTRES, LES ÉCHANGES ONT PORTÉ NOTAMMENT SUR LA RECHERCHE DE SOLUTIONS AINSI QUE LA MISE EN PLACE DE PROCESSUS VISANT À OPTIMISER L’UTILISATION DES RESSOURCES JUDICIAIRES.

LORS DE CES RENCONTRES, CERTAINS PROJETS PORTEURS ONT ÉTÉ PARTAGÉS AVEC LA TABLE, NOTAMMENT :

- LA PLANIFICATION D’UN PROJET-PILOTE PRÉVOYANT L’AUDITION DE DOSSIERS DU PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JÉRÔME À LACHUTE ET SAINTE-AGATHE-DES-MONTS – PROJET-PILOTE EN COURS
- LA PLANIFICATION D’UN PROJET-PILOTE PORTANT SUR LA VISIOCONFÉRENCE ENTRE LE CENTRE DE DÉTENTION ET LE PALAIS DE JUSTICE AU COURS DES ÉTAPES PRÉLIMINAIRES – PROJET-PILOTE EN COURS
- L’AMÉNAGEMENT DE SALLES D’AUDIENCE POUR LA TENUE DES MÉGAPROCÈS DANS TOUTES LES RÉGIONS DE LA PROVINCE – EN COURS (12 PÔLES ÉTABLIS)
- L’IDENTIFICATION D’INFORMATIONS DE GESTION RELATIVES À L’ACTIVITÉ JUDICIAIRE – EN ANALYSE

AUCUN BUDGET N'A ÉTÉ CONSACRÉ EN 2014-2015.

P.46 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DES TRAVAUX DU COMITÉ DES SAGES – PROGRAMME TOJ. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES, DE MÊME QUE LES BUDGETS CONSACRÉS EN 2014-2015 ET CEUX PRÉVUS EN 2015-2016. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D’ACTION.

MINISTÈRE

LE MINISTÈRE A POURSUIVI LE DÉVELOPPEMENT DE PROJETS ET D’ACTIVITÉS DE TAILLE MODESTE PERMETTANT DE RENDRE LA JUSTICE PLUS ACCESSIBLE DE FAÇON CONCRÈTE POUR LES CITOYENS.

LE TABLEAU QUI SUIT PRÉSENTE LES SOMMES CONSACRÉES À LA TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE L’ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN 2014-2015 :

PROJET	Coûts en 2014-2015
PUBLICATION DES RÔLES EN LIGNE	90 263 \$
DÉPLOIEMENT D’UN RÉSEAU SANS-FIL DANS LES PALAIS DE JUSTICE	154 483 \$
IMPLANTATION DE LA VISIOCONFÉRENCE DANS LE NORD DU QUÉBEC	99 376 \$
ACTIVITÉS	Coûts en 2014-2015
DÉPÔT ÉLECTRONIQUE DE DOCUMENTS DE PREUVE ET AUTRES DOCUMENTS JUDICIAIRES	154 630 \$

P.47 LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2014-2015 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2015-2016 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT.

MINISTÈRE

CETTE LISTE DIVULQUE LES ENGAGEMENTS DE MOINS DE 25 000 \$ CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS REÇUES DANS LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX : **NE FAITES ÉTAT QUE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$.**

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.*

* EN RÉFÉRENCE À LA DIRECTIVE 4-80 «CONCERNANT CERTAINS ENGAGEMENTS DE 25 000 \$ ET PLUS ET LES RÈGLES RELATIVES AUX PAIEMENTS FAITS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU»

LÉGENDE	
TAUX RÉGLEMENTAIRE : TAUX SUIVANT LE <i>TARIF D'HONORAIRES POUR SERVICES PROFESSIONNELS FOURNIS AU GOUVERNEMENT PAR DES AVOCATS OU DES NOTAIRES</i> (C-65.1, R.11)	
TAUX DÉROGATOIRE : TAUX QUI A FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE DE DÉROGATION AU CONSEIL DU TRÉSOR CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 6. 2) B) DU <i>TARIF D'HONORAIRES POUR SERVICES PROFESSIONNELS FOURNIS AU GOUVERNEMENT PAR DES AVOCATS OU DES NOTAIRES</i> (C-65.1, R.11)	
H	TAUX HORAIRE
1	MANDAT AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE
2	MANDAT QUI FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE ET QUI EST EN CHEMINEMENT POUR OBTENIR UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR
3	MANDAT HORS QUÉBEC

NOTE EXPLICATIVE

QUESTIONS PARTICULIÈRES POUR LES MANDATS ACCORDÉS EN 2014-2015 (DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015) AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES

SECTION SUPPLÉMENTAIRE: COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION (CEIC)

EN RÉPONSE AUX QUESTIONS POSÉES À L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016 DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LES LISTES ANNEXÉES DIVULGUENT, POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS PAR LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES, UNE INFORMATION DÉTAILLÉE SUR LE TAUX HORAIRE, L'OBJET DU MANDAT ET LE MONTANT DES HONORAIRES QUI A FAIT L'OBJET D'UNE RENONCIATION AU BÉNÉFICE DU SECRET PROFESSIONNEL.

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS DANS CE SECTEUR.

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BEAUREGARD, MICHEL	100 \$/H	JUIN 2014	AGIR POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE EN MATIÈRE DE RELATIONS DE TRAVAIL ET DE REPRÉSENTANT DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS D'ARBITRAGE DE GRIEFS.	4 010.00 \$
MARCHILDON, DENIS	100 \$/H	SEPTEMBRE 2014	PROCÉDER À LA PRÉPARATION D'UNE QUITTANCE FINALE D'EXPROPRIATION ET À LA CESSIION D'UN IMMEUBLE DÉCLARÉ EXCÉDENTAIRE.	0.00 \$
PASQUIER, ARIANE	100 \$/H	JUIN 2014	AGIR POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC À TITRE DE CONSEILLÈRE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE RELATIONS DE TRAVAIL ET DE REPRÉSENTANTE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS D'ARBITRAGE DE GRIEFS.	24 140.00 \$
RETROUVEY, VINCENT	50 \$/H	MARS 2015	REPRÉSENTER LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE.	0.00 \$
ROBERT, LOUIS-PHILIPPE	100 \$/H	AOÛT 2014	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'ACQUÉRIR UN TERRAIN ET D'ÉTABLIR UNE SERVITUDE TEMPORAIRE DE TRAVAIL.	132.50 \$
ST-PIERRE, JULES	100 \$/H	DÉCEMBRE 2014	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'ACQUÉRIR DES IMMEUBLES.	740.00 \$
VERNER, MATTHIEU	100 \$/H ³	NOVEMBRE 2014	REPRÉSENTER LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC DANS UN RECOURS EN DOMMAGES ET INTÉRÊTS INSTITUÉ EN ONTARIO.	7 850.00 \$
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES				36 872.50 \$

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BASTIEN, MARIE-HÉLÈNE	50 \$/H	MAI 2014	AGIR À TITRE DE PROCUREURE DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE.	645,00 \$
BASTIEN, MARIE-HÉLÈNE	50 \$/H	MAI 2014	AGIR À TITRE DE PROCUREURE DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE.	200,00 \$
BASTIEN, MARIE-HÉLÈNE	50 \$/H	JUIN 2014	AGIR À TITRE DE PROCUREURE DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE.	90.00 \$
BASTIEN, MARIE-HÉLÈNE	50 \$/H	OCTOBRE 2014	AGIR COMME PROCUREURE DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE.	537.00 \$
CADIEUX, LOUISE	100 \$/H	SEPTEMBRE 2014	REPRÉSENTER LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE DEVANT LA COUR SUPRÊME DU CANADA.	24 530.00 \$
CYR, SONIA	100 \$/H	JANVIER 2015	AGIR COMME PROCUREURE DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE POUR JUGEMENT DÉCLARATIF DE DÉCÈS.	800.00 \$
GAUDREAU, RICHARD	100 \$/H	JUIN 2014	AGIR COMME CORRESPONDANT AUPRÈS DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA POUR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE.	0.00 \$
LEBEL, FRANÇOIS	100 \$/H	JUIN 2014	REPRÉSENTER LA RÉGIE DU LOGEMENT DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE D'ACCÈS.	992.00 \$

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
LEBEL, FRANÇOIS	100 / H	SEPTEMBRE 2014	REPRÉSENTER LA RÉGIE DU LOGEMENT DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE D'ACCÈS.	70.00 \$
LEBEL, FRANÇOIS	100 / H	SEPTEMBRE 2014	REPRÉSENTER LA RÉGIE DU LOGEMENT DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE D'ACCÈS.	1 515.00 \$
LEBEL, FRANÇOIS	100 / H	NOVEMBRE 2014	REPRÉSENTER LA RÉGIE DU LOGEMENT DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE D'ACCÈS.	1 495.00 \$
LEBEL, FRANÇOIS	100 / H	DÉCEMBRE 2014	REPRÉSENTER LA RÉGIE DU LOGEMENT DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE D'ACCÈS.	0.00 \$
LEMIEUX, DENIS	180 \$ / H ¹	OCTOBRE 2014	FOURNIR DES CONSEILS JURIDIQUES À LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC.	7 360.00 \$
LEMIEUX, MADELEINE	100 / H	OCTOBRE 2014	REPRÉSENTER LA RÉGIE DU LOGEMENT DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE.	1 840.00 \$
LEMIEUX, MADELEINE	100 / H	MARS 2015	REPRÉSENTER LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE.	0.00 \$
LEMIEUX, MADELEINE	100 / H	MARS 2015	REPRÉSENTER LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE.	0.00 \$
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES				40 074.00 \$

MANDATS ACCORDÉS DANS LE CADRE DE LA COMMISSION D’ENQUÊTE SUR L’OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L’INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION (CEIC) - RENONCIATION AU SECRET PROFESSIONNEL OBTENUE.

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
VALLIÈRES, ÉRIC	100 \$/H	MAI 2014	ASSISTER MONSIEUR GUY CHEVRETTE DANS LE CADRE DE SON ASSIGNATION À TÉMOIGNER DANS LE COURS DES TRAVAUX DE LA COMMISSION D’ENQUÊTE SUR L’OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L’INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION (CEIC).	5 431.20 \$
SECTION COMMISSION D’ENQUÊTE SUR L’OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L’INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION (CEIC)				5 431.20 \$

AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L’ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS DANS CE SECTEUR.

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (VOIR TOTAL – FIN DE SECTION)
BATTISTA, GIUSEPPE	RÉGLEMENTAIRE	SEPTEMBRE 2014	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	JUIN 2014	ASSISTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC APPELÉS COMME TÉMOINS DANS UNE ENQUÊTE CRIMINELLE	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	OCTOBRE 2014	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FONT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	OCTOBRE 2014	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FONT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	DÉCEMBRE 2014	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FONT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	FÉVRIER 2015	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FONT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	MARS 2015	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC RENCONTRÉ À TITRE DE TÉMOIN DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE	
CHARETTE, STÉPHANIE	RÉGLEMENTAIRE	DÉCEMBRE 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
CHARETTE, STÉPHANIE	RÉGLEMENTAIRE	JANVIER 2015	REPRÉSENTER UN FONCTIONNAIRE DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE.	
DEBLOIS, ROBERT	RÉGLEMENTAIRE	OCTOBRE 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS DES CITATIONS EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	
DEBLOIS, ROBERT	RÉGLEMENTAIRE	OCTOBRE 2014	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS DES CITATIONS EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
DORAY, RAYMOND	DÉROGATOIRE ²	MARS 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	JUIN 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
SOUS-TOTAL * VOIR TOTAL DES HONORAIRES À LA FIN DE LA SECTION				13 392.50 \$

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (VOIR TOTAL – FIN DE SECTION)
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	OCTOBRE 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	OCTOBRE 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	OCTOBRE 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	FÉVRIER 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	MARS 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
FISSET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2014	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
FISSET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	AOÛT 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
FISSET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	AOÛT 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
FISSET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	DÉCEMBRE 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
FISSET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	JANVIER 2015	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC RENCONTRÉ À TITRE DE TÉMOIN DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
FISSET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	MARS 2015	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
FRADETTE, JEAN-MARC	RÉGLEMENTAIRE	MARS 2015	REPRÉSENTER DES FONCTIONNAIRES À LA SUITE D'ACCUSATIONS CRIMINELLES.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	OCTOBRE 2014	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS DES CITATIONS EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	NOVEMBRE 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	NOVEMBRE 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	JANVIER 2015	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC RENCONTRÉ À TITRE DE TÉMOIN DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	MARS 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
SOUS-TOTAL *VOIR TOTAL DES HONORAIRES À LA FIN DE LA SECTION				15 545.00 \$

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (VOIR TOTAL – FIN DE SECTION)
GAGNÉ, SUZANNE	DÉROGATOIRE ¹	JANVIER 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
GAUTHIER, ANDRÉ	DÉROGATOIRE ¹	JANVIER 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE	
LEBEL, FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	JUIN 2014	ASSISTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF ASSIGNÉ À TÉMOIGNER DANS LE CADRE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
LEBEL, FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	OCTOBRE 2014	ASSISTER LES MEMBRES D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF ASSIGNÉS À TÉMOIGNER DANS LE CADRE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	JUIN 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	AOÛT 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	SEPTEMBRE 2014	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC RENCONTRÉ À TITRE DE TÉMOIN DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	JANVIER 2015	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC RENCONTRÉ À TITRE DE TÉMOIN DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	JANVIER 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	JANVIER 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
ROBERGE, MICHEL	RÉGLEMENTAIRE	OCTOBRE 2014	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC RENCONTRÉ À TITRE DE TÉMOIN DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
SCHNEIDER, PHILIP	RÉGLEMENTAIRE	JANVIER 2015	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC RENCONTRÉ À TITRE DE TÉMOIN DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	RÉGLEMENTAIRE	JUIN 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	RÉGLEMENTAIRE	OCTOBRE 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	JUIN 2014	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC RENCONTRÉ À TITRE DE TÉMOIN DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	AOÛT 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	AOÛT 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
Sous-total				25 557.80 \$
*VOIR TOTAL DES HONORAIRES À LA FIN DE LA SECTION				

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (VOIR TOTAL – FIN DE SECTION)
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	AOÛT 2014	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FONT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	SEPTEMBRE 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	JANVIER 2015	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC RENCONTRÉ À TITRE DE TÉMOIN DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	JANVIER 2015	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC RENCONTRÉ À TITRE DE TÉMOIN DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	MARS 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	MARS 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
SOUS-TOTAL *VOIR TOTAL DES HONORAIRES À LA FIN DE LA SECTION				1 250.00 \$
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS				55 745.30 \$
GRAND TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS				138 123.00 \$

AUCUN MANDAT N' A FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION.

D. LES MONTANTS EN HONORAIRES DÉVOILÉS POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES CONFIÉS AUX AVOCATS ET AUX NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE CORRESPONDENT À LA FACTURATION RÉELLE DES TRAVAUX POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015 ET, COMPTE TENU DE LA NATURE DES CONTRATS ET DES SERVICES À OBTENIR, IL EST IMPOSSIBLE D'EN ESTIMER LA VALEUR TOTALE.
(À NOTER QUE CETTE RÉPONSE, CONVENUE AVEC LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, EST FORMULÉE LORS DU DÉVOILEMENT DE CE TYPE DE CONTRAT DANS LE SEAO).

E.

NOM, PRÉNOM	FIRME	ADRESSE	VILLE	CODE POSTAL
BASTIEN, MARIE-HÉLÈNE	CLICHE LORTIE LADOUCEUR INC.	1121, 6 ^E RUE	VAL-D'OR (QUEBEC)	J9P 3W8
BATTISTA, GIUSEPPE	SHADLEY BATTISTA	1100, AVE DES CANADIENS-DE-MONTREAL, 10 ^E ETAGE, C.P. 17	MONTREAL (QUEBEC)	H3B 2S2
BEAUREGARD, MICHEL	DUNTON RAINVILLE	PLACE VICTORIA 800, RUE DU SQUARE-VICTORIA, # 4300 C.P. 303, SUCC. TOUR DE LA BOURSE	MONTREAL (QUEBEC)	H4Z 1H1
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	BOUCHER CABINET D'AVOCATS	395, RUE BÉRUBÉ, BUREAU 110	QUÉBEC (QUÉBEC)	G1M 1C7
CADIEUX, LOUISE	LAFORTUNE CADIEUX S.E.N.C.R.L.	500 PLACE D'ARMES, BUREAU 1400	MONTRÉAL (QUÉBEC)	H2Y 2W2
CHARETTE, STÉPHANIE	VERDON SAMSON LEMIEUX ARMANDA, AVOCATS S.E.N.C.R.L.	67, RUE SAINTE-URSULE	QUÉBEC (QUÉBEC)	G1R 4E7
CYR, SONIA	CYR & MINVILLE S.E.N.C.	147-1, RUE DE LA REINE	GASPÉ (QUÉBEC)	G4X 1T5
DEBLOIS, ROBERT	DEBLOIS AVOCATS S.E.N.C.R.L.	2875, BOULEVARD LAURIER, 10 ^E ÉTAGE	QUÉBEC (QUÉBEC)	G1V 2M2
DORAY, RAYMOND	LAVERY, DE BILLY S.E.N.C.R.L.	1, PLACE VILLE-MARIE, BUR. 4000	MONTREAL (QUEBEC)	H3B 4M4
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	TRUDEL NADEAU AVOCATS	300, RUE LÉO-PARISEAU, BUREAU 2500	MONTREAL (QUEBEC)	H2X 4B7
FISSET, ANDRÉ	LES CONSEILLERS FISSET & ASSOCIÉS SPÉCIALISÉS EN RELATIONS DE TRAVAIL	1068, AVENUE OLIER-PAYETTE	LAVAL (QUÉBEC)	H7L 5L2
FRADETTE, JEAN-MARC	FRADETTE, GAGNON, TÊTU, LEBEL, GIRARD	351, RUE LABRECQUE	CHICOUTIMI (QUÉBEC)	G7H 4S7
GAGGINO, MARCO	SCHNEIDER & GAGGINO	375, CHEMIN BORD-DU-LAC	DORVAL (QUÉBEC)	H9S 2A5
GAGNÉ, SUZANNE	LÉTOURNEAU & GAGNÉ	116, RUE SAINT-PIERRE, BUREAU 111	QUÉBEC (QUÉBEC)	G1K 4A7
GAUDREAU, RICHARD	BERGERON, GAUDREAU	167, RUE DE NOTRE-DAME DE L'ÎLE	GATINEAU (QUÉBEC)	J8X 3T3
GAUTHIER, ANDRÉ	CAIN LAMARRE CASGRAIN WELLS S.E.N.C.R.L. AVOCATS	630 BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST, BUR 2780	MONTRÉAL (QUÉBEC)	H3B 1S6
LEBEL, FRANÇOIS	LANGLOIS KRONSTRÖM DESJARDINS	COMPLEXE JULES-DALLAIRE, 2820, BOULEVARD LAURIER, T3, 13 ^E ÉTAGE	QUÉBEC (QUÉBEC)	G1V 0C1
LEMIEUX, DENIS	TREMBLAY BOIS MIGNAULT LEMAY	1195, AVENUE LAVIGERIE, BUREAU 200	QUEBEC (QUEBEC)	G1V 4N3

NOM, PRÉNOM	FIRME	ADRESSE	VILLE	CODE POSTAL
LEMIEUX, MADELEINE	PARADIS LEMIEUX FRANCIS S.E.N.C	1, RUE DE LA RIVIÈRE	BEDFORD (QUEBEC)	J0J 1A0
LEPAGE, MAGALI	LEPAGE CARETTE	500, PLACE D'ARMES, # 2830	MONTREAL (QUEBEC)	H2Y 2W2
MARCHILDON, DENIS	NOTAIRE	129, RUE CARRÉ PROTEAU	SAINTE-THÈCLE (QUÉBEC)	G0X 3G0
PASQUIER, ARIANE	BÉLANGER SAUVÉ	5, PLACE VILLE-MARIE, BUREAU 900	MONTRÉAL (QUÉBEC)	H3B 2G2
RETROUVEY, VINCENT	ANDRÉ LEVASSEUR, AVOCAT	271-A 1 ^{RE} AVENUE OUEST	AMOS (QUÉBEC)	J9T 1V1
ROBERGE, MICHEL	DUMAS GAGNÉ LABRECQUE, AVOCATS	400, BOULEVARD JEAN-LESAGE, # 310	QUÉBEC (QUÉBEC)	G1K 8W1
ROBERT, LOUIS-PHILIPPE	NOTAIRE	183, RUE PRINCIPALE	ST-ANDRÉ-AVELLIN (QUÉBEC)	J0V 1W0
SCHNEIDER, PHILIP	SCHNEIDER & GAGGINO	375, CHEMIN BORD-DU-LAC	DORVAL (QUEBEC)	H9S 2A5
ST-PIERRE, JULES	NOTAIRE	85, NOTRE-DAME, BUREAU 101	NICOLET (QUÉBEC)	J3T 1V8
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	SYLVESTRE & ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L.	1600, RUE GIROUARD OUEST, BUREAU 236	SAINT-HYACINTHE (QUÉBEC)	J2S 2Z8
TOUMA, NADINE	POUPART, DADOUR TOUMA & ASSOCIÉS	507, PLACE D'ARMES, BUREAU 1700	MONTRÉAL (QUÉBEC)	H2Y 2W8
VALLIÈRES, ÉRIC	McMILLAN S.E.N.C.R.L., S.R.L.	1000, RUE SHERBROOKE OUEST, BUR. 2700	MONTREAL (QUEBEC)	H3A 3G4
VERNER, MATTHIEU	NOËL & ASSOCIÉS	111, RUE CHAMPLAIN	GATINEAU (QUÉBEC)	J8X 3R1

AUTRES MANDATS CONFIÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS EN VERTU DE L’AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE, POUR L’ANNÉE FINANCIÈRE, PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION

NOTE EXPLICATIVE

EN CE QUI CONCERNE LES **MANDATS ACCORDÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS POUR DES ACQUISITIONS DE GRÉ À GRÉ OU PAR VOIE D’EXPROPRIATION**, EN VERTU DE L’AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE ANNUELLEMENT PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION, LE SYSTÈME INFORMATIQUE DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS NE PERMET PAS DE SORTIR UNE LISTE DES MANDATS CONFIÉS POUR L’ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015, MAIS PLUTÔT LA LISTE DE CHACUN DES PAIEMENTS EFFECTUÉS POUR UNE PÉRIODE DONNÉE. IL EST DONC PROBABLE QU’UNE PARTIE DES PAIEMENTS AUTORISÉS PORTE SUR DES MANDATS CONFIÉS AVANT LE 1^{ER} AVRIL 2014. ENFIN, LES DONNÉES INFORMATIQUES CI-JOINTES FONT ÉTAT DES PAIEMENTS EFFECTUÉS DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

MANDATAIRE	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BEAUPRÉ, MYLÈNE (ME)	400\$/JOUR (DÉCRET 1725-90)	MAI À AOÛT 2014	AGIR COMME ARBITRE DANS UN DOSSIER D'ENQUÊTE, EN VERTU DE L'ARTICLE 62 DE LA CHARTE ET CONFORMÉMENT À LA LISTE DES ASSESSEURS ET ARBITRES (DÉCRET 913-2013)	1 000 \$
GAUDREAU, RICHARD (ME)	100\$/HEURE	MAI 2014 À MARS 2015	AGIR COMME CORRESPONDANT DANS UN DOSSIER DEVANT LA COUR SUPRÊME (MANDAT JURIDIQUE). MONTANT ESTIMÉ (COMPTE SOUMIS POUR APPROBATION AU MJQ)	3 625 \$
MELOCHE, FRANCIS (ME)	150\$/HEURE	AVRIL 2014 À MARS 2015	AGIR COMME CONSEILLER DANS LES DOSSIERS DE RELATIONS DE TRAVAIL ET RESSOURCES HUMAINES	2 163 \$
MISSAKILA, AYMAR (ME)	100\$/HEURE	MAI À OCTOBRE 2014	AVIS JURIDIQUE DEMANDÉ PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DANS UN DOSSIER D'ENQUÊTE	1 200 \$
MISSAKILA, AYMAR (ME)	100\$/HEURE	MAI À OCTOBRE 2014	AVIS JURIDIQUE DEMANDÉ PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DANS UN DOSSIER D'ENQUÊTE	1 200 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME LOUIS-MARIE CHABOT	100\$ DE L'HEURE	HONORAIRES POUR CONSULTATION SUR LA JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE.	525 \$
ME LUCIE DUFRESNE	100\$ DE L'HEURE	TRAVAUX SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE.	200 \$
LORANGER MARCOUX S.E.N.C.	243\$ DE L'HEURE	CONSULTATIONS RELATIVES À L'ÉQUITÉ SALARIALE ET AUX RELATIONS DE TRAVAIL.	4 001 \$
GAUTHIER, BÉDARD, S.E.N.C.	208\$ DE L'HEURE	HONORAIRES PROFESSIONNELS RELATIFS AU TARIF DE LA PRATIQUE PRIVÉE APPLICABLE AUX MÉGA PROCÈS DU CHAPITRE III.	35 345 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE EXPLICATIVE : CERTAINS MANDATS VISAIENT À REPRÉSENTER DES INDIVIDUS. AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS VISANT DES INDIVIDUS.

MANDATAIRE	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
M ^E CLAUDE ALEXANDRE 2402, CHEMIN DU TOUR-DU-LAC LAC-SERGEANT (QUÉBEC) G0A 2J0	100 \$	AVRIL 2014	AGIR À TITRE DE MENTOR DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT AUPRÈS DES JEUNES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, LEUR OFFRIR DE LA FORMATION DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT ET AGIR COMME PERSONNE-RESSOURCE AUPRÈS D'EUX DANS LE TRAITEMENT DES DOSSIERS D'ENVIRONNEMENT AINSI QUE DANS LA PLAIDOIRIE DE CES DOSSIERS.	14 231 \$
M ^E MICHEL ROBERGE DUMAS GAGNÉ, AVOCATS 400, BOULEVARD JEAN-LESAGE BUREAU 310 QUÉBEC (QUÉBEC) G1K 8W1	DÉROGATOIRE 175 \$	AVRIL 2014	AGIR À TITRE DE PROCUREUR AD HOC, ÉTUDIER LE RAPPORT D'ENQUÊTE DE LA SURETÉ DU QUÉBEC, DÉPOSER LES ACCUSATIONS APPROPRIÉES, LE CAS ÉCHÉANT, ET CONDUIRE LES PROCÉDURES JUDICIAIRES QUI EN DÉCOULENT.	7 700 \$
M ^E PIERRE A. FOURNIER O'REILLY & ASSOCIÉS 1155, RUE UNIVERSITY, BUREAU 1007 MONTRÉAL (QUÉBEC) H3B 3A7	100 \$	JUIN 2014	REPRÉSENTER UN PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DANS LE TRAITEMENT D'UNE ENQUÊTE MENÉE PAR LE BUREAU DU SYNDIC DU BARREAU DU QUÉBEC POUR DES GESTES ALLÉGUÉS DANS L'EXERCICE DE SES FONCTIONS.	2 210 \$
HONORABLE PIERRE J. DALPHOND STIKEMAN ELLIOTT, S.E.N.C.R.L., S.R.L. 1155, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST, BUREAU 4000 MONTRÉAL (QUÉBEC) H3B 3V2	DÉROGATOIRE 200 \$	DÉCEMBRE 2014	AGIR À TITRE DE PRÉSIDENT DU COMITÉ DE PROCUREURS INDÉPENDANTS FORMÉ PAR LE DPCP À LA SUITE D'UNE DEMANDE DE LA MINISTRE. PROCÉDER À UNE NOUVELLE ÉVALUATION DE L'ENSEMBLE DE LA PREUVE AU DOSSIER, INCLUANT LES COMPLÉMENTS D'ENQUÊTES QUE LE COMITÉ POURRAIT JUGER NÉCESSAIRE DE REQUÉRIR, AFIN DE FAIRE RAPPORT À LA DIRECTRICE DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET LUI FORMULER UNE RECOMMANDATION QUANT À SAVOIR SI DES ACCUSATIONS DEVRAIENT OU NON ÊTRE DÉPOSÉES.	0 \$
M ^E LUCIE JONCAS 500 PLACE D'ARMES, BUREAU 1940 MONTRÉAL (QUÉBEC) H2W 2W2	DÉROGATOIRE 200 \$	DÉCEMBRE 2014	AGIR À TITRE DE PROCUREURE AD HOC AU SEIN DU COMITÉ DE PROCUREURS INDÉPENDANTS FORMÉ PAR LE DPCP À LA SUITE D'UNE DEMANDE DE LA MINISTRE. PROCÉDER À UNE NOUVELLE ÉVALUATION DE L'ENSEMBLE DE LA PREUVE AU DOSSIER, INCLUANT LES COMPLÉMENTS D'ENQUÊTES QUE LE COMITÉ POURRAIT JUGER NÉCESSAIRE DE REQUÉRIR, AFIN DE FAIRE RAPPORT À LA DIRECTRICE DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET LUI FORMULER UNE RECOMMANDATION QUANT À SAVOIR SI DES ACCUSATIONS DEVRAIENT OU NON ÊTRE DÉPOSÉES.	0 \$

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

MANDATAIRE	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME YOLAND COUTU	100 \$ DE L'HEURE		ME COUTU INTERVIENT DANS LES DOSSIERS DU FONDS LORSQUE LA SECRÉTAIRE ET CONSEILLÈRE JURIDIQUE DU FONDS EST DANS L'IMPOSSIBILITÉ D'AGIR, EN RAISON DE SA PRÉSENCE À DEUX AUDIENCES DANS LA MÊME JOURNÉE OU LORS DES JOURNÉES DE CONSEIL D'ADMINISTRATION, PUISQUE SA PRÉSENCE EST REQUISE.	20 346,34 \$

SOURCE : SYSTÈME COMPTABLE DYNACOM, 31 MARS 2015

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME FRANCE HOULE 3101, CHEMIN DE LA TOUR MONTRÉAL (QC) H3T 1J7	FORFAIT DE 500 \$	CONFÉRENCE PORTANT SUR LA COHÉRENCE DÉCISIONNELLE AU SEIN D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF.	500,00 \$
LES AVOCATS PARADIS LEMIEUX FRANCIS INC. 1, RUE DE LA RIVIÈRE, BEDFORD (QC) J0J 1A0	FORFAIT DE 2 000 \$	FORMATION INTITULÉE «FORMATION SUR LA RÉDACTION DES DÉCISIONS» AUX JUGES ADMINISTRATIFS DE LA SECTION DES AFFAIRES. SOCIALES.	2 000,00 \$
LES AVOCATS PARADIS LEMIEUX FRANCIS INC. 1, RUE DE LA RIVIÈRE, BEDFORD (QC) J0J 1A0	FORFAIT DE 2 000\$	FORMATION INTITULÉE «FORMATION SUR LA RÉDACTION DES DÉCISIONS» AUX JUGES ADMINISTRATIFS DES SECTIONS DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES, DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT, ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES.	2 000,00 \$
SHADLEY BATTISTA COSTOM, S.E.N.C. 1100, AV. DES CANADIENS-DE-MONTRÉAL, 10E ÉTAGE, C.P. 17 MONTRÉAL (QC), H3B 2S2.	180 \$/HEURE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DEVANT LES TRIBUNAUX SUPÉRIEURS.	3 705,31 \$

- P.48 POUR 2014-2015, FOURNIR LES STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES. FOURNIR :**
- A. LA LISTE DES BUREAUX AVEC LE NOM DES PROFESSIONNELS QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS;
 - B. UNE VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN 2014-2015, EN INDIQUANT, S’IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
 - C. UNE COMPARAISON AVEC L’ANNÉE 2013-2014.

MINISTÈRE

NOM DU MANDATAIRE	MOIS	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	PAYEUR
RETROUVEY, VINCENT	MARS 2015	50 \$ / H	REPRÉSENTER LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE.	0\$	MJQ-DGAJL

ORGANISME

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

- NOTE 1 : LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES DU MJQ A ÉTÉ REMPLACÉE PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES POURSUITES PUBLIQUES QUI N’EXISTE PLUS. C’EST MAINTENANT UN ORGANISME BUDGÉTAIRE INDÉPENDANT APPELÉ DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES QUI DIRIGE, POUR L’ÉTAT, LES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AU QUÉBEC.
- NOTE 2 : LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES A OBTENU LA DÉLÉGATION REQUISE EN VERTU DE LA LOI POUR OCTROYER CES MANDATS.
- NOTE 3 : CERTAINS MANDATS CONFIÉS VISAIENT À REPRÉSENTER DES INDIVIDUS. AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L’ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS.

NOM DU MANDATAIRE	MOIS	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	PAYEUR
M ^E CLAUDE ALEXANDRE 2402, CHEMIN DU TOUR-DU-LAC LAC-SERGENT (QUÉBEC) G0A 2J0	100 \$	AVRIL 2014	AGIR À TITRE DE MENTOR DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT AUPRÈS DES JEUNES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, LEUR OFFRIR DE LA FORMATION DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT ET AGIR COMME PERSONNE-RESSOURCE AUPRÈS D'EUX DANS LE TRAITEMENT DES DOSSIERS D'ENVIRONNEMENT AINSI QUE DANS LA PLAIDOIRIE DE CES DOSSIERS.	14 231 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
M ^E MICHEL ROBERGE DUMAS GAGNÉ, AVOCATS 400, BOULEVARD JEAN-LESAGE, BUREAU 310	DÉROGATOIRE 175 \$	AVRIL 2014	AGIR À TITRE DE PROCUREUR AD HOC, ÉTUDIER LE RAPPORT D'ENQUÊTE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, LE CAS ÉCHÉANT, DÉPOSER LES ACCUSATIONS APPROPRIÉES ET CONDUIRE LES PROCÉDURES JUDICIAIRES QUI EN DÉCOULENT.	7 700 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOM DU MANDATAIRE	MOIS	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	PAYEUR
QUÉBEC (QUÉBEC) G1K 8W1					
M ^E PIERRE A. FOURNIER O'REILLY & ASSOCIÉS 1155 RUE UNIVERSITY, BUREAU 1007 MONTRÉAL (QUÉBEC) H3B 3A7	100 \$	JUIN 2014	REPRÉSENTER UN PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DANS LE TRAITEMENT D'UNE ENQUÊTE MENÉE PAR LE BUREAU DU SYNDIC DU BARREAU DU QUÉBEC POUR DES GESTES ALLÉGUÉS DANS L'EXERCICE DE SES FONCTIONS.	2 210 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
HONORABLE PIERRE J. DALPHOND STIKEMAN ELLIOTT, S.E.N.C.R.L., S.R.L. 1155, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST, BUREAU 4000 MONTRÉAL (QUÉBEC) H3B 3V2	DÉROGATOIRE 200 \$	DÉCEMBRE 2014	AGIR À TITRE DE PRÉSIDENT DU COMITÉ DE PROCUREURS INDÉPENDANTS FORMÉ PAR LE DPCP À LA SUITE D'UNE DEMANDE DE LA MINISTRE. PROCÉDER À UNE NOUVELLE ÉVALUATION DE L'ENSEMBLE DE LA PREUVE AU DOSSIER, INCLUANT LES COMPLÉMENTS D'ENQUÊTES QUE LE COMITÉ POURRAIT JUGER NÉCESSAIRE DE REQUÉRIR, AFIN DE FAIRE RAPPORT À LA DIRECTRICE DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET LUI FORMULER UNE RECOMMANDATION QUANT À SAVOIR SI DES ACCUSATIONS DEVRAIENT OU NON ÊTRE DÉPOSÉES.	0 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
M ^E LUCIE JONCAS 500 PLACE D'ARMES, BUREAU 1940 MONTRÉAL (QUÉBEC) H2W 2W2	DÉROGATOIRE 200 \$	DÉCEMBRE 2014	AGIR À TITRE DE PROCUREURE AD HOC AU SEIN DU COMITÉ DE PROCUREURS INDÉPENDANTS FORMÉ PAR LE DPCP À LA SUITE D'UNE DEMANDE DE LA MINISTRE. PROCÉDER À UNE NOUVELLE ÉVALUATION DE L'ENSEMBLE DE LA PREUVE AU DOSSIER, INCLUANT LES COMPLÉMENTS D'ENQUÊTES QUE LE COMITÉ POURRAIT JUGER NÉCESSAIRE DE REQUÉRIR, AFIN DE FAIRE RAPPORT À LA DIRECTRICE DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET LUI FORMULER UNE RECOMMANDATION QUANT À SAVOIR SI DES ACCUSATIONS DEVRAIENT OU NON ÊTRE DÉPOSÉES.	0 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

P.49 BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2014-2015, EN PRÉCISANT :

- A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS;
- B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT;
- C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD;
- D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON;
- E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.

MINISTÈRE

A. PROJETS TERMINÉS

NOM DU PROJET : RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT
PALAIS DE JUSTICE DE MONTMAGNY
BUDGET : 31,2 M\$ (INCLUANT LES COÛTS RELATIFS AU MOBILIER ET AUX ÉQUIPEMENTS
TECHNOLOGIQUES.)
LIVRAISON : 2014-2015

B. PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT*

NOM DU PROJET : REHAUSSEMENT SÉCURITÉ
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL
BUDGET : 9,9 M\$
LIVRAISON : 2015-2016

NOM DU PROJET : RÉAMÉNAGEMENT MAJEUR
PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU
BUDGET : 6,0 M\$
PQI 2014-2014
LIVRAISON : PROJET EN PLANIFICATION
2016-2017

NOM DU PROJET : RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT
PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI
BUDGET : 72,9 M\$ (INCLUANT LES COÛTS RELATIFS AU MOBILIER ET AUX ÉQUIPEMENTS
TECHNOLOGIQUES.)
PQI 2014-2014
LIVRAISON : PROJET EN PLANIFICATION
2018-2019

NOM DU PROJET : RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT
PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL
BUDGET : 46 M\$
PQI 2014-2014
LIVRAISON : PROJET EN PLANIFICATION
2019-2020

NOM DU PROJET : RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE
BUDGET : 53 M\$
PQI 2014-2014
LIVRAISON : PROJET EN PLANIFICATION
2020-2021

NOM DU PROJET : LONGUEUIL PHASE I – AMÉNAGEMENT ET ACCROISSEMENT D'ESPACE
BUDGET : 9,3 M\$
PQI 2014-2014
LIVRAISON : PROJET EN PLANIFICATION
2018-2019

NOM DU PROJET : LONGUEUIL PHASE II – AGRANDISSEMENT DES ESPACES

BUDGET : 25,0 M\$

LIVRAISON : PQI 2014-2014

PROJET EN PLANIFICATION
2024-2025

NOM DU PROJET : GATINEAU – AMÉNAGEMENT ET ACCROISSEMENT D’ESPACE

BUDGET : 3,6 M\$

LIVRAISON : 2016-2017

NOM DU PROJET : RÉFECTION DES BUREAUX DE JUGES
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL

BUDGET : 19,7 M\$

LIVRAISON : 2020-2021

C. PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD

AUCUN.

D. PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON

AUCUN.

E. PROJETS EN ATTENTE

AUCUN.

*CES PROJETS SONT INSCRITS AU PQI 2014-2024

P.50 SOMMES VENTILÉES ET DÉTAILLÉES POUR L'ANNÉE 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016 POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE, PAR PALAIS DE JUSTICE. INDIQUER LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN 2014-2015 PAR LA TABLE DE SÉCURISATION DES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC.

MINISTÈRE

DÉPENSES EN 2014-2015 : 379 747,43 \$

PROJETS EN SÉCURITÉ POUR 2014-2015

PALAIS DE JUSTICE		COÛT DU PROJET	DÉPENSES
PJ	VICTORIAVILLE	2 170,00 \$	2 170,00 \$
PJ	LONGUEUIL	612 379,64 \$	127 657,54 \$
PJ	LA TUQUE	7 470,23 \$	7 470,23 \$
PJ	MONTRÉAL	1 906 009,56 \$	123 698,61 \$
CSJ	MONTRÉAL	338 552,64 \$	111 163,86 \$
CHJ	MONTRÉAL - CJ	6 013,16 \$	6 013,16 \$
PJ	RIVIÈRE-DU-LOUP	83,63 \$	83,63 \$
PJ	BAIE-COMEAU	27 499,58 \$	1 490,40 \$
TOTAL		2 900 178,44 \$	379 747,43 \$

AUCUNE ACTION N'A ÉTÉ MISE EN ŒUVRE PAR LA « TABLE DE SÉCURISATION DES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC ».

P.51 POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE, PRÉCISER LES SOMMES ACCORDÉES DEPUIS 2004 POUR ASSURER LA SÉCURITÉ, PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE, VENTILÉES AFIN D’EXPOSER LE DÉTAIL DE L’UTILISATION DE CHACUNE DE CES SOMMES.

MINISTÈRE

DÉPENSES EN 2014-2015 : 379 747,43 \$

PROJETS EN SÉCURITÉ POUR 2014-2015

DISTRICT JUDICIAIRE	COÛT DU PROJET	DÉPENSES
ARTHABASKA	2 170,00 \$	2 170,00 \$
BAIE-COMEAU	27 499,58 \$	1 490,40 \$
KAMOURASKA	83,63 \$	83,63 \$
LONGUEUIL	612 379,64 \$	127 657,54 \$
MONTRÉAL	2 250 757,36 \$	240 875,63 \$
SAINT-AURICE	7 470,23 \$	7470.23 \$
TOTAL	2 900 178,44 \$	379 747,43 \$

MINISTÈRE

1. PLAN QUÉBÉCOIS D’IMMOBILISATION (PQI) 2014-2024

AU COURS DE L’ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC (MJQ) A PRÉSENTÉ AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (SCT) SON PQI DES PROJETS IMMOBILIERS 2014-2024. LE SCT A APPROUVÉ CE PQI LE 23 MAI 2014.

SUIVI DES PROJETS IMMOBILIERS INSCRITS AU PQI DEPUIS 2014

PALAIS DE JUSTICE DE MONTMAGNY

LE PROJET CONSISTAIT À AGRANDIR ET À RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE MONTMAGNY. LE 18 OCTOBRE 2011, LE SCT A AUTORISÉ LA RÉALISATION DU PROJET POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 30,5 M\$. LES TRAVAUX ONT DÉBUTÉS EN NOVEMBRE 2012, L’INAUGURATION A EU LIEU LE 14 NOVEMBRE 2014. LE PROJET A ÉTÉ RÉALISÉ À MOINDRE COÛT QUE PRÉVU.

PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET À RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI. LE 20 MARS 2013, LE DOSSIER D’AFFAIRES INITIAL A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE CONSEIL DES MINISTRES POUR UN MONTANT DE 72,9 M\$. LE 12 FÉVRIER 2014, UNE NOUVELLE DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D’INFRASTRUCTURE PUBLIQUE A ÉTÉ ADOPTÉE. CETTE DIRECTIVE REQUIERT LA PRÉPARATION D’UN DOSSIER D’AFFAIRES QUI COMPREND, NOTAMMENT, LES PLANS ET DEVIS D’EXÉCUTION. LE DOSSIER D’AFFAIRES EST EN COURS ET DEVRA ÊTRE SOUMIS AU CONSEIL DES MINISTRES AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION. LES TRAVAUX DEVRAIENT DÉBUTER À L’ÉTÉ 2016 AFIN DE LIVRER LE NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE À L’ÉTÉ 2018.

LE CONCEPT PRÉLIMINAIRE A ÉTÉ PRÉSENTÉ À LA COMMUNAUTÉ JURIDIQUE LE 26 MARS 2015.

PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL – REHAUSSEMENT DES MESURES DE SÉCURITÉ

LE PROJET A POUR OBJECTIF DE REHAUSSER LES MESURES DE SÉCURITÉ AU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL. IL EST EFFECTUÉ CONJOINTEMENT AVEC LE PROJET DE MAINTIEN D’ACTIF DE LA SQI QUI EST DE MODERNISER LES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ EXISTANTS. LE PROJET PRÉVOIT AINSI L’INSTALLATION D’ARCHES DE MÉTAL ET D’APPAREILS À RAYONS X. LE SCT A APPROUVÉ CES DEUX PROJETS QUI SONT EN COURS DE RÉALISATION.

LE COÛT POUR CES DEUX PROJETS S’ÉLÈVE À 20,3 M\$, SOIT 9,9 M\$ POUR LE REHAUSSEMENT DES MESURES DE SÉCURITÉ (MJQ) ET 10,4 M\$ POUR LA MODERNISATION DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ (SQI).

LES DEUX PROJETS SERONT COMPLÉTÉS POUR SEPTEMBRE 2015.

PROJETS EN PLANIFICATION ET RÉSERVE

PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET À RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE. LE CARACTÈRE ARCHITECTURAL DU BÂTIMENT ACTUEL SERAIT PRÉSERVÉ.

LE PROJET SERA SOUMIS À LA DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D’INFRASTRUCTURE PUBLIQUE. LE MJQ PRÉPARERA UN DOSSIER STRATÉGIQUE QUI SERA AUTORISÉ PAR LA MINISTRE AFIN DE RÉALISER LE DOSSIER D’AFFAIRES.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 53,0 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET À RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL. LE CARACTÈRE ARCHITECTURAL DU BÂTIMENT EXISTANT SERAIT PRÉSERVÉ. EN PLUS DE LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT ACTUEL, LE PROJET POURRAIT COMPRENDRE LA CONVERSION DES ESPACES VACANTS DU CENTRE DE DÉTENTION OU L’AGRANDISSEMENT PAR LA CONSTRUCTION D’ESPACES ADDITIONNELS.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 46,0 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL (RÉFECTION DES BUREAUX DE JUGE)

LE PROJET CONSISTE À RÉNOVER LE SECTEUR DES BUREAUX POUR LA MAGISTRATURE. C’EST UN PROJET DE MAINTIEN D’ACTIF. CE PROJET EST JUSTIFIÉ, CAR CES LOCAUX N’ONT PAS ÉTÉ RÉNOVÉ DEPUIS L’INAUGURATION DU PALAIS EN 1970.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 19,6 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU

LE PROJET CONSISTE À EFFECTUER DES RÉNOVATIONS MAJEURES AU PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS IDENTIFIÉS.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 6,0 M\$.

AMÉLIORATIONS ET REMPLACEMENT - NOUVELLES INITIATIVES

PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 1

LE PROJET CONSISTE À AMÉNAGER ET AGRANDIR LE PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES 10 PROCHAINES ANNÉES. CE PROJET EST DÙ À L’ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS CE DISTRICT JUDICIAIRE. LES AMÉNAGEMENTS SERONT EFFECTUÉS EN DEUX ÉTAPES (PHASE 1-A ET PHASE 1-B) DANS LE BÂTIMENT EXISTANT POUR L’AJOUT, NOTAMMENT, DE SALLES D’AUDIENCE, DE BUREAUX DE JUGES, D’UNE SALLE D’AUDIENCE AMÉNAGÉE POUR LES MÉGAPROCÈS ET LE DÉPLACEMENT DES ACTIVITÉS DU BUREAU RÉGIONAL DES INFRACTIONS ET DES AMENDES.

LE PROJET NÉCESSITERA LE RELOGEMENT DU SERVICE DE PROBATION DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET LA CONSTRUCTION D’ESPACES ATTENANTS AU PALAIS POUR LES PROCUREURS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. LES DEUX CT SONT EN PRÉPARATION POUR LES DEUX ÉTAPES DE LA PHASE 1.

LE COÛT DU PROJET DE LA PHASE 1 EST ESTIMÉ À 9,3 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 2

LE PROJET DE PHASE II EST PRÉVU POUR UN SECOND AGRANDISSEMENT DU PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL. CE PROJET VISE À RÉPONDRE AUX BESOINS POUR UN MINIMUM DE VINGT ANS APRÈS CELUI DE LA PHASE 1. CE DEUXIÈME AGRANDISSEMENT PERMETTRA NOTAMMENT L’AJOUT DE SALLES D’AUDIENCE, DE BUREAUX DE JUGE ET DES LOCAUX NÉCESSAIRES POUR LE FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME JUDICIAIRE.

LE COÛT DU PROJET DE LA PHASE 2 EST ESTIMÉ À 25,0 M\$

PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU

LE PROJET CONSISTE À AMÉNAGER ET ACCROÎTRE À L’INTERNE LES ESPACES DU PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU POUR RÉPONDRE AUX BESOINS POUR UN MINIMUM DE 20 ANS. CES BESOINS SONT DÙS À L’ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE GATINEAU. LES AMÉNAGEMENTS SERONT EFFECTUÉS EN CINQ ÉTAPES DANS LE BÂTIMENT EXISTANT POUR L’AJOUT DE DEUX SALLES D’AUDIENCE, DE BUREAUX DE JUGES ET L’AMÉNAGEMENT D’UNE SALLE D’AUDIENCE POUR LES MÉGAPROCÈS.

UN CT EST EN PRÉPARATION POUR L’AUTORISATION DES TRAVAUX PAR LE SCT.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 3,6 M\$.

AUTRES PROJETS INSCRITS AU PQI

AMÉLIORATIONS ET REMPLACEMENT – PROJETS À L’ÉTUDE

CERTAINS PROJETS SONT INSCRITS AU PQI AFIN DE PRÉPARER DES ÉTUDES. ILS POURRAIENT FAIRE L’OBJET DE TRAVAUX D’AMÉNAGEMENT IMPORTANTS. LES COÛTS INSCRITS AU PQI REPRÉSENTENT SEULEMENT LES COÛTS ESTIMÉS POUR EFFECTUER LES ÉTUDES.

PALAIS DE JUSTICE DE SEPT-ÎLES

LE COÛT POUR LES ÉTUDES EST ESTIMÉ À 1,5 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE SOREL

LE COÛT POUR LES ÉTUDES EST ESTIMÉ À 1,5 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE ROUYN-NORANDA

LE COÛT POUR LES ÉTUDES EST ESTIMÉ À 1,5 M\$.

P.53 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC DEPUIS 2009-2010 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉES CIVILES) ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN :

- A. **CHAMBRE CIVILE;**
- B. **CHAMBRE CIVILE - DIVISION DES PETITES CRÉANCES;**
- C. **CHAMBRE CRIMINELLE;**
- D. **CHAMBRE DE LA JEUNESSE.**

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2014 :

A. CHAMBRE CIVILE :

DOSSIERS OUVERTS : 65 604
DÉLAI D'AUDITION - CAUSES UN JOUR OU MOINS : 259
DÉLAI D'AUDITION - CAUSES PLUS D'UN JOUR À 2 JOURS : 275
DÉLAI D'AUDITION - CAUSES PLUS DE 2 JOURS : 309

B. CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES :

DOSSIERS OUVERTS : 18 067
DÉLAI D'AUDITION : 325

C. CHAMBRE CRIMINELLE :

DOSSIERS OUVERTS : 166 680
DÉLAI D'AUDITION - COMPARUTION : 48
DÉLAI D'AUDITION - ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE : 151
DÉLAI D'AUDITION - PROCÈS : 166

D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE :

DOSSIERS OUVERTS - DÉLINQUANCE : 13 156
DÉLAI D'AUDITION - COMPARUTION DÉLINQUANCE : 37
DÉLAI D'AUDITION - PROCÈS DÉLINQUANCE : 55

DOSSIERS OUVERTS - PROTECTION : 8 056
DÉLAI D'AUDITION - AUDITION PROTECTION : 43

DOSSIERS OUVERTS - ADOPTION : 865
DÉLAI D'AUDITION - AUDITION ADOPTION : 32

P.54 NOMBRE DE DOSSIERS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES DEPUIS 2009-2010 JUSQU’À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). INDiquer LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$ ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS. VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2014 :

TOTAL	18 067
3 000,00 \$ ET MOINS	10 050
3 000,01 \$ À 5 000,00 \$	3 027
5 000,01 \$ ET PLUS	4 990

P.55 NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES DEPUIS 2009-2010 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2014 :

TOTAL : 1 103

P.56 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE DEPUIS 2009-2010 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2014 :

DOSSIERS OUVERTS, CH. CIVILE : 27 749

DOSSIERS OUVERTS, CH. DE LA FAMILLE : 26 911

P.57 CONCERNANT LA COUR DES PETITES CRÉANCES, POUR 2013-2014 ET 2014-2015, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER ET STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS :

- A. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS;
- B. LE NOMBRE DE DOSSIERS AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION;
- C. LE NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D’UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT.

MINISTÈRE

A. NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS

ANNÉE CIVILE 2014 :

	2014
DOSSIERS	18 067

B. NOMBRE DE DOSSIERS AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION

ANNÉE CIVILE 2014 :

	2014
DOSSIERS	1 103

C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D’UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT

ANNÉE CIVILE 2014 :

	2014
JANVIER	452
FÉVRIER	435
MARS	454
AVRIL	547
MAI	545
JUIN	437
JUILLET	421
AOÛT	391
SEPTEMBRE	485
OCTOBRE	431
NOVEMBRE	468
DÉCEMBRE	319
TOTAL	5 385*

* LES DONNÉES CORRESPONDENT AU NOMBRE TOTAL DE BREFS D'EXÉCUTION ÉMIS AUX PETITES CRÉANCES. IL EST IMPOSSIBLE DE PRÉCISER LES CAS OÙ UN REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL.

MINISTÈRE

RÉGIONS	NOMS	COÛTS TOTAUX (\$)
		(SALAIRES, LOYERS ET AUTRES)
1	AMQUI	218 655
	MATANE	343 841
	MONT-JOLI	135 803
	SOUS-TOTAL RÉGION 01 : BAS ST-LAURENT	698 299
2	SAGUENAY (JONQUIÈRE)	600
	CHIBOUGAMAU	294 255
	DOLBEAU	124 679
	SOUS-TOTAL RÉGION 02 : SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	419 534
4	LA TUQUE	216 624
	SOUS-TOTAL RÉGION 04 : MAURICIE-BOIS-FRANCS	216 624
5	GRANBY	1 827 599
	MAGOG	59 351
	SOUS-TOTAL RÉGION 05 : ESTRIE	1 886 950
7	MANIWAKI	316 974
	SOUS-TOTAL RÉGION 07 : OUTAOUAIS	316 974
8	VAL D'OR	2 456 393
	LA SARRE	217 078
	SENNETERRE	34 579
	SOUS-TOTAL RÉGION 08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	2 708 050
9	FORESTVILLE	136 199
	COUR ITINÉRANTE	44 626
	SOUS-TOTAL RÉGION 09 : CÔTE NORD	180 825
10	COUR ITINÉRANTE	2 791 792
	SOUS-TOTAL RÉGION 10 : GRAND NORD	2 791 792
11	HÂVRE-AUBERT	396 803
	STE-ANNE-DES-MONTS	276 618
	GASPÉ	105 924
	CARLETON	95 031
	SOUS-TOTAL RÉGION 11 : GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	874 376
14	REPENTIGNY	10 156
	SOUS-TOTAL RÉGION 14 : LANAUDIÈRE	10 156
15	STE-AGATHE-DES-MONTS	70 446
	LACHUTE	56 147
	SOUS-TOTAL RÉGION 15 : LAURENTIDES	126 593
TOTAL		10 230 173

P.59 NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS DEPUIS 2009-2010 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE.
FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.

MINISTÈRE

	2014-2015
CÉLÉBRANTS	5 736

P.60 NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS « AD HOC ») DEPUIS 2009-2010 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.

MINISTÈRE

	2014-2015
CÉLÉBRANTS « AD HOC »	5 590

P.61 AU 31 MARS 2015, LE NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL RELEVANT DU DPCP POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE : INSTITUÉ PAR LA *LOI SUR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES* LE 15 MARS 2007, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DIRIGE POUR L'ÉTAT, SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE DE LA JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL, LES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AU QUÉBEC. LES SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL SONT, DEPUIS CETTE DATE, DÉSIGNÉS « PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ».

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
QUÉBEC QUÉBEC BUREAU DU DIRECTEUR BUREAU DES RELATIONS PUBLIQUES ET DE L'INFORMATION BUREAU DU RECRUTEMENT ET DE LA FORMATION DES POURSUIVANTS BUREAU DES AFFAIRES EXTÉRIEURES BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DE LUTTE À LA CORRUPTION ET À LA MALVERSATION	37 8 2 4 6 12 12 5 8 4 1	99
CHARLEVOIX LA MALBAIE	1	1
MONTMAGNY MONTMAGNY	2	2
BEAUCE SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	3	3
RIMOUSKI AMQUI MATANE MONT-JOLI RIMOUSKI BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	0 4 0 4 1 1	10
KAMOURASKA RIVIÈRE-DU-LOUP BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	6 1	7
GASPÉ PERCÉ SAINTE-ANNE-DES-MONTS	4 1	5
BONAVENTURE CARLETON-SUR-MER NEW CARLISLE	0 2	2
BAIE-COMEAU BAIE-COMEAU BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	4 1	5
MINGAN COUR ITINÉRANTE SEPT-ÎLES	0 5	5
ROBERVAL ROBERVAL	4	4
CHICOUTIMI SAGUENAY BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	9 2	11
ALMA ALMA	3	3

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
TROIS-RIVIÈRES TROIS-RIVIÈRES BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	13 2 1 1	17
ARTHABASKA VICTORIAVILLE	4	4
SAINT-MAURICE LA TUQUE SHAWINIGAN	1 8	9
DRUMMOND DRUMMONDVILLE	4	4
SAINT-FRANÇOIS SHERBROOKE BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	12 3 1 2	18
BEDFORD COWANSVILLE GRANBY BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	0 4 2 1	7
FRONTENAC THETFORD MINES	2	2
LONGUEUIL LONGUEUIL BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	35 4 6	45
IBERVILLE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	5	5
BEAUHARNOIS SALABERRY-DE-VALLEYFIELD BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	10 1 2	13
RICHELIEU SOREL-TRACY	3	3
SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	7 17	24
MONTREAL MONTREAL BUREAU DU DIRECTEUR BUREAU DES RELATIONS PUBLIQUES ET DE L'INFORMATION BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DE LUTTE À LA CORRUPTION ET À LA MALVERSATION	116 1 1 8 4 23 41 18 22	234
TERREBONNE SAINT-JÉRÔME BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	20 1 1 3	25
TÉMISCAMINGUE VILLE-MARIE	0	0

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
ABITIBI AMOS GRAND NORD KUUJJUAQ LA SARRE MATAGAMI SENNETERRE VAL-D'OR CHIBOUGAMAU BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	12 0 1 0 0 0 6 0 1	20
LABELLE MANIWAKI MONT-LAURIER	1 2	3
PONTIAC CAMPBELL'S BAY	0	0
GATINEAU GATINEAU BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	27 1 1 4	33
ROUYN-NORANDA ROUYN BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	8 1	9
LAVAL LAVAL BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	14 2 1	17
JOLIETTE JOLIETTE BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	17 1 3	21
GRAND TOTAL		670

LES DONNEES SONT EN DATE DU 6 MARS 2015.

P.62 POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPARTS.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

POUR 2014-2015, SEPT PROCUREURS ONT DÉMISSIONNÉ. AUCUN COÛT N’EST LIÉ À CES DÉMISSIONS.

P.63 POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LA LISTE DES PROCUREURS CADRES AYANT FAIT L’OBJET D’UNE RÉAFFECTATION.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 6 MARS 2015, UN SEUL PROCUREUR A FAIT L’OBJET D’UNE RÉAFFECTATION. IL S’AGIT DE M^E MAXIME CHEVALIER.

P.64 POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN DES DOSSIERS CRIMINELS.

MINISTÈRE

DÉLAI D’AUDITION (ANNÉE CIVILE 2014)

LOCALITÉS	COUR DU QUÉBEC – CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE MATIÈRES CRIMINELLES		
	COMPARUTION	ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE	PROCÈS
RÉGION 01			
RIMOUSKI	29,8	116,8	130,5
AMQUI	20,3	20,3	80,0
MATANE	38,8	80,8	92,5
MONT-JOLI	16,4	82,6	83,2
RIVIÈRE-DU-LOUP	42,7	129,8	176,6
RÉGION 02			
CHICOUTIMI	56,3	101,7	101,9
ROBERVAL	42,0	132,5	171,8
ALMA	41,3	102,8	125,0
CHIBOUGAMAU	44,0	45,2	45,2
DOLBEAU – MISTASSINI *	N/A	N/A	N/A
RÉGION 03			
QUÉBEC	90,0	60,0	45,0
LA MALBAIE	17,5	40,3	40,3
RÉGION 04			
TROIS-RIVIÈRES	60,8	76,0	255,2
SHAWINIGAN	37,5	137,9	202,5
LA TUQUE	47,1	110,5	119,1
RÉGION 05			
SHERBROOKE	30,0	34,7	69,4
COWANSVILLE	35,0	15,3	142,1
GRANBY	35,0	17,8	142,5
LAC MÉGANTIC	68,8	87,7	181,9
RÉGION 06			
MONTREAL	36,9	195,0	195,8
RÉGION 07			
GATINEAU	45,0	129,2	136,7
CAMPBELL’S BAY	60,0	60,0	90,0
MANIWAKI	60,0	120,0	223,3
MONT-LAURIER	69,4	76,9	87,0
RÉGION 08			
ROUYN-NORANDA	37,0	96,3	96,3
AMOS	47,7	146,1	146,1
VILLE-MARIE	32,7	99,8	99,8
VAL D’OR	26,2	218,5	218,5
LA SARRÉ	57,0	84,8	84,8
RÉGION 09			
SEPT-ÎLES	140,3	107,8	169,8
SEPT-ÎLES (ITINÉRANT)	142,7	146,1	160,0
BAIE-COMEAU	56,4	112,9	153,3
RÉGION 11			
NEW-CARLISLE	21,3	21,3	21,8
PERCÉ	55,0	49,7	63,1
HAVRE-AUBERT	22,8	22,8	23,2
STE-ANNE-DES-MONTS	28,8	108,8	165,1
CARLETON **	58,4	N/A	N/A
RÉGION 12			
THEDFORD-MINES	111,3	180,8	192,3
MONTMAGNY	30,0	80,0	120,0
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	41,3	93,8	132,5
RÉGION 13			
LAVAL	95,3	169,0	328,1

LOCALITÉS	COUR DU QUÉBEC – CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE MATIÈRES CRIMINELLES		
	COMPARUTION	ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE	PROCÈS
RÉGION 14			
JOLIETTE	62,2	94,3	204,0
RÉGION 15			
ST-JÉROME	57,5	155,1	144,1
STE-AGATHE-DES-MONTS*	N/A	N/A	N/A
RÉGION 16			
LONGUEUIL	45	238,4	285,75
ST-HYACINTHE	46,8	313,4	222,3
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	61,2	179,8	244,8
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	32,5	180,2	213,3
SOREL-TRACY	70,2	149,7	191,5
RÉGION 17			
DRUMMONDVILLE	45,0	95,0	95,0
VICTORIAVILLE	63,0	154,9	145,0

* LA COUR DU QUÉBEC, CHAMBRE CRIMINELLE NE SIÈGE PAS À CET ENDROIT.

** SEULES LES COMPARUTIONS ONT LIEU À CARLETON.

P.65 POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON JUDICIARISATION EN INDIQUANT, SI POSSIBLE, LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

TABLEAU STATISTIQUE – NON JUDICIARISATION PAR TYPE D’INFRACTION
2014-2015

INFRACTIONS	ARTICLES	NOMBRE	%
VOL D’UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEUR À 5 000 \$	334 B)	2 205	40,08
POSSESSION SIMPLE D’UNE PETITE QUANTITÉ DE CANNABIS	4 (1) (5)	2 045	37,17
VOIES DE FAIT (PEINE)	266	345	6,27
PROFÉRER DES MENACES DE CAUSER LA MORT OU DES LÉSIONS CORPORELLES	264.1(1)A)(2)	263	4,78
DÉFAUT DE SE CONFORMER À UNE ORDONNANCE DE PROBATION	733.1	95	1,73
MÉFAIT À L’ÉGARD DE BIENS PRIVÉS	430 (1)	160	2,91
OMISSION DE COMPARAÎTRE SUITE À UNE SOMMATION	145 (4)B)	2	0,04
FRAUDE À L’ÉGARD D’UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000 \$	380 (1)B)	110	2,00
ENTRAVER VOLONTAIREMENT UN AGENT DE LA PAIX DANS L’EXÉCUTION DE SES FONCTIONS	129 A)	7	0,13
RECEL D’UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEUR À 5 000 \$	355 B)	42	0,76
OMISSION DE COMPARAÎTRE SUITE À UNE CITATION OU UNE PROMESSE DE COMPARAÎTRE	145 (5)	2	0,04
INFRACTIONS DIVERSES	-	226	4,11
TOTAL		5 502	100

NOTE : LES DONNÉES SONT EN DATE DU 28 FÉVRIER 2015 (11 MOIS)

STATISTIQUE RELATIVES À LA NON JUDICIARISATION
2014-2015

DISTRICT JUDICIAIRE	NO GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL	TOTAL PAR DISTRICT
ABITIBI	605	AMOS	20	
	170	CHIBOUGAMAU	11	
	640	GRAND NORD	17	
	620	LA SARRE	24	
	635	LG-2	23	
	625	SENNETERRE	11	
	615	VAL D'OR	46	
				152
ALMA	160	ALMA	53	
				53
ARTHABASKA	415	VICTORIAVILLE	152	
				152
BAIE COMEAU	655	BAIE COMEAU	26	
				26
BEAUCE	350	ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	124	
				124
BEAUHARNOIS	760	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	136	
				136
BEDFORD	455	COWANSVILLE	46	
	460	GRANBY	52	
				98
BONAVENTURE	105	NEW CARLISLE	38	
				38
CHARLEVOIX	240	LA MALBAIE	44	
				44
CHICOUTIMI	150	CHICOUTIMI	207	
				207
DRUMMOND	405	DRUMMONDVILLE	103	
				103
FRONTENAC	235	THETFORD MINES	30	
				30

DISTRICT JUDICIAIRE	NO GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL	TOTAL PAR DISTRICT
GASPÉ	115	HAVRE AUBERT	6	
	110	PERCÉ	20	
	130	STE-ANNE-DES-MONTS	7	
				33
HULL	550	HULL	431	
				431
IBERVILLE	755	SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	136	
				136
JOLIETTE	705	JOLIETTE	304	
				304
KAMOURASKA	250	RIVIÈRE-DU-LOUP	77	
				77
LABELLE	565	MANIWAKI	20	
	560	MONT LAURIER	47	
				67
LAVAL	540	LAVAL	373	
				373
LONGUEUIL	505	LONGUEUIL	242	
				242
MÉGANTIC	480	LAC MÉGANTIC	3	
				3
MINGAN	652	COUR ITINÉRANTE	10	
	650	SEPT-ÎLES	19	
				29
MONTMAGNY	300	MONTMAGNY	43	
				43
MONTREAL	500	MONTREAL	54	
	850	VILLE DE MONTREAL	468	
				522
PONTIAC	555	CAMPBELL'S BAY	18	
				18
QUEBEC	200	QUEBEC	695	
				695
RICHELIEU	765	SOREL	77	
				77
RIMOUSKI	120	AMQUI	8	
	125	MATANE	26	
	135	MONT JOLI	2	
	100	RIMOUSKI	58	
				94
ROBERVAL	155	ROBERVAL	69	
				69
ROUYN-NORANDA	600	ROUYN	34	
				34
SAINT-FRANÇOIS	450	SHERBROOKE	221	
				221
SAINT-HYACINTHE	750	SAINT-HYACINTHE	133	
				133
SAINT-MAURICE	425	LA TUQUE	28	
	410	SHAWINIGAN	85	
				113
TÉMISCAMINGUE	610	VILLE-MARIE	9	
				9
TERREBONNE	700	SAINT-JÉRÔME	463	
				463
TROIS-RIVIÈRES	400	TROIS-RIVIÈRES	153	
				153
GRAND TOTAL :				5 502

NOTE : LES DONNÉES SONT EN DATE DU 28 FÉVRIER 2015 (11 MOIS).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2015

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
MARTIN BELLEAU C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
FERNAND BÉRUBÉ C. R.	AUDITION À VENIR LE 20 AVRIL 2015
FATHI BLALI C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
ÉRIC BOLDUC C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
RICHARD BOUDREAU C. R.	AUDITION À VENIR LE 12 MARS 2015
RÉMI CARRIER C. R.	AUDITION À VENIR
ÉRIC CHOUINARD C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ÉRIC DENIS C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
YVES DENIS C. R.	EN ATTENTE D'UN EXPOSÉ (APPELANT-INTIMÉE-MISE EN CAUSE)
STEVE DEVLIN C. R.	EN ATTENTE DU DÉSISTEMENT DE LA REQUÊTE OU FERMETURE ADMINISTRATIVE DU DOSSIER, À SUIVRE
FRANCIS DROUIN C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
DAVID DULAC C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
JEAN FABER C. R.	AUDITION À VENIR
SERGE FAUCHER C. R.	REQUÊTE EN PROLONGATION DE DÉLAI REFUSÉE
ALAIN GAGNON C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
STEVE GAUTHIER C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER ET AVIS D'APPEL
PATRICE GENEST C. R.	AUDITION À VENIR LE 10 MARS 2015
PAUL GERMAIN C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
GUILLAUME GILBERT C. R.	AUDITION À VENIR
R. C. FRÉDÉRIC GOSSELIN	EN DÉLIBÉRÉ
JACQUES GUY CARRIER C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
ANDRÉ HÉBERT C. R.	AUDITION À VENIR LE 30 AVRIL 2015
MARIE-LOUISE HUPPÉ C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
INSTITUT EN SANTÉ MENTALE DE QUÉBEC C. R.	AUDITION À VENIR LE 1 ^{ER} AVRIL 2015
FRANÇOIS KIROUAC C. R.	AUDITION À VENIR
PIERRE-OLIVIER LALIBERTÉ C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
JONATHAN LAPOINTE C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
EVANS LECLERC C. R.	AUDITION À VENIR LE 23 AVRIL 2015
MATHIEU LEBLANC C. R.	TERMINÉ
PIERRE LÉVESQUE C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
ALAIN PERREAULT C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
ROBERT PERRON C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
PATRICK POULIN C. R.	AUDITION À VENIR
BENOÎT RIVET C. R.	AUDITION À VENIR LE 10 AVRIL 2015
KEVIN ROBERTSON C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
JEAN-LOUIS SAVARD C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ANDRÉ SIMARD C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
JOFFRE TOUSIGNANT C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
DANIEL TREMBLAY C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
PIERRE TURBIDE C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR SUPRÊME DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
R. C. TOMMY LACASSE	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉ)

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
EST DU QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
LEE BOYLE C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
ELPHE DESBOIS C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER, AUDITION LE 29 MAI 2015
ROBERT SMITH C. R.	AVIS D'APPEL DÉPOSÉ LE 6 FÉVRIER 2015
LAWRENCE STEVENS C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
JASON MOLLEY C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
ROMAIN PERRON C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
FRANÇOIS GAGNON C. R.	AUDITION À VENIR LE 31 MARS 2015
YVES LÉVESQUE C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
MARIO CHARRETTE C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE À PRODUIRE POUR LE 19 AOÛT 2015 (INTIMÉE)
TOBY CARRIER C. R.	EN DÉLIBÉRÉ

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
CENTRE-DU-QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
FLORENT DOMAINE C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
STÉPHANE PINARD C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
SYLVAIN GAUDREAU C. R.	AUDITION AU FOND
JOSÉ ALBERTO DA HORA FILHO C. R.	DERNIÈRE DATE AVANT REJET D'APPEL
CARLOS MARX GUERRERO SILVA C. R.	EN ATTENTE DU JUGEMENT
MOHAMMAD SHAFIQ C. R.	COMPARUTION DÉPOSÉE PAR L'INTIMÉE
ADÈLE SORELLA C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANTE) ET DU MÉMOIRE (INTIMÉE)
STEVEN LÉGER C. R.	À PLAIDER
JEAN JUNIOR PRÉSENT C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
JEAN KHALIFE C. R.	AUDITION DE LA REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
VICTOR CHISLARU C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
ROBERT GAUTHIER C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
MUZLI BERISH C. R.	REQUÊTE EN PROLONGATION DE DÉLAI LE 15 MAI 2015
JOEL BEAUSÉJOUR C. R.	AUDITION À VENIR
YANNICK DEMERS C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
YVON DURAND C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
FRÉDÉRIC GAGNON C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
R. C. SÉBASTIEN MARTIN	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANTE)
JEAN POITRAS C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
JEAN POITRAS C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
CHARLES SIMARD C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
JEAN-FRANÇOIS ST-GERMAIN C. R.	AUDITION À VENIR LE 21 AVRIL 2015
JEAN-FRANÇOIS ST-GERMAIN C. R.	AUDITION À VENIR LE 21 AVRIL 2015
PATRICK HAMENL C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
GANEYA UYANZE C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
CHAKIB AMIRI C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
CRISTIAN LÉO C. R.	AVIS D'APPEL
AIMÉ ST-PIERRE C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
PATRICK WOLF C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
PATRICK WOLF C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (APPELANT)
FRANÇOIS VILLENEUVE C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
RAPHAËL KEYZER C. R.	À PLAIDER
NORMAN GRAHAM C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
PIERRE-LUC DUFRESNE C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
JÔEL LEGAULT C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
SIMON COSSETTE-TESSIER C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
YVAN BRANCONNIER C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
LOUIS-PIER, NOËL C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
MARTIN, GÉLINAS C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
ALEX, BEAUDOIN C. R.	AUDITION AU FOND
DENIS, DURAND R. C.	EN ATTENTE D'UNE DATE DE FACILITATION PÉNALE
LOUISE, DUHAIME R. C.	AUDITION AU FOND
DANIEL, BERGERON C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
SUD DU QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
ARIEL SANTIAGO AREVALO NAVONI C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
JEAN-SÉBASTIEN HARRISON C. R.	EN ATTENTE DE L'AUDITION
JACQUES ROUILLER C. R	EN ATTENTE DE L'AUDITION LE 22 AVRIL 2015
ANTOINE VILLENEUVE C. R.	EN ATTENTE DE L'AUDITION
DANIEL PATRY C. R.	EN ATTENTE DE L'AUDITION LE 5 MAI 2015
MARK RENSHAW / JOEL BOULIANNE C. R	EN ATTENTE DE L'AUDITION LE 3 JUIN 2015
RÉAL SCOTT RAIL C. R.	EN ATTENTE DE L'AUDITION
NIDAL JOAD C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
FRÉDÉRIC DUBOIS C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
MATTHEW DEMELO C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
FRANÇOIS TARTAMELLA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
PATRICE CUERRIER C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MICHEL GAUTHIER C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. ALAIN PARÉ	EN ATTENTE DE L'AUDITION LE 8 MAI 2015
CÉSAR JULIO MARENTES ORJEULA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JACQUES GENDREAU C. R.	EN ATTENTE DE L'AUDITION LE 14 AVRIL 2015
REDOUANE HAMROUN C. R	EN ATTENTE DE L'AUDITION LE 26 MARS 2015
JOCELYN ARNOLD C. R.	EN ATTENTE DE L'AUDITION
PATRICK DESCHÂTELETS C. R.	EN ATTENTE DE L'AUDITION LE 18 MARS 2015
ALAIN BÉLIVEAU C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
CHRISTIAN BERTRAND C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
NATHALIE BERMAN C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MARC GORDYN C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ISABELLE CHAUSSÉ C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANTE)
R. C. YAN BRISEBOIS ROY	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER LE 14 AVRIL 2015
ÉRIC DUBOIS C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ROBERT JODOIN C. DPCP	EN ATTENTE DE L'AUDITION LE 7 MAI 2015
MAXIME PAPINEAU C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
PATRICK VAILLANCOURT C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
WILLIAM BARNETT C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
ZACHARY THIBAUT C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
SARAH COUSINEAU-DENIS C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANTE)
JIMMY PRESSÉ C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
LAFLAMME MICHEL C. R.	EN ATTENTE D'UNE NOUVELLE AUDITION LE 17 AVRIL 2015
DENIS IMBEAU C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MARTHE LEMIRE C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANTE)
LORIANE GÉLINAS C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
DONALD RAJOTTE C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. NORMAND BÉDARD	EN ATTENTE D'UNE FACILITATION PÉNALE
GABRIELLE FRÉCHETTE C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
GINETTE DUCLOS C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
GÉRALD FONTAINE C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
PHILIPPE BRAIS C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
ALAIN PRIMEAU C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
LOUIS LEDUC C. R	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
SUD DU QUÉBEC (SUITE)	
LISTE	ÉTAT
ULRICH CHARBONNEAU C. R	EN DÉLIBÉRÉ
DANY MOUREAU C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
STÉPHANE LEBLANC C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
ANDRÉ LEBEUF C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
CATHERINE DESJARDINS C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
EMMA CZORNOBAJ C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JACQUES FLAMANT C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
JOCELYN MÉNARD C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
PIERRE MCGOWAN C. R.	EN ATTENTE DE L'AUDITION LE 20 MARS 2015

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
MONTRÉAL	
LISTE	ÉTAT
STEWART CONWAY C. R.	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
R. C. DEBORAH ÉTIENNE	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
R. C. BERTHA BONSPILLE-PELTIER	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
R. C. NANCY GABRIEL	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
R. C. KEITH CREE	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
R. C. ANGUS NELSON	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
R. C. TEHANE NELSON McDONALD	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
R. C. MARK DELISLE	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
R. C. MILTON GABRIEL	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
R. C. STEWART CONWAY	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
R. C. FRANÇOIS PINSONNEAULT	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
BRADLEY GABRIEL C. R.	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
GARY GABRIEL C. R.	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
MILTON GABRIEL C. R.	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
HUBERT NELSON C. R.	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
ALLISTER NICHOLAS C. R.	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
FRANÇOIS PINSONNEAULT C. R.	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
TERRY YAXLEY C. R.	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
KEITH CREE C. R.	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
TEHANE NELSON McDONALD C. R.	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
GARY GABRIEL C. R.	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
TERRY YAXLEY C. R.	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
HUBERT NELSON C. R.	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
GABRIEL BRADLEY C. R.	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
NICHOLAS ALLISTER C. R.	AUDITION À VENIR LES 30 AVRIL ET 1 MAI 2015
KARLO DESJARDINS C. R.	AUDITION À VENIR LE 14 AVRIL 2015
GABRIELA ELENA ZUGRAVESCU C. R.	AUDITION À VENIR LE 29 AVRIL 2015
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
PATRICK TSHITENGE MASUKU C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
PATRICK TSHITENGE MASUKU C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
GABRIELA ELENA ZUGRAVESCU C. R.	AUDITION À VENIR LE 29 AVRIL 2015
TIEN THANH NGUYEN C. R.	AUDITION À VENIR LE 3 JUIN 2015
STEPHAN LEZAMA C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
SERGE TAKRI C. R.	AUDITION À VENIR LE 21 AVRIL 2015
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
RAYNALD RICHARD C. R.	AUDITION À VENIR
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
AARON SEALY C. R.	AUDITION À VENIR LE 15 AVRIL 2015
EDENS KENOL C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
ERICH CHEMAMA C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
ZDZISLAW GNYP C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
VICTOR NICOLAS ALFARO C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
SÉRAPHIN RICHER C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
TAREK BOUSSEBHA C. R.	AUDITION À VENIR
DAVID LYLE PIERCE C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
MONTREAL (SUITE)	
LISTE	ÉTAT
LELAND KALUZA C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
TUYEN PHAM C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
STEVE HURDLE C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
GRETZKY MARCELLUS C. R.	AUDITION À VENIR LE 16 AVRIL 2015
CHRISTOPHER LEVERS C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ALBERTO MANUEL MARTINEZ C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
SÉBASTIEN CASAVANT C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
R. C. RICHARD JASON CLOUD	EN DÉLIBÉRÉ
EVENS BELLEVILLE C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
R. C. DAVE O'FARRELL	EN DÉLIBÉRÉ
R. C. SHARON BARON	EN DÉLIBÉRÉ
JOHN TSHIAMALA C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
R. C. BOON SEAR PHENGSAI	EN DÉLIBÉRÉ
JAMAL GREEN C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
R. C. ISABELLE BENOIT	EN DÉLIBÉRÉ
JOHN TSHIAMALA C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
EVENS BELLEVILLE C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
NORMAND ÉMILE CARRIÈRE C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
ERICH CHEMAMA C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
ERICH CHEMAMA C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
R. C. ELIE FADEL	AUDITION À VENIR
GEMIMA ROMAIN C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
CHRIS RON HAYWOOD C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
TODOROV TODOR C. R.	AUDITION À VENIR LE 29 AVRIL 2015
R. C. JIMMY MÉTHOT	EN DÉLIBÉRÉ
KYLE GABRIEL C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
CAREY ISAAC REGIS C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
TERRELL LLOYD SMITH C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. MICHEL LEDOUX	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉ)
JEAN FRANTZ JR. GEORGE	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
JUSTIN GOW-LEACH C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
RICHARD ALFONSO MILLS C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. VIATEUR PRÉNOVEAU	AUDITION À VENIR LE 5 JUIN 2015
SERGE TAKRI C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
R. C. MICHEL HUARD	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANTE)
R. C. WIDLAIK CINEUS ET AL.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANTE)
ASIKA SAMUEL ONWULAWU C. R. (SENTENCE)	AUDITION À VENIR LE 12 JUIN 2015
AKABANI KHAIRALLAH C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANTE)
JOCELYN DUPUIS C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. STEPHEN FLEISHER	AUDITION À VENIR
CÉDRIK TRUCHON C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
RICHARD RAÏCHE C. R.	AUDITION À VENIR LE 12 MAI 2015
RICHARD ASSELIN C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
MONTRÉAL (SUITE)	
LISTE	ÉTAT
ORLANDO MAXIMO SEDENO C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. JAMES CLARKE	AUDITION À VENIR LE 19 JUIN 2015
MARIO ROMAIN C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ADBERRAHIM SAHMI C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
GIOVANNI D'AMICO C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
IVAN-ALEJANDRO SILVA C. R.	AUDITION À VENIR LE 1 ^{ER} MAI 2015
R. C. STEPHAN LEZAMA	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JESSICA G. DIONNE C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. LELAND KALUZA	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. GEMIMA ROMAIN	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (INTIMÉE)
GEMIMA ROMAIN C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (INTIMÉE)
R. C. FRANCIS BERNIER	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (INTIMÉ)
OMAR SIDQUI C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
KOLAPO DOLAPO ODUMOSU C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
BROWNY BIEN-AIMÉ C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ABDELAZIZ LAOUAR C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
GARLEN DESROSIER C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
ALI DAYFALLAH C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (APPELANT)
R. C. ROGER PALUZZI	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
R. C. CÉDRICK TRUCHON	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
JEAN-MICHEL LEGAULT C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
HANY GIRGIS C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR SUPRÊME DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
MONTRÉAL	
LISTE	ÉTAT
R. C. JEFFREY ST.CLOUD	EN DÉLIBÉRÉ
R. C. ANDREW SIMPSON ET KIZZY-ANN FARRELL	EN DÉLIBÉRÉ
SHARON BARON C. R.	EN ATTENTE D'UNE RÉPONSE DE LA CSC À LA DEMANDE D'AUTORISATION
MONSIF JOUDAANE C. R.	EN ATTENTE D'UNE RÉPONSE DE LA CSC À LA DEMANDE D'AUTORISATION
NADÈGE MERCEUS C. R.	EN ATTENTE D'UNE RÉPONSE DE LA CSC À LA DEMANDE D'AUTORISATION
FRANK ANTOINE JOSEPH C. R.	EN ATTENTE D'UNE RÉPONSE DE LA CSC À LA DEMANDE D'AUTORISATION

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
OUEST DU QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
AHMED ABDURAHMAN C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
DANNY PINARD C. R.	AUDITION À VENIR
MICHEL MALLETTE C. R.	AUDITION À VENIR
PATRICK DAVID C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
ROBERT RÉGIMBALD C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION POUR UN APPEL DE PLEIN DROIT ET REQUÊTE POUR PERMISSION POUR AUTRE MOTIF
Wael CHAMOUN C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
WILMONT ARSENEAU C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
YANN TOUCHETTE C. R.	AUDITION À VENIR
YVON ALLARD C. R.	AUDITION À VENIR

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
NORD-DU-QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
JORDON HORNE C. R.	AUDITION À VENIR
WILLARD HESTER C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
R. C. MARIANNE CHOUINARD	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ	
LISTE	ÉTAT
R C. GILLES ST-PIERRE	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
GÉRALD O'REILLY C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
SERGE PERRON C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
DAVID ALEXANDER PHILIPPS C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
MARIE-CHANTAL JEAN C. R	AVIS D'APPEL DÉPOSÉ (APPELANT)

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR SUPRÊME DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ	
LISTE	ÉTAT
LA PRESSE, LTÉE C. GUY DROUIN	AUDITION À VENIR

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR SUPÉRIEURE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	
LISTE	ÉTAT
F. D., P. C., S. C.-D., M. M. c. R. (SAGUENAY)	AUDITION À VENIR
F. L. c. R. (RIMOUSKI)	AUDITION À VENIR

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	
LISTE	ÉTAT
S. B.-C. c. R (MONTRÉAL)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
M. B. c. R. (MONTRÉAL)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
J. C. c. R. (MONTRÉAL)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
F. D. c. R. (SAGUENAY)	EN DÉLIBÉRÉ
W. D. D. c. R. (MONTRÉAL)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
A. G. c. R. (THETFORD MINES)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
N. G. c. R. (MONTRÉAL)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
F. G. c. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE
R. C. E. H. V.-B. (MONTRÉAL)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
R. C. E. H.R. (MONTRÉAL)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE PRÉVU LE 24 AVRIL 2015 (INTIMÉ)
A. P. c. R. (MONTRÉAL)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
J. T. D. c. R. (LONGUEUIL)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
A. R. S. c. R. (LONGUEUIL)	AUDITION À VENIR
R. C. B. W. (MONTRÉAL)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE EN DATE DU 24 AVRIL 2015 (INTIMÉ)

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR SUPRÊME DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	
LISTE	ÉTAT
R. c. A. M.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ	
LISTE	ÉTAT
PROJET ALANINE STÉPHANE ALLIE ET STÉPHANE THIBAUT C. R. STÉPHANE ALLIE C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANTS)
PROJET AMIGOS TONY DUGUAY C. R.	AUDITION À VENIR
PROJET CHORALE PIERRE AROLD AGNANT C. R.	ARRÊT DE LA COUR D'APPEL LE 17 MARS 2015
PROJET CONQUÊTE GÉRALD O'REILLY, LOUIS MOREAU ET PIERRE MOREL C. R. SERGE PERRON C. R. ALEXANDER DAVIS PHILLIPS C. R. GÉRALD O'REILLY C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANTS)
PROJET CROISIÈRE ROMEO AGOSTINI C. R. LIONEL PERRIER C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANTS)
PROJET ÉCREVISSE ÉRIC DENIS C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (APPELANT)
PROJET ÉCREVISSE MICHEL RHEAULT C. R. LUC BOULET C. R.	AUDITION À VENIR
PROJET ÉCREVISSE R. C. MARCEL BLOUIN, BENOÎT GIROUARD ET DANY LEMELIN	EN ATTENTE DU MÉMOIRE (INTIMÉS)
PROJET ÉCREVISSE YVES DENIS C. R. DENIS LEFEBVRE C. R. SERGE POMERLEAU C. R.	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
PROJET MACHINE JOSEPH ORTENZA C. R.	AUDITION À VENIR
PROJET SHARQc R. C. DANIEL BEAULIEU, CLAUDE BERGER, JEAN-FRANÇOIS BERGERON, ALAIN BIRON, ÉRIC BOUFFARD, CLERMONT CARRIER, CHRISTIAN DANEALT, LIONEL DESCHAMPS, STEEVE DOUCET, GUY DUBÉ, JACQUES DUMAIS, YVES GAGNÉ, SERGE GAUTHIER, MICHEL GUERTIN, FRANÇOIS HINSE, MARC-ANDRÉ HINSE, MARC-ANDRÉ HOTTE, BERTRAND JOYAL, NORMAND LABELLE, FRÉDÉRIC LANDRY-HÉTU, MICHEL LANGLOIS, CLAUDE LAVIGNE, SERGE LEBRASSEUR, MARC LOISEAU, PAUL MAGNAN, MARCEL MESSIER, DEAN MOORE, CLAUDE PEPIN, JEAN DAMIEN PERRON, STÉPHANE PLOUFFE, BERNARD PLOURDE STÉPHANE POITRAS, GAÉTAN PROULX, STEVE RAINVILLE, JEAN-PAUL RAMSAY, MARTIN ROBERT, GILLES ROBIDOUX, DANIEL ROYER, LOUIS RUEL, MICHEL SMITH, YVON TANGUAY, SYLVAIN VACHON ET MICHEL VALLIÈRES	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉS)

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DE LUTTE À LA CORRUPTION ET À LA MALVERSATION	
LISTE	ÉTAT
CONSTRUCTION DE CASTEL INC. C. L'HONORABLE ELLEN PARÉ ET LE DPCP	AUTRE (PRÉSENTATION DES MESURES DE SAUVEGARDE)

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DES SERVICES JURIDIQUES	
LISTE	ÉTAT
JEAN-SÉBASTIEN HARRISON C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR SUPRÊME DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DES SERVICES JURIDIQUES	
LISTE	ÉTAT
IVAN WILLIAM MERVIN HENRY C. R.	EN DÉLIBÉRÉ

REQUÊTES DÉPOSÉES EN VERTU DES ARTICLES 95 ET 95.1 C.P.C.
DU 1^{ER} AVRIL AU 28 FÉVRIER 2015

MOIS	CONTESTATIONS CONSTITUTIONNELLES ¹	AUTRES REQUÊTES ²	TOTAL
AVRIL	5	10	15
MAI	6	1	7
JUIN	0	2	2
JUILLET	12	0	12
AOÛT	2	3	5
SEPTEMBRE	13	11	24
OCTOBRE	4	8	12
NOVEMBRE	3	1	4
DÉCEMBRE	3	5	8
JANVIER	10	12	22
FÉVRIER	5	3	8
MARS	3	2	5
GRAND TOTAL	66	58	124

¹ **CONTESTATIONS CONSTITUTIONNELLES** : CONTESTATIONS PORTANT NOTAMMENT SUR LES INFRACTIONS D’ORDRE SEXUEL, DE PEINES MINIMALES ET D’ARMES À FEU.

² **AUTRES REQUÊTES** : REQUÊTES DE TYPE ROWBOTHAM, ARRÊT DES PROCÉDURES, CONDITIONS DE DÉTENTION, DIVULGATION DE LA PREUVE, EXCLUSION DE LA PREUVE, ETC.

P.67 LA LISTE DES PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE QUI ONT AVORTÉ EN 2014-2015. INDIQUER LE NOMBRE ET LA NATURE DES ACCUSATIONS QUI SONT TOMBÉES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

2014-2015

DOSSIER	AVORTEMENT DE PROCÈS
500-01-015745-083 THAROUL MÉNARD	MEURTRE AU 1 ^{ER} DEGRÉ – AVORTEMENT DE PROCÈS LE 17/02/2015

NOTE : UN PROCÈS AVORTÉ EST UN PROCÈS QUI A FAIT L'OBJET D'UN DÉSACCORD DU JURY.

P.68 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2014-2015. FOURNIR TOUT DOCUMENT DÉPOSÉ ET INDiquer :

- A. LES COÛTS;
- B. LES DATES ET LIEUX;
- C. LES PERSONNES PRÉSENTES;
- D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOMBRE DE RENCONTRES EN 2014-2015 : 2

DATES	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES	Coût	SUJETS
14 ET 15 MAI 2014	HALIFAX (NOUVELLE-ÉCOSSE)	M ^E SABIN OUELLET	1 237,49 \$	CONFIDENTIEL
21 AU 23 OCTOBRE 2014	CHARLOTTETOWN (ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD)	M ^E SABIN OUELLET	974,15 \$	CONFIDENTIEL

P.69 BILAN DES PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDIQUER LES PROJETS, LES COÛTS ET LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.

L'ÉLABORATION ET LA MISE EN PLACE DE PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE RELÈVENT DE LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

DEPUIS DÉCEMBRE 2013, DES TRAVAUX ÉTÉ AMORCÉS PAR LA DIRECTION DES ORIENTATIONS ET POLITIQUES (DOP) DU MJQ EN COLLABORATION AVEC LE DPCP, EN VUE DE L'ÉLABORATION D'UN PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE (PMR) SUIVANT L'ART. 717 (1) DU *CODE CRIMINEL*, À L'EXEMPLE DE LA PLUPART DES JURIDICTIONS CANADIENNES QUI ONT ADOPTÉ DE TELS PROGRAMMES. DANS LE COURS DE CES TRAVAUX ET SELON LES MODALITÉS QUI RESTENT À DÉFINIR, DES ÉLÉMENTS DE JUSTICE RÉPARATRICE POURRAIENT ÉGALEMENT ÊTRE ÉLABORÉS EN FAVORISANT LA RÉPARATION DES TORTS CAUSÉS AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS OU À LA SOCIÉTÉ. LES PROGRAMMES AINSI ÉLABORÉS TIENDRAIENT COMPTE DES LEURS BESOINS. À CE STADE DES TRAVAUX, UNE PERSONNE RESSOURCE DE LA DOP A ÉTÉ DÉSIGNÉE AFIN QUE CELLE-CI EXPLORE LES DONNÉES FINANCIÈRES DE L'ÉVENTUEL PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE APPLICABLE AU QUÉBEC. UNE RÉUNION DU COMITÉ DU PMR S'EST TENUE LE 31 MARS DERNIER, AFIN DE PRÉSENTER L'AVANCEMENT DES TRAVAUX AUX REPRÉSENTANTS SIÉGEANT À CE COMITÉ.

DE PLUS, EN MAI 2014, LE DPCP ET LE MJQ SE SONT RENDUS DANS LA COMMUNAUTÉ ATTIKAMEKS AFIN DE RENCONTRER LE CHEF DE MANAWAN ET LE GRAND CHEF DU CONSEIL DE LA NATION ATTIKAMEKS POUR DISCUTER DU PROGRAMME DE MESURE DE RECHANGE POUVANT VISER CERTAINES QUESTIONS ENTOURANT LA VIOLENCE FAMILIALE.

P.70 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DU BILAN BUDGÉTAIRE DE L’ADMINISTRATION DE LA JUSTICE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES LOIS CRIMINELLES ADOPTÉES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN VERTU DU CODE CRIMINEL. VENTILATION PAR :

- A. LOIS ADOPTÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL;
- B. IMPACT SUR LES REVENUS EN 2014-2015;
- C. IMPACT SUR LES REVENUS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES;
- D. IMPACT SUR LES DÉPENSES EN 2014-2015;
- E. IMPACT SUR LES DÉPENSES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

MINISTÈRE

LE MINISTÈRE N'EST PAS EN MESURE DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

P.71 TOUT DOCUMENT ET TOUTE CORRESPONDANCE TRANSMIS EN 2014-2015 CONCERNANT LE PROJET DE LOI C-51 ENTRE, D'UNE PART, LE MJQ ET LE MINISTÈRE FÉDÉRAL DE LA JUSTICE, ET, D'AUTRE PART, LE MJQ ET LE MINISTÈRE FÉDÉRAL DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. INCLURE TOUT DOCUMENT PRODUIT PAR LE MJQ À CE SUJET, SOUMIS OU NON À LA MINISTRE OU AU SOUS-MINISTRE.

MINISTÈRE

CETTE DEMANDE N'EST PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.72 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE LA MISE EN ŒUVRE DU RAPPORT DICAIRE CONCERNANT LA RÉORGANISATION DU SYSTÈME DE JUSTICE. INDIQUER LE NOMBRE DE RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES AJOUTÉES AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES (PAR ANNÉE).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DANS LE CONTEXTE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION VISANT L’AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (CI-APRÈS LE PLAN D’ACTION), LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR A MANDATÉ MONSIEUR ANDRÉ DICAIRE POUR EXAMINER L’ORGANISATION DU TRAVAIL AU SEIN DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) AFIN D’EN AMÉLIORER LA PERFORMANCE ET DE MIEUX SOUTENIR LES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (PROCUREURS) DANS LEUR MISSION DE POURSUIVANT PUBLIC.

EN DÉCEMBRE 2011, UN RAPPORT INTITULÉ *LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES UNE ORGANISATION EN MUTATION* A AINSI ÉTÉ PRODUIT PAR MONSIEUR DICAIRE (CI-APRÈS RAPPORT DICAIRE). LES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS, PRÉSENTÉES DANS LE RAPPORT DICAIRE, ÉTAIENT LES SUIVANTES :

- 1) RÉVISION DE L’ORGANISATION DU DPCP POUR CRÉER UN RÉSEAU INTÉGRÉ DE SERVICES AVEC TROIS LIGNES D’INTERVENTION;
- 2) AJOUT DE 126 RESSOURCES ÉCHELONNÉES SUR TROIS ANS PERMETTANT UN MEILLEUR SOUTIEN AUX PROCUREURS, DONT 85 TECHNICIENS EN DROIT ET 41 POSTES ADMINISTRATIFS;
- 3) CRÉATION D’UN SERVICE CENTRALISÉ DE COORDINATION DE LA RECHERCHE JURIDIQUE;
- 4) AMÉLIORATION ET BONIFICATION CONTINUES OFFERTES AUX PROCUREURS;
- 5) DÉPLOIEMENT D’UN PROGRAMME DE FORMATION EN GESTION POUR LES GESTIONNAIRES.

AU 31 MARS 2015, VOICI UN ÉTAT DE SITUATION SOMMAIRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU RAPPORT DICAIRE AU DPCP :

- CRÉATION D’UN RÉSEAU INTÉGRÉ DE SERVICES AVEC TROIS LIGNES D’INTERVENTION
- APPROBATION D’UN PLAN D’ORGANISATION ADMINISTRATIVE LE 15 JANVIER 2013
- RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ ADMINISTRATIVE DU DPCP PAR LA CRÉATION D’UNITÉS ADMINISTRATIVES SPÉCIALISÉES
- CRÉATION, EN JUIN 2012, D’UNE DIRECTION DE L’INFORMATIQUE ET DES SYSTÈMES D’INFORMATION AFIN DE MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS SPÉCIFIQUES DES DIFFÉRENTS BUREAUX
- DÉPLOIEMENT D’UNE OFFRE DE SERVICES POUR LES SYSTÈMES DE VISIOCONFÉRENCE
- IMPLANTATION D’UN PLAN DE REMPLACEMENT POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES
- CRÉATION D’UN CENTRE DE DOCUMENTATION JURIDIQUE
- DÉPLOIEMENT D’UN PROGRAMME DE FORMATION EN GESTION POUR LES PROCUREURS EN CHEF ET EN CHEF ADJOINTS
- CONSOLIDATION DU PROGRAMME DE FORMATION JURIDIQUE
- PRISE EN CHARGE DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES PAR LE DPCP
- RÉALISATION D’UNE SESSION INTENSIVE DE FORMATION À L’AUTOMNE 2013
- DÉVELOPPEMENT D’UN PROGRAMME DE MENTORAT DE MÊME QU’UN PROGRAMME D’ACCUEIL AFIN D’APPUYER LE DÉVELOPPEMENT DE LA RELÈVE
- CRÉATION DE DEUX BUREAUX À GOUVERNANCE UNIFIÉE, LE BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE ET LE BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES
- RÉALISATION DE 26 PROJETS IMMOBILIERS FONCTIONNELS ET SÉCURITAIRES AFIN D’AMÉNAGER CONVENABLEMENT LES NOUVEAUX EFFECTIFS
- EMBAUCHE DE 54 RESSOURCES S’ÉCHELONNANT SUR DEUX EXERCICES FINANCIERS, SOIT DE 2012-2013 À 2013-2014

LE DPCP A RETIRÉ SA DEMANDE DE RESSOURCES ADDITIONNELLES (72) LE 16 JANVIER 2015 AFIN DE RESPECTER LES MESURES DE CONTRÔLE DES DÉPENSES GOUVERNEMENTALES.

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
NOUVELLES RESSOURCES	54	0	0
TOTAL	54		

BIEN QUE LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AIT ANNONCÉ LA CONSOLIDATION DU PROGRAMME DE FORMATION JURIDIQUE DE BASE ET SPÉCIALISÉE POUR QUATRE ANNÉES CONSÉCUTIVES AFIN DE MAINTENIR ET D’ACCROÎTRE LE NIVEAU DES COMPÉTENCES DES PROCUREURS, LE DPCP A PU RÉALISER, JUSQU’À CE JOUR, UNE SEULE SESSION INTENSIVE DE FORMATION À L’AUTOMNE 2013.

AINSI, EN DATE DU 31 MARS 2015, LE DPCP DISPOSE DE CRÉDITS RÉCURRENTS DE 5 468,8 K\$ POUR LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DICAIRE.

P.73 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, CONCERNANT LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CIVILE ET CONSTITUTIONNELLE DEVANT LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA IMPLIQUANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC.

MINISTÈRE

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MÉMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
ANGÈLE GRENIER C. R.M.A.A.Q. ET F.P.A.Q. ET P.G.Q. 200-09-008754-142	APPEL D'UNE DÉCISION DE LA C.S. REJETANT LA RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA RÉGIE CONCLUANT À SA COMPÉTENCE SUR LE COMMERCE INTERPROVINCIAL D'UNE PRODUCTRICE EXPORTATRICE DE SIROP D'ÉRABLE	INTIMÉ	08-10-2014	19-12-2014	23-02-2015		
COMPAGNIE D'ASS. JEVCO C. PGQ ET SYSTÈME DE CONSTRUCTION ET MINES SMS/COMPAGNIE D'ASS. JEVCO C. P.G.Q. ET SIGNALISATION SMG2 INC. 200-09-008109-131	APPEL D'UNE DÉCISION RENDUE PAR LA COUR SUPÉRIEURE EN FÉVRIER 2013, AYANT REJETÉ DEUX RECOURS EN GARANTIE ENTREPRIS PAR JEVCO CONTRE LE PGQ, LESQUELS ONT TRAIT À DES RÉCLAMATIONS DE SOUS-TRAITANTS IMPLIQUÉS DANS UN CHANTIER DE CONSTRUCTION DU MTQ	INTIMÉ	05-08-2013	21-01-2014	17-04-2014		EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 10 MARS 2015

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MÉMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
ÉRABLIÈRE LA GRANDE COULÉE INC. C. FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS ACÉRICOLES DU QUÉBEC ET P.G.Q. 200-09-008738-145	APPEL D'UN JUGEMENT ÉMETTANT UNE INJONCTION PERMANENTE CONTRE PRODUCTEUR ACÉRICOLE QUI EFFECTUE COMMERCE INTERPROVINCIAL DE SIROP D'ÉRABLE	MIS EN CAUSE	03-09-2014	05-01-2015	(07-04-2015)	(07-04-2015)	
ÉRIC PARENT C. PGC ET PGQ 200-09-008904-150	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT ACCUEILLI LA REQUÊTE EN REJET DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA RELATIVE À LA REQUÊTE EN PROVISION POUR FRAIS D'ÉRIC PARENT	INTIMÉ	07-01-2015	(08-05-2015)	(06-08-2015)		
LESSARD C. PGQ 200-09-008912-153	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT REJETÉ LA REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE DU DEMANDEUR	INTIMÉ	21-01-2015	(21-02-2015)	(23-03-2015)		
MARIE-ÈVE ÉTHIER C. C.N., C.L.P., C.S.S.T. ET P.G.Q. 200-09-008261-148	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA C.S. AYANT REJETÉ LA RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA C.L.P. (CONFIRMANT LA DÉCISION DE LA C.S.S.T.)	MIS EN CAUSE	16-04-2014	30-07-2014	01-11-2014		

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MÉMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
P.G.Q. c. ÉMILIO DUMAIS ET JOSÉE DENIS ET AL 200-09-008357-144	APPEL D'UN JUGEMENT EN RÉVISION JUDICIAIRE DE LA COUR SUPÉRIEURE LEQUEL CASSE UNE DÉCISION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC QUI AVAIT DÉCIDÉ QU'UN NON AVOCAT PEUT REPRÉSENTER LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE EN PRÉPARANT DES PROCÉDURES DEVANT LE TAQ. LE BARREAU DU QUÉBEC INTERVIENT AU DOSSIER POUR SOUTENIR LA POSITION DES INTIMÉS.	APPELANT	24-07-2014	29-10-2014	19-01-2015		
PGQ c. BERNARD FRANCKE ET JULIE GRIGNON 200-09-008866-144	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE FIXANT UNE PENSION ALIMENTAIRE QUI DÉROGE AU BARÈME	APPELANT	01-12-2014				DÉSISTEMENT A VENIR
PGQ c. MRC DE BELLECHASSE 200-09-008899-152	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT CONDAMNÉ LA PGQ À PAYER LA SOMME DE 353 214,98 \$ À LA MRC DE BELLECHASSE POUR DES DOMMAGES SUBIS SUITE À L'ÉMISSION FAUTIVE D'UN CERTIFICAT D'AUTORISATION	APPELANT	05-01-2015	05-05-2015	03-08-2015		

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MÉMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
S.K. EXPORT INC. C. FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS ACÉRIQUES DU QUÉBEC 200-09-008942-150	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT REJETÉ UN REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION INTERLOCUTOIRE DE LA RÉGIE CAR MAL FONDÉE (QUORUM DE LA RÉGIE RESPECTÉ) ET PRÉMATURÉE (ABSENCE DE DÉCISION DE LA RÉGIE SUR LE CONTEXTE FACTUEL).	MIS EN CAUSE					PRÉSENTATION DE LA REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER 11-05-2015
SARTO LANDRY C, PIERRE-GABRIEL GUIMONT ET ALS 200-09-008873-140	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPEL D'UN JUGEMENT DE LA C.S. AYANT REJETÉ UNE REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE DU TRIBUNAL DES PROFESSIONS ET NOTAMMENT CONCLU À LA VALIDITÉ DE L'ART. 149.1 DU CODE DES PROFESSIONS	MIS EN CAUSE	08-12-2014				
AIR CANADA C. P.G.O. 500-09-023371-131	RESPECT DES OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA LOI SUR LA PARTICIPATION PUBLIQUE AU CAPITAL D'AIR CANADA MAINTIEN DES ACTIVITÉS D'ENTRETIEN À MONTRÉAL	INTIMÉ	27-02-2013	27-06-2013	25-10-2013	25-09-2013	CAUSE EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 10 NOVEMBRE 2014

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MÉMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
BRUNO FORTIER c. P.G.Q. 500-09-023376-130	CONGÉDIEMENT. DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DU QUÉBEC À NEW YORK. PLAINTÉ DE HARCÈLEMENT. DOMMAGES POUR PERTE DE GAINS. ATTEINTE À LA RÉPUTATION	INTIMÉ	01-03-2013	25-09-2013	27-12-2013		DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 5 NOVEMBRE 2014
CENTRALE DES SYNDICATS DU QUÉBEC ET ALS c. P.G.Q. ET ALS 500-09-024742-140	ÉQUITÉ SALARIALE, ENTREPRISES SANS CATÉGORIE D'EMPLOI À PRÉDOMINANCE MASCULINE - COMPARATEUR MASCULIN ÉTABLI PAR RÈGLEMENT - REDRESSEMENT SALARIAL REPORTÉ DE DEUX ANS DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU RÈGLEMENT, DISCRIMINATION BASÉE SUR LE SEXE	INTIMÉ	29-09-2014	27-01-2015			

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MÉMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
G CORNEAU c. PGQ (ET 9 AUTRES DOSSIERS CONNEXES) 200-09-008957-158 ET 9 AUTRES # C.A.	DROIT ANCESTRAUX MÉTIS	INTIMÉ	2015-03-11	2015-07-11	2015-10-11		
GROUPE DUBÉ INC. c. P.G.Q 500-09-024573-149	RÉCLAMATION SUR CONTRAT EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION (1.7 M\$) vs 6000 \$	INTIMÉ	11-07-2014	02-03-2015	(11-02-2014)		

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MÉMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
IMPERIAL TOBACCO, ROTHMANS, BENSON & HEDGES ET JTI-MacDONALDS c. P.G.Q 500-09-024341-141	CONTESTATION CONSTITUTIONNELLE DE LA LOI SUR LE RECOUVREMENT DU COÛT DES SOINS DE SANTÉ C.S. A DÉCLARÉ LA LOI CONSTITUTIONNELLE JUGEMENT DU 5 MARS 2014			31-07-2014	29-10-2014		AUDITION LE 18 JUIN 2015
LA REINE ET PGQ c. LELAND KALUZA 500-10-005787-146	CONSTITUTIONNALITÉ DE L'ARTICLE 95 CCR (VERSION 2007), PEINE MINIMALE 1 AN	APPELANTE	2015-02-05	14-MAI-15 (GESTION DU DOSSIER)	EN ATTENTE DE LA DÉCISION CSC DANS NUR		

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MÉMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
LES CONSULTANTS S.M. ET AL. c. P.G.Q. 500-09-024896-144 DOSSIER LIÉ: 500-09-024895-146	HONORAIRE ADDITIONNEL DE 1% POUR JUGEMENT DÉCLARATOIRE (ART. 42 DU <i>TARIF</i>)	INTIMÉE	2015-12-09	2015-04-08	2015-07-07		
P.G.Q. c. AYERS 500-09-024363-145	NAVIGABILITÉ DE LA RIVIÈRE DU NORD - PROPRIÉTÉ DES FORCES HYDRAULIQUES	APPELANT	15-04-2014	13-08-2014	12-11-2014		

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
PAUL ROY ET AL. C. VILLE DE PINCOURT ET AL. ET PGQ 500-09-024575-144	VALIDITÉ DE RÉOLUTIONS DE LA VILLE DE PINCOURT AU REGARD DE LA <i>LOI SUR L'INTERDICTION DES SUBVENTIONS MUNICIPALES</i>	INTERVENANTE	09-07-2014	14-11-2014	19-12-2014	28-11-2014	AUDITION PRÉVUE 9 JUIN 2015
PGQ C. MAGASINS BEST BUY ET AL 500-09-024419-145	AFFICHAGE COMMERCIAL - AFFICHAGE D'UNE MARQUE DE COMMERCE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS - MARQUE DE COMMERCE ANGLAIS SANS VERSION FRANÇAISE DÉPOSÉE - SUSPENSION DES CERTIFICATS DE FRANCISATION	APPELANT	2014-05-07	2014-09-05	2014-12-04	2014-12-04	AUDITION LE 27 ET 28 AVRIL 2015

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MÉMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
PGQ c. SOLANGE BÉDARD MARTIN ET ALS 500-09-025076-159	APPEL D'UN JUGEMENT REJETTANT LA REQUÊTE EN SUSPENSION DU PGQ ET ORDONNANT LA RÉUNION.	APPELANTE	2015-03-17	2015-04-28	2015-06-09		AUDITION LE 4 SEPTEMBRE 2015
RAMZI DANIEL C. PGQ ET VILLE DE MONT ST-HILAIRE 500-09-024581-142	INTERPRÉTATION - TRAVAUX AUTORISÉS PAR UN CERTIFICAT D'AUTORISATION - LOTS VISÉS PAR LA DEMANDE - MILIEUX HUMIDES	INTIMÉ		2014-11-11	(2015-05-28)		

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MÉMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
RAMZI DANIEL C. PGQ ET VILLE DE MONT ST-HILAIRE ET GENIVAR 500-09-024342-149	MONT ST-HILAIRE - DÉVELOPPEMENT RÉSIDENTIEL - MARÉCAGES ET MILIEUX HUMIDES - INFORMATIONS ERRONÉES TRANSMISES AU MDDEFP - DÉPLACEMENT DE RUISSEAU - DIMINUTION DE DE VALEUR DE L'IMMEUBLE NON-EXPROPRIÉ	INTIMÉ		2014-09-04			
RENOI DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DEVANT LA COUR D'APPEL 500-09-024618-142	RENOI RELATIF À L'ART. 98 DE LA LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1867 (NOMINATION DU JUGE MAINVILLE)	DEMANDEUR	28-07-2014	31-10-2014	31-10-2014	31-10-2014	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 3 DÉCEMBRE 2014

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE RICHMOND C. P.G.Q. 500-09-025115-155	APPEL D'UN JUGEMENT QUI REJETAIT UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE - ENVIRONNEMENT - NOTIONS DE MARÉCAGE	INTIMÉE	2015-03-06	2015-07-06	2015-10-05		
YVAN HOUDE ET AL. ET JEAN COUTURE ET AL ET P.G.Q. 500-09-024961-153	LAC AYLMER, PROPRIÉTÉ DE LA BANDE DE TERRAIN SUBMERGÉ EN FRONT DU LOT 11 RANG 4 SUD OUEST, CANTON DE STRATFORD	INTIMÉ APPELANT INCIDENT	08-01-2015 APPEL INCIDENT PRODUIT LE 16-01-2015				

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MÉMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
ERICH CHEMAMA C. LA REINE ET P.G.Q. 500-10-005314-123 ET AL.	APPEL DE JUGEMENTS DE LA COUR SUPÉRIEURE REJETANT UNE REQUÊTE HABEAS CORPUS ET DÉCLARANT L'APPELANT PLAIDEUR QUÉRULENT VEXATOIRE AU CRIMINEL ET AU CIVIL	INTIMÉ	23-11-2012	(23-03-2013) NON PRODUIT			
ULRICK CHARBONNEAU C. LA REINE 500-10-005088-123 DANY MOUREAU C. LA REINE 500-10-005089-121	HOMICIDE / CONTESTATION DE L'ART. 222(5)c) C.CR. MENACES - CRAINTES DE VIOLENCE MENANT QUELQU'UN À CAUSER LA MORT	INTIMÉ	06-02-2012		23-02-2013		DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 10 SEPTEMBRE 2014

COUR SUPRÊME DU CANADA									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	ORDONNANCE QUESTION CONSTITUTIONNELLE	DATE DE L'INTERVENTION (4 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (12 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (8 SEMAINES DU MÉMOIRE DE L'APPELANT)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT (20 SEMAINES DU DÉPÔT DE L'AVIS D'INTERVENTION)	AUDITION OU JUGEMENT
407 ETR CONCESSION COMPANY LIMITED C. SURINTENDANT DES FAILLITES 35696 PG DE L'ALBERTA C. JOSEPH WILLIAM MOLONEY 35820	CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE - REFUS DE DÉLIVRER UN PERMIS À UN DEMANDEUR LIBÉRÉ D'UNE FAILLITE	INTERVENANT	09-06-2014	27-06-2014	30-07-2014	19-09-2014	14-11-2014	22-12-2014	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 15-01-2015
		INTERVENANT	31-07-2014	26-08-2014	19-09-2014	17-10-2014	12-12-2014	22-12-2014	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 15-01-2015
COMMISSION SCOLAIRE FRANCOPHONE DU YUKON, DISTRICT SCOLAIRE #23C. PROCUREUR GÉNÉRALE DU TERRITOIRE DU YUKON 35823	ART. 23 CHARTE - PORTÉE DU POUVOIR DE GESTION ET DE CONTRÔLE DES MINORITÉS LINGUISTIQUES	INTERVENANT	28-07-2014	21-08-2014	22-09-2014	21-10-2014	10-12-2014	19-12-2014	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 21- 01-2015

COUR SUPRÊME DU CANADA									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	ORDONNANCE QUESTION CONSTITUTIONNELLE	DATE DE L'INTERVENTION (4 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (12 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (8 SEMAINES DU MÉMOIRE DE L'APPELANT)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT (20 SEMAINES DU DÉPÔT DE L'AVIS D'INTERVENTION)	AUDITION OU JUGEMENT
IVAN WILLIAM MERVIN HENRY C. SA MAJESTÉ LA REINE (COLOMBIE-BRITANNIQUE) 35745	LE PARAGRAPHE 24(1) DE LA CHARTE CANADIENNE AUTORISE-T-IL UN TRIBUNAL COMPÉTENT À CONDAMNER LE MINISTÈRE PUBLIC AU PAIEMENT DE DOMMAGES-INTÉRÊTS POUR LA CONDUITE RÉPRÉHENSIBLE DE CE DERNIER LORSQUE NULLE MALVEILLANCE N'A ÉTÉ PROUVÉE?	INTERVENANT	16-05-2014	09-06-2014	20-06-2014	15-08-2014	09-10-2014	30-10-2014	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 13-11-2014
JULIE GUINDON C. SA MAJESTÉ LA REINE 35519	CONTESTATION D'UNE SANCTION ADMINISTRATIVE PÉCUNIAIRE EN VERTU DE L'ART. 163.2 DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU.	INTERVENANT	22-04-2014	14-05-2014	17-06-2014	07-08-2014	30-09-2014	04-11-2014	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 05-12-2014

COUR SUPRÊME DU CANADA									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	ORDONNANCE QUESTION CONSTITUTIONNELLE	DATE DE L'INTERVENTION (4 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (12 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (8 SEMAINES DU MÉMOIRE DE L'APPELANT)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT (20 SEMAINES DU DÉPÔT DE L'AVIS D'INTERVENTION)	AUDITION OU JUGEMENT
RENOI DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DEVANT LA COUR D'APPEL 36231	RENOI RELATIF À L'ART. 98 DE LA LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1867 (NOMINATION DU JUGE MAINVILLE	APPELANT	20-01-2015	13-01-2015		06-03-2015	(07-04-2015)		AUDITION PRÉVUE LE 24-04-2015
RICHARD JAMES GOODWIN, ET AL. C. COLOMBIE-BRITANNIQUE ET AL. 35864	CONTESTATION CONSTITUTIONNELLE DU RÉGIME DE SANCTIONS ADMINISTRATIVES VISANT À CONTRER L'ALCOOL AU VOLANT (ART. 8, 11D) CHARTE CANADIENNE ET PARTAGE)	INTERVENANT	23-12-2014	21-01-2015	19-02-2015	11-03-2015	(22-04-2015)	(05-05-2015)	AUDITION PRÉVUE LE 19-05-2015
SA MAJESTÉ LA REINE, ET AL. C. HUSSEIN JAMA NUR, ET AL. 35678 SA MAJESTÉ LA REINE C. SIDNEY CHARLES, ET AL.	PEINES MINIMALES - ARMES À FEU - PEINE CRUELLE ET INUSITÉ - ARBITRAIRE - PORTÉE EXCESSIVE - CRITÈRE DE L'ART. 7 CHARTE	INTERVENANT	05-05-2014	03-06-2014	03-07-2014	22-08-2014	17-10-2014	23-10-2014	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 07-11-2014

COUR SUPRÊME DU CANADA									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	ORDONNANCE QUESTION CONSTITUTIONNELLE	DATE DE L'INTERVENTION (4 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (12 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (8 SEMAINES DU MÉMOIRE DE L'APPELANT)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT (20 SEMAINES DU DÉPÔT DE L'AVIS D'INTERVENTION)	AUDITION OU JUGEMENT
35684									
ROGERS COMMUNICATIONS INC. C. VILLE DE CHÂTEAUGUAY ET P.G.Q. 36027	EMPLACEMENT DES ANTENNES DE COMMUNICATIONS	UNE MUNICIPALITÉ PEUT-ELLE DICTER L'EMPLACEMENT D'UN BÂTI D'ANTENNE DANS LA MESURE OÙ LE LIEN CHOISI PERMET DE COMBLER LES BESOINS DE L'ENTREPRISE DE TÉLÉCOMMUNICATION	INTIMÉ	02-03-2015	22-06-2015 (12 SEMAINES DU REFUS DE FORMULER DES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES LE 30 MARS 2015)			17-08-2015	

COUR SUPRÊME DU CANADA									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	ORDONNANCE QUESTION CONSTITUTIONNELLE	DATE DE L'INTERVENTION (4 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (12 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (8 SEMAINES DU MÉMOIRE DE L'APPELANT)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT (20 SEMAINES DU DÉPÔT DE L'AVIS D'INTERVENTION)	AUDITION OU JUGEMENT
ROGERS COMMUNICATIONS INC. C. VILLE DE CHÂTEAUGUAY ET P.G.Q. 36027	UNE MUNICIPALITÉ PEUT-ELLE DICTER L'EMPLACEMENT D'UN BÂTI D'ANTENNE DANS LA MESURE OÙ LE LIEN CHOISI PERMET DE COMBLER LES BESOINS DE L'ENTREPRISE DE TÉLÉCOMMUNICATION	INTIMÉ	02-03-2015	22-06-2015 (12 SEMAINES DU REFUS DE FORMULER DES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES LE 30 MARS 2015)			17-08-2015		

P.74 POUR 2014-2015, FOURNIR LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL, UN FONCTIONNAIRE OU UN EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDiquer LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.

MINISTÈRE

LISTE DES REQUÊTES	MOTIFS DES REQUÊTES	LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT
PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC CONTRE ROLAND-LUC BÉLIVEAU ET MUNICIPALITÉ DE LACOLLE	DANS CE DOSSIER, LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC (PGQ) A DÉPOSÉ UNE REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE POUR L'ÉMISSION D'UN BREF DE <i>QUO WARRANTO</i> (838 C.P.C.) CONTRE MONSIEUR ROLAND-LUC BÉLIVEAU, MAIRE DE LACOLLE. LA PGQ SOUTENAIT QUE LE MAIRE AVAIT ÉTÉ ÉLU ALORS QU'IL N'ÉTAIT PAS ÉLIGIBLE PUISQU'IL NE « RÉSIDAIT » PAS SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE LACOLLE PENDANT LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE DE 12 MOIS PRÉCÉDANT LE 1 ^{ER} SEPTEMBRE 2013. DE FAIT, LA PGQ ALLÉGUAIT QUE MONSIEUR BÉLIVEAU ÉTAIT INHABILE PAR L'EFFET DE LA LOI EN VERTU DE L'ARTICLE 300 DE LA <i>LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS</i> (CHAPITRE E-2.2).	LA REQUÊTE DE LA PGQ A ÉTÉ SIGNIFIÉE LE 25 AVRIL 2014. LE 15 OCTOBRE 2014, LA COUR SUPÉRIEURE A RENDU SON JUGEMENT REJETANT LA REQUÊTE DE LA PGQ. LA COUR EST D'AVIS QUE LA PGQ AURAIT DÛ INTRODUIRE SON RECOURS PLUS RAPIDEMENT ET QUE LA PRÉSENCE OCCASIONNELLE DE MONSIEUR BÉLIVEAU, DÉMONTRÉE LORS DE L'AUDITION, LUI PERMET DE RESPECTER L'ESPRIT DE LA LOI.

P.75 POUR 2014-2015, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ ET DES REQUÊTES EN *QUO WARRANTO* INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D’ÉLU MUNICIPAL. INDIQUER LES MOTIFS DES ACTIONS OU REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N’OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D’ÉLU.

MINISTÈRE

LISTE DES REQUÊTES	MOTIFS DES REQUÊTES	LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT
PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC CONTRE ROLAND-LUC BÉLIVEAU ET MUNICIPALITÉ DE LACOLLE	DANS CE DOSSIER, LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC (PGQ) A DÉPOSÉ UNE REQUÊTE INTRODUCTIVE D’INSTANCE POUR L’ÉMISSION D’UN BREF DE <i>QUO WARRANTO</i> (838 C.P.C.) CONTRE MONSIEUR ROLAND-LUC BÉLIVEAU, MAIRE DE LACOLLE. LA PGQ SOUTENAIT QUE LE MAIRE AVAIT ÉTÉ ÉLU ALORS QU’IL N’ÉTAIT PAS ÉLIGIBLE PUISQU’IL NE « RÉSIDAIT » PAS SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE LACOLLE PENDANT LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE DE 12 MOIS PRÉCÉDANT LE 1 ^{ER} SEPTEMBRE 2013. DE FAIT, LA PGQ ALLÉGUAIT QUE MONSIEUR BÉLIVEAU ÉTAIT INHABILE PAR L’EFFET DE LA LOI EN VERTU DE L’ARTICLE 300 DE LA <i>LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS</i> (CHAPITRE E-2.2).	LA REQUÊTE DE LA PGQ A ÉTÉ SIGNIFIÉE LE 25 AVRIL 2014. LE 15 OCTOBRE 2014, LA COUR SUPÉRIEURE A RENDU SON JUGEMENT REJETANT LA REQUÊTE DE LA PGQ. LA COUR EST D’AVIS QUE LA PGQ AURAIT DÛ INTRODUIRE SON RECOURS PLUS RAPIDEMENT ET QUE LA PRÉSENCE OCCASIONNELLE DE MONSIEUR BÉLIVEAU, DÉMONTRÉE LORS DE L’AUDITION, LUI PERMET DE RESPECTER L’ESPRIT DE LA LOI.
PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC CONTRE JOËL ARSENEAU ET MUNICIPALITÉ DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	EN JUIN 2013, MONSIEUR JOËL ARSENEAU, MAIRE DE LA MUNICIPALITÉ DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE, A ÉTÉ ACQUITTÉ D’UNE ACCUSATION CRIMINELLE DE VOL ET DE FRAUDE DANS LE CADRE DE L’EXERCICE DE SES FONCTIONS. ON REPROCHAIT À MONSIEUR ARSENEAU D’AVOIR TARDÉ À REMETTRE À LA MUNICIPALITÉ LES SOMMES QU’IL RECEVAIT À TITRE DE REMBOURSEMENT POUR CERTAINES DÉPENSES PAYÉES À L’AIDE DE LA CARTE DE CRÉDIT DE CELLE-CI. SUR LA BASE DE LA PREUVE DÉPOSÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DANS CE DOSSIER, LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC (PGQ) A ENTREPRIS UN RECOURS EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ CONTRE MONSIEUR ARSENEAU. DANS LA REQUÊTE DÉPOSÉE EN SEPTEMBRE 2014, LA PGQ DEMANDAIT QUE MONSIEUR ARSENEAU SOIT DÉCLARÉ INHABILE POUR « ABUS DE CONFIANCE » ET « INCONDUITE ».	LE 9 JANVIER 2015, MONSIEUR ARSENEAU A SIGNÉ UN ACQUIESCEMENT À JUGEMENT. UN JUGE A PRIS LE DOSSIER EN DÉLIBÉRÉ LE 19 JANVIER 2015. EN DATE DU 7 AVRIL 2015, AUCUN JUGEMENT N’AVAIT ENCORE ÉTÉ RENDU.
PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (PGQ) CONTRE MME CHANTAL ARNOLD ET MUNICIPALITÉ DE SAINT-LUDGER-DE-MILOT	SELON LES TERMES DE L’ARTICLE 304 DE LA LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS, MME ARNOLD SERAIT INHABILE À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL, CAR ELLE A UN INTÉRÊT DIRECT OU INDIRECT DANS PLUSIEURS CONTRATS AVEC LA MUNICIPALITÉ. L’ENTREPRISE DE SON CONJOINT, M. SYLVAIN BOUCHARD, A OBTENU DES CONTRATS MUNICIPAUX D’UNE VALEUR DE 155 064,97 \$. EN VERTU DU PARAGRAPHE 2 ^O DU PREMIER ALINÉA DE L’ARTICLE 303 DE CETTE MÊME LOI, MME ARNOLD SERAIT ÉGALEMENT INHABILE POUR NE PAS AVOIR DIVULGUÉ LA NATURE GÉNÉRALE DE CET INTÉRÊT AVANT LE DÉBUT DES DÉLIBÉRATIONS PORTANT SUR UN DE CES CONTRATS LORS D’UNE SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL AYANT EU LIEU LE 6 JUIN 2011, ALORS QU’ELLE ÉTAIT PRÉSENTE À CETTE SÉANCE. À CETTE OCCASION, MME ARNOLD NE S’EST PAS NON PLUS ABSTENUE DE PARTICIPER AUX DÉLIBÉRATIONS SUR CETTE QUESTION ET DE VOTER OU DE TENTER D’INFLUENCER LE VOTE SUR CELLE-CI.	REQUÊTE EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ INTENTÉE PAR LE PGQ CONTRE MME CHANTAL ARNOLD, CONSEILLÈRE À LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-LUDGER-DE-MILOT. LA REQUÊTE A ÉTÉ DÉPOSÉE LE 14 JANVIER 2014. LA DATE D’AUDIENCE N’A PAS ENCORE ÉTÉ FIXÉE.
PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (PGQ) CONTRE MME HUGUETTE SAUCIER ET MUNICIPALITÉ DE PREISSAC	SELON LES TERMES DE L’ARTICLE 304 DE LA LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS, MME SAUCIER SERAIT INHABILE À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL, CAR ELLE A UN INTÉRÊT DIRECT OU INDIRECT DANS PLUSIEURS CONTRATS AVEC LA MUNICIPALITÉ. SON CONJOINT, M. JEAN-MARC DESROSISIERS, A RÉALISÉ CONTRE RÉMUNÉRATION DES TRAVAUX POUR LA MUNICIPALITÉ TOTALISANT AU MOINS 30 000 \$ SUR UNE PÉRIODE DE PLUS DE 5 ANS.	REQUÊTE EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ INTENTÉE PAR LE PGQ CONTRE MME HUGUETTE SAUCIER, MAIRESSE DE LA MUNICIPALITÉ DE PREISSAC. LA REQUÊTE A ÉTÉ DÉPOSÉE LE 5 DÉCEMBRE 2012. LA CAUSE A ÉTÉ ENTENDUE PAR LA COUR SUPÉRIEURE LE 16 FÉVRIER 2015. EN DATE DU 7 AVRIL 2015, AUCUN JUGEMENT N’AVAIT ENCORE ÉTÉ RENDU.

LISTE DES REQUÊTES	MOTIFS DES REQUÊTES	LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT
PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (PGQ) CONTRE M. KEITH GLEN MCKINNON ET MUNICIPALITÉ DE SAINT- AUGUSTIN	<p>ACTION EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ INTENTÉE PAR LE PGQ CONTRE M. KEITH GLEN MCKINNON, CONSEILLER MUNICIPAL DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-AUGUSTIN, DANS LA MRC DU GOLFE-DU-SAINT-LAURENT.</p> <p>M. MCKINNON A ÉTÉ ÉLU CONSEILLER MUNICIPAL DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-AUGUSTIN, LE 12 DÉCEMBRE 2010. SELON LES TERMES DE L'ARTICLE 304 DE LA LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS, M. MCKINNON EST INHABILE À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL, CAR IL AVAIT ALORS UN INTÉRÊT DIRECT OU INDIRECT DANS UN CONTRAT AVEC LADITE MUNICIPALITÉ. M. MCKINNON EST ADMINISTRATEUR, DIRIGEANT ET ACTIONNAIRE DE 3920216 CANADA INC., COMPAGNIE AYANT UN CONTRAT AVEC LA MUNICIPALITÉ.</p>	<p>LA REQUÊTE A ÉTÉ DÉPOSÉE LE 24 MAI 2011. LE PGQ A PERDU DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE DANS UN JUGEMENT RENDU LE 7 DÉCEMBRE 2012. LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC, LE 25 FÉVRIER 2015, A RENVERSÉ LA DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE ET DÉCLARÉ MONSIEUR MCKINNON INHABILE À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL DE TOUTE MUNICIPALITÉ POUR LES CINQ PROCHAINES ANNÉES.</p> <p>AU MOMENT DU PRONONCÉ DU JUGEMENT, MONSIEUR MCKINNON ÉTAIT MAIRE DE LA MUNICIPALITÉ. LE JUGEMENT EST EXÉCUTOIRE ET, AU 7 AVRIL 2015, AUCUNE DEMANDE DE SURSIS N'AVAIT ÉTÉ FAITE.</p>

P.76 LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMOT OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

POURSUITES INTENTÉES POUR 2014-2015

NO. DE DOSSIER	ACCUSÉ	ACCUSATION
DOSSIER MASCARET 705-01-086670-140	JEAN-CLAUDE GINGRAS	122
DOSSIER ST-MÉDARD 100-01-018810-149	ANDRÉ OUELLET BEAULIEU	122

P.77 POUR 2014-2015, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2015-2016. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE SA MISE EN ŒUVRE.

SOMMES INVESTIES PAR LE MJQ

	2014-2015
CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL (RESPONSABLE DE FOURNIR LES SERVICES DE LA LIGNE DE RÉFÉRENCE SANS FRAIS EN AGRESSION SEXUELLE)	781 806 \$
CENTRE D'EXPERTISE MARIE-VINCENT	420 700 \$

PRINCIPALES RÉALISATIONS DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION 2008-2013 EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE :

LE RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2008-2013 EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE A ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 25 NOVEMBRE 2014. IL A ÉTÉ ÉLABORÉ EN COLLABORATION AVEC TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES CONCERNÉS. LES RÉSULTATS RAPPORTÉS DANS CE DOCUMENT PERMETTENT DE CONSTATER LES EFFORTS CONSENTIS POUR LA RÉALISATION DES 100 MESURES DU PLAN DURANT LA PÉRIODE COUVERTE D'AVRIL 2008 AU 31 MARS 2014, SOIT PLUS DE 149 M\$ AU TOTAL. PARMI LES PRINCIPALES RÉALISATIONS, SOULIGNONS :

- L'IMPLANTATION ET LA PROMOTION DE LA LIGNE TÉLÉPHONIQUE SANS FRAIS 1 888 933-9007 PERMETTANT D'ORIENTER LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE ET LEURS PROCHES, AINSI QUE LES INTERVENANTES ET LES INTERVENANTS CONCERNÉS, VERS DES SERVICES APPROPRIÉS DANS L'ENSEMBLE DES RÉGIONS DU QUÉBEC;
- LA RÉALISATION DE LA CAMPAGNE NATIONALE DE SENSIBILISATION AUX AGRESSIONS SEXUELLES PERMETTANT DE FAIRE CONNAÎTRE À LA POPULATION LES ASPECTS OBJECTIFS DE CE TYPE D'AGRESSIONS (QUI EN SONT LES VICTIMES ET LES AGRESSEURS) ET DE L'INFORMER SUR LES SERVICES OFFERTS AUX VICTIMES. DANS LE CADRE DE CETTE CAMPAGNE, LES PERSONNES IMMIGRANTES, LES PERSONNES ÂÎNÉES, LES PERSONNES SOUFFRANT D'UN HANDICAP ONT PU BÉNÉFICIER D'UN MESSAGE ADAPTÉ À LEURS RÉALITÉS.
- LA RÉALISATION DES SESSIONS D'INFORMATION SUR LA PORTÉE DE LA *LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EU ÉGARD À LA DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS EN VUE D'ASSURER LA PROTECTION DES PERSONNES*;
- LA DIFFUSION D'INFORMATIONS CONCERNANT L'OBLIGATION DE SIGNALER SANS DÉLAI LA SITUATION D'UN ENFANT AU SUJET DUQUEL IL Y A UN MOTIF DE CROIRE QU'IL A ÉTÉ VICTIME D'UNE AGRESSION SEXUELLE;
- LA MISE EN PLACE DES DIFFÉRENTES MESURES VISANT À SÉCURISER DAVANTAGE LES VICTIMES ET À VENIR EN AIDE AUX AGRESSEURS SEXUELS AFIN DE CONTRER LA RÉCIDIVE;
- LA CONSOLIDATION DU PROGRAMME DE RÉFÉRENCE POLICIÈRE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE QUÉBÉCOIS;
- LA MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES D'INFORMATION AUX PERSONNES VICTIMES;
- LA SENSIBILISATION, LA FORMATION ET L'OUTILLAGE DU PERSONNEL DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE DU QUÉBEC, AUX FINS DE L'AJUSTEMENT DES PRATIQUES ÉDUCATIVES FAVORISANT UNE SOCIALISATION ÉGALITAIRE DÈS LA PETITE ENFANCE;
- LA FORMATION ET LE SOUTIEN DES INTERVENANTES ET DES INTERVENANTS DANS LES RÉSEAUX DES CINQ MINISTÈRES COSIGNATAIRES DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'UNE ABSENCE DE SOINS MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE;
- LA VÉRIFICATION DES ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES OU DES ABSENCES D'EMPÊCHEMENT, QUE CE SOIT DANS LE RÉSEAU SCOLAIRE, DU LOISIR ET DU SPORT OU DANS LE RÉSEAU DES SERVICES DE GARDE;
- LA MISE À JOUR DE LA FORMATION DESTINÉE AUX FUTURS POLICIERS ET POLICIÈRES;
- LA PUBLICATION ANNUELLE DES STATISTIQUES POLICIÈRES CONCERNANT LES INFRACTIONS SEXUELLES AU QUÉBEC;
- LE FINANCEMENT D'ORGANISMES VENANT EN AIDE AUX VICTIMES ET À LEURS PROCHES AINSI QU'AUX AGRESSEURS (NOTAMMENT CALACS, CAVACS, CENTRE D'EXPERTISE MARIE-VINCENT, CRIPHASE).

EN MILIEU AUTOCHTONE, CE PLAN D'ACTION A JETÉ LES BASES PERMETTANT AUX COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DE DISCUTER DES PROBLÉMATIQUES RELATIVES AUX AGRESSIONS SEXUELLES.

P.78 POUR 2014-2015, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L’ANNÉE 2015-2016. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE SA MISE EN ŒUVRE.

MINISTÈRE

EN 2014-2015, 854 220 \$ ONT ÉTÉ INVESTIS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE.

P.79 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE EN 2014-2015. INDIQUER LES DATES ET LES LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET LES RÉSULTATS OBTENUS POUR CHAQUE RENCONTRE, AINSI QUE LES OBJECTIFS À POURSUIVRE. INDIQUER LES RENCONTRES À L'AGENDA POUR 2015-2016.

MINISTÈRE

RÉUNIONS DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE

AU TOTAL, CINQ RENCONTRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ONT ÉTÉ TENUES EN 2014-2015.

EN 2015-2016, UNE RÉUNION EST PRÉVUE VERS LA FIN MAI, À UNE DATE À DÉTERMINER.

ANNÉE	DATE	LIEU	PARTICIPANTS
2014-2015	2014-06-12	MINISTÈRE DE LA JUSTICE AU 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE À QUÉBEC	M. DONALD BAILLARGEON, MFA M ^{ME} VÉRONIQUE BARIL, MAMOT M ^{ME} VALÉRIE BÉDARD, MESS (SACAI) M. JONATHAN BOISVERT, DEC M ^{ME} LORRAINE FOURNIER, SAJ M ^{ME} YOLANDE FRENETTE, MJQ M. DAVID GALARNEAU, MTRAV M ^{ME} MARCELLE GENDREAU, MJQ (SCF) M. MICHEL LAVALLÉE, MSSS M. ROBERT LAVERTUE, MSP M ^{ME} ANNIK LEMIEUX, MELS M. ROGER NOËL, MJQ M. MIKE ROUSSEAU, MESS M. OLIVIER ROY, MIDI
	2014-11-28	MINISTÈRE DE LA JUSTICE AU 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE À QUÉBEC	M. DONALD BAILLARGEON, MFA M ^{ME} EVE JOSEPH, MAMOT M. JONATHAN BOISVERT, DEC M ^{ME} LORRAINE FOURNIER, MCE, SAJ M ^{ME} YOLANDE FRENETTE, MJQ M. DAVID GALARNEAU, MTRAV M. MICHEL LAVALLÉE, MSSS M. ROBERT LAVERTUE, MSP M ^{ME} ANNIK LEMIEUX, MELS M ^{ME} JULIE MARTEL, MCE, SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES M. ROGER NOËL, MJQ M ^{ME} ELISAH RAJAONIMARIA, MFA, SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS M. MIKE ROUSSEAU, MESS M. OLIVIER ROY, MIDI
	2015-01-29	MINISTÈRE DE LA JUSTICE AU 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE À QUÉBEC	M. JONATHAN BOISVERT, DEC M ^{ME} GÉRALDINE CUSSONNEAU, MJQ, SCF M ^{ME} LORRAINE FOURNIER, MCE, SAJ M ^{ME} YOLANDE FRENETTE, MJQ M. MICHEL LAVALLÉE, MSSS M. ROBERT LAVERTUE, MSP M ^{ME} ANNIK LEMIEUX, MELS M. ROGER NOËL, MJQ M ^{ME} AUDREY NORMAND-LANIEL, MESRS M ^{ME} JULIE MARTEL, MCE, SAA M. MIKE ROUSSEAU, MESS
	2015-02-19	MINISTÈRE DE LA JUSTICE AU 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE À QUÉBEC	M. JONATHAN BOISVERT, DEC M ^{ME} GÉRALDINE CUSSONNEAU, MJQ, SCF M ^{ME} LORRAINE FOURNIER, MCE, SAJ M ^{ME} YOLANDE FRENETTE, MJQ M. DANIEL GAGNON, MSSS M. DAVID GALARNEAU, MTRAV M. ROBERT LAVERTUE, MSP M ^{ME} ANNIK LEMIEUX, MELS M. ROGER NOËL, MJQ M ^{ME} AUDREY NORMAND-LANIEL, MESRS M ^{ME} ELISAH RAJAONIMARIA, MFA, SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS M. MIKE ROUSSEAU, MESS

ANNÉE	DATE	LIEU	PARTICIPANTS
	2015-03-30	MINISTÈRE DE LA JUSTICE, AU 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE À QUÉBEC ET AU 410 RUE DE BELLECHASSE, MONTRÉAL (VISIOCONFÉRENCE)	M. DONALD BAILLARGEON, MFA M. JONATHAN BOISVERT, DEC M ^{ME} GÉRALDINE CUSSONNEAU, MJQ, SCF M ^{ME} LORRAINE FOURNIER, MCE, SAJ M ^{ME} YOLANDE FRENETTE, MJQ M. DAVID GALARNEAU, MTRAV M. ROBERT LAVERTUE, MSP M ^{ME} ANNIK LEMIEUX, MELS M. ROGER NOËL, MJQ M ^{ME} AUDREY NORMAND-LANIEL, MESRS M. MIKE ROUSSEAU, MESS
2015-2016	FIN MAI 2015		DATE À DÉTERMINER

P.80 CONCERNANT LA PUBLICATION DU PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF AU CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT ET DE TOUTE LA CORRESPONDANCE À CE SUJET; FOURNIR AUSSI LA LISTE DES RENCONTRES TENUES AVEC DES ORGANISMES EN 2014-2015.

MINISTÈRE

CETTE DEMANDE N'EST PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.81 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, IDENTIFIER ET VENTILER (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D’AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS EN 2014-2015; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.

FONDS ACCÈS JUSTICE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DES CJP POUR 2014-2015

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	LOYER	MASSE SALARIALE	AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
QUÉBEC	45 000 \$	263 177 \$	105 040 \$
RIMOUSKI	15 187 \$	180 768 \$	90 812 \$
MONTRÉAL	66 000 \$	288 231 \$	171 174 \$
OUTAOUAIS *	33 056 \$	140 601 \$	99 977 \$
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE *	15 000 \$	135 576 \$	118 404 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN *	14 455 \$	135 576 \$	134 643 \$
TOTAL	188 698 \$	1 143 929 \$	720 050 \$

* LES MONTANTS ONT ÉTÉ CALCULÉS SUR NEUF MOIS D’ACTIVITÉ EN 2014-2015.

NOTE : UNE PARTIE DES DÉPENSES SONT ASSUMÉES PAR LES SURPLUS CUMULÉS DES ORGANISMES.

P.82 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE D’EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2014-2015; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.

FONDS ACCÈS JUSTICE

2014-2015

CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS	NOMBRE D’EMPLOYÉS OCCASIONNELS	NOMBRE DE BÉNÉVOLES
RIMOUSKI	4	0	7
QUÉBEC	6	1	14
MONTRÉAL	7	2	16
OUTAOUAIS	4	0	18
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	4	0	7
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	4	0	10
TOTAL	29	3	72

P.83 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D’ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENTS DES CONFLITS) EN 2014-2015.

FONDS ACCÈS JUSTICE

NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS – 2014-2015

CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	INFORMATION JURIDIQUE	AVIS JURIDIQUE	SERVICES DE SOUTIEN ET D’ACCOMPAGNEMENT	AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR	MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENTS DES CONFLITS
RIMOUSKI	3 126	-	-	-	-
QUÉBEC	6 221	-	-	-	-
MONTRÉAL	10 679	-	-	-	-
OUTAOUAIS *	718	-	-	-	-
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE **	82	-	-	-	-
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN***	9	-	-	-	-
TOTAL	20 835	-	-	-	-

CES STATISTIQUES SONT CELLES DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014, PUISQUE CELLES AU 31 MARS 2015 NE SONT PAS ENCORE DISPONIBLES.

* LE CENTRE A OUVERT SES PORTES AU PUBLIC LE 15 SEPTEMBRE 2014
** LE CENTRE A OUVERT SES PORTES AU PUBLIC LE 6 NOVEMBRE 2014
*** LE CENTRE A OUVERT SES PORTES AU PUBLIC LE 15 DÉCEMBRE 2014

FONDS ACCÈS JUSTICE

TROIS CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ ONT OUVERT LEURS PORTES EN 2014-2015 DANS LES RÉGIONS DE L’OUTAOUAIS, LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE ET LE SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN.

AUCUN REPORT DE PROJET POUR L’ANNÉE 2014-2015.

P.85 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET AUTOCHTONE (SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL RESPONSABLE DU SUIVI DU PLAN D’ACTION). FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILÉ PAR :

- A. ACTION COMPLÉTÉES EN 2014-2015;
- B. ACTION EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2014-2015;
- C. ACTION EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2014-2015;
- D. ACTION RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER;
- E. ACTIONS À VENIR EN 2015-2016;
- F. BUDGET INVESTI JUSQU’À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LES RÉPONSES À CETTE QUESTION SE TROUVENT AUX QUESTIONS 93 (BILAN, AU 31 MARS DE L'IMPLANTATION DES CAVAC), 94 (BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC) ET 99 (SOMMES ALLOUÉES À LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE).

- P.86** ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE L’IDENTIFICATION DES RECOMMANDATIONS QUANT AUX PRIORITÉS ET AUX STRATÉGIES EN MATIÈRE D’ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN MILIEU CRI. FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR :
- A. **ACTION COMPLÉTÉES EN 2014-2015;**
 - B. **ACTION EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2014-2015;**
 - C. **ACTION EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2014-2015;**
 - D. **ACTION RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER;**
 - E. **ACTIONS À VENIR EN 2015-2016;**
 - F. **BUDGET INVESTI JUSQU’À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.**

MINISTÈRE

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS ET RELÈVE DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES.

P.87 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, SUR L'IDENTIFICATION DES RECOMMANDATIONS QUANT AUX PRIORITÉS ET AUX STRATÉGIES EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU NUNAVIK. FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR :

- A. ACTION COMPLÉTÉES EN 2014-2015;
- B. ACTION EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2014-2015;
- C. ACTION EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2014-2015;
- D. ACTION RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER;
- E. ACTIONS À VENIR EN 2015-2016;
- F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.

MINISTÈRE

EN 2014-2015, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A MIS EN OEUVRE UN PROJET PERMETTANT L'UTILISATION ACCRUE DE LA VISIOCONFÉRENCE JUDICIAIRE ET ADMINISTRATIVE, NOTAMMENT POUR L'AUDITION DES PROCÉDURES URGENTES DANS LE NORD-DU-QUÉBEC ET POUR LA COMPARUTION DE PRÉVENUS EN MATIÈRE CRIMINELLE.

LES ESSAIS DE FAISABILITÉ TECHNOLOGIQUE ONT ÉTÉ RÉALISÉS À L'ÉGARD DE PROCÉDURES URGENTES POUR DES DOSSIERS EN MATIÈRES CRIMINELLE ET JEUNESSE DES COMMUNAUTÉS INUITS ET CRIS. DANS LE CADRE DE CES VISIOCONFÉRENCES, LA CAPACITÉ TECHNOLOGIQUE A ÉTÉ TESTÉE ET S'EST RÉVÉLÉE CONCLUANTE. DES TRAVAUX SONT PRÉSENTEMENT EN COURS AFIN DE METTRE EN PLACE UN PROJET PILOTE VISANT À STANDARDISER ET UNIFORMISER L'UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE NOTAMMENT, EN DÉFINISSANT DES PROCESSUS OPTIMAUX QUI FACILITERONT LA COLLABORATION AVEC TOUS LES PARTENAIRES.

LE BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT S'ÉLÈVE À 100 000 \$.

P.88 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DU SUIVI DONNÉ AUX CONSULTATIONS DU FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE PAR LE COMITÉ DIRECTEUR. FOURNIR TOUT RAPPORT, DOCUMENT PRODUIT ET PLAN D’ACTION ET VENTILER PAR :

- A. ACTION COMPLÉTÉES EN 2014-2015;
- B. ACTION EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2014-2015;
- C. ACTION EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2014-2015;
- D. ACTION RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER;
- E. ACTIONS À VENIR EN 2015-2016;
- F. BUDGET INVESTI JUSQU’À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.

MINISTÈRE

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.89 ÉTAT DE SITUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU GUIDE INTÉRIMAIRE DE CONSULTATION AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET DE L'ÉLABORATION DES DIFFÉRENTS OUTILS. INDIQUER LES ACTIONS ET LES BUDGETS INVESTIS EN 2014-2015 ET CEUX PRÉVUS POUR 2015-2016.

MINISTÈRE

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS ET RELÈVE DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES.

P.90 EN 2014-2015, IDENTIFIER LE NOMBRE, LE COÛT ET LA NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU À D’AUTRES OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L’ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.

MINISTÈRE

RÉGIONS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ 2014-2015
QUÉBEC (MAIS ACTIF DANS TOUTE LA PROVINCE)	SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	1 185 600 \$
MONTÉGÉRIE	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INC.	60 000 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE

RÉGIONS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ 2014-2015
BAS-SAINT-LAURENT	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE BAS SAINT-LAURENT	214 930 \$
CAPITALE NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	342 220 \$
GASPÉSIE ÎLES DE-LA-MADELEINE*	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA GASPÉSIE ÎLES DE-LA-MADELEINE	268 980 \$
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTRÉAL INC.	480 295 \$
OUTAOUAIS*	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	273 634 \$
SAGUENAY LAC-SAINT-JEAN*	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN	284 674 \$
MONTRÉAL	ÉDUCALOI	25 000 \$

* LES MONTANTS ONT ÉTÉ CALCULÉS SUR NEUF MOIS D'ACTIVITÉ EN 2014-2015.

P.91 NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA *LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS*, INCLUANT LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2013-2014 ET 2014-2015, PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. PAR EXEMPLE, POUR LA CATÉGORIE ALLOCATIONS SPÉCIALES, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS SPÉCIALES DE 500 \$ VERSÉES AUX CONJOINTS OU AUX PERSONNES À CHARGE ET PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS DE 2 000 \$ VERSÉES AUX PARENTS D'UN ENFANT DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL. DE MÊME, POUR LA CATÉGORIE ASSISTANCE MÉDICALE, PRÉCISER NOTAMMENT LE MONTANT AFFECTÉ AUX FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE POUR LES VICTIMES ET LE MONTANT AFFECTÉ AUX FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE POUR LES PROCHES DE VICTIMES.

LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC)
LES DONNÉES RELATIVES À LA LOI SUR L'IVAC SONT DISPONIBLES EN ANNÉE CIVILE SEULEMENT

RÉPARTITION DES DÉCISIONS RENDUES EN 2014 PAR RÉGION						
RÉGION	ACCEPTÉE	REJETÉE	DÉSISTEMENT	DÉSINTÉ- RESSEMENT	TOTAL	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	127	39		3	169	2,0 %
BAS-SAINT-LAURENT	176	46			222	2,7 %
CHAUDIÈRE-APPALACHES	362	84		2	448	5,4 %
CÔTE-NORD	31	13	1		45	0,5 %
ESTRIE	513	135	2	6	656	7,9 %
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA- MADELEINE	43	14			57	0,7 %
ÎLE-DE-MONTRÉAL	1 398	325		14	1 737	21,0 %
LANAUDIÈRE	476	141			617	7,4 %
LAURENTIDES	514	156	1	6	677	8,2 %
LAVAL	188	44		4	236	2,8 %
LONGUEUIL	352	81	2		435	5,2 %
MAURICIE ET CENTRE-DU- QUÉBEC	678	135	1	1	815	9,8 %
OUTAOUAIS	220	35		2	257	3,1 %
QUÉBEC	593	156	1	3	753	9,1 %
SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	210	50	1	3	264	3,2 %
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	220	46			266	3,2 %
VALLEYFIELD	177	36		1	214	2,6 %
YAMASKA	276	92		1	369	4,5 %
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC AU CANADA	35	11	1	2	49	0,6 %
EXTÉRIEUR DU CANADA	2	2			4	0,0 %
TOTAL	6 591	1 641	10	48	8 290	100 %
POURCENTAGE	79,5 %	19,8 %	0,1 %	0,6 %	100 %	

PRESTATIONS VERSÉES ET FRAIS D'ADMINISTRATION	
TYPES DE PRESTATIONS	2014
ASSISTANCE MÉDICALE	21 500 182,75 \$
RÉADAPTATION	11 881 405,79 \$
INCAPACITÉ TEMPORAIRE	30 849 738,97 \$
STABILISATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE	2 149 877,43 \$
ALLOCATIONS SPÉCIALES	85 179,96 \$
FRAIS FUNÉRAIRES	254 120,83 \$
INCAPACITÉ PERMANENTE DES VICTIMES ET RENTES AUX PERSONNES À CHARGE	40 874 688,39 \$
TOTAL DES PRESTATIONS	107 595 194,12 \$
FRAIS D'ADMINISTRATION	16 918 027,69 \$
TOTAL	124 513 221,81 \$

P.92 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE LA RÉVISION DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS.

MINISTÈRE

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.93 BILAN, AU 31 MARS 2015, DE L'IMPLANTATION DES CAVAC, INCLUANT LES BUDGETS ET L'EFFECTIF; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LES BUDGETS ET LES EFFECTIFS 2014-2015

CAVAC	OUVERTURE	EFFECTIFS	BUDGET (\$)
ABITIBI	JUIN 2002	14	908 240
BAS-ST-LAURENT	FÉVRIER 1990	14	1 045 279
CENTRE DU QUÉBEC	AVRIL 2003	11	673 240
CÔTE-NORD	NOVEMBRE 2001	11	767 483
CRI	JANVIER 2008	3	190 830
ESTRIE	NOVEMBRE 1992	11	802 200
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	FÉVRIER 2003	10	626 529
LANAUDIÈRE	MARS 1998	16	969 719
LAURENTIDES	DÉCEMBRE 1992	14	778 450
LAVAL	MARS 1991	10	739 644
MAURICIE	FÉVRIER 1990	16,5	1 143 741
MONTÉRÉGIE	MARS 1990	22	938 600
MONTRÉAL	NOVEMBRE 1988	34	2 499 390
NUNAVIK	OCTOBRE 2004	8	988 310
OUTAOUAIS	NOVEMBRE 1989	14	981 670
QUÉBEC	JUIN 1988	19	1 208 320
SAGUENAY	JANVIER 1989	16	1 129 300

EFFECTIFS DES CAVAC ACCEPTÉS PAR LE BAVAC EN 2014-2015

CAVAC	DIRECTEURS	INTERVENANTS TEMPS PLEIN ET OCCASIONNELS	TOTAL
QUÉBEC	1	18	19
MONTRÉAL	1	33	34
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	1	15	16
OUTAOUAIS	1	13	14
BAS-SAINT-LAURENT	1	13	14
MAURICIE	1	15,5	16,5
MONTÉRÉGIE	1	21	22
LAVAL	1	9	10
ESTRIE	1	10	11
LAURENTIDES	1	13	14
LANAUDIÈRE	1	15	16
CÔTE-NORD	1	10	11
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	13	14
GASPÉSIE/ ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1	9	10
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	10	11
INUIT	1	7	8
CRI	1	2	3
TOTAL	17	226,5	243,5

P.94 BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D’OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

DESCRIPTION	2014-2015
SERVICES RÉCURRENTS	
PROVINCE DE QUÉBEC	
S.O.S. VIOLENCE CONJUGALE	842 857,71 \$
AQPV	150 000,00 \$
CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	420 700,00 \$
QUÉBEC & MONTRÉAL	
AFPAD	185 000,00 \$
SERVICES RÉCURRENTS - TOTAL PARTIEL	1 598 557,71 \$
PROJETS SPÉCIAUX	
IL N'Y A PAS EU D'APPEL DE PROJETS EN 2014-2015	-
PROJETS SPÉCIAUX - TOTAL PARTIEL	-
GRAND TOTAL	1 598 557,71 \$

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

À LA SUITE DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA *LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS* (RLRQ, c. A-13.2) EN JUIN 1988, LE BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (BAVAC) A ÉTÉ MIS SUR PIED AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. LE FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (FAVAC) A ÉTÉ INSTITUÉ POUR ASSURER LE PAIEMENT DE TOUTE DÉPENSE NÉCESSAIRE À LA RÉALISATION DES FONCTIONS QUE CETTE LOI CONFIE AU BAVAC. LE FAVAC PERMET ÉGALEMENT D'ACCORDER UNE AIDE FINANCIÈRE À TOUTE PERSONNE OU ORGANISME QUI REMPLIT LES CONDITIONS DÉTERMINÉES PAR RÈGLEMENT, POUR FAVORISER, D'UNE PART, LE DÉVELOPPEMENT DE SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES, NOTAMMENT POUR ASSURER L'IMPLANTATION ET LE MAINTIEN DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) ET, D'AUTRE PART, POUR FAVORISER LA RECHERCHE SUR TOUTE QUESTION RELATIVE À L'AIDE AUX VICTIMES DE MÊME QUE LA RÉALISATION ET LA DIFFUSION DE PROGRAMMES D'INFORMATION, DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION. UN RÈGLEMENT SUR L'AIDE FINANCIÈRE A ÉTÉ ÉLABORÉ ET EST ENTRÉ EN VIGUEUR EN JANVIER 1989. CE RÈGLEMENT PRÉVOIT LES RENSEIGNEMENTS, LES DOCUMENTS QUE LES PERSONNES ET ORGANISMES DOIVENT FOURNIR POUR OBTENIR UNE AIDE FINANCIÈRE ET CERTAINES CONDITIONS QU'ILS DOIVENT RESPECTER.

LE FINANCEMENT DU FAVAC EST NOTAMMENT ASSURÉ PAR LES REVENUS PROVENANT DES SURAMENDES COMPENSATOIRES IMPOSÉES EN VERTU DU *CODE CRIMINEL*, DES SOMMES PROVENANT DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ ET, DEPUIS LE 1^{ER} JUILLET 2003, DE LA PERCEPTION D'UN MONTANT DE 10 \$ POUR CHAQUE CONTRAVENTION À UNE LOI DU QUÉBEC. LE FAVAC EST AFFECTÉ À L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, NOTAMMENT AUX CAVAC, À L'ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES (AFPAD), À L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES (AQPV), AU CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT, À S.O.S. VIOLENCE CONJUGALE, AU CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL, AUX CAMPAGNES DE SENSIBILISATION POUR CONTRER LA VIOLENCE CONJUGALE ET LES AGRESSIONS SEXUELLES ET À PLUSIEURS PROJETS DE RECHERCHE, ACTIVITÉS DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION.

EFFECTIFS

POUR L'EXERCICE 2014-2015, LES EFFECTIFS AUTORISÉS DU BAVAC SONT DE QUATRE (4) ETC.

MANDAT

LE BAVAC A POUR MANDAT, CONFORMÉMENT À LA *LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS*, DE FAVORISER LA PROMOTION DES DROITS DES VICTIMES RECONNUS PAR LA LOI ET DE VEILLER AU DÉVELOPPEMENT DES SERVICES D'AIDE AINSI QU'À LA CONCERTATION ET À LA COORDINATION DES ACTIONS DES PERSONNES, MINISTÈRES ET ORGANISMES QUI DISPENSENT DES SERVICES AUX VICTIMES. IL CONSEILLE ÉGALEMENT LA MINISTRE DE LA JUSTICE SUR TOUTE QUESTION RELATIVE À L'AIDE AUX VICTIMES ET FAVORISE L'IMPLANTATION ET LE MAINTIEN DES CAVAC SUR TOUT LE TERRITOIRE DU QUÉBEC, LE DÉVELOPPEMENT DE SERVICES SPÉCIALISÉS EN FOURNISSANT AUX ORGANISMES L'ASSISTANCE TECHNIQUE OU PROFESSIONNELLE REQUISE POUR LEUR ÉTABLISSEMENT ET LEUR FONCTIONNEMENT. LE BAVAC FAVORISE LA RÉALISATION ET LA DIFFUSION DE PROGRAMMES D'INFORMATION, DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION CONCERNANT LES DROITS ET LES BESOINS DES VICTIMES AINSI QUE LES SERVICES QUI LEUR SONT ACCESSIBLES ET EXERCE TOUTE AUTRE FONCTION QUE LUI CONFIE LA MINISTRE DE LA JUSTICE EN VUE DE FAVORISER L'APPLICATION DE LA *LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS*. LE BAVAC ASSURE ÉGALEMENT L'ADMINISTRATION DU FAVAC.

LES REPRÉSENTANTS DU BAVAC PARTICIPENT AUSSI À DES ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION, D'INFORMATION ET DE FORMATION PAR LE BIAIS DE CONFÉRENCES, D'ATELIERS, DE SESSIONS DE TRAVAIL. ILS SIÈGENT ÉGALEMENT COMME MEMBRES À DIFFÉRENTS GROUPES DE TRAVAIL FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONCERNANT LES VICTIMES, AU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE ET AU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU SECRÉTARIAT À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME ET AUX INITIATIVES SOCIALES (SACAIS).

DE PLUS, LES REPRÉSENTANTS DU BAVAC FOURNISSENT L'ASSISTANCE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE REQUISE POUR L'ÉTABLISSEMENT DES CAVAC ET POUR LEUR BON FONCTIONNEMENT. AINSI, LE BAVAC PRODUIT LA DOCUMENTATION NÉCESSAIRE, ORGANISE DES RENCONTRES AUXQUELLES SONT CONVIÉS LES DIRECTEURS ET DIRECTRICES DES CAVAC OU ENCORE DES REPRÉSENTANTS DE LEUR CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN PLUS D'ÉLABORER DES PROGRAMMES DE FORMATION ADAPTÉS AUX BESOINS DES INTERVENANTS.

LES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC)

MANDAT

LES CAVAC SONT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES À BUT NON LUCRATIF RECONNUS PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE POUR OFFRIR AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, À LEURS PROCHES AINSI QU'AUX TÉMOINS, DES SERVICES D'AIDE. L'AIDE DES CAVAC EST DISPONIBLE QUE L'AUTEUR DU CRIME SOIT OU NON IDENTIFIÉ, ARRÊTÉ, POURSUIVI OU RECONNU COUPABLE. LES CAVAC TRAVAILLENT EN COLLABORATION AVEC LES INTERVENANTS DU MILIEU JUDICIAIRE, DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES. L'INTERVENTION DES CAVAC AUPRÈS DES VICTIMES SE FAIT DANS LE RESPECT DE LEURS BESOINS ET À LEUR RYTHME. ELLE S'APPUIE SUR LA CAPACITÉ QU'ONT LES VICTIMES DE GÉRER LEUR PROPRE VIE ET DE PRENDRE LES DÉCISIONS QUI LES CONCERNENT.

LES CAVAC OFFRE DES SERVICES D'INTERVENTION POST-TRAUMATIQUE ET « PSYCHOSOCIOJUDICIAIRE », QUI CONSISTENT À ÉVALUER LES BESOINS ET LES RESSOURCES DE LA PERSONNE VICTIME D'UN ACTE CRIMINEL. À LA SUITE DE L'ÉVALUATION, UNE

INTERVENTION EST OFFERTE DANS LE BUT DE RÉDUIRE LES CONSÉQUENCES DE LA VICTIMISATION ET DE PERMETTRE À LA PERSONNE DE POURSUIVRE SON CHEMINEMENT. LE PERSONNEL DU CAVAC DISPENSE DE L'INFORMATION SUR LES DROITS ET LES RECOURS DE LA VICTIME D'UN ACTE CRIMINEL, AUSSI BIEN SUR LES GRANDES ÉTAPES DU PROCESSUS JUDICIAIRE, LE PROGRAMME D'INDEMNISATION DES VICTIMES, INFOVAC-PLUS, OU LES INDEMNITÉS AUXQUELLES ELLE PEUT AVOIR DROIT. LE PERSONNEL DU CAVAC OFFRE L'ASSISTANCE TECHNIQUE NÉCESSAIRE POUR QUE LA VICTIME PUISSE REMPLIR DIFFÉRENTS FORMULAIRES, ET POUR QU'ELLE SOIT EN MESURE DE RESPECTER LES FORMALITÉS INHÉRENTES À SA SITUATION. LE PERSONNEL DU CAVAC ACCOMPAGNE LA VICTIME DANS SES DÉMARCHES AUPRÈS DES RESSOURCES MÉDICALES ET COMMUNAUTAIRES, ET L'ACCOMPAGNE DANS L'APPAREIL JUDICIAIRE PENDANT TOUT LE CHEMINEMENT DU DOSSIER. LE PERSONNEL DU CAVAC ORIENTE LA VICTIME VERS DES SERVICES SPÉCIALISÉS TELS QUE LES RESSOURCES JURIDIQUES, MÉDICALES, SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES CAPABLES DE L'AIDER À RÉSOUDRE LES PROBLÈMES QU'ELLE DOIT AFFRONTER.

LES CAVAC SONT GÉRÉS PAR DES CONSEILS D'ADMINISTRATION COMPOSÉS DE REPRÉSENTANTS PROVENANT DE LA COMMUNAUTÉ ET DES RÉSEAUX PARTENAIRES. DANS CHACUN DES CAVAC, UNE DIRECTRICE OU UN DIRECTEUR ASSUME LE RECRUTEMENT, LA FORMATION ET L'ENCADREMENT DU PERSONNEL, DES STAGIAIRES ET DES BÉNÉVOLES SUR QUI REPOSE LA PRESTATION DES SERVICES. DEUX CAVAC SONT GÉRÉS RESPECTIVEMENT PAR UNE ADMINISTRATION RÉGIONALE ET UN GOUVERNEMENT, SOIT LE CAVAC DU NUNAVIK ET LE CAVAC CRI.

AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE AUX CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LE FINANCEMENT DES CAVAC EST ASSURÉ PRINCIPALEMENT PAR LE FAVAC, LEQUEL EST ADMINISTRÉ PAR LE BAVAC. LORSQUE LA MINISTRE DE LA JUSTICE RECONNAÎT L'ORGANISME COMME UN CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC), LE FINANCEMENT EST RENOUVELÉ DANS LA MESURE OÙ L'ORGANISME SE CONFORME AUX EXIGENCES STIPULÉES DANS LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE SIGNÉE ANNUELLEMENT PAR LES PARTIES.

DIX-SEPT CAVAC SONT EN OPÉRATION : BAS-SAINT-LAURENT, SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN, CAPITALE-NATIONALE / CHAUDIÈRE-APPALACHES, MAURICIE, ESTRIE, MONTRÉAL, OUTAOUAIS, ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, CÔTE-NORD, NUNAVIK, CRI, GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE, LAVAL, LANAUDIÈRE, LAURENTIDES, MONTÉRÉGIE, CENTRE-DU-QUÉBEC.

LE RAPPORT ANNUEL ET LES ÉTATS FINANCIERS DES CAVAC SONT DISPONIBLES SUR LEUR SITE INTERNET À L'EXCEPTION DU CAVAC DU NUNAVIK ET DU CAVAC CRI.

P.96 NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2014-2015 PAR LE DPCC RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) AVEC LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

2014-2015 (DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015)
CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
VENTILATION PAR ARTICLE

ARTICLE	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES (CONSTATS D'INFRACTION DÉLIVRÉS)
52	1
63	1
140	1
TOTAL	3

ARTICLE 52 : PUBLICATION SUR SITE WEB RÉDIGÉE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS
ARTICLE 63 : AFFICHAGE DU NOM DE L'ENTREPRISE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS
ARTICLE 140: OMISSION DE TRANSMETTRE PROGRAMME DE FRANCISATION

SUIVI DES CONSTATS D'INFRACTION DÉLIVRÉS	
RÉSULTAT	SOMME
COUPABLE	2
PROCÈS	1
Total	3

P.97 EN 2014-2015, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDiquer LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS ET VENTILER CELLES-CI PAR ARTICLE.

MINISTÈRE

2014-2015
(DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015)
NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES - LANGUE D'ENSEIGNEMENT : 43

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTe DE LA LANGUE FRANÇAISE
1.	2012 SAS-M-201394-1207	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 3 FÉVRIER 2015 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (1°)
2.	2012 SAS-M-204472-1210	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 29 MAI 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76 ET 73 B)
3.	2012 SAS-Q-188515-1212	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 17 JUILLET 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART, 76 ET 73 (1°)

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
4.	2013 SAS-M-208806-1303	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT 29 JANVIER 2015	ART. 73 (1°)
5.	2013 SAS-M-209828-1303	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 22 DÉCEMBRE 2014 RECOURS DÉCLARÉ SANS OBJET	ART. 81
6.	2013 SAS-M-210612-1304	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 14 MAI 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 81
7.	2013 SAS-M-210662-1304	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 30 MAI 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (2°)
8.	2013 SAS-Q-193273-1307	REQUÊTE EN RÉVISION PRODUITE AU TAQ (ART. 154 ET 155 DE LA <i>LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE</i>) À L'ENCONTRE DE LA DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 12 AOÛT 2013	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 20 AOÛT 2014 REQUÊTE REJETÉE	ART. 73 (2°) ENFANT DE MILITAIRE
9.	2013 SAS-M-211658-1305	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 22 DÉCEMBRE 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76 ET 73 A)

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
10.	2013 SAS-Q-193825-1308	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 30 DÉCEMBRE 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76 ET 73 (1°)
11.	2013 SAS-M-213596-1307	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 22 DÉCEMBRE 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (2°)
12.	2013 SAS-M-215384-1309	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 19 DÉCEMBRE 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (2°)
13.	2013 SAS-M-216160-1309	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 19 DÉCEMBRE 2014 CONTESTATION ACCUEILLIE DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE INFIRMÉE	ART. 73 (2°) RÈGLEMENT SUR LES CRITÈRES ET LA PONDÉRATION APPLICABLES POUR LA PRISE EN COMPTE DE L'ENSEIGNEMENT EN ANGLAIS REÇU DANS UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ NON AGRÉÉ AUX FINS DE SUBVENTIONS
14.	2014 500-17-081206-149	COUR SUPÉRIEURE - REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE DE LA RECOMMANDATION NÉGATIVE DU COMITÉ D'EXAMEN CONSTITUÉ EN VERTU DE L'ARTICLE 85.1 DE LA <i>CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE</i>	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE PRONONCÉE SUR LE BANC LE 23 JANVIER 2015.	ART. 85.1

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
				REQUÊTE ACCUEILLIE LA COUR ORDONNE QUE LE DOSSIER SOIT RETOURNÉ AU COMITÉ D'EXAMEN POUR UNE NOUVELLE ÉTUDE (UNE RENCONTRE DOIT AVOIR LIEU ENTRE LE COMITÉ D'EXAMEN ET LES PARENTS)	
15.	2013 SAS-M-218488-1311	CONTESTATION AU TAQ DE LA RECOMMANDATION NÉGATIVE DU COMITÉ D'EXAMEN CONSTITUÉ EN VERTU DE L'ARTICLE 85.1 DE LA <i>CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE</i>	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 16 AVRIL 2014 RECOURS DU REQUÉRANT DÉCLARÉ IRRECEVABLE - ABSENCE DE COMPÉTENCE DU TAQ AU REGARD D'UNE RECOMMANDATION DU COMITÉ D'EXAMEN	ART. 85.1
16.	2014 SAS-M-227382-1407	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT 8 OCTOBRE 2014	ART. 73 (2°)
17.	2014 SAS-M-219860-1401	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT 22 JUILLET 2014	ART. 73 (2°) ENFANT DE MILITAIRE
18.	2014 SAS-M-220238-1401	CONTESTATION AU TAQ DE LA RECOMMANDATION NÉGATIVE DU COMITÉ D'EXAMEN CONSTITUÉ EN VERTU DE L'ARTICLE 85.1 DE LA <i>CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE</i> TRAITÉE PAR LE TAQ	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 22 DÉCEMBRE 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 85.1

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
		COMME UNE CONTESTATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE RENDUE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 81 DE LA <i>CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE</i>			
19.	2014 SAS-M-220246-1401	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 22 DÉCEMBRE 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (2°)
20.	2014 SAS-Q-199495-1402	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION - TAQ - PRÉVUE LE 29 AVRIL 2015	ART. 73 (2°) ENFANT DE MILITAIRE
21.	2014 SAS-M-222256-1403	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 22 DÉCEMBRE 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76 ET 73 (2°)
22.	2014 SAS-M-222850-1403	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 22 DÉCEMBRE 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA	ART. 81

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
				PERSONNE DÉSIGNÉE	
23.	2014 SAS-M-223146-1404	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 19 DÉCEMBRE 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (2°) RÈGLEMENT SUR LES CRITÈRES ET LA PONDÉRATION APPLICABLES POUR LA PRISE EN COMPTE DE L'ENSEIGNEMENT EN ANGLAIS REÇU DANS UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ NON AGRÉÉ AUX FINS DE SUBVENTIONS
24.	2014 SAS-M-224976-1405	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 22 DÉCEMBRE 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 81
25.	2014 SAS-M-225604-1406	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 19 DÉCEMBRE 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (2°) ENFANT DE MILITAIRE
26.	2014 SAS-M-226640-1407	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 22 DÉCEMBRE 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 85
27.	2014 SAS-M-227202-1407	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT	ART. 81

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
				9 OCTOBRE 2014	
28.	2014 SAS-M-227086-1407	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION - TAQ - PRÉVUE LE 27 AVRIL 2015	ART. 81
29.	2014 SAS-M-227088-1407	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 19 DÉCEMBRE 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76, 73 (2°)
30.	2014 SAS-M-227994-1408	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	ENFANTS DÉCLARÉS ADMISSIBLES LE 20 MARS 2015 EN VERTU DE L'ARTICLE 73 (2°) DE LA <i>CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE</i> DÉSISTEMENT 8 AVRIL 2015	ART. 73 (2°) RÈGLEMENT SUR LES CRITÈRES ET LA PONDÉRATION APPLICABLES POUR LA PRISE EN COMPTE DE L'ENSEIGNEMENT EN ANGLAIS REÇU DANS UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ NON AGRÉÉ AUX FINS DE SUBVENTIONS
31.	2014 SAS-M-228600-1409	ORDONNANCE DE SAUVEGARDE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 21	ART. 85

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
				OCTOBRE 2014 REJET DE LA REQUÊTE EN ORDONNANCE DE SAUVEGARDE	
32.	2014 SAS-M-228600-1409	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT 6 FÉVRIER 2015	ART. 85
33.	2014 SAS-M-228392-1409	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT 6 FÉVRIER 2015	ART. 81
34.	2014 SAS-M-228780-1409	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION - TAQ - PRÉVUE LE 30 AVRIL 2015	ART. 76 ET 73 A)
35.	2014 SAS-M-229036-1409	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION - TAQ - PRÉVUE LE 30 AVRIL 2015	ART. 73 (2°)
36.	2014 SAS-Q-205779-1411	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION ENFANT DÉCLARÉ ADMISSIBLE LE 30 MARS 2015 EN VERTU DE L'ARTICLE 81 DE LA <i>CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE</i>	ART. 81
37.	2014 SAS-M-232216-1412	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION - TAQ - PRÉVUE LE 30 AVRIL 2015	ART. 73 (1°)
38.	2015 SAS-Q-206593-1501 SAS-Q-206595-1501	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	ENFANTS DÉCLARÉS ADMISSIBLES LE 3 MARS 2015 EN VERTU DE L'ARTICLE 73 (2°) DE LA <i>CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE</i>	ART. 73 (2°) ENFANT DE MILITAIRE

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
				DÉSISTEMENT 1 ^{ER} AVRIL 2015	
39.	2015 SAS-M-234072-1502	CONTESTATION AU TAQ DE LA RECOMMANDATION NÉGATIVE DU COMITÉ D'EXAMEN	PARTIE INTIMÉE	AUDITION - TAQ - PRÉVUE LE 4 JUIN 2015	ART. 85.1
40.	2015 SAS-Q-207283-1502	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 73 (1°)
41.	2006 500-17-033805-063	RÉVISION JUDICIAIRE DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE D'UNE DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 10 OCTOBRE 2006 (RECOURS DE DEUX FAMILLES REPRÉSENTÉES PAR M ^E BRENT D. TYLER)	PARTIE MISE EN CAUSE	MALGRÉ UN RAPPEL FAIT PAR LE REPRÉSENTANT DE LA PGQ, M ^E TYLER N'A PAS ENCORE PRODUIT SON MÉMOIRE. LE DÉLAI DE 180 JOURS PRÉVU À L'ARTICLE 110.1 DU <i>CODE DE PROCÉDURE CIVILE</i> POUR FIXER LA CAUSE POUR ENQUÊTE ET AUDITION EST LARGEMENT ÉCOULÉ.	ART. 73 (2°) DOSSIERS ONTARIENS
42.	2007 500-17-040428-073	RÉVISION JUDICIAIRE DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE D'UNE DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 10 OCTOBRE 2006 (RECOURS DE CINQ FAMILLES REPRÉSENTÉES PAR M ^E BRENT D. TYLER)	PARTIE MISE EN CAUSE	MALGRÉ UN RAPPEL FAIT PAR LE REPRÉSENTANT DE LA PGQ, M ^E TYLER N'A PAS ENCORE PRODUIT SON MÉMOIRE. LE DÉLAI DE 180 JOURS PRÉVU À L'ARTICLE 110.1 DU <i>CODE DE PROCÉDURE CIVILE</i> POUR FIXER LA CAUSE POUR ENQUÊTE ET AUDITION EST LARGEMENT ÉCOULÉ.	ART. 73 (2°) DOSSIERS ONTARIENS
43.	2008 500-17-043476-087	RÉVISION JUDICIAIRE DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE D'UNE DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 25 MAI 2008 (RECOURS D'UNE SEULE FAMILLE REPRÉSENTÉE PAR M ^E BRENT D. TYLER)	PARTIE MISE EN CAUSE	MALGRÉ UN RAPPEL FAIT PAR LE REPRÉSENTANT DE LA PGQ, M ^E TYLER N'A PAS ENCORE PRODUIT SON MÉMOIRE. LE DÉLAI DE 180 JOURS PRÉVU À L'ARTICLE 110.1 DU <i>CODE DE PROCÉDURE CIVILE</i> POUR FIXER LA CAUSE POUR ENQUÊTE ET AUDITION EST LARGEMENT ÉCOULÉ.	ART. 73 (2°) DOSSIER ONTARIEN

MINISTÈRE

LA LOI R-20 EST LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LA GESTION DE LA MAIN-D'OEUVRE DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.

INFRACTIONS À LA LOI R-20

Infractions à la loi R-20	
Année 2014-2015	
Nombre de constats émis	15 059
Amendes (1)	10 475 509 \$
Frais (2)	3 131 530 \$
Total amendes et frais	13 607 039 \$
Montant payé (3)	3 821 813 \$
Plaidoyer de culpabilité	4 500
% Plaidoyer de culpabilité	29,88%

NOTES :

1. IL S'AGIT DE LA VALEUR DE L'AMENDE APPARAISSANT AUX CONSTATS D'INFRACTION.
2. IL S'AGIT DE LA VALEUR DES FRAIS APPARAISSANT AUX CONSTATS D'INFRACTION.
3. IL S'AGIT DE LA VALEUR DES AMENDES ET FRAIS QUI ONT ÉTÉ PAYÉS AU TERME DU DÉLAI DE 30 JOURS PRÉVU AU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. CE MONTANT N'INCLUT PAS LES MONTANTS D'AMENDE ET DE FRAIS IMPOSÉS AU TERME D'UNE DÉCISION DU TRIBUNAL.

P.99 CONCERNANT LA LUTTE À LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, FOURNIR :

- A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2014-2015. PRÉVISION POUR 2015-2016.
- B. BILAN DES MESURES ENTREPRISES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2006 POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET AUX ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.

MINISTÈRE

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (MJQ)	
	2014-2015
SOS VIOLENCE CONJUGALE (MISSION GLOBALE)	835 250,00 \$
FRAIS DE LA LIGNE 1-800-VIOLENCE CONJUGALE	7 607,71 \$ ¹

- DIX MINISTÈRES ET ORGANISMES SONT RESPONSABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DES 135 ENGAGEMENTS INSCRITS DANS CE PLAN D'ACTION. ILS SONT RÉPARTIS EN DEUX VOLETS : GÉNÉRAL ET AUTOCHTONE.
- L'ENSEMBLE DES ENGAGEMENTS PERMET DE POURSUIVRE LES EFFORTS POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DES PERSONNES VICTIMES ET DES ENFANTS EXPOSÉS À LA VIOLENCE CONJUGALE, DE MÊME QUE LE TRAVAIL EN VUE DE RESPONSABILISER D'AVANTAGE LES CONJOINTS AYANT DES COMPORTEMENTS VIOLENTS.
- LE VOLET AUTOCHTONE PERMET DE RÉPONDRE AUX BESOINS PARTICULIERS DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS.
- LE MJQ EST RESPONSABLE DE PLUS D'UN TIERS DES MESURES INSCRITES DANS LE PLAN D'ACTION (34 MESURES DU VOLET GÉNÉRAL, 13 MESURES DU VOLET AUTOCHTONE ET 10 DU VOLET GÉNÉRAL SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE).
- PARMI LES MESURES STRUCTURANTES DE CE PLAN D'ACTION, SOULIGNONS LES ENGAGEMENTS DU MJQ EN MATIÈRE DE MÉDIATION FAMILIALE, DE MODIFICATIONS AU DÉLAI DE PRESCRIPTION DES ACTIONS EN RESPONSABILITÉ CIVILE VISANT LA RÉPARATION DU PRÉJUDICE DÉCOULANT D'UN CRIME ET AU DÉLAI POUR PRÉSENTER UNE DEMANDE EN MATIÈRE D'INDEMNISATION DES VICTIMES. SOULIGNONS AUSSI LA CONSOLIDATION DES SERVICES POUR LES CONJOINTS AYANT DES COMPORTEMENTS VIOLENTS PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LA RÉALISATION DE TRAVAUX EN MATIÈRE DE SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS PAR LES MINISTÈRES DE LA FAMILLE, DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE LA JUSTICE. NOTONS ÉGALEMENT LES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE PROMOTION DES MODÈLES RELATIONNELS FONDÉS SUR LE RESPECT DES DROITS DE LA PERSONNE, LES RESPONSABILITÉS INDIVIDUELLES ET LE RESPECT DES DIFFÉRENCES ET DES RAPPORTS ÉGALITAIRES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DE MÊME QU'ENTRE LES GARÇONS ET LES FILLES.
- ENFIN, LE PLAN D'ACTION INCLUT DE NOMBREUX ENGAGEMENTS POUR LES GROUPES PLUS VULNÉRABLES DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE : PERSONNES ÂGÉES, PERSONNES HANDICAPÉES, PERSONNES IMMIGRANTES OU ISSUES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, MINORITÉS SEXUELLES ET HOMMES VICTIMES.
- LES SOMMES AFFECTÉES À LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE SONT ESTIMÉES À UN PEU PLUS DE 57 M\$ SUR CINQ ANS POUR LES DIFFÉRENTS MINISTÈRES.

RÉPARTITION DES COÛTS ESTIMÉS	
MINISTÈRES ET ORGANISMES	ESTIMATION SUR 5 ANS
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT	50 000 \$
MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	13 962 500 \$
MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES	125 000 \$
MINISTÈRE DE LA FAMILLE	204 100 \$
MINISTÈRE DE LA JUSTICE	18 346 870 \$
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	17 970 000 \$
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	4 775 000 \$
SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE	678 000 \$
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES	1 200 000 \$
TOTAL	57 311 470 \$

1- POUR LA PÉRIODE COUVERTE D'AVRIL 2014 À FÉVRIER 2015. LE MONTANT POUR LE MOIS DE MARS 2015 SERA CONNU AU COURS D'AVRIL 2015.

P.100 LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE. INDiquer LE LIEU, LE COÛT, LES DATES, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.

MINISTÈRE

VOIR PAGE SUIVANTE.

**Liste des formations suivies par l'ensemble du personnel du Ministère de la Justice entre le 1^{er}
avril 2014 et le 31 mars 2015**

		Nombre de participants	Coût total
2013 Constitutional Cases		2	2 468,5 \$
	Osgoode Professional Development Center	2	2 468,5 \$
Accueil corporatif		10	868,5 \$
	Ministère de la Justice du Québec	10	868,5 \$
Accueil de stagiaires		3	267,8 \$
	Ministère de la Justice du Québec	3	267,8 \$
Accueil opérationnel et technique		3	380,1 \$
	CGI	1	80,0 \$
	Ministère de la Justice du Québec	2	300,1 \$
Accueil RH		8	450,7 \$
	Ministère de la Justice du Québec	8	450,7 \$
Administration d'une BD SQL serveur 2012		1	1 333,9 \$
	Versalys	1	1 333,9 \$
Administration Windows Server 2008 R2 (MS320)		1	3 477,9 \$
	AFI Expertise	1	3 477,9 \$
ADO-LSJPA (Base) - Groupes 1, 2 et 3		34	2 543,8 \$
	Ministère de la Justice du Québec	34	2 543,8 \$
ADO-LSJPA (Rafraichissement) - Groupes 1, 2 et 3		22	762,9 \$
	Ministère de la Justice du Québec	22	762,9 \$
Aliform		1	67,7 \$
	Wolters Kluwer	1	67,7 \$
Analyse 10 arrêts rendus en droit criminel		2	89,4 \$
	Barreau de Québec	2	89,4 \$
Analyse de la fiabilité des données financières		1	567,7 \$
	Contrôleur des finances	1	567,7 \$
Analyse des données financières		1	394,7 \$
	Contrôleur des finances	1	394,7 \$
Analyse d'impact réglementaire		1	427,2 \$
	ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	427,2 \$
Anglais		1	1 156,1 \$
	Centre de perfectionnement en français écrit	1	1 156,1 \$
Architecture d'affaires d'entreprise		1	2 042,6 \$
	CGI	1	2 042,6 \$
Architecture d'entreprise - Registre		1	280,1 \$
	CGI	1	280,1 \$
Architecture d'entreprise (niveau stratégique)		1	40,0 \$
	Ministère de la Justice du Québec	1	40,0 \$
Aspects humains des organisations		1	1 362,2 \$
	Université du Québec à Rimouski à Lévis	1	1 362,2 \$
Assemblée des membres du RRSPT		2	256,2 \$
	Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	2	256,2 \$
Assurance qualité		2	116,8 \$
	Ministère de la Justice du Québec	2	116,8 \$
Atelier coaching		4	517,7 \$
	ÉNAP (École nationale d'administration publique)	4	517,7 \$
Atelier d'efficiencia cognitive		1	1 027,6 \$
	Université du Québec	1	1 027,6 \$
Atelier d'étude de cas en assurance traitement		1	80,2 \$
	Secrétariat du Conseil du trésor	1	80,2 \$
Atelier SAGIR - Mandat spécial		2	274,5 \$
	Contrôleur des finances	2	274,5 \$
Atelier sur la civilité au travail		114	9 170,3 \$
	Ministère de la Justice du Québec	114	9 170,3 \$
Atelier sur la recherche juridique		23	816,8 \$
	Société québécoise d'info. juridique (SOQUIJ)	23	816,8 \$
Atelier sur l'appréciation des contributions		3	205,7 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Ministère de la Justice du Québec	3	205,7 \$
Audit des technologies de l'information	1	217,9 \$
Forum des responsables de la vérification interne	1	217,9 \$
Autorisations judiciaires - Groupe 2	8	281,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	8	281,5 \$
Baccalauréat en criminologie	1	858,3 \$
Université du Québec à Montréal	1	858,3 \$
Cadre lég. et régl. contrats organismes publics	1	322,8 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	1	322,8 \$
Ceinture blanche LEAN	9	1 544,2 \$
Raymond Chabot Grant Thornton (RCGT)	9	1 544,2 \$
Cercle de la haute fonction publique	2	293,6 \$
Ministère du Conseil exécutif	2	293,6 \$
Cercles de gestion interministériels	8	1 392,5 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	8	1 392,5 \$
Certificat d'accès à la profession comptable	1	745,3 \$
HEC (École des hautes études commerciales)	1	745,3 \$
Certificat en administration des services publics	1	1 398,1 \$
Université du Québec à Montréal	1	1 398,1 \$
Certificat en cybersécurité	2	17 886,8 \$
École polytechnique de Montréal	2	17 886,8 \$
Certificat en droit	2	3 200,6 \$
Université de Montréal	2	3 200,6 \$
Certificat en gestion comptable des organisations	1	1 714,0 \$
HEC (École des hautes études commerciales)	1	1 714,0 \$
Certificat en gestion des ressources humaines	1	829,8 \$
Université du Québec	1	829,8 \$
Certificat en leadership organisationnel	2	1 337,5 \$
HEC (École des hautes études commerciales)	2	1 337,5 \$
Certificat en relations industrielles	2	1 272,2 \$
Université de Montréal	2	1 272,2 \$
Certificat en traduction 1	1	1 858,7 \$
Université de Montréal	1	1 858,7 \$
Certification	1	744,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	744,8 \$
Certification en relations industrielles	2	1 272,2 \$
Université de Montréal	2	1 272,2 \$
Chassez les pirates de votre réseau	1	162,3 \$
ISACA Québec	1	162,3 \$
Chef d'équipe : tout un art	27	23 177,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	27	23 177,1 \$
Cheminement des dossiers du Conseil du trésor	2	198,7 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	2	198,7 \$
Cheminement dossier criminel	1	30,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	30,7 \$
Classement, numéroté rôles, sortir pratique	1	63,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	63,8 \$
COBIT 5 et révérencielles	1	45,5 \$
ISACA Québec	1	45,5 \$
Colloque annuel AGRP	1	391,1 \$
Ass. des resp. gestion des plaintes GouvQc (ARGP)	1	391,1 \$
Colloque droit du travail et de l'emploi 2015	1	206,0 \$
Langlois, Kronström, Desjardins avocats	1	206,0 \$
Colloque en droit du travail	1	170,1 \$
Barreau de Québec	1	170,1 \$
Colloque gouvernance et gestion des TI	1	346,5 \$
ISACA Québec	1	346,5 \$
Colloque PMI Lévis 2014	6	6 244,6 \$
Project management institute (PMI) - Lévis Québec	6	6 244,6 \$
Comment se traduisent les priorités gouv.	1	152,2 \$
Ministère du Conseil exécutif	1	152,2 \$
Communication avec la clientèle difficile	11	711,9 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Ministère de la Justice du Québec	11	711,9 \$
Compétences de gestion et développement carrière	1	1 639,8 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	1 639,8 \$
Comportement humain au travail	1	880,8 \$
Université du Québec	1	880,8 \$
Conférence canadienne sur les sûretés réelles mobilières	2	1 772,1 \$
Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada	2	1 772,1 \$
Conférence de L'ICAJ	1	28,0 \$
Institut Canadien de l'administration de la justice	1	28,0 \$
Conférence FPT - La Charte	3	5 123,5 \$
Gouvernement du Canada	3	5 123,5 \$
Congrès annuel du barreau 2014	1	744,7 \$
Barreau du Québec	1	744,7 \$
Congrès de l'Association sur l'accès et la protection de l'information - AAPPI 2014	4	4 504,3 \$
Ass. sur l'accès et la protection de l'information	4	4 504,3 \$
Congrès de l'Industrie du centre contact clientèle	1	2 432,4 \$
Federated press	1	2 432,4 \$
Connaissance du RCA - Juridique	5	348,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	5	348,5 \$
Connaissance du RCA - Technique	4	235,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	4	235,8 \$
Connaissance du RDPRM	1	158,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	158,6 \$
Connaissance du RDPRM - Juridique	6	3 931,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	6	3 931,9 \$
Connaissance du RDPRM - Technique	3	834,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	834,4 \$
Connaissance du RL - Juridique	16	1 722,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	16	1 722,4 \$
Connaissance du RL - Technique	22	3 713,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	22	3 713,6 \$
Connaissance du RLPF	5	349,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	5	349,2 \$
Connaissance du RLPF - Juridique	9	659,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	9	659,4 \$
Connaissance du SAC	4	235,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	4	235,5 \$
Conseil juridique, information juridique	1	21,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	21,2 \$
Consolidation des opérations financières du gouver	1	345,7 \$
Contrôleur des finances	1	345,7 \$
Cours anglais	3	441,1 \$
Hélène Roy	3	441,1 \$
Cours anglais	2	2 677,1 \$
Université McGill	2	2 677,1 \$
Cours management	1	1 956,8 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	1 956,8 \$
Création d'une présentation visuelle efficace	2	1 245,8 \$
Technologia conseil / Technologia formation	2	1 245,8 \$
Création d'une bibliothèque virtuelle documentaire	1	465,7 \$
ASTED (Ass. Can. avancement sc. et tech. docum.)	1	465,7 \$
CRM:0006678 Oracle Database-10g-adm.-workshop	4	12 985,7 \$
AFI Expertise	4	12 985,7 \$
Cycle budgétaire et budget de dépenses	2	566,9 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	2	566,9 \$
Défis et enjeux dans l'exercice de ma profession	1	557,6 \$
Université Laval	1	557,6 \$
Deuxième fondement LQE: Les autorisations,	1	99,5 \$
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	1	99,5 \$
Développer ses qualités de leader	1	1 249,2 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Technologia conseil / Technologia formation	1	1 249,2 \$
Développer son intelligence émotionnelle 1	1	1 182,8 \$
Technologia conseil / Technologia formation	1	1 182,8 \$
Doctorat en droit	2	7 077,8 \$
Université Laval	2	7 077,8 \$
Droit pénal	8	1 284,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	8	1 284,9 \$
DSM-5 Bien l'utiliser en évitant effets secondaires	1	518,8 \$
Inst. formation en thérapie comport. et cognitive	1	518,8 \$
Écriture stratégique	8	4 446,0 \$
ACTI.COM INC.	8	4 446,0 \$
Enjeux contemporains et futurs en cybersécurité	1	156,7 \$
ISACA Québec	1	156,7 \$
Entraînement à la tâche d'un greffier	1	1 838,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	1 838,2 \$
Envoi certificats divorce, photocopies, Viking	1	241,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	241,0 \$
Ergonomie	5	908,4 \$
Ass. Paritaire Santé Séc. Trav. Adm.Prov. (APSSAP)	5	908,4 \$
Évaluation de l'efficacité des programmes	1	116,1 \$
GRAEP (Gr resp en analyse et évaluation de prog)	1	116,1 \$
Excel 2007-Debut avec excel	1	517,8 \$
MultiHexa	1	517,8 \$
Excel 2010	1	671,6 \$
Versalys	1	671,6 \$
Excel Expérimentation 2	1	675,5 \$
Edumicro inc.	1	675,5 \$
Expression WEB	2	115,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	115,4 \$
Expression Web 4	5	1 534,0 \$
Versalys	5	1 534,0 \$
Extrants électroniques	7	400,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	7	400,8 \$
Extrants, photocopies et Viking	1	182,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	182,3 \$
FCO - Colloques Québec-Versailles	4	300,1 \$
Université Laval	4	300,1 \$
FCO-11e Coll. Réseau francophone droit intern.	1	534,0 \$
Université de Sherbrooke	1	534,0 \$
FCO-11e Conférence annuelle Claire L'Heureux-Dubé	11	775,6 \$
Université Laval	11	775,6 \$
FCO-8e congrès québécois de droit constitutionnel	1	246,6 \$
Université Laval	1	246,6 \$
FCO-Acceptabilité sociale des projets dynamiques	2	242,3 \$
Université Laval	2	242,3 \$
FCO-Accord économique, commercial global Can.-UE	42	6 533,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	42	6 533,8 \$
FCO-AlifForm: de la théorie à la pratique	1	447,5 \$
Wolters Kluwer	1	447,5 \$
FCO-Analyse 10 arrêts rendus en droit criminel	1	74,9 \$
Barreau de Québec	1	74,9 \$
FCO-Analyse de 10 arrêts rendus en droit criminel	2	108,7 \$
Barreau de Québec	2	108,7 \$
FCO-Bilan sur les dispositions anticorruption	3	317,5 \$
Barreau du Québec	3	317,5 \$
FCO-Brazil as a permanent member?	1	60,9 \$
Université Laval	1	60,9 \$
FCO-Code de déontologie peau neuve	58	9 737,7 \$
Barreau du Québec	58	9 737,7 \$
FCO-Coll. Accès à l'information	1	224,5 \$
Wolters Kluwer	1	224,5 \$
FCO-Coll. Droit des sûretés et de l'insolvabilité	9	3 361,5 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

	Barreau de Québec	9	3 361,5 \$
FCO-Coli: Développements récents droit du travail		3	1 353,8 \$
	Barreau du Québec	3	1 353,8 \$
FCO-Colloque AliForm 2014		1	261,2 \$
	Barreau du Québec	1	261,2 \$
FCO-Colloque Droit Immobilier		3	1 670,2 \$
	Université Laval	3	1 670,2 \$
FCO-Colloque en droit du travail		1	491,4 \$
	Barreau de Québec	1	491,4 \$
FCO-Colloque en droit municipal		2	2 039,6 \$
	Barreau du Québec	2	2 039,6 \$
FCO-Colloque national sur les recours collectifs		2	3 210,3 \$
	Barreau du Québec	2	3 210,3 \$
FCO-Comm. d'enquête et enquête administrative		1	76,6 \$
	Barreau du Québec	1	76,6 \$
FCO-Commission d'enquête - comprendre les règles		2	306,7 \$
	Barreau du Québec	2	306,7 \$
FCO-Comptabilité et normes d'exercice		1	153,4 \$
	Barreau du Québec	1	153,4 \$
FCO-Conférence en droit autochtone		41	6 967,7 \$
	Ministère de la Justice du Québec	41	6 967,7 \$
FCO-Conférence Legal IT 2014		2	2 237,6 \$
	Ass. du jeune Barreau de Montréal (AJBM)	2	2 237,6 \$
FCO-Congrès du Barreau 2014		11	21 678,0 \$
	Barreau du Québec	11	21 678,0 \$
FCO-Contrat usuels de l'entreprise		1	184,1 \$
	Barreau du Québec	1	184,1 \$
FCO-Cour de perfectionnement du notariat		2	2 746,0 \$
	Chambre des notaires du Québec	2	2 746,0 \$
FCO-Déontologie policière et la Loi sur la police		4	441,6 \$
	Barreau de Québec	4	441,6 \$
FCO-Développements récents droit d'environnement		3	2 598,4 \$
	Barreau du Québec	3	2 598,4 \$
FCO-Discrimination à l'embauche et exigence prof.		1	151,5 \$
	Société québécoise d'info. juridique (SOQUIJ)	1	151,5 \$
FCO-Droit administratif et Cour Suprême du Canada		2	106,0 \$
	Barreau de Québec	2	106,0 \$
FCO-Ecrire: Vingt fois sur le métier		4	406,5 \$
	Ass. du jeune Barreau de Montréal (AJBM)	4	406,5 \$
FCO-Étude méthodologie & l'épistémologie juridique		3	1 152,0 \$
	Université Laval	3	1 152,0 \$
FCO-Faillite et insolvabilité		2	1 348,2 \$
	Barreau du Québec	2	1 348,2 \$
FCO-Formation Accord Canada-Europe		6	1 298,6 \$
	Ministère de la Justice du Québec	6	1 298,6 \$
FCO-Formation avancée sur le Droit administratif		1	947,4 \$
	Institut Canadien	1	947,4 \$
FCO-Formation sur le nouveau régime forestier		12	1 555,0 \$
	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	12	1 555,0 \$
FCO-Globalisation et transnationalisation droit		1	60,9 \$
	Université Laval	1	60,9 \$
FCO-Habiletés politiques - Outils pour devenir...		1	316,0 \$
	Barreau du Québec	1	316,0 \$
FCO-Harcèlement psychologique en milieu de travail		3	3 519,7 \$
	Barreau du Québec	3	3 519,7 \$
FCO-Immigration et criminalité-l'Agence des serv.		2	144,0 \$
	Barreau de Québec	2	144,0 \$
FCO-Introduction à la rhétorique		1	63,5 \$
	Barreau de Québec	1	63,5 \$
FCO-Introduction droit de l'immigration au Canada		1	476,1 \$
	Barreau du Québec	1	476,1 \$
FCO-Introduction Nouveau Code de procédure civil		13	921,2 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Ministère de la Justice du Québec	13	921,2 \$
FCO-Introduction nouveau code de procédure civile	43	3 767,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	43	3 767,1 \$
FCO-Journées Internationales des droits de l'homme	6	595,4 \$
Min. Rel. intern. et Francophonie Qc (MRIF)	6	595,4 \$
FCO-La Commission d'accès à l'information	1	61,7 \$
Barreau de Québec	1	61,7 \$
FCO-La comptabilité et les normes	3	428,7 \$
Barreau du Québec	3	428,7 \$
FCO-La Conférence de règlement à l'amiable	36	2 975,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	36	2 975,1 \$
FCO-La dette de l'État	2	935,5 \$
Université Laval	2	935,5 \$
FCO-La Faillite et l'insolvabilité	1	398,9 \$
Barreau du Québec	1	398,9 \$
FCO-La préparation des témoins	45	3 706,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	45	3 706,9 \$
FCO-La réalité d'un conseil d'administration point	1	54,2 \$
Université Laval	1	54,2 \$
FCO-La responsabilité des administrateurs d'OSBL	1	214,6 \$
Barreau du Québec	1	214,6 \$
FCO-L'ABC de la Loi sur l'équité salariale	1	42,9 \$
Barreau de Québec	1	42,9 \$
FCO-L'Accord économique, commercial global Canada-	83	14 644,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	83	14 644,1 \$
FCO-Le droit pénal	143	25 546,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	143	25 546,1 \$
FCO-Le nouveau Code de procédure civil	1	103,7 \$
Barreau du Québec	1	103,7 \$
FCO-Le nouveau Code de procédure civile - cadre	1	269,7 \$
Barreau de Québec	1	269,7 \$
FCO-Législation québécoise et fédérale	2	263,8 \$
CAIJ (Centre d'accès à l'information juridique)	2	263,8 \$
FCO-Les 10 ans de la décision Peoples	1	222,0 \$
Université Laval	1	222,0 \$
FCO-Les développements récents en matière recours	41	3 475,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	41	3 475,2 \$
FCO-Les mutations familiales et les conséquences	1	145,0 \$
Université Laval	1	145,0 \$
FCO-L'évolution récente jurisprudence droit public	115	19 876,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	115	19 876,9 \$
FCO-L'exigence du maintien du traitement patient	34	2 869,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	34	2 869,9 \$
FCO-Liberté d'expression, critique fondée en droit	2	155,7 \$
Jeune Barreau de Québec	2	155,7 \$
FCO-Libres propos sur les dommages punitifs	5	253,9 \$
Barreau de Québec	5	253,9 \$
FCO-L'obligation alimentaire de l'enfant majeur	2	494,9 \$
Barreau du Québec	2	494,9 \$
FCO-Loi sur la protection du territoire activités	3	201,8 \$
Barreau de Québec	3	201,8 \$
FCO-Loi sur l'accès à l'information	33	2 712,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	33	2 712,3 \$
FCO-Lois sur les foyers familiaux dans les réserve	2	1 223,7 \$
Centre excellence mat. biens immobil.matrimoniaux	2	1 223,7 \$
FCO-Markes officielles-art. 9(1)(n)(iii) autorité	2	261,2 \$
Barreau du Québec	2	261,2 \$
FCO-Micro-programme en légistique	13	51 964,4 \$
Université Laval	13	51 964,4 \$
FCO-Millésimes 2013-2014 développements droit adm	152	26 597,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	152	26 597,6 \$
FCO-Millésimes 2013-2014 développements droits adm	23	4 925,8 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Ministère de la Justice du Québec	23	4 925,8 \$
FCO-Mourir dans la dignité	2	722,0 \$
Ass. du barreau Canadien (CBA)	2	722,0 \$
FCO-Nouvelle plate-forme SOQUIJ	121	10 003,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	121	10 003,4 \$
FCO-Obligation de confidentialité à l'avocat	1	316,0 \$
Barreau du Québec	1	316,0 \$
FCO-Outil d'aide à la rédaction législative	2	1 946,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	1 946,5 \$
FCO-Ourage au tribunal en matière civile	1	245,3 \$
Barreau du Québec	1	245,3 \$
FCO-Prévention, traitement situation d'harcèlement	3	2 517,0 \$
Barreau du Québec	3	2 517,0 \$
FCO-Principes de droit en matière d'enquêtes	1	259,1 \$
Université Laval	1	259,1 \$
FCO-Principes généraux la loi sur droits d'auteur	68	12 650,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	68	12 650,3 \$
FCO-Principes généraux loi sur les droits d'auteur	80	13 935,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	80	13 935,1 \$
FCO-Programme de formation à la relève	98	24 402,2 \$
André Filion & Associés inc.	98	24 402,2 \$
FCO-Référendum et souveraineté la politique	1	58,9 \$
Université Laval	1	58,9 \$
FCO-Réforme soins fin de vie-regard droit comparé	2	677,0 \$
Ass. Qué. de droit comparé (AQDC)	2	677,0 \$
FCO-Rencontre des gestionnaires - DGAJL	28	4 583,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	28	4 583,9 \$
FCO-Revue annu. Jurisprudence droit administratif	16	2 206,5 \$
Barreau du Québec	16	2 206,5 \$
FCO-Revue annuelle jurisprudence droit admin 13-14	1	200,3 \$
Ass. du barreau Canadien (CBA)	1	200,3 \$
FCO-Revue jurisprudentielle 2013 droit du travail	1	906,8 \$
Wolters Kluwer	1	906,8 \$
FCO-Sanctions admin. Pécuniaires de la Loi sur	7	624,2 \$
Jeune Barreau de Québec	7	624,2 \$
FCO-Sécurité des infor. confidentielles détenues	77	14 325,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	77	14 325,0 \$
FCO-Sécurité informations confidentielles d'État	79	14 175,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	79	14 175,2 \$
FCO-Séminaire sur le processus législatif	1	211,3 \$
Groupe Walpole	1	211,3 \$
FCO-Séminaire Techniques de plaidoirie	5	14 298,5 \$
Barreau du Québec	5	14 298,5 \$
FCO-Troisième symposium en fiscalité - Le partage	2	592,6 \$
Université Laval	2	592,6 \$
Fonct. Processus décisionnel Gov. QC	1	258,8 \$
Ministère du Conseil exécutif	1	258,8 \$
Fonctions du juge de paix fonct. cat. 2 - Gr. 1	9	605,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	9	605,8 \$
Fonctions du juge de paix fonctionnaire Catégorie	1	37,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	37,1 \$
Fonctions du juge de paix fonctionnaire Catégorie 1	1	49,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	49,4 \$
Fonctions juge de paix fonct. cat. 1 - Groupe 1	13	303,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	13	303,8 \$
Fonctions juge de paix fonct. cat. 1 - Groupe 2	6	186,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	6	186,1 \$
Fonctions juge de paix fonct. cat. 2 - Groupe 1	15	5 719,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	15	5 719,9 \$
Fonctions juge de paix fonct. cat. 2 - Groupe 2	10	567,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	10	567,7 \$
Fondements du leadership transformationnel	1	592,7 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels
Service du soutien à l'administration - DRH

ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	592,7 \$
Formation 1er greffier dans le Nord	2	1 932,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	1 932,6 \$
Formation 2e greffier	2	1 332,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	1 332,8 \$
Formation 2e greffier dans le Nord	18	15 027,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	18	15 027,4 \$
Formation Acomba	1	286,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	286,7 \$
Formation Acomba - Fonds local	2	142,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	142,7 \$
Formation agent de bureau	1	1 763,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	1 763,3 \$
Formation agent de bureau secteur criminel	5	480,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	5	480,9 \$
Formation agente de bureau secteur civil	1	3 160,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	3 160,2 \$
Formation Aliform	21	500,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	21	500,6 \$
Formation Aliform avancées	11	263,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	11	263,4 \$
Formation analyse budgétaire	1	169,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	169,7 \$
Formation Appels	1	223,4 \$
Éditions Yvon Blais, Les	1	223,4 \$
Formation attachée judiciaire	2	3 795,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	3 795,2 \$
Formation au civil - Non-contentieux	1	268,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	268,7 \$
Formation au criminel	4	133,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	4	133,2 \$
Formation Azimut	37	901,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	37	901,3 \$
Formation BDJ - Tenue de temps	13	1 292,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	13	1 292,9 \$
Formation Bris de probation	1	21,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	21,9 \$
Formation budget de fonctionnement	1	84,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	84,8 \$
Formation Caisse	2	517,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	517,7 \$
Formation ceinture verte LEAN SIX SIGMA	4	3 276,0 \$
Raymond Chabot Grant Thornton (RCGT)	4	3 276,0 \$
Formation célébration de mariage	2	48,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	48,0 \$
Formation Chambre de la jeunesse	1	31,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	31,5 \$
Formation changement en matière familiale	18	863,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	18	863,1 \$
Formation ciblée gestion de caisse	10	558,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	10	558,0 \$
Formation civil, saisie Viking, préparation rôles	1	469,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	469,2 \$
Formation complète gestion de caisse	3	182,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	182,3 \$
Formation comptoir	1	99,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	99,1 \$
Formation Comptoir au criminel	4	303,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	4	303,0 \$
Formation comptoir greffe criminel	1	6 441,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	6 441,5 \$
Formation continue obligatoire-Reconnaissance	1	4 026,8 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Barreau du Québec	1	4 026,8 \$
Formation cotation des procédures petites créances	2	68,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	68,8 \$
Formation cotation mise à jour matière civile	1	13,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	13,9 \$
Formation cotation procédure matière familiale	1	69,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	69,7 \$
Formation Cour supérieure criminelle	4	1 025,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	4	1 025,0 \$
Formation Court Log	1	13,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	13,3 \$
Formation d'adjointe à la magistrature	2	5 747,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	5 747,9 \$
Formation de base au criminel	1	37,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	37,8 \$
Formation de base matière criminelle	1	20,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	20,5 \$
Formation de greffier audiencier	3	3 669,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	3 669,3 \$
Formation de secourisme	1	285,0 \$
Formation Prévention Secours Inc.	1	285,0 \$
Formation de secrétaire de comités de sélection	1	212,9 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	1	212,9 \$
Formation Demande de pardon	1	372,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	372,5 \$
Formation Demandes de copies	1	21,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	21,2 \$
Formation des formateurs	2	2 384,8 \$
Technologia conseil / Technologia formation	2	2 384,8 \$
Formation du shérif criminel	1	122,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	122,9 \$
Formation en droit d'auteur et technologie	1	83,4 \$
ASIQ	1	83,4 \$
Formation Ennéagramme (profil de personnalité)	14	300,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	14	300,7 \$
Formation entrevue petites créances	1	768,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	768,6 \$
Formation Entrevues Conseils	2	965,4 \$
(vide)	2	965,4 \$
Formation évolution dossier criminel	1	27,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	27,3 \$
Formation examen sur gestion stratégique	1	860,3 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	860,3 \$
Formation Excel	7	1 394,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	7	1 394,2 \$
Formation Expropriation et ventes pour taxes	1	98,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	98,2 \$
Formation Extrants	1	63,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	63,6 \$
Formation faillite	3	249,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	249,2 \$
Formation Faillite (auditions et jugements)	1	73,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	73,7 \$
Formation Français au bureau	12	2 004,0 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	12	2 004,0 \$
Formation garde de personnel réduit	1	26,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	26,6 \$
Formation Gestion CNR	1	65,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	65,4 \$
Formation greffier	2	159,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	159,6 \$
Formation greffier à la cour	9	29 929,2 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Ministère de la Justice du Québec	9	29 929,2 \$
Formation greffier au criminel	3	112,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	112,2 \$
Formation greffier au pénal	1	54,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	54,8 \$
Formation greffier audienier chambre jeunesse	2	1 046,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	1 046,2 \$
Formation greffier audienier Cour supérieure	5	801,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	5	801,5 \$
Formation greffier audienier CQ petites créances	1	96,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	96,2 \$
Formation greffier jeunes contrevenants	1	54,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	54,7 \$
Formation greffier jeunesse	1	252,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	252,7 \$
Formation greffier jeunesse - rédaction de PV	1	252,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	252,7 \$
Formation greffier pénal	5	482,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	5	482,0 \$
Formation Greffier spécial	1	73,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	73,7 \$
Formation greffière criminel	1	215,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	215,0 \$
Formation greffière secteur criminel	1	3 864,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	3 864,8 \$
Formation huissier de justice	3	241,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	241,0 \$
Formation Informatique et Viking	1	180,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	180,3 \$
Formation informatique greffe civil	2	723,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	723,0 \$
Formation informatique pénal	2	72,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	72,8 \$
Formation Jugements par défaut	1	73,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	73,7 \$
Formation juges coordonnateurs et leurs adjointes	1	168,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	168,4 \$
Formation Le jugement	10	1 596,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	10	1 596,6 \$
Formation logiciel commande dossier archive	2	19,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	19,4 \$
Formation LSJPA-ADO	11	925,0 \$
(vide)	11	925,0 \$
Formation maître de stage	1	523,3 \$
Chambre des notaires du Québec	1	523,3 \$
Formation Mémoires de frais	2	87,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	87,6 \$
Formation Non contentieux	1	98,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	98,2 \$
Formation opérateur de caisse services financiers	2	405,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	405,9 \$
Formation OPGRC	183	6 895,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	183	6 895,1 \$
Formation OPGRC - Technique	33	1 108,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	33	1 108,2 \$
Formation ordonnances criminelles	5	1 112,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	5	1 112,7 \$
Formation ordonnances LSJPA	2	621,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	621,6 \$
Formation Organisateur	5	3 113,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	5	3 113,7 \$
Formation ouverture dossier matière civile	1	55,8 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels
Service du soutien à l'administration - DRH

Ministère de la Justice du Québec	1	55,8 \$
Formation ouvertures informatique	1	95,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	95,4 \$
Formation Pension alimentaire	1	109,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	109,4 \$
Formation petites créances	9	1 726,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	9	1 726,9 \$
Formation Petites créances (entrevue)	1	36,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	36,8 \$
Formation petites créances (mise au point brefs)	1	21,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	21,2 \$
Formation planification de travail	1	343,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	343,4 \$
Formation Préparer la pratique	1	54,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	54,7 \$
Formation PRES	6	215,6 \$
Ministère de la sécurité publique	6	215,6 \$
Formation Procédures	2	550,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	550,1 \$
Formation Procédures civiles	1	42,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	42,4 \$
Formation Procédures civiles et classement	1	148,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	148,5 \$
Formation procès-verbal criminel	2	35,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	35,8 \$
Formation Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader	39	213 198,6 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	39	213 198,6 \$
Formation chercheur	1	370,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	370,9 \$
Formation rédaction de jugements	9	1 738,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	9	1 738,1 \$
Formation Registraire de faillite	1	231,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	231,6 \$
Formation Registre foncier	2	79,4 \$
Barreau de Québec	2	79,4 \$
Formation repliement	1	132,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	132,2 \$
Formation Retrait de caution	2	42,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	42,9 \$
Formation Retraits de caution et brefs de saisie	2	71,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	71,5 \$
Formation Rôle et capture	1	131,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	131,5 \$
Formation rôle familial	14	126,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	14	126,4 \$
Formation Rôle statutaire	1	32,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	32,9 \$
Formation SAGIR 2	56	1 531,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	56	1 531,7 \$
Formation Saisie de jugements 04	1	97,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	97,8 \$
Formation saisie informatique Viking	5	433,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	5	433,1 \$
Formation secouriste	5	1 780,4 \$
Santinel inc.	5	1 780,4 \$
Formation secteur civil	6	2 818,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	6	2 818,6 \$
Formation secteur criminel	3	1 570,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	1 570,9 \$
Formation service à la population	2	763,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	763,3 \$
Formation services financiers	1	568,6 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Ministère de la Justice du Québec	1	568,6 \$
Formation services financiers (Gestion caisse)	24	10 440,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	24	10 440,0 \$
Formation statistiques	3	153,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	153,3 \$
Formation Supervision des services financiers	1	71,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	71,7 \$
Formation sur le droit autochtone	15	2 165,8 \$
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	15	2 165,8 \$
Formation sur les cautions	1	43,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	43,8 \$
Formation sur les citations	33	908,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	33	908,8 \$
Formation sur les réalités autochtones	5	1 607,9 \$
GRIPMA (Gr de rech et d'interv psychosocial ...)	5	1 607,9 \$
Formation sur les véhicules routiers	3	208,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	208,6 \$
Formation tarif des témoins	20	904,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	20	904,9 \$
Formation tarif interprètes, sténos et huissiers	1	22,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	22,4 \$
Formation Taxation de témoins	4	270,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	4	270,0 \$
Formation Taxation de témoins - émission de chèque	2	62,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	62,3 \$
Formation Taxation faillite	1	24,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	24,6 \$
Formation technique en droit greffe civil	1	3 674,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	3 674,9 \$
Formation TMS : Agir pour prévenir	48	1 563,4 \$
Ass. Paritaire Santé Séc. Trav. Adm.Prov. (APSSAP)	48	1 563,4 \$
Formation Traitement des demandes de distribution	6	207,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	6	207,9 \$
Formation Transaction à la caisse	2	545,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	545,4 \$
Formation vérification des greffes de notaire	1	42,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	42,4 \$
Formation Viking	1	74,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	74,2 \$
Formation OPGRC	20	848,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	20	848,2 \$
Forum 2014 - Règlements griefs : pratiques exemp	2	718,6 \$
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	2	718,6 \$
Forum des jeunes de la Fonction Publique	2	506,2 \$
Forum des jeunes	2	506,2 \$
Forum des secrétaires de comité de sélection	3	377,5 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	3	377,5 \$
Forum science environnement garanties financières	1	112,1 \$
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	1	112,1 \$
Gala Prix Reconnaissance 2014	1	194,1 \$
Alliance des cadres de l'État	1	194,1 \$
Gérer des personnalités difficiles	1	1 225,9 \$
Technologia conseil / Technologia formation	1	1 225,9 \$
Gérer du personnel difficile ou en difficulté	2	460,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	460,3 \$
Gestion contractuelle et sécurité de l'information	1	205,9 \$
Forum des responsables de la vérification interne	1	205,9 \$
Gestion de la santé et de la sécurité du travail	2	2 938,2 \$
Université du Québec à Rimouski à Lévis	2	2 938,2 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Gestion des communications (MNG-0047)	1	326,8 \$
Université Laval	1	326,8 \$
Gestion des communications Bloc 1	1	653,7 \$
Université Laval	1	653,7 \$
Gestion des conflits	1	382,1 \$
Formations Qualitemps inc	1	382,1 \$
Gestion des employés difficiles ou en difficulté	32	10 992,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	32	10 992,1 \$
Gestion des ressources humaines	2	2 901,8 \$
Université du Québec à Rimouski à Lévis	2	2 901,8 \$
Gestion des risques : Lignes de défenses	4	625,2 \$
Forum des responsables de la vérification interne	4	625,2 \$
Gestion des risques-protection des actifs inform.	1	594,7 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	1	594,7 \$
Gestion du temps	1	479,2 \$
Formations Qualitemps inc	1	479,2 \$
Gestion électronique des documents (GED)	2	185,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	185,8 \$
Gestion éthique	1	276,8 \$
Ministère du Conseil exécutif	1	276,8 \$
Gestion intégrée des absences cause d'invalidité	1	81,8 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	1	81,8 \$
Gestion intégrée des documents (GID)	1	80,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	80,0 \$
Gouvernance lors des projets majeurs TI	2	194,0 \$
Richter	2	194,0 \$
Grand événement RH 2014	3	1 287,8 \$
ACGRH (ass. conseillers et conseillères en GRH)	3	1 287,8 \$
Greffier audiencier (rédaction PV matière civile)	5	120,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	5	120,3 \$
greffier audiencier secteur pénal	1	286,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	286,9 \$
Groupes de codéveloppement interministériels	9	887,9 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	9	887,9 \$
Hackfest - Sécurité 102	2	1 116,8 \$
Hackfest	2	1 116,8 \$
Hors série 2014	5	3 695,6 \$
Manuri formation	5	3 695,6 \$
Identités transgenres, sexes et droits	1	146,5 \$
Ass. du barreau Canadien (CBA)	1	146,5 \$
Immobilisations au gouvernement	2	258,9 \$
Contrôleur des finances	2	258,9 \$
Info sur mise en place pour les dossiers	1	101,5 \$
Barreau du Québec	1	101,5 \$
Initiation à la justice	14	1 883,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	14	1 883,1 \$
Initiation au secteur criminel	7	162,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	7	162,1 \$
Initiation procédure civil	1	31,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	31,8 \$
Initiation serv. justice-crim. et pénal - Groupe 1 et 2	22	1 111,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	22	1 111,0 \$
Initiation service criminel et pénal	1	20,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	20,5 \$
Initiation à TCP/IP	1	621,3 \$
Technologia conseil / Technologia formation	1	621,3 \$
Intelligence émotionnelle 2	1	1 272,5 \$
Technologia conseil / Technologia formation	1	1 272,5 \$
Interface politico-administrative	1	453,0 \$
Ministère du Conseil exécutif	1	453,0 \$
Introduction à la rhétorique	4	174,5 \$
Barreau de Québec	4	174,5 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Introduction au droit Chinois	1	637,7 \$
Université de Montréal	1	637,7 \$
ITIL 2011 Fondation ITIL avec examen	1	2 438,2 \$
Technologia conseil / Technologia formation	1	2 438,2 \$
ITIL2011 - INTERMÉDIAIRE	1	3 546,4 \$
Technologia conseil / Technologia formation	1	3 546,4 \$
Java Script CSS	1	193,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	193,9 \$
Journée de l'Informatique du Québec (JIQ-2014)	15	8 209,6 \$
Réseau ACTION TI	15	8 209,6 \$
Journée des acquisitions	2	1 304,9 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	2	1 304,9 \$
Journée des acquisitions et des TIC	6	2 179,7 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	6	2 179,7 \$
Journée thématique GEGD	4	850,7 \$
Groupe d'expertise en gestion des documents (GEGD)	4	850,7 \$
Jumelage - Comptoir	1	681,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	681,8 \$
Jumelage - Lobby	11	14 526,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	11	14 526,6 \$
Jumelage - RCA	1	40,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	40,0 \$
Jumelage - RDPRM	10	11 316,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	10	11 316,1 \$
Jumelage - RLPP	1	40,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	40,0 \$
JurisBistro intensif: recherche juridique rapide	1	199,1 \$
CAIJ (Centre d'accès à l'information juridique)	1	199,1 \$
La Cour d'appel en deux temps: plaideurs chevronné	3	202,8 \$
Barreau du Québec	3	202,8 \$
La curiosité empathique	2	1 014,9 \$
Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	2	1 014,9 \$
La faillite et l'insolvabilité: tous les outils	1	616,3 \$
Barreau du Québec	1	616,3 \$
La gestion des risques de sécurité	1	40,3 \$
ASIQ	1	40,3 \$
La gestion du risque et les réseaux sociaux	1	100,8 \$
Ass. de la sécurité de l'information du Québec	1	100,8 \$
La gouvernance de la sécurité et la PRP	1	141,2 \$
ISACA Québec	1	141,2 \$
La mobilisation du personnel	44	9 644,2 \$
André Filion & Associés inc.	44	9 644,2 \$
La philosophie du nouveau code de procédure civile	3	99,5 \$
Barreau Laurentides-Lanaudière	3	99,5 \$
La preuve de nature confidentielle: comment s'y	3	454,2 \$
Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	3	454,2 \$
La sécurité des informations confidentielles	9	1 517,2 \$
Université de Montréal	9	1 517,2 \$
La solidarité et l'obligation in solidum	1	407,3 \$
Éditions Yvon Blais, Les	1	407,3 \$
L'accord économique commercial global Canada-Union	5	948,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	5	948,2 \$
Le droit des autochtones et responsabilité du MRNF	12	1 908,9 \$
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	12	1 908,9 \$
Le droit du travail 2014	1	911,4 \$
Centre de formation patronale-syndicale	1	911,4 \$
Le non-verbal, atout ou danger pour la profession	3	99,5 \$
Barreau Laurentides-Lanaudière	3	99,5 \$
Le processus de médiation: c'est quoi ?	1	99,5 \$
Barreau de Québec	1	99,5 \$
Le rôle-conseil en service à la clientèle	1	553,4 \$
Centre de leadership et dével. des compét. (CLDC)	1	553,4 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Leadership d'influence	1	705,1 \$
Groupe Motivation Performance Plus (MP+)	1	705,1 \$
Leadership en action (LAGG)	2	666,0 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	2	666,0 \$
Leadership secteur public	1	490,9 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	490,9 \$
L'écriture stratégique	1	790,8 \$
ACTI.COM INC.	1	790,8 \$
Lecture labiale et stratégies de communications	1	394,4 \$
Centre réadaptation déficience physiq Le Bouclier	1	394,4 \$
Les avocats désirant pratiquer à leur compte	2	90,9 \$
Jeune Barreau de Québec	2	90,9 \$
Les certificats - Groupe 1 et 2	19	1 043,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	19	1 043,5 \$
Les conférences de règlement mat jeunesse	1	113,4 \$
Barreau du Québec	1	113,4 \$
Les malicieux Android sont-ils vraiment méchants	1	85,0 \$
ASIQ	1	85,0 \$
Les TI à la RRQ liés aux stratégies d'affaires	1	319,3 \$
Réseau ACTION TI	1	319,3 \$
Éthique dans la fonction publique québécoise	1	45,5 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	45,5 \$
L'intervention de crise	1	289,5 \$
Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	1	289,5 \$
Loi sur les contrats des organismes publics	3	510,8 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	2	310,9 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	1	199,9 \$
Maîtrise en administration des affaires (MBA)	2	6 560,8 \$
Université Laval	2	6 560,8 \$
Maîtrise en dev. des organisation: habilités pol.	1	1 059,7 \$
Université Laval	1	1 059,7 \$
Maîtrise en droit avec mémoire	1	327,3 \$
Université Laval	1	327,3 \$
Maîtrise en droit international & transnational	2	2 869,8 \$
Université Laval	2	2 869,8 \$
Maîtrise en histoire option archivistique	2	1 942,9 \$
Université Laval	2	1 942,9 \$
Mentorat	6	818,4 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	6	818,4 \$
Mesures d'urgence	10	228,0 \$
Société québécoise des infrastructures (SIQ)	10	228,0 \$
Mesures d'urgence des greffes	1	19,0 \$
Société québécoise des infrastructures (SIQ)	1	19,0 \$
Mesures d'urgence et plan d'évacuation	10	224,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	10	224,3 \$
Midi-conférence avec la Cour d'appel	2	150,9 \$
Barreau du Québec	2	150,9 \$
Migration recherche juridique en ligne	6	283,3 \$
Société québécoise d'info. juridique (SOQUIJ)	6	283,3 \$
Mini-colloque droit criminel et jeunesse	3	400,7 \$
Barreau de Richelieu	3	400,7 \$
Minorités sexuelles en milieu de travail	1	160,8 \$
Ass. du barreau Canadien (CBA)	1	160,8 \$
Mise à jour - Rédaction des procès-verbaux	2	486,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	486,4 \$
Mise à jour jurisprudence en harcèlement psychologique	2	607,6 \$
Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	2	607,6 \$
Mise à jour manuels en fonction des tarifs de 2015	1	1 741,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	1 741,6 \$
Mise à jour manuels formation suite à indexation annuelle	1	355,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	355,9 \$
Mobiliser son équipe de travail	1	825,0 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	1	825,0 \$
Modélisation des processus	2	1 004,8 \$
Université Laval	2	1 004,8 \$
Module 6 - Administration des examens écrits	1	708,0 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	1	708,0 \$
Normes comptables du secteur public	2	181,6 \$
Contrôleur des finances	2	181,6 \$
Notification	1	135,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	135,9 \$
Nouvelle directive de sécurité de l'information	1	179,4 \$
ISACA Québec	1	179,4 \$
Nouvelle plate forme SOQUIJ	6	447,0 \$
Société québécoise d'info. juridique (SOQUIJ)	6	447,0 \$
Offres et accords de services (SOA) -Intermédiaire	1	4 016,9 \$
Technologia conseil / Technologia formation	1	4 016,9 \$
Optimisation de la gestion relation client (OPGRC)	25	956,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	25	956,9 \$
Optimisation des impressions (avancé)	10	574,6 \$
XEROX Canada	10	574,6 \$
Oser penser et agir autrement	2	1 101,8 \$
ACGRH (ass. conseillers et conseillères en GRH)	2	1 101,8 \$
Paiement vacances des huissiers	1	63,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	63,6 \$
Panier de gestion traditionnel	1	887,1 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	887,1 \$
Performance de saisie et comparaison des documents	1	78,1 \$
International Material Data System (IMDS)	1	78,1 \$
Petites créances et mariage civil	1	137,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	137,9 \$
Petites créances, TAQ, appel sommaire Impôt	1	116,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	116,7 \$
Plan de formation sur les aspects juridiques	3	6 646,2 \$
Commission scolaire des Découvreurs	3	6 646,2 \$
Plan des mesures d'urgence	8	329,3 \$
Société québécoise des infrastructures (SIQ)	8	329,3 \$
Planification et gestion stratégique	1	893,3 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	893,3 \$
Pour un service à la clientèle impeccable	8	1 004,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	8	1 004,7 \$
PowerPoint 2010	1	675,3 \$
Versalys	1	675,3 \$
Prélèvement d'échantillons biologiques	2	164,0 \$
Gendarmerie royale du Canada (GRC)	2	164,0 \$
Préparation à la retraite	1	1 197,4 \$
Commission scolaire de la Capitale	1	1 197,4 \$
Préparation à la retraite	8	6 207,4 \$
CARRA (Comm. adm. des rég. de retr. et d'ass.)	4	2 976,0 \$
CEGEP Marie-Victorin	3	2 034,0 \$
Centre Louis-Joliette	1	1 197,4 \$
Préparation à la retraite (PIPR)	26	20 465,4 \$
CARRA (Comm. adm. des rég. de retr. et d'ass.)	15	9 668,2 \$
CEGEP Marie-Victorin	2	1 179,6 \$
Centre Louis-Joliette	4	4 397,0 \$
Commission scolaire de la Capitale	5	5 220,6 \$
Présence d'une menace imminente par personne armée	553	25 067,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	6	703,0 \$
Ministère de la sécurité publique	547	24 364,6 \$
Présentation du portail SOQUIJ et de recherche jur	2	36,8 \$
Société québécoise d'info. juridique (SOQUIJ)	2	36,8 \$
Présentation générale des lignes d'affaires	7	485,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	7	485,9 \$
Présentation sur la gestion de projet	8	875,7 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Gartner	8	875,7 \$
Principes de base en gestion de projet	1	789,5 \$
Ordre des comptables professionnels agréés Qc(CPA)	1	789,5 \$
Principes de la loi sur le droit d'auteur	4	387,5 \$
Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	4	387,5 \$
Principes et enjeux de l'administration publique	1	1 956,8 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	1 956,8 \$
Principes généraux de la Loi sur le droit d'auteur	1	166,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	166,1 \$
Processus des enquêtes internes	1	214,2 \$
Forum des responsables de la vérification interne	1	214,2 \$
Prog. D'appr. Pour prof. Chefs d'équipe - (PAP-CE)	3	7 690,9 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	3	7 690,9 \$
Prog. d'appr. pour pers. prof. -adj. exéc.(PAP-AE)	1	2 170,6 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	2 170,6 \$
Programme de relève à la gestion	6	1 665,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	6	1 665,4 \$
Programme leadership stratégique - session 3	1	164,6 \$
Ordre des comptables professionnels agréés Qc(CPA)	1	164,6 \$
Programme leadership stratégique - session 4	1	766,7 \$
Ordre des comptables professionnels agréés Qc(CPA)	1	766,7 \$
Programme leadership stratégique - session 5	1	916,7 \$
Ordre des comptables professionnels agréés Qc(CPA)	1	916,7 \$
Programme leadership stratégique - session 6	1	341,7 \$
Ordre des comptables professionnels agréés Qc(CPA)	1	341,7 \$
Protection de la jeunesse - Groupe 2	13	821,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	13	821,1 \$
Protection de propriété intellectuelle au Canada	1	171,5 \$
Éditions Yvon Blais, Les	1	171,5 \$
Que reste-t-il de Moge?	1	43,9 \$
Association des jeunes barreaux du Québec (AJBQ)	1	43,9 \$
Radiations légales	8	3 874,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	8	3 874,1 \$
Radiations volontaires et RE	6	4 318,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	6	4 318,3 \$
Radplus	1	744,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	744,8 \$
Rafranchissement formation en ergonomie	1	212,4 \$
Ass. Paritaire Santé Séc. Trav. Adm.Prov. (APSSAP)	1	212,4 \$
Rapports hebdomadaires, H620, Fin de contrat	1	93,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	93,6 \$
Recherche juridique - Migration	2	138,0 \$
Société québécoise d'info. juridique (SOQUIJ)	2	138,0 \$
Recours administratifs et civils	2	360,5 \$
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	2	360,5 \$
Rédaction de jugement - Adjointe à la magistrature	14	2 338,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	14	2 338,2 \$
Rédaction de jugements	43	6 289,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	43	6 289,4 \$
Rédaction des jugements	21	3 768,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	21	3 768,8 \$
Référentiel eTOM	1	123,0 \$
ITSMF	1	123,0 \$
Regard stratégique sur la gestion des plaintes	1	423,3 \$
Ass. des resp. gestion des plaintes GouvQc (ARGP)	1	423,3 \$
Régime de la tarification de la CSST	2	437,0 \$
Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	2	437,0 \$
Réglementation par orientation	1	561,7 \$
Institut Canadien de l'administration de la justice	1	561,7 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, le Service du soutien à l'administration - DRH

Relations de travail et atelier d'intégration	1	2 341,9 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	2 341,9 \$
Renc. haute fonction publique : P. Couillard	1	161,8 \$
Ministère du Conseil exécutif	1	161,8 \$
Rencontre annuelle de la relève	1	276,8 \$
Ministère du Conseil exécutif	1	276,8 \$
Rencontre annuelle des cadres de l'État 2014	2	738,6 \$
Alliance des cadres de l'État	2	738,6 \$
Rencontre des adjointes des juges de paix	3	1 010,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	1 010,1 \$
Rencontre des partenaires/carrefour formation	1	324,1 \$
Université Laval	1	324,1 \$
Rencontre d'information - Système GALA	2	253,7 \$
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	2	253,7 \$
Rencontre interactive de la relève	3	447,3 \$
Ministère du Conseil exécutif	3	447,3 \$
Requête rétractation jugement / changement district	1	11,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	11,3 \$
Résolution créative de problèmes	1	714,1 \$
Centre de leadership et dével. des compét. (CLDC)	1	714,1 \$
Réussir ses interventions en public	1	1 242,1 \$
Technologia conseil / Technologia formation	1	1 242,1 \$
Risques et gouvernance	1	448,3 \$
IGF Québec	1	448,3 \$
Rôle du coroner et l'impact sur pratique du droit	2	89,4 \$
Barreau de Québec	2	89,4 \$
Rôle du gestionnaire dans le contexte changements	1	45,5 \$
HEC (École des hautes études commerciales)	1	45,5 \$
Rôle-conseil	1	2 071,5 \$
CFC, groupe conseil	1	2 071,5 \$
SADE	4	185,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	4	185,1 \$
Sagesse	17	2 133,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	17	2 133,2 \$
SAGIP - Coils micro	1	309,7 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	1	309,7 \$
SAGIR - ATE-51 - Volet assiduité	3	251,5 \$
DGSAGIR	3	251,5 \$
SAGIR - CAP-05 - Traitements spécifiques	2	388,8 \$
DGSAGIR	2	388,8 \$
SAGIR - CAP-15 - Factures et blocages	2	959,9 \$
DGSAGIR	2	959,9 \$
SAGIR - Formation pour responsables d'assiduité	19	1 190,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	19	1 190,6 \$
SAGIR - GES-04 - Approbation et libre-service gest.	2	319,6 \$
DGSAGIR	2	319,6 \$
SAGIR - GL-15 - Interrogations et rapports GL	1	387,0 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	1	387,0 \$
SAGIR - LSA-01 - Libre-service acquisitions	6	566,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	6	566,6 \$
SAGIR - LSE-03 - Libre-service employé	224	9 608,0 \$
DGSAGIR	159	8 048,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	65	1 557,2 \$
SAGIR - LSE-04 - Libre-service mandataire	4	370,1 \$
DGSAGIR	4	370,1 \$
SAGIR - NAV-01 - Introduction navigation SAGIR	1	18,9 \$
DGSAGIR	1	18,9 \$
SAGIR - PO-11 - Les ententes d'achat permanentes	1	196,7 \$
DGSAGIR	1	196,7 \$
SAGIR - PO-12 - Bons commande standard	2	853,9 \$
DGSAGIR	2	853,9 \$
SAGIR - PO-17 - Appel d'offres, soumissions et BQ	1	824,7 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, le Service du soutien à l'administration - DRH

DGSAGIR	1	824,7 \$
SAGIR - RH-06 - Structure d'organisation	1	149,7 \$
DGSAGIR	1	149,7 \$
SAGIR - RH-07 - Volet responsable d'assiduité	2	683,6 \$
DGSAGIR	2	683,6 \$
SAGIR - RH-08 - Postes	2	669,8 \$
DGSAGIR	2	669,8 \$
SAGIR - RH-10 - Volet responsable des dossiers	2	1 004,5 \$
DGSAGIR	2	1 004,5 \$
SAGIR - RH-12 - Mode Date Track	3	337,1 \$
DGSAGIR	3	337,1 \$
SAGIR - RH-12 et RH-13 - Date Track et Web ADI	2	321,6 \$
DGSAGIR	2	321,6 \$
SAGIR - RH-13 - Utilisation de Web ADI	1	85,3 \$
DGSAGIR	1	85,3 \$
SAGIR - RH-16 - Volet responsable des dossiers	15	2 842,9 \$
DGSAGIR	15	2 842,9 \$
SAGIR - RH-17 - Volet rémunération	1	500,9 \$
DGSAGIR	1	500,9 \$
SAGIR - RH-18 - Plan de délégation	1	204,4 \$
DGSAGIR	1	204,4 \$
SAGIR - RH-20 - Volet Responsable d'assiduité	13	2 334,4 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	1	54,5 \$
DGSAGIR	12	2 279,9 \$
SAGIR - RH-21 - Temps et gains - Volet mandataires	34	9 402,4 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	4	5 432,5 \$
DGSAGIR	29	3 683,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	286,7 \$
SAGIR - RH-22 - Dossiers des personnes	1	906,9 \$
DGSAGIR	1	906,9 \$
SAGIR - RH responsable soutien administratif	1	34,4 \$
DGSAGIR	1	34,4 \$
SAGIR 2 (ressources humaines)	86	2 429,0 \$
(vide)	86	2 429,0 \$
SAGIR mandataire	1	53,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	53,3 \$
SAGIR 2 (usager)	37	855,7 \$
(vide)	37	855,7 \$
Saine gestion de vos employés - défi de performance	8	455,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	8	455,9 \$
Saisie de jugements - prolongation de délai	1	78,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	78,8 \$
Saisir les résultats de cour	1	10,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	10,6 \$
Santé et sécurité en milieu de travail	2	670,7 \$
CSST (comm. santé et sécurité du travail)	2	670,7 \$
Séance d'information acquisitions écoresponsables	1	324,7 \$
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	1	324,7 \$
Seconder son patron - une priorité	1	987,5 \$
Manuri formation	1	987,5 \$
Secourisme en milieu de travail	6	2 170,0 \$
CSST (comm. santé et sécurité du travail)	2	652,7 \$
Formation Urgence Vie	1	358,7 \$
Opti-Soins	1	450,5 \$
Paramédic Grand-Portage	1	306,7 \$
Secours medic inc.	1	401,4 \$
Sécurité de l'information - Gestion et investissement	1	1 723,1 \$
Centre de leadership et dével. des compét. (CLDC)	1	1 723,1 \$
Sécurité de l'information - Gestion stratégique	1	1 717,0 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	1 717,0 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, le Service du soutien à l'administration - DRH

Sens de l'Etat - service intérêt public	1	263,0 \$
Ministère du Conseil exécutif	1	263,0 \$
Sensibilisation aux enjeux éthiques dans	5	690,5 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	5	690,5 \$
Service à la population - comptoir	3	351,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	351,9 \$
Services financiers - Gestion des créances	1	326,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	326,6 \$
SÉSAME	22	524,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	22	524,7 \$
Session d'accueil des nouveaux gestionnaires	2	1 811,7 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	2	1 811,7 \$
SGIPA	1	22,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	22,7 \$
SGIPA (Saisie et Info)	1	33,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	33,7 \$
SGPPA - Outil de collecte en RI	1	132,3 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	1	132,3 \$
Situation économique et financière du QC	1	97,1 \$
Ministère du Conseil exécutif	1	97,1 \$
Speed ITIL	1	123,0 \$
ITSMF	1	123,0 \$
Statistiques et renouvellement de contrat	1	74,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	74,2 \$
Succession - Jumelage	4	2 229,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	4	2 229,6 \$
Succession - Juridique	7	1 000,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	7	1 000,1 \$
Succession - Laboratoire	4	557,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	4	557,4 \$
Succession - Technique	3	379,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	379,4 \$
Syst. de gestion portefeuille des proj. et act. SGPPA	1	140,7 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	1	140,7 \$
Système automatisé révision annuelle (SARAT)	2	314,1 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	2	314,1 \$
Table de législation	12	2 076,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	12	2 076,5 \$
Table d'échange - La faillite et l'insolvabilité	2	437,2 \$
Min. des Finances Qc (MFQ)	2	437,2 \$
Table d'échange en accès à l'information	2	388,8 \$
Ministère du Conseil exécutif	2	388,8 \$
Table d'échange en droit autochtone	44	10 111,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	44	10 111,6 \$
Table d'échange inspections et enquêtes	17	3 285,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	17	3 285,4 \$
Table d'échange sur la délégation	2	348,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	348,9 \$
Table d'échange territoire et affaires immobilières	3	417,8 \$
Ministère des Transports	3	417,8 \$
Table en droit des technologies	3	616,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	616,0 \$
Table sur les contrats	6	1 061,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	6	1 061,6 \$
Tarif civil	1	55,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	55,4 \$
Tarif civil - (Phase II) - Groupe 2	11	674,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	11	674,9 \$
Tarif civil - Groupe 1	14	897,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	14	897,4 \$
Tarif criminel - Groupes 1, 2 et 3	30	1 430,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	30	1 430,1 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Tarif des témoins - Groupe 1	13	779,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	13	779,5 \$
Tarif des témoins - Groupe 2	15	741,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	15	741,3 \$
Tarif des témoins - Groupe 3	11	580,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	11	580,4 \$
Tarifs du Tribunal administratif du Québec	9	212,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	9	212,0 \$
Technicien au civil	3	4 259,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	4 259,7 \$
Techniques d'entrevue pour auditeurs internes	1	66,9 \$
Institut des auditeurs internes du Canada (IIA)	1	66,9 \$
Techniques juridiques	2	2 692,4 \$
Collège Ahuntsic	2	2 692,4 \$
The Infor. Technology service Management Forum	1	287,1 \$
ITSMF	1	287,1 \$
Transfert Cour du Québec aux petites créances	1	10,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	10,6 \$
Transfert de connaissances - Acheteur	1	320,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	320,8 \$
Transfert de connaissances - Intranet	1	152,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	152,4 \$
Transfert de connaissances - SADE	4	201,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	4	201,1 \$
Transfert de tâches chef d'équipe	1	459,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	459,4 \$
Troubles de la personnalité	2	1 472,2 \$
Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	2	1 472,2 \$
Trousse des petites créances	3	33,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	33,2 \$
Un été chaud: les crises et les médias	4	174,5 \$
Barreau de Québec	4	174,5 \$
Un regard sur nous et sur l'avenir	1	91,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	91,0 \$
Vérif comptes huissiers, sténographes, interprètes	1	30,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	30,9 \$
Vérifier dossiers après pratique et informatique	1	54,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	54,7 \$
Vingt-troisième colloque annuel de la SQEP	1	338,3 \$
SQEP-Société québécoise d'évaluation de programme	1	338,3 \$
Virtuo RF	1	43,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	43,8 \$
Windows Server 2012 failover Clustering	1	800,3 \$
Microsoft Canada inc.	1	800,3 \$
Word 2007 Expérimentation 2	1	307,4 \$
Versalys	1	307,4 \$
Word expérimentation 2	1	656,9 \$
Edumicro inc.	1	656,9 \$
Xerox - Optimisation des impressions - (standard)	266	7 568,8 \$
XEROX Canada	266	7 568,8 \$
Xerox - Optimisation des impressions (avancé)	69	2 280,2 \$
XEROX Canada	69	2 280,2 \$
(vide)		
(vide)		
Total général	5 511	1 291 180,4 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

P.101 POUR 2014-2015, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER :

- A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;
- B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.

MINISTÈRE

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L’INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L’INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

P.102 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE ET DU SUIVI DONNÉ PAR LES DEUX COMITÉS MIS EN PLACE À CETTE FIN, L'UN SUR L'OPPORTUNITÉ D'ADOPTER AU QUÉBEC DES MESURES DE RECHANGE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 717 (1) DU CODE CRIMINEL, ET L'AUTRE POUR DONNER SUITE AUX DEMANDES DU RAPSIM, DE LA CDPDJ ET DU BARREAU DU QUÉBEC CONCERNANT LA DÉJUDICIARISATION DES INFRACTIONS COMMISES PAR DES PERSONNES EN SITUATION D'ITINÉRANCE, EN ENVISAGEANT D'AMENDER LE CODE DE PROCÉDURE PÉNALE POUR Y INTRODUIRE LES NOTIONS DE MESURES DE RECHANGE ET DE JUSTICE RÉPARATRICE. FOURNIR LA LISTE DES RENCONTRES TENUES EN 2014-2015. PRÉCISER LES ACTIONS ET LES BUDGETS PRÉVUS POUR 2015-2016.

MINISTÈRE

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.103 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION EN SANTÉ MENTALE 2005-2010.
INDIQUER LES SOMMES INVESTIES ENTRE 2006 ET 2015, ET LES PRÉVISIONS 2015-2016.

MINISTÈRE

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS ET RELÈVE DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.

P.104 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES. FOURNIR LA LISTE DES RENCONTRES TENUES EN 2014-2015. PRÉCISER LES ACTIONS ET LES BUDGETS PRÉVUS POUR 2015-2016.

MINISTÈRE

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS ET RELÈVE DU MINISTÈRE DE LA FAMILLE.

P.105 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE LA SUITE DONNÉE AU PROGRAMME « PROJET-PILOTE » À LA COUR MUNICIPALE DE MONTRÉAL PAR RAPPORT AUX CONTREVENANTS SOUFFRANT DE TROUBLES MENTAUX. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES ET LES SOMMES CONSACRÉES AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, AINSI QUE CELLES PRÉVUES POUR 2015-2016.

MINISTÈRE

L'ENSEMBLE DES DÉPENSES ENCOURUES POUR LE PROGRAMME À LA COUR MUNICIPALE DE MONTRÉAL POUR LES CONTREVENANTS SOUFFRANT DE TROUBLE MENTAUX EST ASSUMÉ PAR LA VILLE DE MONTRÉAL. LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE N'EST DONC PAS EN MESURE DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

MINISTÈRE

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS ET RELÈVE DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.

P.107 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LA COPROPRIÉTÉ. INCLURE TOUT DOCUMENT SUR L'ÉVALUATION DES COÛTS ET PRÉCISER LES ACTIONS PRÉVUES EN 2015-2016.

MINISTÈRE

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.108 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DES TRAVAUX DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE. INDiquer :

- A. LE SUIVI DONNÉ EN 2014-2015 AU RAPPORT PRÉLIMINAIRE DÉPOSÉ EN SEPTEMBRE 2013;
- B. LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.

MINISTÈRE

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.109 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DES TRAVAUX DU COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D’ACCÈS. INDIQUER LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2015-2016.

MINISTÈRE

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS ET RELÈVE DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.

P.110 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2015, DE L’ADOPTION D’UN PROJET DE LOI CONCERNANT L’ADOPTION, À LA SUITE DU PROJET DE LOI 47 PRÉSENTÉ EN JUIN 2014. ÉTAT DES RENCONTRES TENUES EN 2014-2015. INCLURE LES COMPTES RENDUS DES RENCONTRES.

MINISTÈRE

CETTE QUESTION N’EST PAS PERTINENTE À L’ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.111 STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2014-2015. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D’ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE TABLEAU QUI SUIT DONNE LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION, SELON LE PRINCIPAL MOTIF DE DISCRIMINATION INVOQUÉ ET LE SECTEUR D’ACTIVITÉS OÙ SE SÉRAIENT DÉROULÉS LES ÉVÈNEMENTS AU SOUTIEN DE CES PLAINTES.

	TRAVAIL	LOGEMENT	ACTE JURIDIQUE / BIENS ET SERVICES	ACCÈS TRANSPOR TS ET LIEUX PUBLICS	AUTRE	TOTAL 2014-2015
ÂGE	63	11	5	2	0	81
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	53	0	1	0	0	54
AUTRES	0	0	0	0	10	10
CONDITION SOCIALE	1	7	4	2	2	16
CONVICTIONS POLITIQUES	2	0	1	5	1	9
ÉTAT CIVIL	14	3	10	1	0	28
EXPLOITATION	0	0	4	0	72	76
GROSSESSE	32	0	1	3	0	36
HANDICAP	142	25	71	45	0	283
LANGUE	12	0	5	2	0	19
ORIENTATION SEXUELLE	8	5	1	1	3	18
RACE/COULEUR/ORIG INE ETHNIQUE OU NATIONALE	78	32	43	21	5	179
RELIGION	12	3	8	1	1	25
SEXE	28	1	1	2	0	32
TOTAL	445	87	155	85	94	866
% 2014-2015	51%	10%	18%	10%	11%	100%

LE MOTIF DE DISCRIMINATION LIÉ AU HANDICAP, AVEC 33 % DE L’ENSEMBLE DES PLAINTES, DEMEURE CELUI LE PLUS SOUVENT INVOQUÉ, SUIVI DES MOTIFS FUSIONNÉS RACE-COULEUR-ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE AVEC 21 %.

IL FAUT MENTIONNER QUE LES MOTIFS ÂGE ET EXPLOITATION PERSONNES ÂGÉES ENSEMBLES REPRÉSENTENT 18 % DES MOTIFS DE PLAINTES INVOQUÉS, CE QUI LES PLACE AU TROISIÈME RANG.

LE TABLEAU SUIVANT DONNE LE NOMBRE DE DEMANDES D’ENQUÊTE REÇUES, SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES.

DEMANDES D’ENQUÊTE CHARTE

	2014-2015
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	25
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	31
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	175
CÔTE-NORD	14
ESTRIE	39
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	138
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	68
MONTÉRÉGIE	236
MONTRÉAL ET LAVAL	755
OUTAOUAIS	43
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	39
NON PRÉCISÉ OU NE S’APPLIQUE PAS	31
TOTAL DEMANDES D’ENQUÊTE CHARTE	1 594

LES 1 594 DEMANDES D’ENQUÊTE ONT MENÉ À L’OUVERTURE DE 866 DOSSIERS DE PLAINTE, UN TAUX DE RÉTENTION DE 54 %.
LES TABLEAUX SUIVANTS PRÉSENTENT LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS ET FERMÉS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE.

DOSSIERS OUVERTS CHARTE

	2014-2015
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	13
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	13
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	95
CÔTE-NORD	7
ESTRIE	20
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	69
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	34
MONTÉRÉGIE	134
MONTRÉAL ET LAVAL	430
OUTAOUAIS	19
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	20
NE S’APPLIQUE PAS*	12
TOTAL DOSSIERS OUVERTS CHARTE	866

*DOSSIERS DONT LE PLAIGNANT N’HABITE PAS AU QUÉBEC (10 EN ONTARIO, 1 EN COLOMBIE-BRITANNIQUE, 1 HORS CANADA)

DOSSIERS FERMÉS CHARTE

	2014-2015
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	6
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	12
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	95
CÔTE-NORD	5
ESTRIE	32
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	76
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	32
MONTÉRÉGIE	148
MONTRÉAL ET LAVAL	405
OUTAOUAIS	15
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	14
NE S’APPLIQUE PAS	25
TOTAL DOSSIERS FERMÉS CHARTE	865

AU COURS DE L’ANNÉE, LA COMMISSION A INITIÉ 56 NOUVELLES ENQUÊTES DE SA PROPRE INITIATIVE, DONT 46 SONT RELATIVES À DES SITUATIONS D’EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES.

NOMBRE D’ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION, SELON LE MOTIF

	2014-2015
EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES	46
EXPLOITATION DES PERSONNES HANDICAPÉES	10
TOTAL	56

IL N’Y A PAS DE PLAINTES EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE. CÉPENDANT, LES DEMANDES REÇUES EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE SONT RÉFÉRÉES AU SERVICE CONSEIL EN ACCOMMODEMENT RAISONNABLE (SCAR) DE LA COMMISSION. PARMI LES DEMANDES REÇUES PRÉSENTÉES AU TABLEAU SUIVANT, LE MOTIF INVOQUÉ EST, DANS 60 % DES DEMANDES, LE HANDICAP ET DANS 34 % DES CAS, LA RELIGION.

NOMBRE DE DEMANDES D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE REÇUES PAR MOTIF

	2014-2015
ÂGE	0
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	1
CONDITION SOCIALE	0
CONVICTIONS POLITIQUES	0
ÉTAT CIVIL	2
EXPLOITATION	0
GROSSESSE	2
HANDICAP	71
LANGUE	0
ORIENTATION SEXUELLE	0
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	0
RELIGION	40
SEXE	0
NON PRÉCISÉ, DONNÉES EN TRAITEMENT	3
TOTAL	119

FINALEMENT, LE NOMBRE DE DOSSIERS PRÉSENTÉS PAR LA COMMISSION DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE AU 31 MARS 2015 EST DE 70.

P.112 LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2014-2015, ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATION ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

1.	SUIVI EN COURS
2.	RECOMMANDATION(S) SUIVIE(S) EN TOUT OU EN PARTIE
3.	RECOMMANDATION(S) NON SUIVIE(S)

DIRECTION DE LA RECHERCHE, DE L'ÉDUCATION-COOPÉRATION ET DES COMMUNICATIONS	
○ COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE RÈGLEMENT INTITULÉ RÈGLEMENT SUR LA PROCÉDURE DE SÉLECTION ET SUR LA FORMATION DES ENQUÊTEURS DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES ▪ INITIATIVE ENVOI LE 25 AVRIL 2014 MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	1
○ LETTRE – PROJET DE LOI N° 1, LOI CONCERNANT L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL ▪ INITIATIVE ENVOI LE 2 JUIN 2014 MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES; MINISTÈRE DE LA JUSTICE; ASSEMBLÉE NATIONALE	3
○ COMMENTAIRES SUR LES SUGGESTIONS DE MODIFICATIONS PROPOSÉES PAR LE COMMISSAIRE AUX PLAINTES CONCERNANT LES MÉCANISMES DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES DANS LE CODE DES PROFESSIONS ▪ DEMANDE ENVOI LE 17 JUILLET 2014 OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC	1
○ AVIS DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE À LA COMMISSION DE RÉVISION PERMANENTE DES PROGRAMMES ▪ INITIATIVE TRANSMISSION DE L'AVIS LE 23 SEPTEMBRE 2014 ET 6 OCTOBRE 2014 COMMISSION DE RÉVISION PERMANENTE DES PROGRAMMES	1
○ COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE LOI N° 8, LOI MODIFIANT LE CODE DU TRAVAIL À L'ÉGARD DE CERTAINS SALARIÉS D'EXPLOITATIONS AGRICOLES ▪ INITIATIVE ENVOI LE 29 SEPTEMBRE 2014 MINISTÈRE DU TRAVAIL; MINISTÈRE DE LA JUSTICE; COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL	2
○ LETTRE - CAHIER DE CONSULTATION SUR LA NOUVELLE POLITIQUE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION ▪ DEMANDE ENVOI LE 10 NOVEMBRE 2014 MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION	2
○ MÉMOIRE DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE DÉPOSÉ DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION PUBLIQUE SUR LA LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION ▪ DEMANDE ENVOI LE 27 NOVEMBRE 2014 SECRÉTARIAT DU FORUM SUR LA LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION	1
○ 1) LETTRE - PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF AU CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL 2) COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF AU CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRE QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL ▪ INITIATIVE ENVOIS : 1) 19 JANVIER 2015 ET 2) 25 FÉVRIER 2015 MINISTÈRE DE LA JUSTICE	1
○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR LE DOCUMENT INTITULÉ VERS UNE NOUVELLE POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION – CAHIER DE CONSULTATION ▪ DEMANDE PRÉSENTATION LE 28 JANVIER 2015 COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS	1

<ul style="list-style-type: none"> ○ <i>COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE RÈGLEMENT INTITULÉ RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR L'AIDE AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES</i> ▪ <i>INITIATIVE</i> <i>ENVOI LE 13 MARS 2015</i> <i>MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE</i> 	1
<ul style="list-style-type: none"> ○ <i>LETTRE – PROJET DE RÈGLEMENT INTITULÉ RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE RÉGIME DES ÉTUDES DE L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC</i> ▪ <i>INITIATIVE</i> <i>ENVOI LE 26 MARS 2015</i> <i>ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC; MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE</i> 	2

ESTIMATION DES DÉPENSES RELIÉES AU VOLET RECOMMANDATIONS ET AVIS			
DÉPENSES	RÉMUNÉRATION PROFESSIONNELS	RÉMUNÉRATION EMPLOIS TECHNIQUE ET BUREAU	FRAIS DE DÉPLACEMENT
ETC	2.5 ETC	.75 ETC	
ETC TOTAL EFFECTIFS	8 ETC	3 ETC	
POURCENTAGE	30 %	25 %	
RÉMUNÉRATION	220 500 \$	35 000 \$	
RÉMUNÉRATION CDPDJ	11 463 200 \$	11 463 200 \$	
POURCENTAGE	1.9 %	0.3 %	
FRAIS DE DÉPLACEMENT			832 \$
FRAIS DE DÉPLACEMENT CDPDJ			127 650 \$
POURCENTAGE			0.65 %
TOTAL DES DÉPENSES :	256 332 \$		
POURCENTAGE SUR BUDGET TOTAL DE LA CDPDJ :	2.85 %		

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, IL NOUS APPARAÎT IMPORTANT DE DONNER L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS POUR BIEN COMPRENDRE LES RÉSULTATS EN TERMES DE DÉLAIS.

DEMANDES À L'ACCUEIL

	2014-2015
	TOTAL
SECTEUR DROITS DE LA PERSONNE	10 670
SECTEUR DROITS DE LA JEUNESSE	981
DEMANDES À PORTÉE GÉNÉRALE	2 514
TOTAL	14 165

1. LES PLAINTES EN CHARTE

	2014-2015
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES CHARTE	1 594

UNE FOIS L'EXERCICE DE RECEVABILITÉ COMPLÉTÉ, LES DEMANDES JUGÉES RECEVABLES MÈNENT À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE.

2. DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS

	2014-2015
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	866

3. DOSSIERS FERMÉS

UN DOSSIER FERMÉ EST UN DOSSIER TRAITÉ ET FINALISÉ SELON UN RÉSULTAT SPÉCIFIQUE, ALLANT DU DÉSISTEMENT DE LA PERSONNE, À LA FERMETURE EN RAISON DE L'INSUFFISANCE DE PREUVE OBTENUE, DU RÈGLEMENT INTERVENU ENTRE LES PARTIES PAR LE PROCESSUS DE MÉDIATION OU ENCORE, L'OBTENTION D'UN JUGEMENT D'UN TRIBUNAL.

	2014-2015
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	865

4. DOSSIERS ACTIFS

	2014-2015
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS	1 302

5. LES DÉLAIS

LE CALCUL DU DÉLAI SE FAIT DE LA DATE DE LA RÉCEPTION DE LA PLAINTÉ SIGNÉE À LA DATE À LAQUELLE LA COMMISSION, PAR L'ENTREMISE DE SON COMITÉ DES PLAINTES, REND SA DÉCISION. CE DÉLAI EXCLUT LE TRAITEMENT DE LA DIRECTION DU CONTENTIEUX (MESURES DE REDRESSEMENT ET JUDICIARISATION DU DOSSIER), LE CONTRÔLE DU DÉLAI N'ÉTANT PLUS SOUS NOTRE PROPRE ET SEULE AUTORITÉ.

	2014-2015
	TOTAL
DÉLAI DE TRAITEMENT (EN JOURS)	398

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES
PROGRAMME D’OBLIGATION CONTRACTUELLE
AU 31 MARS 2015

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

GROUPE CÉDRICO INC.
RTD DISTRIBUTIONS LTÉE
TOTAL : 2

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

ALCAN INTERNATIONAL LIMITÉE CENTRE RECHERCHE DEV. ARVIDA
ÉQUIPEMENTS SIGMA INC.
NUTRINOR, COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE DU SAGUENAY LAC ST-JEAN
TOTAL : 3

RA03 : QUÉBEC

ABB BOMEM INC.
BPR INC.
COSSETTE COMMUNICATION INC.
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE
ENGLOBE CORP
ENTREPRISES JULIEN INC.
EXFO INGÉNIERIE ÉLECTRO-OPTIQUE INC.
GÉNIVAR INC.
GFS QUÉBEC INC.
INDUSTRIELLE-ALLIANCE COMPAGNIE D’ASSURANCE SUR LA VIE
INDUSTRIES MAIBEC INC.
IRON MOUNTAIN CANADA CORPORATION
J.B. DESCHAMPS INC.
MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.
NEXINNOVATIONS INC.
NURUN INC.
ROCHE LTÉE, GROUPE-CONSEIL
SSQ VIE
STADACONA S.E.C.
TECHNOCONSEIL (TC) INC
WESCO DISTRIBUTION CANADA INC.
TOTAL : 21

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

DUCHESNE & FILS LTÉE
G.A. BOULET INC.
MEUBLES CANADEL INC
SÉCURITÉ DE FRANCHEVILLE INC
TOTAL : 4

RA05 : ESTRIE

SÉCURITÉ GENTEL INC.
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

ADVANTECH TECHNIQUES DE POINTE POUR FAISCEAUX HERTZIENS INC.
AECOM CONSULTANTS INC.
AGENCE OMETZ
ALIMENTS PARMALAT INC.(LES)DIVISION PARMALAT CANADA
AUTODESK CANADA INC.
CAISSE CENTRALE DESJARDINS
CANON CANADA INC. DIVISION SOLUTIONS D’AFFAIRES
CARTONS ST-LAURENT INC. (SMURFIT-STONE)
CMC ÉLECTRONIQUE INC.
CORPORATION KOMUNIK
DOMTAR INC.
DOUBLETEX
ÉQUIPEMENT SMS INC.

RA06 : MONTRÉAL (SUITE)

ERNST & YOUNG
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.
GL & V CANADA INC
GROUPE CGI INC.
GROUPE CONSEIL FXINNOVATION INC.
GROUPE CONSEIL OSI INC.
GROUPE SNC-LAVALIN INC.
HEWLETT-PACKARD (CANADA) CIE
IBM CANADA LTÉE
INDUSTRIES GOODWILL RENAISSANCE MONTRÉAL INC.
INDUSTRIES WAJAX LIMITÉE
INSPEC-SOL INC.
JOHNSON & JOHNSON INC.
KPMG
KRUGER INC.
LAFARGE CANADA INC. USINE DE ST-CONSTANT
LE GARDE-MANGER POUR TOUS
LINDE CANADA LIMITÉE
MECHTRONIX SYSTEMS INC.
MÉDISOLUTION INC.
MICHAEL ROSSY LTÉE
NCR CANADA LTÉE
ORACLE CORPORATION CANADA INC.
PAGEAU MOREL & ASSOCIÉS INC.
PITNEY BOWES DU CANADA LTÉE
PRICEWATERHOUSECOOPERS
QUEBECOR WORLD INC.QUEBECOR WORLD MONTRÉAL
R3D CONSEIL INC
REXEL CANADA ÉLECTRIQUE INC./DIVISION NEDCO
SÉCURITÉ KOLOSSAL INC.
SERVICES FINANCIERS NCO INC.
SHELL CANADA LIMITÉE
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS
SOCIÉTÉ TRADER/TRADER CORPORATION
STELLA-JONES INC.
SUPREMEX INC.
SYSCO SERVICES ALIMENTAIRES DU CANADA INC.
TECHNOLOGIES NEXXLINK INC.
TELAV INC.
TETRA TECH QI INC.
ULTRAMAR CANADA INC.
UNISOURCE CANADA INC.
XEROX CANADA LTÉE
TOTAL : 57

RA07 : OUTAOUAIS

LA RELANCE OUTAOUAIS INC.
LAUZON - PLANCHERS DE BOIS EXCLUSIFS INC
TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI

IAMGOLD CORPORATION
MINES AGNICO EAGLE LIMITÉE
TEMBEC INC.
UNIBOARD CANADA INC.
TOTAL : 4

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SEL - DIVISION MINES SELEINE
TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

BERTRAND DISTRIBUTEUR EN ALIMENTATION INC.
BOULANGERIE SAINT-MÉTHODE INC.
GROUPE CANAM INC.
IMPRIMERIE INTERGLOBE INC.
IMPRIMERIE SOLISCO INC.
IPL INC.
LAINAGES VICTOR LTÉE

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES (SUITE)

MAINTENANCE EUREKA LTÉE
MONTEL INC.
PRÉVOST - DIVISION DU GROUPE VOLVO CANADA INC.
ROUSSEAU MÉTAL INC.
TEKNION ROY & BRETON
TOTAL : 12

RA13 : LAVAL

CIMA - SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE
IDÉAL MÉTAL INC.
MICHELIN AMÉRIQUE DU NORD (CANADA) INC.
MULTI-MARQUES (DISTRIBUTION) INC.
SAMUEL & FILS & CIE (QUÉBEC) LTÉE
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE
SUPÉRIEUR PROPANE INC.
TOTAL : 7

RA14 : LANAUDIÈRE

BRIDGESTONE/FIRESTONE CANADA INC.
LES SERVICES EXP INC.
TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES

DOWTY CANADA LTÉE/DIV. DOWTY AÉROSPATIALE MONTRÉAL
PG SOLUTIONS INC.
REVERA HEALTH SERVICES HOMECARE LP
SÉCURITÉ DES DEUX-RIVES LTÉE
SONEPAR DISTRIBUTION INC.DIVISION LUMEN ET ROY MARCHAND
TEXTRON CANADA LTÉE DIVISION BELL HELICOPTER TEXTRON
TOTAL : 6

RA16 : MONTÉRÉGIE

AGROPUR COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE
AIRBOSS PRODUITS D'INGÉNIERIE INC
ALIMPLUS INC.
BOMBARDIER TRANSPORT CANADA INC.
BOULANGERIE GADOUA LTÉE
CORPORATE EXPRESS CANADA INC.
GOODFELLOW INC.
GROUPE LACASSE INC.
IMPRIMERIE INTERWEB INC.
LES COMPAGNIES DU GROUPE DATA
MATÉRIEL INDUSTRIEL LTÉE
MOORE WALLACE INC.
SICO INC.
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ARMTEC
UNI-SELECT INC.
TOTAL : 15

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

CONSULTANTS MESAR INC.
FAFARD & FRÈRES LTÉE
P.H. VITRES D'AUTOS INC.
TOTAL : 3

GRAND TOTAL : 140

ÉDUCATION - CÉGEPs

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CÉGEP DE LA POCATIÈRE
CÉGEP DE MATANE
CÉGEP DE RIMOUSKI
CÉGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP
TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CÉGEP DE CHICOUTIMI
CÉGEP DE JONQUIÈRE
CÉGEP DE SAINT-FÉLICIEN
COLLÈGE D'ALMA
TOTAL : 4

RA03 : QUÉBEC

CÉGEP DE LIMOILOU
CÉGEP DE SAINTE-FOY
COLLÈGE FRANÇOIS-XAVIER-GARNEAU
TOTAL : 3

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES
COLLÈGE SHAWINIGAN
TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

CÉGEP DE SHERBROOKE
CHAMPLAIN REGIONAL COLLEGE
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU
CÉGEP DE SAINT-LAURENT
CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL
CÉGEP MARIE-VICTORIN
COLLÈGE AHUNTSIC
COLLÈGE DE BOIS-DE-BOULOGNE
COLLÈGE DE MAISONNEUVE
COLLÈGE DE ROSEMONT
COLLÈGE GÉRALD-GODIN
DAWSON COLLEGE
JOHN ABBOTT COLLEGE
VANIER COLLEGE
TOTAL : 12

RA07 : OUTAOUAIS

COLLÈGE DE L'OUTAOUAIS
HERITAGE COLLEGE
TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI

CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
TOTAL : 1

RA09 : CÔTE-NORD

CÉGEP DE BAIE-COMEAU
CÉGEP DE SEPT-ÎLES
TOTAL : 2

ÉDUCATION – CÉGEPs (SUITE)

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

CÉGEP DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES
TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CÉGEP BEAUCE-APPALACHES
CÉGEP DE LÉVIS-LAUZON

CÉGEP DE THETFORD
TOTAL : 3

RA13 : LAVAL
COLLÈGE MONTMORENCY
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE
CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE
TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES
CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME
COLLÈGE LIONEL-GROULX
TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE
CÉGEP DE GRANBY HAUTE-YAMASKA
CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE
CÉGEP DE SOREL-TRACY
CÉGEP SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
COLLÈGE DE VALLEYFIELD
COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT
TOTAL : 6

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC
CÉGEP DE DRUMMONDVILLE
CÉGEP DE VICTORIAVILLE
TOTAL : 2

ÉDUCATION - COLLÈGES PRIVÉS

RA03 : QUÉBEC
CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY
COLLÈGE MÉRICI
TOTAL : 2

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS
COLLÈGE LAFLÈCHE
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL
COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET
COLLÈGE LASALLE
COLLÈGE MARIANOPOLIS
COLLÈGE SAINTE-ANNE DE LACHINE
TOTAL : 4

ÉDUCATION - COMMISSIONS SCOLAIRES

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT
COMMISSION SCOLAIRE DE KAMOURASKA — RIVIÈRE-DU-LOUP
COMMISSION SCOLAIRE DES MONTS-ET-MARÉES
COMMISSION SCOLAIRE DES PHARES
COMMISSION SCOLAIRE DU FLEUVE-ET-DES-LACS
TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
COMMISSION SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE
COMMISSION SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY
COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN
COMMISSION SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS
TOTAL : 4

RA03 : QUÉBEC
COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUÉBEC
COMMISSION SCOLAIRE DE CHARLEVOIX
COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE
COMMISSION SCOLAIRE DE PORTNEUF
COMMISSION SCOLAIRE DES DÉCOUVREURS
COMMISSION SCOLAIRE DES PREMIÈRES-SEIGNEURIES
TOTAL : 6

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

COMMISSION SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE
COMMISSION SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY
TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS
COMMISSION SCOLAIRE DES SOMMETS
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS
TOTAL : 4

RA06 : MONTRÉAL

COMMISSION SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE
COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL
COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTRÉAL
COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-PEARSON
COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS
TOTAL : 5

RA07 : OUTAOUAIS

COMMISSION SCOLAIRE AU COEUR-DES-VALLÉES
COMMISSION SCOLAIRE DES DRAVEURS
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS
COMMISSION SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS
COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUÉBEC
TOTAL : 5

RA08 : ABITIBI

COMMISSION SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS
COMMISSION SCOLAIRE DE ROUYN-NORANDA
COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-ABITIBI
COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-TÉMISCAMINGUE
COMMISSION SCOLAIRE HARRICANA
TOTAL : 5

RA09 : CÔTE-NORD

COMMISSION SCOLAIRE DE LA MOYENNE-CÔTE-NORD
COMMISSION SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE
COMMISSION SCOLAIRE DU FER
COMMISSION SCOLAIRE DU LITTORAL
TOTAL : 4

RA10 : NORD-DU-QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE DE LA BAIE-JAMES
TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

COMMISSION SCOLAIRE DES CHIC-CHOCs
COMMISSION SCOLAIRE DES ÎLES
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES
COMMISSION SCOLAIRE RENÉ-LÉVESQUE
TOTAL : 4

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

COMMISSION SCOLAIRE DE LA BEUCE-ÉTCHÉMIN
COMMISSION SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD
COMMISSION SCOLAIRE DES APPALACHES
COMMISSION SCOLAIRE DES NAVIGATEURS
TOTAL : 4

RA13 : LAVAL

COMMISSION SCOLAIRE DE LAVAL
COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER
TOTAL : 2

RA14 : LANAUDIÈRE

COMMISSION SCOLAIRE DES AFFLUENTS
COMMISSION SCOLAIRE DES SAMARES
TOTAL : 2

ÉDUCATION - COMMISSIONS SCOLAIRES (SUITE)

RA15 : LAURENTIDES

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD
COMMISSION SCOLAIRE DE LA SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES
COMMISSION SCOLAIRE DES LAURENTIDES
COMMISSION SCOLAIRE PIERRE-NEVEU
TOTAL : 4

RA16 : MONTÉRÉGIE

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VALLÉE-DES-TISSERANDS
COMMISSION SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE
COMMISSION SCOLAIRE DE SOREL-TRACY
COMMISSION SCOLAIRE DES GRANDES-SEIGNEURIES
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES
COMMISSION SCOLAIRE DES PATRIOTES
COMMISSION SCOLAIRE DES TROIS-LACS
COMMISSION SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS
COMMISSION SCOLAIRE MARIE-VICTORIN
COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS
COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE
TOTAL : 11

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVERAINE
COMMISSION SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS
COMMISSION SCOLAIRE DES CHÊNES
TOTAL : 3

ÉDUCATION - UNIVERSITÉS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI
TOTAL : 1

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
TÉLÉ-UNIVERSITÉ
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC (SIÈGE SOCIAL)
UNIVERSITÉ LAVAL
TOTAL : 5

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES
TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE

UNIVERSITÉ BISHOP'S
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTRÉAL
ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ CONCORDIA
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
UNIVERSITÉ MCGILL
TOTAL : 7

RA07 : OUTAOUAIS

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS
TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY
 COLLÈGE SAINT-CHARLES-GARNIER
 SÉMINAIRE SAINT-FRANÇOIS
TOTAL : 3

RA05 : ESTRIE

SÉMINAIRE DE SHERBROOKE
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

ACADÉMIE SOLOMON SCHECHTER
 COLLÈGE CHARLEMAGNE INC.
 COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF
 COLLÈGE MARIE DE FRANCE
 COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS
 COLLÈGE NOTRE-DAME DU SACRÉ-COEUR
 COLLÈGE REGINA ASSUMPTA
 COLLÈGE SAINTE-MARCELLINE
 COLLÈGE STANISLAS
 ÉCOLE MARIE-CLARAC
 ÉCOLE PETER HALL INC.
 ÉCOLE SELWYN HOUSE
 ÉCOLE VANGUARD QUÉBEC LTÉE
 LES ÉCOLES JUIVES POPULAIRES ET LES ÉCOLES PERETZ
 LOWER CANADA COLLEGE
 TALMUD TORAHS UNIS DE MONTRÉAL INC.
 VILLA MARIA
TOTAL : 17

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

COLLÈGE DE LÉVIS
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

COLLÈGE LAVAL
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

COLLÈGE DE L'ASSOMPTION
 COLLÈGE SAINT-SACREMENT
TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES

ACADÉMIE LAFONTAINE
 ACADÉMIE SAINTE-THÉRÈSE
TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE

COLLÈGE BOURGET
 COLLÈGE CHARLES-LEMOYNE
 COLLÈGE DUROCHER SAINT-LAMBERT
 COLLÈGE JEAN-DE-LA-MENNAIS
TOTAL : 4

MUNICIPALITÉS**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

VILLE DE RIMOUSKI
 VILLE DE RIVIÈRE-DU-LOUP
TOTAL : 2

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

VILLE D'ALMA
 VILLE DE SAGUENAY
TOTAL : 2

RA03 : QUÉBEC

VILLE DE QUÉBEC
TOTAL : 1

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

VILLE DE SHAWINIGAN
VILLE DE TROIS-RIVIÈRES
TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

VILLE DE MAGOG
VILLE DE SHERBROOKE
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

VILLE DE BEACONSFIELD
VILLE DE CÔTE-SAINT-LUC
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX
VILLE DE DORVAL
VILLE DE KIRKLAND
VILLE DE MONTRÉAL
VILLE DE MONT-ROYAL
VILLE DE POINTE-CLAIRE
VILLE DE WESTMOUNT
TOTAL : 9

RA07 : OUTAOUAIS

VILLE DE GATINEAU
TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI

VILLE D'AMOS
VILLE DE ROUYN-NORANDA
VILLE DE VAL-D'OR
TOTAL : 3

RA09 : CÔTE-NORD

VILLE DE BAIE-COMEAU
VILLE DE SEPT-ÎLES
TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

VILLE DE LÉVIS
VILLE DE SAINT-GEORGES
VILLE DE THETFORD MINES
TOTAL : 3

RA13 : LAVAL

VILLE DE LAVAL
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

VILLE DE JOLIETTE
VILLE DE MASCOUCHE
VILLE DE REPENTIGNY
VILLE DE TERREBONNE
TOTAL : 4

RA15 : LAURENTIDES

VILLE DE BLAINVILLE
VILLE DE BOISBRIAND
VILLE DE DEUX-MONTAGNES
VILLE DE MONT-LAURIER
VILLE DE SAINTE-THÉRÈSE
VILLE DE SAINT-EUSTACHE
VILLE DE SAINT-JÉRÔME
TOTAL : 7

MUNICIPALITÉS (SUITE)

RA16 : MONTÉRÉGIE

- VILLE DE BOUCHERVILLE
- VILLE DE BROSSARD
- VILLE DE CHAMBLY
- VILLE DE CHÂTEAUGUAY
- VILLE DE GRANBY
- VILLE DE LONGUEUIL
- VILLE DE SAINT-BRUNO
- VILLE DE SAINTE-JULIE
- VILLE DE SAINT-HYACINTHE
- VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
- VILLE DE SAINT-LAMBERT
- VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
- VILLE DE SOREL-TRACY
- VILLE DE VAUDREUIL-DORION
- TOTAL : 14

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

- VILLE DE DRUMMONDVILLE
- VILLE DE VICTORIAVILLE
- TOTAL : 2

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE

RA15 : LAURENTIDES

- RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE
- TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

- RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU SAINT-LAURENT
- RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ROUSSILLON
- TOTAL : 2

SANTÉ - AGENCES SSS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

- AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU BAS-SAINT-LAURENT
- TOTAL : 1

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

- AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU SAGUENAY — LAC-SAINT-JEAN
- TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

- AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA CAPITALE-NATIONALE
- TOTAL : 1

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

- AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC
- TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE

- AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'ESTRIE
- TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

- AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE MONTRÉAL
- TOTAL : 1

RA07 : OUTAOUAIS

- AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'OUTAOUAIS
- TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

- AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE CHAUDIÈRE-APPALACHES
- TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

- AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LAVAL
- TOTAL : 1

SANTÉ - AGENCES SSS (SUITE)

RA14 : LANAUDIÈRE

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LANAUDIÈRE

TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES LAURENTIDES

TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MONTÉRÉGIE

TOTAL : 1

SANTÉ - CENTRE DE SANTÉ

RA06 : MONTRÉAL

CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE-ST-CHARLES

TOTAL : 1

SANTÉ - CENTRES DE RÉADAPTATION

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CRDITED DU BAS-SAINT-LAURENT

TOTAL : 1

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CRDITED DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

CENTRE DE RÉADAPTATION EN DÉFICIENCE INTELLECTUELLE DE QUÉBEC

INSTITUT DE RÉADAPTATION EN DÉFICIENCE PHYSIQUE DE QUÉBEC

TOTAL : 2

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

CENTRE DE RÉADAPTATION INTERVAL

CRDITED DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC

TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

CENTRE D'ACCUEIL DIXVILLE INC.

CENTRE DE RÉADAPTATION ESTRIE INC.

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

CENTRE D'ACCUEIL LE PROGRAMME DE PORTAGE INC.

CENTRE DE RÉADAPTATION CONSTANCE-LETHBRIDGE

CENTRE DE RÉADAPTATION DE L'OUEST DE MONTRÉAL

CENTRE DE RÉADAPTATION EN DÉPENDANCE DE MONTRÉAL

CENTRE DE RÉADAPTATION MAB-MACKAY

CRDITED DE MONTRÉAL

INSTITUT DE RÉADAPTATION GINGRAS-LINDSAY-DE-MONTRÉAL

INSTITUT RAYMOND-DEWAR

LA CORPORATION DU CENTRE DE RÉADAPTATION LUCIE-BRUNEAU

VILLA MÉDICA INC.

TOTAL : 10

RA07 : OUTAOUAIS

CENTRE RÉGIONAL DE RÉADAPTATION LA RESSOURCE

PAVILLON DU PARC

TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI

CENTRE DE RÉADAPTATION LA MAISON

CLAIR FOYER INC.

TOTAL : 2

RA09 : CÔTE-NORD

CENTRE DE PROTECTION ET DE RÉADAPTATION DE LA CÔTE-NORD

TOTAL : 1

SANTÉ - CENTRES DE RÉADAPTATION (SUITE)

- RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**
LE CENTRE DE RÉADAPTATION DE LA GASPÉSIE
TOTAL : 1
- RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**
CENTRE DE RÉADAPTATION EN DÉFICIENCE PHYSIQUE CHAUDIÈRE-APPALACHES
CRDITED DE CHAUDIÈRE-APPALACHES
TOTAL : 2
- RA13 : LAVAL**
CRDITED DE LAVAL
HÔPITAL JUIF DE RÉADAPTATION
TOTAL : 2
- RA14 : LANAUDIÈRE**
CENTRE DE RÉADAPTATION LA MYRIADE
CENTRE DE RÉADAPTATION LE BOUCLIER
TOTAL : 2
- RA15 : LAURENTIDES**
CENTRE DU FLORÈS
TOTAL : 1
- RA16 : MONTÉRÉGIE**
CENTRE MONTÉRÉGIEN DE RÉADAPTATION
CRDITED DE LA MONTÉRÉGIE-EST
INSTITUT NAZARETH & LOUIS-BRAILLE
LES SERVICES DE RÉADAPTATION DU SUD-OUEST ET DU RENFORT
TOTAL : 4

SANTÉ - CENTRES HOSPITALIERS

- RA03 : QUÉBEC**
CHU DE QUÉBEC
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC
INSTITUT UNIVERSITAIRE EN SANTÉ MENTALE DE QUÉBEC
TOTAL : 3
- RA05 : ESTRIE**
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE
TOTAL : 1
- RA06 : MONTRÉAL**
CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
CENTRE HOSPITALIER DE ST. MARY
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE
CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL
HÔPITAL DU SACRÉ-COEUR DE MONTRÉAL
HÔPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT
HÔPITAL MARIE-CLARAC DES SOEURS DE CHARITÉ DE STE-MARIE (1995) INC.
HÔPITAL MONT-SINAÏ
HÔPITAL RIVIÈRE-DES-PRAIRIES
HÔPITAL SANTA CABRINI
HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS (QUÉBEC) INC.
INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL
INSTITUT PHILIPPE-PINEL DE MONTRÉAL
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE GÉRIATRIE DE MONTRÉAL
INSTITUT UNIVERSITAIRE EN SANTÉ MENTALE DE MONTRÉAL
INSTITUT UNIVERSITAIRE EN SANTÉ MENTALE DOUGLAS
L'HÔPITAL CHINOIS DE MONTRÉAL (1963)
L'HÔPITAL GÉNÉRAL JUIF SIR MORTIMER B. DAVIS
LA CORPORATION DU CENTRE HOSPITALIER GÉRIATRIQUE MAIMONIDES
TOTAL : 19
- RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**
CENTRE HOSPITALIER DE L'ASSOMPTION (ST-GEORGES DE BEAUCE) INC.
TOTAL : 1

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CENTRE JEUNESSE DU BAS-SAINT-LAURENT

TOTAL : 1**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

LES CENTRES JEUNESSE DU SAGUENAY — LAC-SAINT-JEAN

TOTAL : 1**RA03 : QUÉBEC**

CENTRE JEUNESSE DE QUÉBEC

TOTAL : 1**RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

LES CENTRES JEUNESSE DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC

TOTAL : 1**RA05 : ESTRIE**

CENTRE JEUNESSE DE L'ESTRIE

TOTAL : 1**RA06 : MONTRÉAL**

LES CENTRES DE LA JEUNESSE ET DE LA FAMILLE BATSHAW

LES CENTRES JEUNESSE DE MONTRÉAL

TOTAL : 2**RA07 : OUTAOUAIS**

LES CENTRES JEUNESSE DE L'OUTAOUAIS

TOTAL : 1**RA08 : ABITIBI**

CENTRE JEUNESSE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (CJAT)

TOTAL : 1**RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

CENTRE JEUNESSE GASPÉSIE/LES ÎLES

TOTAL : 1**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

CENTRE JEUNESSE CHAUDIÈRE-APPALACHES

TOTAL : 1**RA13 : LAVAL**

CENTRE JEUNESSE DE LAVAL

TOTAL : 1**RA14 : LANAUDIÈRE**

LES CENTRES JEUNESSE DE LANAUDIÈRE

TOTAL : 1**RA15 : LAURENTIDES**

CENTRE JEUNESSE DES LAURENTIDES

TOTAL : 1**RA16 : MONTÉRÉGIE**

LES CENTRES JEUNESSE DE LA MONTÉRÉGIE

TOTAL : 1

SANTÉ - CLSC - CHSLD

RA03 : QUÉBEC

CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-JEAN-EUDES INC.
HÔPITAL JEFFERY HALE - SAINT BRIGID'S
JARDINS DU HAUT SAINT-LAURENT (1992) INC.
TOTAL : 3

RA06 : MONTRÉAL

C.H.S.L.D. BAYVIEW INC.
CENTRE DE SOINS PROLONGÉS GRACE DART
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LA MAISON-SAINT-JOSEPH INC.
CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE GOUIN INC.
CENTRE D'HÉBERGEMENT VINCENZO-NAVARRO INC.
CENTRE LE CARDINAL INC.
CENTRE MIRIAM
CHÂTEAU WESTMOUNT INC.
CHSLD BOURGET INC.
CHSLD JUIF DE MONTRÉAL
CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME DE LOURDES INC.
GROUPE CHAMPLAIN INC.
GROUPE ROY SANTÉ INC.
INSTITUT CANADIEN-POLONAIS DU BIEN-ÊTRE INC.
RÉSIDENTE ANGELICA
RÉSIDENTE BERTHIAUME-DU TREMBLAY
VIGI SANTÉ LTÉE
TOTAL : 17

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LÉVIS INC.
CHSLD CHANOINE-AUDET
TOTAL : 2

RA13 : LAVAL

CHSLD AGE3 INC.
MANOIR ST-PATRICE INC.
SANTÉ COURVILLE INC.
TOTAL : 3

RA14 : LANAUDIÈRE

CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE HEATHER INC.
CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE INC.
TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES

9040-9764 QUÉBEC INC.(VILLA SOLEIL)
PAVILLON STE-MARIE INC.
TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE

CENTRE DE SANTÉ SAINT-LAMBERT INC.
TOTAL : 1

SANTÉ - CSSS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE KAMOURASKA
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MATAPÉDIA
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MITIS
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MATANE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE RIMOUSKI-NEIGETTE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE RIVIÈRE-DU-LOUP
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE TÉMISCOUATA
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES BASQUES
TOTAL : 8

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX CLÉOPHAS-CLAVEAU
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE CHICOUTIMI
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE JONQUIÈRE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LAC-SAINT-JEAN-EST
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DOMAINE-DU-ROY
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX MARIA-CHAPDELAINE

TOTAL : 6**RA03 : QUÉBEC**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE CHARLEVOIX
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VIEILLE-CAPITALE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE PORTNEUF
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE QUÉBEC-NORD

TOTAL : 4**RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX D'ARTHABASKA-ÉRABLE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE BÉCANCOUR-NICOLET-YAMASKA
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VALLÉE-DE-LA-BATISCAN
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE L'ÉNERGIE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MASKINONGÉ
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE TROIS-RIVIÈRES
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DRUMMOND
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU HAUT-SAINT-AURICE

TOTAL : 8**RA05 : ESTRIE**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MRC-DE-COATICOOK
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MEMPHRÉMAGOG
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES SOURCES
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU GRANIT
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU HAUT-SAINT-FRANÇOIS
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU VAL-SAINT-FRANÇOIS
 CENTRE DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX — INSTITUT UNIVERSITAIRE DE GÉRIATRIE DE
 SHERBROOKE

TOTAL : 7**RA06 : MONTRÉAL**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX CAVENDISH
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX D'AHUNTSIC ET MONTRÉAL-NORD
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE BORDEAUX-CARTIERVILLE — SAINT-LAURENT
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE DORVAL-LACHINE-LASALLE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MONTAGNE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA POINTE-DE-L'ÎLE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE L'OUEST-DE-L'ÎLE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE SAINT-LÉONARD ET SAINT-MICHEL
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU COEUR-DE-L'ÎLE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU SUD-OUEST — VERDUN
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX JEANNE-MANCE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX LUCILLE-TEASDALE

TOTAL : 12**RA07 : OUTAOUAIS**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE GATINEAU
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VALLÉE-DE-LA-GATINEAU
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE PAPINEAU
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES COLLINES
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU PONTIAC

TOTAL : 5**RA08 : ABITIBI**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VALLÉE-DE-L'OR
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE ROUYN-NORANDA
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES AURORES-BORÉALES
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU TÉMISCAMINGUE
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX LES ESKERS DE L'ABITIBI

TOTAL : 5

RA09 : CÔTE-NORD

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BASSE-CÔTE-NORD
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MINGANIE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE PORT-CARTIER
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE SEPT-ÎLES
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA HAUTE-CÔTE-NORD-MANICOUAGAN
TOTAL : 5

RA10 : NORD-DU-QUÉBEC

CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES
TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-DES-CHALEURS
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA CÔTE-DE-GASPÉ
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA HAUTE-GASPÉSIE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES ÎLES
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU ROCHER-PERCE
TOTAL : 5

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ALPHONSE-DESJARDINS
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE BEAUCE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA RÉGION DE THETFORD
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MONTMAGNY-L'ISLET
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES ETCHEMINS
TOTAL : 5

RA13 : LAVAL

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LAVAL
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU NORD DE LANAUDIÈRE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU SUD DE LANAUDIÈRE
TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX D'ANTOINE-LABELLE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX D'ARGENTEUIL
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE SAINT-JÉRÔME
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES PAYS-D'EN-HAUT
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES SOMMETS
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU LAC-DES-DEUX-MONTAGNES
TOTAL : 7

RA16 : MONTÉRÉGIE

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX CHAMPLAIN-CHARLES-LE MOYNE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA HAUTE-YAMASKA
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE PIERRE-DE-SAUREL
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE VAUDREUIL-SOULANGES
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU HAUT-SAINT-LAURENT
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU SUROÏT
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX HAUT-RICHELIEU — ROUVILLE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX JARDINS-ROUSSILLON
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX LA POMMERAIE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PIERRE-BOUCHER
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX RICHELIEU-YAMASKA
TOTAL : 11

SOCIÉTÉS DE TRANSPORT

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE QUÉBEC
TOTAL : 1

SOCIÉTÉS DE TRANSPORT (SUITE)

RA05 : ESTRIE

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL

TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL

TOTAL : 1

SOCIÉTÉS D'ÉTAT

RA03 : QUÉBEC

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC

CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC

INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC

MUSÉE DE LA CIVILISATION

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC

TOTAL : 10

RA06 : MONTRÉAL

AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ DE LA RÉGION MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

HÉMA-QUÉBEC

HYDRO-QUÉBEC

INVESTISSEMENT QUÉBEC

RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES (SODEC)

SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL

SOCIÉTÉ DE TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC

SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC

SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC

SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

SOQUIJ

TOTAL : 16

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

TOTAL : 1

SÛRETÉ DU QUÉBEC

RA06 : MONTRÉAL

QUARTIER GÉNÉRAL - SÛRETÉ DU QUÉBEC

TOTAL : 1

GRAND TOTAL : 476

ÉTAT DE SITUATION DES ORGANISMES
AU 31 MARS 2015*

IL Y A **476** ORGANISMES PUBLICS VISÉS PAR LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS. DE CE NOMBRE, **209** SE RETROUVENT DANS LE RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (RSSS), QUI A FAIT L'OBJET D'UNE IMPORTANTE RESTRUCTURATION NÉCESSITANT LE DÉVELOPPEMENT D'UNE NOUVELLE STRATÉGIE D'IMPLANTATION DES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN COLLABORATION ÉTROITE AVEC LE RÉSEAU.

À L'EXCLUSION DES **209 ÉTABLISSEMENTS** DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, **267 ORGANISMES** SONT ASSUJETTIS À LA LOI DANS LES DIVERS AUTRES RÉSEAUX.

267 ORGANISMES (AUTRES QUE RSSS)		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
4	1.5%	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
2	0.7%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
1	0.4%	ÉLABORATION DU PROGRAMME
1	0.4%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
2	0.7%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
11	4.1%	IMPLANTATION DU PROGRAMME
67	25%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
179	67%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
4	1.5%	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
4	1.5%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
67	25%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
3	1.1%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
182	68%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE
2	0.7%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
5	1.9%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE

209 ÉTABLISSEMENTS DU RSSS		
POUR LES CINQ GROUPES VISÉS		
2	1%	ÉLABORATION DU PROGRAMME
207	99%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION

* AVERTISSEMENT : LES VALEURS FIGURANT DANS CET ÉTAT DE SITUATION SONT ARRONDIES POUR LES POURCENTAGES.

ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION POUR LES 266 ORGANISMES (AUTRES QUE RSSS)

TOTAL POUR 48 CÉGEPS		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
12	25%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
36	75%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
12	25%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
1	2%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
35	73%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE

TOTAL POUR 70 COMMISSIONS SCOLAIRES		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
70	100%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
70	100%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE

TOTAL POUR 7 COLLÈGES PRIVÉS		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
1	14%	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
6	86%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
1	14%	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
6	86%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION

TOTAL POUR 31 ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS PRIMAIRES ET SECONDAIRES		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
2	6%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
2	6%	IMPLANTATION DU PROGRAMME
27	87%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
2	6%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
27	87%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
1	3%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
1	3%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE

TOTAL POUR 19 UNIVERSITÉS		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
18	95%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
1	5%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
18	95%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
1	5%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE

TOTAL POUR 27 SOCIÉTÉS D'ÉTAT		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
1	4%	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
1	4%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
1	4%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
3	11%	IMPLANTATION DU PROGRAMME
21	78%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
1	4%	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
1	4%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
1	4%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
23	85%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE
1	4%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE

TOTAL POUR 55 MUNICIPALITÉS		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
1	2%	ÉLABORATION DU PROGRAMME
6	11%	IMPLANTATION DU PROGRAMME
4	7%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
44	80%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
3	5%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
47	85%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE
2	4%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
3	5%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE

TOTAL POUR 6 SOCIÉTÉS DE TRANSPORT		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
6	100%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
5	83%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE
1	17%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE

TOTAL POUR 3 RÉGIES INTERMUNICIPALES DE POLICE		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
2	67%	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
1	33%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
2	67%	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
1	33%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS

TOTAL POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
1	100%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
1	100%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS

ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION POUR LES 209 ÉTABLISSEMENTS DU RSSS

12 AGENCES SSS		
12	100%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
1 CENTRE DE SANTÉ		
1	100%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
35 CENTRES DE RÉADAPTATION		
35	100%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
24 CENTRES HOSPITALIERS		
2	8%	ÉLABORATION DU PROGRAMME
22	92%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
15 CENTRES JEUNESSE		
15	100%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
30 CLSC-CHSLD		
30	100%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
92 CENTRES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX		
92	100%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE PROCESSUS DE DEMANDES ET DES PLAINTES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE ASSURE DES ACTIONS DÈS SON DÉBUT AFIN DE GARANTIR LA PROTECTION DES DROITS DES PERSONNES QUI FONT UNE DÉMARCHE AUPRÈS D'ELLE.

AINSI, SI CELA S'APPLIQUE À DIFFÉRENTS DEGRÉS POUR L'ENSEMBLE DES DOSSIERS, L'ÉTAPE DE L'ÉVALUATION ASSURE UN TRAITEMENT PARTICULIER AUX DOSSIERS EN MATIÈRE DE LOGEMENT. DÈS LA RÉCEPTION DU DOSSIER, LE CONSEILLER OU LA CONSEILLÈRE À L'ÉVALUATION COMMUNIQUE AVEC LA PERSONNE PLAIGNANTE POUR SAVOIR SI L'OBTENTION DU LOGEMENT REFUSÉ EST EN JEU. SI OUI, LE PROFESSIONNEL COMMUNIQUERA DÈS LORS AVEC LE PROPRIÉTAIRE POUR L'INFORMER DE LA PLAINTÉ, LUI EXPLIQUER CE QUE PEUT ÊTRE UN REFUS DISCRIMINATOIRE, ET VÉRIFIER SI LE LOGEMENT CONVOITÉ EST TOUJOURS DISPONIBLE.

SI TEL EST LE CAS, LE CONSEILLER TENTERA PAR SES INTERVENTIONS DE REMETTRE EN CONTACT LES DEUX PARTIES ET AINSI PERMETTRE UNE SOLUTION À LA SATISFACTION DE TOUS.

CES INTERVENTIONS CONCOMITANTES AVEC LES FAITS LITIGIEUX SONT CERTES DE NATURE À SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES AUX SITUATIONS DE DISCRIMINATION, NOTAMMENT ETHNIQUE, ET À LEURS OBLIGATIONS EN REGARD DE LA MISE EN LOCATION D'UN LOGEMENT.

POUR L'ANNÉE 2014-2015, 87 NOUVELLES PLAINTES DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT ONT MENÉ À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE, DONT 32 SOULEVAIENT LA RACE-COULEUR-ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE COMME MOTIF DE DISCRIMINATION ET 25 LE HANDICAP.

PAR AILLEURS, LA COMMISSION CONTINUE DE DISTRIBUER LE DÉPLIANT « DROIT AU LOGEMENT SANS DISCRIMINATION ». CE DÉPLIANT A ÉGALEMENT ÉTÉ DISTRIBUÉ LORS DES SÉANCES D'ÉDUCATION S'ADRESSANT PARTICULIÈREMENT AUX COMMUNAUTÉS LES PLUS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉES PAR CETTE QUESTION.

LA COMMISSION OFFRE ÉGALEMENT UNE FORMATION GRATUITE QUI EXAMINE LA NOTION DE DISCRIMINATION DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT ET LES DROITS EN CAUSE SELON LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE DU QUÉBEC. EN 2014-2015, CETTE FORMATION A ÉTÉ OFFERTE À DEUX REPRISES DONT AU REGROUPEMENT DES GESTIONNAIRES ET COPROPRIÉTAIRES DU QUÉBEC ET À UN CONSEIL D'ADMINISTRATION D'UNE COOPÉRATIVE À LA SUITE D'UN RÈGLEMENT DE PLAINTÉ.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDES D’INTERVENTION EN JEUNESSE

SITUATIONS	2014-2015
APPLICATION D’UNE MESURE DE PROTECTION IMMÉDIATE	0
ASPECTS PARTICULIERS DE LA LOI	1
ASPECTS PARTICULIERS DE LA LOI (LSJPA)	0
AUTRE	5
ÉVALUATION DE LA SITUATION ET ORIENTATION	34
PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L’ENFANT	176
PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L’ENFANT (LSJPA)	0
PROJET DE VIE PERMANENT	0
SERVICES EN RESSOURCES D’HÉBERGEMENT	25
SERVICES EN RESSOURCES D’HÉBERGEMENT (LSJPA)	1
TRAITEMENT D’UN SIGNALEMENT	31
TOTAL	273

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2014 ET LE 31 MARS 2015, LA COMMISSION A TRAITÉ UN TOTAL DE 273 DOSSIERS EN MATIÈRE JEUNESSE. AVEC UNE MOYENNE DE 23 CAS PAR MOIS, LA SITUATION POUR LAQUELLE LA COMMISSION EST LE PLUS SOUVENT INTERPELLÉE EST, DE LOIN, LA PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L’ENFANT (64%), SUIVIE PAR L’ÉVALUATION DE LA SITUATION ET ORIENTATION (12%) ET DU TRAITEMENT D’UN SIGNALEMENT (11%).

DEMANDES D’ENQUÊTE JEUNESSE

	2014-2015
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	31
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	5
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	25
CÔTE-NORD	7
ESTRIE	5
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	34
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	36
MONTÉRÉGIE	18
MONTRÉAL ET LAVAL	82
OUTAOUAIS	17
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	8
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	5
TOTAL DEMANDES D’ENQUÊTE JEUNESSE	273

DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015, IL Y A EU 273 DEMANDES D’ENQUÊTE.

DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE

	2014-2015
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	28
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	23
CÔTE-NORD	2
ESTRIE	5
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	23
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	40
MONTÉRÉGIE	13
MONTRÉAL ET LAVAL	64
OUTAOUAIS	12
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	5
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	0
TOTAL DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE	217

DES 273 DEMANDES REÇUES EN 2014-2015, 217 ONT ÉTÉ DIRIGÉES VERS LE PROCESSUS D'ENQUÊTE, CE QUI REPRÉSENTE UN TAUX DE RECEVABILITÉ DE 79%.

DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE

	2014-2015
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	26
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	4
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	25
CÔTE-NORD	4
ESTRIE	6
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	27
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	38
MONTÉRÉGIE	18
MONTRÉAL ET LAVAL	70
OUTAOUAIS	14
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	5
TOTAL DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE	237

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2014 ET LE 31 MARS 2015, UN TOTAL DE 237 DOSSIERS JEUNESSE ONT ÉTÉ FERMÉS.

PAR AILLEURS, ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2014 ET LE 31 MARS 2015, LE NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI DE SA PROPRE INITIATIVE EST DE 4.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE DÉTIENT PAS DE TELS RENSEIGNEMENTS ET IL APPERT QUE LES CENTRES JEUNESSE NE COMPIENT PAS D'INFORMATION À CE SUJET. EN EFFET, LES DEUX MOTIFS MENTIONNÉS DANS LA QUESTION (INTIMIDATION ET RISQUE SUICIDAIRE) NE SONT PAS INCLUS AU NOMBRE DES MOTIFS DE SIGNALEMENT PRÉVUS À LA *LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE*. CES QUESTIONS DEVRAIENT S'ADRESSER AUX COMMISSIONS SCOLAIRES, QUI DOIVENT MAINTENANT PRODUIRE DES STATISTIQUES POUR DOCUMENTER LE PHÉNOMÈNE DE L'INTIMIDATION DEPUIS QUE LA *LOI VISANT À PRÉVENIR ET À COMBATTRE L'INTIMIDATION À L'ÉCOLE*, A ÉTÉ ADOPTÉE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CETTE QUESTION N'EST PAS APPLICABLE AU MANDAT DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. IL EST POSSIBLE D'OBTENIR CETTE INFORMATION AUPRÈS DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX QUI COMPILENT CES DONNÉES DE FAÇON RÉGULIÈRE.

P.119 LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET DES CENTRES JEUNESSE. INDiquer LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE MANDATE LA COMMISSION À SON ARTICLE 23 D) « D'ÉLABORER ET D'APPLIQUER DES PROGRAMMES D'INFORMATION ET D'ÉDUCATION DESTINÉS À RENSEIGNER LA POPULATION EN GÉNÉRAL ET LES ENFANTS EN PARTICULIER SUR LES DROITS DES ENFANTS. » DANS CETTE OPTIQUE, LA COMMISSION A TENU DES SÉANCES D'INFORMATION ET DE FORMATIONS POUR DES EMPLOYÉS DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET DES CENTRES JEUNESSE. LES FORMATIONS DONNÉES PAR LA COMMISSION SONT GRATUITES, IL N'Y AVAIT DONC PAS DE COÛTS ASSOCIÉS À CES FORMATIONS POUR LES PARTICIPANTS.

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2014 ET LE 31 MARS 2015 :

- 14 AVRIL 2014, FORMATION AU COMITÉ DES USAGERS DU CENTRE JEUNESSE SHERBROOKE, FORMATION POUR LES USAGERS PARENTS, MAIS PRÉSENCE DE 2 EMPLOYÉS;
- 6 JUIN 2014, FORMATION AUX MEMBRES DU REGROUPEMENT PROVINCIAL DES COMITÉS DES USAGERS QUI SONT, POUR LA MAJORITÉ, EMPLOYÉS DES CENTRES JEUNESSE À L'ÉCHELLE DU QUÉBEC, LÉVIS, 34 EMPLOYÉS;
- 20 OCTOBRE 2014, RENCONTRE D'INFORMATION AVEC LA DPJ DE MONTRÉAL, 2 EMPLOYÉS;
- 1^{ER} DÉCEMBRE 2014, FORMATION AU COMITÉ DES USAGERS/RÉSIDENTS DU CENTRE JEUNESSE DE LANAUDIÈRE, JOLIETTE, FORMATION POUR LES JEUNES USAGERS, MAIS PRÉSENCE DE 2 EMPLOYÉS;
- 13 JANVIER 2015, FORMATION AU COMITÉ DES USAGERS/RÉSIDENTS DU CENTRE JEUNESSE DE MONTÉRÉGIE-CAMPUS STE-HYACINTHE, FORMATION POUR LES JEUNES USAGERS, MAIS PRÉSENCE DE 3 EMPLOYÉS;
- 22 JANVIER 2015, CONSEIL MULTIDISCIPLINAIRE DE LA MONTÉRÉGIE, SESSION D'INFORMATION, ST-HUBERT, 8 EMPLOYÉS;
- 23 FÉVRIER 2015, YOUTH EMPOWERMENT GROUP, CENTRE JEUNESSE DE BATSHAW, MONTRÉAL, FORMATION POUR LES JEUNES USAGERS, MAIS PRÉSENCE DE 3 EMPLOYÉS;
- 11 MARS 2015, FORMATION AU COMITÉ DES USAGERS/RÉSIDENTS DU CENTRE JEUNESSE DE MONTÉRÉGIE-CAMPUS DE VALLEYFIELD, FORMATION POUR LES JEUNES USAGERS, MAIS PRÉSENCE DE 5 EMPLOYÉS;
- 18 MARS 2015, FORMATION AU COMITÉ DES USAGERS/RÉSIDENTS DU CENTRE JEUNESSE DE SAGUENAY, CHICOUTIMI, FORMATION POUR LES USAGERS, MAIS PRÉSENCE DE 6 EMPLOYÉS;
- 27 MARS 2015, FORMATION CONJOINTE ÉQUITAS/COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE, MONTRÉAL, FORMATION SUR LES DROITS DES ENFANTS EN LPJ/LSJPA ET SELON LA CHARTE, 9 EMPLOYÉS DES CENTRES JEUNESSE DE MONTRÉAL ET MONTÉRÉGIE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

À LA SUITE DE PLUSIEURS PLAINTES EN CONTRAVENTION DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (LPJ) SUR LES DROITS DE COMMUNICATION DES ENFANTS ET JEUNES HÉBERGÉS EN FAMILLE D'ACCUEIL ET EN CENTRE DE RÉADAPTATION, LA COMMISSION EST INTERVENUE AUPRÈS DE PLUSIEURS DIRECTIONS DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE AFIN DE RAPPELER LEURS OBLIGATIONS EN REGARD DE CE DROIT ET DE DEMANDER DE RÉTABLIR LA SITUATION. DE PLUS, LA COMMISSION A ADOPTÉ UN AVIS SUR LA DÉTERMINATION DES MODALITÉS DE CONTACTS ENTRE L'ENFANT ET LES MEMBRES DE SA FAMILLE IMMÉDIATE LORSQU'UNE ORDONNANCE D'HÉBERGEMENT EN VERTU DE L'ARTICLE 91 DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE EST ÉMISE.

LA COMMISSION A CONCLU UNE ENQUÊTE DE SA PROPRE INITIATIVE SUR LES SERVICES OCTROYÉS À UN GROUPE D'ENFANTS PLACÉS EN FAMILLES D'ACCUEIL PAR LE DIRECTEUR DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET PAR LE CENTRE JEUNESSE DU BAS-SAINT-LAURENT. LA COMMISSION A SOULEVÉ PLUSIEURS LACUNES QUANT AU SUIVI DES ENFANTS ET AU RESPECT DES ORIENTATIONS MINISTÉRIELLES, DES RÈGLEMENTS, DES CADRES DE RÉFÉRENCE, DU MANUEL DE RÉFÉRENCE SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE, DES PROTOCOLES ET DES GUIDES DE PRATIQUE EN MATIÈRE D'APPLICATION DE LA LPJ PAR LE CENTRE JEUNESSE ET LE DIRECTEUR DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (DPJ). LA COMMISSION A ÉMIS DES RECOMMANDATIONS À L'ÉTABLISSEMENT, AU DPJ ET AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS). LES SUIVIS SONT EFFECTUÉS : L'ÉTABLISSEMENT ET LE DPJ ONT RÉPONDU ADÉQUATEMENT ET DANS LES DÉLAIS AUX RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION. LE SUIVI DES RECOMMANDATIONS AU MSSS EST PRÉVU POUR MAI 2015.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES PLAINTES EN JEUNESSE

	2014-2015
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES JEUNESSE	273

DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS

	2014-2015
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	217

DOSSIERS FERMÉS

	2014-2015
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	237

DOSSIERS ACTIFS

	2014-2015
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS	88

LES DÉLAIS

	2014-2015
	TOTAL
DÉLAI DE TRAITEMENT (EN JOURS)	124

A. LES DÉLAIS PAR ÉTAPE

		2014-2015
	DÉLAI PRESCRIT	DÉLAI ATTEINT
RECEVABILITÉ	15	20
ÉVALUATION	35	56
ENQUÊTE	130	286

B. LES DÉLAIS SELON LE TYPE OU LE MOTIF DE FERMETURE

	2014-2015
SITUATION CORRIGÉE	540 JOURS
DROIT NON LÉSÉ	401 JOURS
TRIBUNAL DÉJÀ SAISI DES MÊMES FAITS	364 JOURS
ABSENCE DE PREUVE DE LÉSION DE DROIT	256 JOURS
DÉLAI MOYEN DES DOSSIERS TRAITÉS ET FERMÉS PAR LE COMITÉ DES ENQUÊTES	496 JOURS

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2014-2015	EFFECTIFS EN PLACE AU 31 MARS 2015 (POSTES OCCUPÉS)
CADRES	9	9
PROFESSIONNELS		
ANALYSTE DE LA GESTION ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS (EXPERT)	2	2
AGENT D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION	4	3
AGENT D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION – JEUNESSE	1	1
AGENT D'INFORMATION	3	3
AGENT DE LA GESTION FINANCIÈRE	1	1
CONSEILLER À L'ÉVALUATION	7	6
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS (EXPERT)	1	1
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS	11	9
COORDONNATEUR DE L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS	2	2
ENQUÊTEUR CHARTE	17	19
ENQUÊTEUR JEUNESSE	2	3
MÉDIATEUR (EXPERT)	1	1
MÉDIATEUR	3	3
CHERCHEUR (EXPERT)	2	2
CHERCHEUR	2	2
CHERCHEUR – JEUNESSE	1	1
ANALYSTE EN INFORMATIQUE (EXPERT)	2	2
ANALYSTE EN INFORMATIQUE	2	2
CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	2	2
CONSEILLER JURIDIQUE – CONTENTIEUX	11	10
CONSEILLER JURIDIQUE – RECHERCHE	4	4
CONSEILLER JURIDIQUE – JEUNESSE	1	1
ADJOINT AU PRÉSIDENT	1	1
COORDONNATEUR DE L'ACCUEIL ET DE L'ÉVALUATION	1	1
COORDONNATEUR DES ENQUÊTES CHARTE	3	2
COORDONNATEUR DES COMMUNICATIONS	1	1
COORDONNATEUR ÉDUCATION-COOPÉRATION	1	0
TOTAL	89	85
TECHNICIENS ET EMPLOYÉ(E)S DE BUREAU		
AGENTE DE BUREAU – CLASSE PRINCIPALE	9	8
BIBLIOTHECIEN	1	1
SECRÉTAIRE	1	0
TÉLÉPHONISTE-RÉCEPTIONNISTE	0	0
TECHNICIEN PRINCIPAL EN ADMINISTRATION	2	2
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	18	18
TECHNICIEN EN PERSONNEL	1	1
TECHNICIEN PRINCIPAL À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	1	1
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	6	5
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION	3	2
TECHNICIEN EN RECHERCHE	1	1
TOTAL	43	39
GRAND TOTAL	141	133

P.151 NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, DEPUIS 2009-2010 ET JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI :

- A. À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ;
- B. DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE;

INDIQUER POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI :

- A. L'OBJET DE LA POURSUITE;
- B. LE RÉSULTAT DE LA POURSUITE;
- C. LES SUITES ACCORDÉES;

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AU COURS DE L'ANNÉE 2014-2015, QUATRE CONSTATS D'INFRACTION ONT ÉTÉ DÉLIVRÉS PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES EN REGARD DE DOSSIERS RELATIFS À LA *LOI SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE LOBBYISME* (L.R.Q., c. T-11.011) TRANSMIS PAR LE COMMISSAIRE AU LOBBYISME.

UN DES CONSTATS D'INFRACTION CONCERNE UNE INFRACTION À L'ARTICLE 8 DE LADITE LOI ET LES TROIS AUTRES SE RAPPORTENT À DES INFRACTIONS À L'ARTICLE 25 :

ARTICLE 8: ÉTANT LE PLUS HAUT DIRIGEANT DE L'ENTREPRISE, AVOIR OMIS DE S'INSCRIRE SUR LE REGISTRE COMME LOBBYISTE

ARTICLE 25: AVOIR EXERCÉ DES ACTIVITÉS DE LOBBYISME AUPRÈS D'UN TITULAIRE D'UNE CHARGE PUBLIQUE SANS ÊTRE INSCRIT SUR LE REGISTRE DES LOBBYISTES.

P.152 NOMBRE D'ENQUÊTES EFFECTUÉES, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI ET EFFECTUÉES, DEPUIS 2009-2010 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE :

- A. À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ;
- B. DE SA PROPRE INITIATIVE;

INDIQUER :

- A. L'OBJET DE L'ENQUÊTE;
- B. LE RÉSULTAT DE L'ENQUÊTE;
- C. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP;
- D. LE NOMBRE DE DOSSIERS EN COURS DEVANT LES TRIBUNAUX;
- E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OU LA OU LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES ONT PLAIDÉ COUPABLES;
- F. LE NOMBRE DE DOSSIERS OU LA OU LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES ONT ÉTÉ DÉCLARÉES COUPABLES;
- G. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP N'AYANT PAS FAIT L'OBJET DE POURSUITE;
- H. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP ET DONT LE DÉLAI ÉTAIT PRESCRIT LORS DE LA TRANSMISSION PAR LA COMMISSION;
- I. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP ET DONT LE DÉLAI A ÉTÉ PRESCRIT PENDANT L'ANALYSE DU DOSSIER PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP;
- J. COPIE DES RAPPORTS D'ENQUÊTES DONT LES DÉLAIS SONT PRESCRITS.

MINISTÈRE

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE DÉTIENT PAS LA RÉPONSE À CETTE QUESTION.

P.153 DEPUIS 2009-2010 JUSQU'À CE JOUR, LA LISTE DES AVIS DEMANDÉS AU COMMISSAIRE AU LOBBYISME PAR UN MINISTÈRE, UN ORGANISME OU UN CABINET MINISTÉRIEL. FOURNIR ÉGALEMENT UNE COPIE DE CHACUN DE CES AVIS ET PRÉCISER TOUT SECTEUR VISÉ PAR LA LOI.

MINISTÈRE

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE DÉTIENT PAS LA RÉPONSE À CETTE QUESTION.

P.154 LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES À L'INTERNE OU À L'EXTERNE DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2014-2015 :

- A. LISTE ET COÛT;
- B. COPIE DES SOUMISSIONS;
- C. COPIE DES ÉTUDES;
- D. FIRME OU INDIVIDU AYANT OBTENU LE MANDAT;
- E. COPIE DU CONTRAT.

MINISTÈRE

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE DÉTIENT PAS LA RÉPONSE À CETTE QUESTION.